

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 12478 - 4,20 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

MERCREDI 13 MARS 1985

LES OBSÈQUES DE CONSTANTIN TCHERNENKO

M. Mikhaïl Gorbatchev reçoit à Moscou de nombreux dirigeants occidentaux

Bientôt des choix

Parmi les nombreuses tâches qui attendent le nouveau secrétaire général du PC soviétique, celles qui relèvent de la politique étrangère ne sont pas nécessairement les moins importantes ni les moins urgentes. L'ouverture, le jour même où le nouveau chef du parti prend ses fonctions, de la négociation de Genève sur les armements rappelle utilement que l'heure des choix ne saurait tarder et qu'on en est bien conscient à Moscou.

Or cette négociation ne pose pas seulement le problème des concessions à faire par le Kremlin pour enrayner l'initiative de défense stratégique du président Reagan ou pour tenter de ralentir le déploiement des missiles américains en Europe. Elle soulève aussi indirectement toute la question des programmes militaires futurs de l'URSS, des choix qu'il faudra faire, et imposer éventuellement à l'état-major soviétique - entre forces défensives et offensives, entre armements nucléaires et classiques, entre les diverses priorités géographiques et politiques qui sous-tendent la stratégie générale.

La mise à l'écart en septembre dernier du maréchal Ogarkov, chef de l'état-major général et porte-parole attitré des militaires « modernistes », semble avoir été la conséquence indirecte du débat qui se déroule sur ces sujets dans les hautes sphères de l'appareil. Le moins qu'on puisse dire est qu'il n'a pas été tranché par ce limogeage - le maréchal Ogarkov a refait surface au fur et à mesure de l'affaiblissement physique de Constantin Tchernenko - ni par la nomination au poste de ministre de la défense du maréchal Sokolov en décembre dernier : seule décision importante prise en matière de cadres pendant les treize mois du règne précédent.

Au-delà des négociations sur les armements, M. Gorbatchev aura bientôt l'occasion de préciser ses vues sur les relations Est-Ouest. Bien sûr, le nouveau secrétaire général ne pourrait faire autrement que de réaffirmer les thèses connues sur la coexistence pacifique et la nécessité d'une détente : continuité oblige. Mais il y a deux manières un peu différentes de plaider ce dossier et peut-être même deux écoles à Moscou : pour l'une, le partenaire privilégié doit rester les États-Unis, seule puissance à la hauteur de l'URSS par la qualité et l'importance de ses armements ; pour l'autre, il faut contourner l'obstacle américain par une politique de détente différenciée, rechercher ailleurs, et notamment en Europe et au Japon, des partenaires privilégiés. Par ses discours récents, entre autres au cours de sa visite en Grande-Bretagne, M. Gorbatchev s'est nettement rallié à la dernière conception.

Bien entendu, le secrétaire général aura affaire dans tous ces domaines à l'éternel ministre des affaires étrangères, M. Gromyko. Mais l'affirmation de l'autorité en URSS passe aussi, et peut-être même surtout, par un activisme en politique étrangère, ne serait-ce que parce que le nouveau dirigeant y trouve une occasion de se manifester en public et de faire régner l'indispensable « culte » autour de sa personne. La grande différence qui sépare M. Gorbatchev de ses deux prédécesseurs est qu'il en a les capacités physiques.

Le président Mitterrand se rendra à Moscou le mercredi 13 mars pour assister aux obsèques de Constantin Tchernenko, qu'il avait personnellement rencontré lors de son voyage en URSS en juin 1984. De nombreux chefs d'Etat et de gouvernement seront également présents, mais M. Reagan ne fera pas le voyage et sera représenté par le vice-président, M. Bush. A Moscou, c'est M. Gromyko qui a

« parrainé » lundi la candidature de M. Gorbatchev à la succession de Constantin Tchernenko au poste de secrétaire général du PC soviétique (lire page 4 le portrait de M. Gorbatchev par Michel TATU). En l'humanité, M. Gorbatchev a prononcé devant le comité central un discours affirmant notamment l'attachement de l'URSS à la détente et, à propos des négociations de

Genève, son désir d'aboutir à « une importante réduction des armements ». Les problèmes stratégiques ont été au centre des entretiens qu'a poursuivis mardi, dans la capitale soviétique, le ministre français des relations extérieures, M. Roland Dumas, avec son collègue, M. Gromyko. Les relations bilatérales ont d'autre part été débattues avec le président du conseil des ministres d'URSS, M. Tikhonov.

Le « parrainage » de M. Gromyko

De notre correspondant

Moscou. - Tout a été réglé en une seule journée. M. Mikhaïl Gorbatchev a été « élu à l'unanimité », lundi 11 mars, secrétaire général du Parti communiste soviétique, moins de vingt-quatre heures après le décès de son prédécesseur survenu officiellement dimanche à 19 h 20.

La tradition du secret a été respectée. Le comité central, soit près de cinq cents personnes si l'on compte les suppléants, s'est réuni lundi après-midi dans la plus totale discrétion. Il est vraisemblable qu'une fois de plus l'armée a été mise à contribution pour amener rapidement à Moscou les membres de cet organisme qui viennent des régions les plus éloignées du pays.

Le bureau politique, qui ne compte désormais plus que dix titulaires, avait de toute façon déjà tranché. Le communiqué diffusé lundi en fin d'après-midi à Moscou, le

reconnait implicitement. C'est « à la demande du bureau politique » que M. Gorbatchev a « inauguré la séance plénière » du comité central, et c'est à M. Gromyko qu'il est revenu de « proposer d'élire » M. Gorbatchev secrétaire général. Ces termes donnent le fil conducteur des événements qui ont amené au pouvoir le plus jeune dirigeant de l'URSS depuis la seconde guerre mondiale.

Le choix de M. Gromyko pour proposer la candidature de M. Gorbatchev est à lui seul une indication. Une vieille tradition « bolchevique » veut que, après une controverse, le vaincu soit chargé publiquement d'appeler les « camarades » à voter pour le vainqueur.

DOMINIQUE D'HOMBRES.

(Lire la suite page 4.)

La fin du surréalisme

De notre envoyé spécial

Moscou. - Après les intermédiaires Andropov et Tchernenko, l'URSS en revient à la situation de 1982 à la mort de Brejnev. Le pays fait face aux mêmes problèmes fondamentaux, et les dirigeants ont choisi entre les deux salutations qui s'offraient à eux : celle du réalisme pour laquelle ils avaient déjà opté non sans mal en 1982 en choisissant tout d'abord comme secrétaire général, mais le malade n'a pas résisté à cette expérience ; celle du surréalisme qui fut retenue un an plus tard au bénéfice de l'homme fol et miné par la maladie qui vient de disparaître, Constantin Tchernenko.

Les septuagénaires du Kremlin se sont enfin fait une raison et ont décidé de passer le relais à une autre génération : M. Gorbatchev est l'homme du réalisme qu'il faut garder du présent comme celui d'un réformisme difficilement imaginable dans les structures de ce pays.

M. Griche, que certains ont manifestement voulu mettre en avant ces dernières semaines, était l'homme du surréalisme : le patron du parti pour la ville de Moscou est un vieil « apparatchik » blanchi sous la hampe, sans imagination et sans compétences particulières, incapable de lancer une machine qui s'essouffait.

Il a dû en coûter aux caciques du régime de concéder la place de numéro un à un homme de cinquante-quatre ans qui a toutes les chances de conserver le pouvoir pendant encore une vingtaine d'années. Le pari est risqué dans un pays où tout le monde craint un retour aux foudres de Krouchtchev et se souvient - même si personne n'en parle - de la dictature de Staline qui dura pratiquement trente années.

JACQUES AMALRIC.

(Lire la suite page 3.)

Le mythe du réformiste

par DANIEL VERNET

Ce qui frappe d'abord, c'est le contraste. Comme en 1982, quand Andropov succède à Brejnev, un homme vif, relativement jeune - il n'avait pas soixante-dix ans - à l'intelligence alerte, aux fines lunettes d'acier qui lui donnaient l'air d'un vieillard impotent. Pour un peu, son goût présumé pour le whisky et ses rudiments d'anglais auraient fait pardonner ses quinze ans passés à la tête du KGB. Des « informateurs » formés à bonne école le suraient à des étrangers extasiés : il était même « libéral » ; à preuve, sa fille qui avait voulu devenir comédienne.

A un dirigeant cacochyme, qui n'aurait régné qu'un seul été, succède un homme jeune, rondouillard, jovial, qui manie l'humour et l'esprit de repartie, et promène une épouse

élegante. Sur le sommet de son crâne dégringolé, un angélique, soigneusement gommé sur les photos officielles, ajoute une touche d'humanité. C'est un Soviétique comme le public et parfois les responsables occidentaux les aiment. Un nouveau Khrouchtchev, dans ses meilleurs jours, quand le successeur de Staline séduisait l'Amérique par ses boutades et son franço-parler. Dans cette galerie de l'ouverture on n'aurait garde d'oublier Leonid Brejnev au temps de sa verdure, amateur de grosses voitures et de jolies femmes.

L'URSS n'a pas toujours été à l'image de ces hommes gris et malades qui gravissent avec peine les marches du mausolée de Lénine les jours de fête et d'enterrement.

Le gémotisme est un avatar récent du système soviétique et la jeunesse du nouveau chef ne saurait, par opposition, emporter toutes les vertus.

M. Gorbatchev apparaît, certes, comme un dirigeant de type nouveau. Il est le premier chef du Kremlin à être né après la révolution d'Octobre, le premier à n'avoir connu, à l'âge adulte, ni les sanglantes purges stalinienne ni la « grande guerre patriotique ». Il n'a pas vécu, comme ses prédécesseurs, les peurs et les mythes du premier Etat socialiste. Il est toutefois entré au Parti communiste, un an avant la mort de Staline, à une époque où le terme de dégel n'avait pas encore été inventé. Mais mettons cette adhésion sur le compte de la nécessité pour tout jeune Soviétique ambitieux de vouloir faire carrière.

M. Gorbatchev est aussi et surtout un pur produit de la société soviétique, de son système d'éducation, d'endoctrinement, de promotion des élites. On lui fait crédit de ses études de droit. Encore faut-il savoir que c'est un domaine où, plus que partout ailleurs, l'idéologie règne en maître.

Sa biographie officielle voudrait qu'il ait travaillé comme « tracteuriste » pour lui donner ce petit air populaire sans lequel il n'est pas de dirigeant parfait.

(Lire la suite page 5.)

AU JOUR LE JOUR

Jeunesse

Un petit jeune au Kremlin, quasiment un blanc-bec, même pas l'âge d'une pré-traitée chez nous ! L'Occident n'en croit pas ses yeux. A cinquante-quatre ans - Mikhaïl Gorbatchev - que l'on dit « charmant » comme on disait Andropov « libéral » - à la vie devant lui, ce qui le distingue nettement de ses prédécesseurs. Y aurait-il un frémissement dans la gérontocratie soviétique ?

Ce serait naïveté que de s'y fier. Laissons-le faire ses preuves. En face, Ronald Reagan, qui a vingt ans de plus, prouve chaque jour que la jeunesse n'a rien à voir avec la date de naissance. Au pouvoir, on a l'âge de son système.

BRUNO FRAPPAT.

Les mousquetaires « antiterrorisme » du président

On les appelle « les mousquetaires du président », dénomination qu'ils trouvent à les en croire « terriblement exacte ». Ce sont les membres de la cellule chargée à l'Elysée de coordonner l'information sur la lutte contre le terrorisme international. Décroisés, mis à l'index, à la suite d'opérations, sur le terrain, qui n'ont pas toujours réussi, ils s'estiment jalousement pour leur fidélité au chef de l'Etat. Gendarmes et policiers cooptés sous la direction du chef d'escadron Christian Prouzet, promu depuis peu préfet hors cadre, ils ont vocation à demeurer secrets, destinés à l'ombre du pouvoir politique.

Pour la première fois, l'un d'eux a accepté d'expliquer le sens de leur travail et, du même coup, de dresser un bilan des activités de la cellule après plus de trente mois d'action antiterroriste. Il le fait sous le pseudonyme d'Aramis, le plus subtil et le plus intrigant des héros d'Alexandre Dumas.

Cette série de trois articles est évidemment une défense et une illustration de la cellule élyséenne : plaidoyer pro domo pour certains, testament d'une équipe qui estime avoir réussi quel que soit l'avenir, pour d'autres. Nous la publions page 15 à titre de document.

JACQUES ISNARD.

LIRE

8. GRÈCE
La crise politique s'aggrave.
9. LIBAN
Un nouveau tournant de la guerre dans le Sud ?
11. POLITIQUE
La polémique s'accroît entre l'opposition parlementaire et M. Jean-Marie Le Pen.
14. ÉDUCATION
Un entretien avec M. Roland Carraz, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement technique.
14. ENVIRONNEMENT
La pollution en Basse-Seine : air plus pur, eau plus sale.
25. RÉSEAU CABLÉ
Première convention signée entre Rennet et les PTT.
40. SOCIAL
Le rapport de M. Edmond Maire pour dissiper le malaise de la CFDT.

Alain DUHAMEL



Le complexe d'Astérix

essai sur le caractère politique des Français

« Un exposé clair et attrayant, unissant le meilleur du talent du professeur et le meilleur du talent du journaliste. »

Jacques Duquesne / Le Point

« Essai mordant et spirituel, émaillé d'anecdotes et de portraits. »

L'Express

GALLIMARD *rf*

« Le Monde de l'économie »
Pages 21 à 24

Les restructurations
un an après

débats

TRAVAILLEURS ET CHOMEURS

Gérard Mendel vient d'animer une enquête sur « Les attentes des OS » depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir. Ses conclusions sont pessimistes. Moins que ne le sont, il est vrai, celles de cette jeune femme qui, depuis dix-neuf mois, cherche du travail et dont nous publions le témoignage.

TÉMOIGNAGE

Dix-neuf mois en marge

Après tant et tant de vaines démarches suis-je responsable de mon maintien au chômage ?

Moi qui aurais pu rester employée de bureau et atteindre tranquillement le statut correspondant à dix-neuf ans d'ancienneté, mais qui, portant d'autres rêves, ai pris le risque de vivre, de suivre des études et d'exercer des fonctions sociales, par alternance...

Moi qui, à trente-six ans, propose sur le marché les richesses de douze ans d'expérience professionnelle (statut d'employée puis de cadre, deux emplois) et de dix ans d'études supérieures (trois diplômes)...

Moi encore, qui, après quatorze mois de chômage, ai commencé à avoir quelques difficultés pour présenter tous les symptômes d'un optimisme, d'un dynamisme et d'une motivation sans faille, pour le deuxième entretien, devant le deuxième recruteur...

Moi, suis-je responsable de mon chômage ? Après dix-huit ans de vie salariée et assidue, suis-je responsable de ma marginalisation ?

Quatre cent treize lettres

Après l'expédition de quatre cent treize lettres, après avoir satisfait à toutes les démarches requises de documentation et de réflexion, à toutes les opérations proposées de recrutement — tests et entretiens sur table comprise — à tous les rendez-vous, suis-je responsable de mon chômage, de mon maintien en chômage ?

Sinon moi, qui ? Chacun de ces recruteurs rencontrés qui m'a repoussé, satisfait de lui-même et de son sort, le ventre en l'air et le cigare à la main, en me considérant, finalement, du fond de son fauteuil, comme une abstraction ?

Chacun des signataires des cent quatre-vingt-treize lettres repues ? Chacun des deux cents qui n'ont pas répondu à mon courrier ? Cette directrice d'école de travail social qui proposait un poste m'intéressant bougrement — et elle le savait, — mais qui, hier soir, a décidé d'embaucher un candidat ayant le même profil exactement que moi, parce qu'un homme lui a semblé, à elle, femme, être

capable de faire preuve de plus d'autorité ?

Chacun de ces conseillers et de ces donneurs de leçons qui, affirmant que je pourrais peut-être m'y prendre autrement, a été incapable de me dire comment ?

Chacun de ceux qui m'assurent de leurs sentiments les meilleurs, sans s'inquiéter autrement de mon sort ?

Sinon eux, qui ? Les journaux qui ont ignoré ou refusé un article, dont, il y a trois mois, j'espérais qu'il puisse casser la logique de mise au rebut de mon CV, stypique ?

Les logiques économiques ? Les structures sociales ? Les lourdeurs administratives, qui demandent trois mois pour conclure à l'inaudition de mon CV au profit recherché ? Les mentalités ?

Sinon ? Le plus grand des hasards ? L'Éternel ? Alors donc. Nous avons refusé d'écouter ses conseils et d'admettre son existence. Et puis, à en croire la tradition, lui nous laisse libres d'assumer nos responsabilités.

D'où à résulter que, de toute façon, la répartition des richesses, le partage du travail et de l'argent, sont affaire d'hommes et de femmes.

A ce tarif-là, actuellement, je reçois 41,40 F par jour. Toute solidarité officielle mise en jeu. Je suis célibataire et — encore — locataire.

Qui est responsable de mon chômage ? Qui, entendant la question, se sentira concerné ? Qui aidera à bousculer cette tristesse ? Moi ? D'autres ? Un jeu de circonstances favorables ? La providence ? Mais d'ici là ? Me blâmez-vous si je déclare comprendre que des femmes puissent exercer le plus vieux métier du monde, sans délais d'embauche ?

Me trouvez-vous insupportable si je m'y refuse, même avec vous ? Servez-vous qu'un bout du chemin, il y a le tien. Mais, d'ici là, le corps veut vivre, l'esprit s'alimenter, les mains agir. Suis-je si différente de vous ?

Qui est responsable de ma marginalisation ? Qui est responsable de mes dix-neuf mois de chômage ?

ANNIE RATOUIS (Cergy).

Les attentes des OS

Il y a en France 2500000 ouvriers spécialisés. Qui connaît leurs réelles conditions de travail ?

par GÉRARD MENDEL (*)

Il existe deux souffrances dans la vie des OS. La première provient d'un sentiment d'infériorité sociale, d'exclusion qui s'exprime ouvertement dans leurs discours. Elle est liée à leur faible salaire, à l'image que les autres ont d'eux : le terme OS porte avec lui une connotation péjorative, disent-ils eux-mêmes. Cette première souffrance est en rapport étroit avec une identité humiliée. Dans notre société, la « valeur » d'un homme et d'une femme, l'utilité de leur travail, se jugent en grande partie d'après le prix que ce travail est payé.

La seconde souffrance, elle, est quotidiennement nourrie par le contenu du travail. Se conjuguant pour la produire : la fatigue physique, la fatigue nerveuse, l'ennui, le travail, l'absence quasi absolue de perspectives d'avenir professionnel et donc social.

Or le paradoxe est que, dans un certain nombre de cas, beaucoup d'OS, et parfois même une majorité, accepteraient pourtant une intensification de cette seconde souffrance pour alléger la première, celle liée au statut social de l'OS. Nous avons pu observer, en effet, que, dans les discussions à propos de la réduction du temps de travail à trente-neuf heures et au-dessous, les consultations des OS par les syndicats avaient montré qu'une majorité avait le salaire c'est le point névralgique à partir duquel se met en forme pour une part largement sous-estimée l'identité psychologique de chacun. D'après quoi, si on la feuille de paie, avec ses éven-

tuels variations en plus ou en moins, le conjoint sera-t-il à même d'évaluer la manière dont le travail du mari ou de la femme est apprécié, la manière dont l'individu de ce travail est valorisé ou dévalorisé par la société ?

Comme avant 81

Les pouvoirs publics — hauts fonctionnaires « spécialistes », hommes politiques, etc. — fussent-ils de gauche, ne connaissent tout simplement pas ce qu'est la vie quotidienne de travail de ces deux millions et demi d'OS qui représentent 40 % de la population industrielle en France. A aucun moment depuis mai-juin 1981, nous n'avons pu relever dans les discours officiels l'apparition de thèmes montrant que le contenu du travail devra désormais être pris en compte. Les conditions de travail, oui, certes. Le contenu du travail, lui, non. A la limite, sans doute, la pénibilité physique de certains travaux. C'est tout. L'idée, par exemple, que l'immense total du travail pendant huit heures par jour, pendant onze mois par an, et durant près de quarante années, peut être insupportable humainement dans la société française d'aujourd'hui, n'est que des siècles de culture l'ont façonné, est, il faut le dire, étrangère à la pensée des gouvernants, dans la mesure où elle est étrangère à l'idéologie de notre époque.

(*) Docteur en médecine. Écrivain.

COURRIER DES LECTEURS

La hiérarchie des cultures

Dans le *Monde* du 21 février, Yves Le Bot a rendu compte d'un livre d'Alain Labrousse sur le *Réveil indien* où, si j'ai bien compris, l'auteur signale que les mouvements de libération en Amérique ont été entrepris en faveur de la population d'origine européenne, excluant la population autochtone, laquelle tend à se réveiller, en quoi elle a certes bien raison. Ayant publié moi-même, aux éditions Martel, un *Sitting Bull* très favorable aux Amérindiens, j'estime ce réveil souhaitable.

Mais ce qui a le plus attiré mon attention, c'est le phrase suivante du livre : « L'idéologie libérale et l'idéologie jacobine (...) défendent l'une et l'autre la prétention à l'universalité et à la supériorité des valeurs occidentales (dans ce domaine, Marx lui-même n'avait rompu ni avec Hegel ni avec la Révolution française ou les Lumières) ». Et je pense que ce devrait être là une sérieuse base de discussion.

Avant tout, il faut préciser que la notion de racisme doit être bannie.

Indiens, j'estime ce réveil souhaitable.

Mais ce qui a le plus attiré mon attention, c'est le phrase suivante du livre : « L'idéologie libérale et l'idéologie jacobine (...) défendent l'une et l'autre la prétention à l'universalité et à la supériorité des valeurs occidentales (dans ce domaine, Marx lui-même n'avait rompu ni avec Hegel ni avec la Révolution française ou les Lumières) ». Et je pense que ce devrait être là une sérieuse base de discussion.

Avant tout, il faut préciser que la notion de racisme doit être bannie.

Indiens, j'estime ce réveil souhaitable.

Mais ce qui a le plus attiré mon attention, c'est le phrase suivante du livre : « L'idéologie libérale et l'idéologie jacobine (...) défendent l'une et l'autre la prétention à l'universalité et à la supériorité des valeurs occidentales (dans ce domaine, Marx lui-même n'avait rompu ni avec Hegel ni avec la Révolution française ou les Lumières) ». Et je pense que ce devrait être là une sérieuse base de discussion.

Avant tout, il faut préciser que la notion de racisme doit être bannie.

Indiens, j'estime ce réveil souhaitable.

Mais ce qui a le plus attiré mon attention, c'est le phrase suivante du livre : « L'idéologie libérale et l'idéologie jacobine (...) défendent l'une et l'autre la prétention à l'universalité et à la supériorité des valeurs occidentales (dans ce domaine, Marx lui-même n'avait rompu ni avec Hegel ni avec la Révolution française ou les Lumières) ». Et je pense que ce devrait être là une sérieuse base de discussion.

Avant tout, il faut préciser que la notion de racisme doit être bannie.

Indiens, j'estime ce réveil souhaitable.

Mais ce qui a le plus attiré mon attention, c'est le phrase suivante du livre : « L'idéologie libérale et l'idéologie jacobine (...) défendent l'une et l'autre la prétention à l'universalité et à la supériorité des valeurs occidentales (dans ce domaine, Marx lui-même n'avait rompu ni avec Hegel ni avec la Révolution française ou les Lumières) ». Et je pense que ce devrait être là une sérieuse base de discussion.

Avant tout, il faut préciser que la notion de racisme doit être bannie.

du débat. Mais l'égalité des races implique-t-elle l'égalité des cultures ? Attention : je ne suis à aucun titre un « chasseur de l'Occident », je ne cherche en aucune façon à « jeter un rideau de fumée sur les analyses concrètes des sociétés du tiers-monde ». Je cherche seulement à voir clair. Or ce que j'ai cru voir, c'est que toutes les cultures n'étaient pas équivalentes.

Une culture prélogique qui pratique les sacrifices humains est inférieure à une culture qui les a abolis ; la culture qui s'entend l'esclavage est supérieure à celle qui le maintient ; la culture qui combat le mensonge par la stéréotypie est supérieure à celle qui la combat par des incantations. Il existe des degrés, et par conséquent une hiérarchie, entre les cultures ; d'où des progrès possibles à partir d'une culture pour accéder à une autre. Cette évolution donne à l'histoire humaine le seul intérêt qui puisse la rendre captivante.

PIERRE-VALENTIN BERTHIER (Paris).

Le grand dessin

Comment ! des programmes spatiaux, des fusées en pleine mer sont possibles et l'an n'arrive pas à

JOSEPH RENAULT, professeur de lettres (Paris).

Le grand dessin

Comment ! des programmes spatiaux, des fusées en pleine mer sont possibles et l'an n'arrive pas à

JOSEPH RENAULT, professeur de lettres (Paris).

Le grand dessin

Comment ! des programmes spatiaux, des fusées en pleine mer sont possibles et l'an n'arrive pas à

JOSEPH RENAULT, professeur de lettres (Paris).

Le grand dessin

Comment ! des programmes spatiaux, des fusées en pleine mer sont possibles et l'an n'arrive pas à

JOSEPH RENAULT, professeur de lettres (Paris).

Le grand dessin

Comment ! des programmes spatiaux, des fusées en pleine mer sont possibles et l'an n'arrive pas à

JOSEPH RENAULT, professeur de lettres (Paris).

GERARD CHALAND AUX EDITIONS COMPLEXE

L'ENJEU AFRICAIN

60 titres au format de poche

L'Histoire telle qu'on l'exige aujourd'hui

EDITIONS COMPLEXE

Distribution P.F.

60 titres au format de poche

L'Histoire telle qu'on l'exige aujourd'hui

EDITIONS COMPLEXE

Distribution P.F.

L'ELECTION

La fin du

La fin du

La fin du

La fin du

La fin du

La fin du

La fin du

La fin du

La fin du

La fin du

La fin du

La fin du

La fin du

La fin du

La fin du

La fin du

La fin du

La fin du

La fin du

La fin du

La fin du

La fin du

La fin du

La fin du

La fin du

La fin du

La fin du

La fin du

étranger

L'ÉLECTION DE M. GORBATCHEV A LA TÊTE DU PC SOVIÉTIQUE

De nombreux dirigeants étrangers - dont M. Mitterrand - ont annoncé leur intention d'assister le mercredi 13 mars à Moscou aux obsèques de Constantin Tchernenko. Parmi eux, une majorité de chefs d'Etat ou de gouvernement - M. Thatcher (Grande-Bretagne), le chancelier Kohl (RFA), le président Pertini (Italie), le général Zia (Pakistan), entre autres - s'étaient déjà rendus dans la capitale soviétique en février 1984 pour les funérailles de Iouri Andropov.

M. Rajiv Gandhi (Inde) sera également présent, comme sa mère dans les circonstances précédentes.

Les premiers ministres du Japon, M. Nakasone, et d'Espagne, M. Gonzalez, se rendront eux aussi à Moscou - où ils s'étaient fait représenter à un moindre niveau l'an dernier.

Le président Reagan, en revanche, a finalement choisi de ne pas se déplacer. Le vice-président Bush conduira la délégation des Etats-Unis, accompagné du secrétaire d'Etat, M. Shultz.

Les pays alliés de l'URSS seront représentés au plus haut niveau. Des journées de deuil ont été décrétées dans plusieurs d'entre eux, notamment à

Cuba et au Vietnam. La Chine, qui a délégué aux obsèques un de ses vice-premiers ministres, a, d'autre part, pris note de l'attitude positive adoptée par M. Gorbatchev dans son discours de lundi au sujet des relations sino-soviétiques.

Parmi les partis communistes étrangers, le PC français a rendu hommage à la mémoire de Constantin Tchernenko, mais M. Georges Marchais n'assistera pas d'assister personnellement à ses funérailles. M. Natta, secrétaire général du PCI, se rendra pour sa part à Moscou, où, nous indique notre correspondant à Rome, il doit avoir un entre-

tien avec M. Gorbatchev. On rappelle que ce dernier avait dirigé la délégation soviétique aux obsèques d'Enrico Berlinguer en juin 1984 et qu'il a été dans une certaine mesure l'artisan de l'amélioration des relations intervenues entre les PC italiens et soviétiques.

A Rome également, le pape Jean-Paul II a adressé à M. Kozlovets, premier vice-président du Soviet suprême de l'URSS, un télégramme de condoléances l'assurant « d'une pensée particulière à la mémoire de l'illustre défunt ».

La fin du surréalisme

(Suite de la première page.)

Tout indique pourtant que la démission de M. Gorbatchev est bien antérieure à la réunion extraordinaire du comité central qui était chargée de l'arrêter lundi après-midi. La rapidité exceptionnelle avec laquelle a été menée cette opération prouve que le problème avait été réglé par le bureau politique du vivant de Constantin Tchernenko et que cet accord a simplement été confirmé après la mort du secrétaire général. On peut même penser que les autorités soviétiques ont un peu « triché » sur l'heure du décès de Tchernenko tant les événements sont allés vite au vu des pratiques locales.

Officiellement, le secrétaire général est mort dimanche à 19 h 20, dix minutes avant l'arrivée de M. Roland Dumas à Moscou. Le décès est annoncé le lendemain à 14 heures. Quelques minutes plus tard, on apprend que M. Gorbatchev a été désigné comme président de la commission des obsèques, procédure qui avait demandé plusieurs heures dans le cas de la mort de Brejnev et de celle d'Andropov.

Peu après 18 heures enfin, on annonce que M. Gorbatchev a été élu à l'unanimité secrétaire général au cours d'une réunion du comité central. Or plus de la moitié des membres de cet organisme d'enregistrement vivent en province, souvent à plusieurs heures d'avion de Moscou. Il n'empêche qu'ils sont là ou cernés d'être seize heures après le décès de Tchernenko. C'est une célérité que l'on ne retrouve pas dans la procédure Andropov : il avait fallu attendre trois jours pour connaître le nom de son successeur.

Une telle rapidité, quoi qu'il en soit, ne peut avoir qu'une signification politique. Le message est clair et s'adresse aussi bien aux Soviétiques qu'au monde extérieur : le temps du doute, des atermoiements et de la maladie est passé. Après avoir été en pilotage automatique pendant plusieurs années, le Kremlin retrouve un chef incontestable.

La crédibilité du pouvoir

Les avatars des dernières années ont enseigné aux vieux « crocodiles » de la place Rouge qu'il fallait se résigner à prendre quelques risques, à moins de voler de toute signification la fonction de secrétaire général.

Au rythme auquel allaient les choses, la vie politique du pays risquait, en effet, de se réduire, pour reprendre la formule d'un mauvais esprit, à trois manifestations par an : le défilé du 1^{er} mai, celui de la commémoration d'Octobre et les obsèques du secrétaire général... Des funérailles, au demeurant, qui n'émouvent plus personne dans un pays où l'on a pourtant la lame aussi facile que le pardon. Il suffisait pour s'en convaincre de parcourir Moscou lundi après-midi. Pour l'immense majorité des habitants de la ville, Tchernenko est mort et enterré depuis longtemps...

A ce régime d'indifférence, c'est la légitimité du parti qui aurait fini par voler en éclats aux yeux des responsables. Plutôt dans ces conditions une reprise en main. Plutôt inquiéter, voire faire peur.

Succédant à celle de Brejnev, les longues agonies d'Andropov et de Tchernenko ont finalement soulevé le problème de la crédibilité du pouvoir. En URSS d'abord où, pour des raisons historico-religieuses, ce pouvoir a toujours été personnalisé à l'extrême, même depuis qu'il se réclame des « masses ». Mais aussi vis-à-vis de l'étranger.

On a beau s'accommoder fort bien du secret et du mystère dans les hautes sphères soviétiques, il devenait urgent de se trouver un chef présentable hors d'un hôpital, capable de voyager et de recevoir, de mener à bien une rencontre au sommet, de prononcer un discours sans donner l'impression de graver un calvaire.

M. Gorbatchev sera ce chef, ce qui ne veut pas dire que nous sommes à la veille d'une libéralisation ou d'une réforme en profondeur du système soviétique. Tout ce qu'on sait du nouveau secrétaire général indique cependant qu'il n'envisage pas de grands bouleversements. Dans le domaine de la gestion de l'économie par exemple, M. Gorbatchev plaide pour la consolidation des acquis et contre la fuite en avant dans de grands projets spectaculaires, certes, mais ruineux et peu rentables. Il veut améliorer le fonctionnement et la productivité de ce qui existe plutôt que de sombrer dans le volontarisme triomphant et le gigantisme. C'est une ligne qui s'inspire directement de celle d'un Andropov et qui est à l'opposé de la doctrine de Krouchtchev-Brejnev.

Il y a fort à parier que le nouveau secrétaire général nourrira les plus grandes réserves sur la « conquête des terres vierges » lancée à grands frais par Krouchtchev et poursuivie par Brejnev. Sans doute aussi n'est-il pas un fanatique du chantier du « ciel », ce second transsibérien déjà inauguré mais toujours pas terminé.

Des ressources limitées

Pour M. Gorbatchev, les richesses du pays ne sont pas inépuisables. Il faut donc cesser de les gaspiller, d'autant plus que leur exploitation, notamment en Sibérie, se révèle de plus en plus coûteuse et pose des problèmes technologiques parfois insolubles sans l'apport de technologies étrangères. C'est déjà le cas de l'exploitation du pétrole sibérien, et ce n'est pas un hasard si la production pétrolière en 1984 est en diminution par rapport à celle de l'année précédente.

Il faut aussi prendre en compte les problèmes écologiques créés par l'exploitation, souvent sauvage, des richesses naturelles. La tâche dans ce domaine est considérable même si elle n'est pas souvent évoquée par les responsables. Pas seulement en Sibérie d'ailleurs mais aussi dans toutes les zones industrielles de Russie. M. Gorbatchev en a-t-il conscience ? Certains le pensent et lui prêtent par exemple l'intention de mettre un terme à un projet grandiose mais aléatoire présenté en octobre dernier et qui vise, grâce à l'inversion du cours de plusieurs rivières de Sibérie, à accroître le surface des terres irriguées dans le sud du pays.

Les ressources humaines sont elles aussi limitées et peuvent constituer un grave goulet d'étranglement. Pour la période du dixième plan quinquennal (1976-1990), la main-d'œuvre s'est accrue de 11 millions de personnes, mais pendant le onzième plan (81-85), elle ne s'accroîtra que de 3 millions. Et il faut ajouter à ces chiffres la baisse de la proportion de la population entre la Russie occidentale et la Sibérie ainsi que la difficulté qu'il y a à utiliser le vaste réservoir de main-d'œuvre que constituent les Républiques musulmanes. Cette population très attachée à l'agriculture, et surtout à l'élevage, refuse avec obstination de s'expatrier dans d'autres régions d'URSS où les usines manquent de bras.

Nouvelles contraintes

En matière agricole, M. Gorbatchev aura aussi beaucoup à faire. La situation céréalière est particulièrement mauvaise depuis plusieurs années au point qu'aucun chiffre n'a encore été donné pour la récolte 84. Mais là encore la marge de manœuvre est limitée. M. Gorbatchev n'a-t-il pas été d'ailleurs longtemps responsable de ce secteur au secrétariat du parti ? Les réformes qu'il a présentées - meilleure intégration de l'industrie agro-alimentaire et de la production agricole, et légère dose d'autonomie - sont bien timides, et on voit mal comment elles permettraient une amélioration sensible d'un secteur qui ne s'est toujours pas remis de la collectivisation.

Faute de pouvoir - et de vouloir - changer les structures, M. Gorbatchev

chev va donc devoir « faire avec ». Les méthodes auxquelles il a recours sont connues car le respect du dogme n'en autorise pas beaucoup. Il faut donc s'attendre à entendre parler de nouveau comme pendant l'année Andropov, du renforcement de la discipline de travail, de lutte contre la corruption et d'augmentation de la productivité, peut-être aussi de lutte contre le fléau que constitue l'écologie et dont le poids sur l'économie, aussi bien par le biais de la diminution de la production que par celui des dépenses de santé, est considérable.

Pour le Soviétique moyen, l'ère Gorbatchev, au moins à court terme, risque de se traduire par de nouvelles contraintes quotidiennes. Cela n'a rien d'exaltant, mais il en a vu d'autres. Indifférent devant la mort de Tchernenko, il accueille avec philosophie un nouveau dirigeant qu'il connaît mal encore, en se disant que « cela ne peut pas être pire ».

Pour les rares contestataires encore en mesure de s'exprimer, en revanche, le nouveau chef du parti ne peut pas être pire car le « ménage » n'avait pas cessé sous le règne Tchernenko... Mais ce ne sera pas forcément « moins pire »... M. Gorbatchev ne passe pas du tout pour un libéral et il n'a-t-il pas certainement ni le goût ni l'envie de tolérer le développement de la contestation. Il a fallu une bonne dizaine d'années pour faire taire les dernières voix dissidentes et aucun responsable ne souhaite les entendre de nouveau.

JACQUES AMALRIC.

Deux scénarios

La rapidité exceptionnelle avec laquelle M. Gorbatchev a été désigné pour remplacer Constantin Tchernenko à la tête du PC soviétique semble bien confirmer que deux scénarios avaient été mis au point pour cette succession.

L'un et l'autre ont probablement leur origine au moment - l'automne 1984 ? - où le mariage du numéro un soviétique entre dans sa phase terminale. On sait alors, parmi les initiés, que plus jamais Constantin Tchernenko ne pourra exercer effectivement les responsabilités qui lui incombent et que, en toute hypothèse, le problème de sa succession doit être résolu. Ce qui est fait, dans des circonstances qui demeurent secrètes et sur lesquelles on ne sera pas éclairé de sitôt, mais avec le souci très vite manifesté de présenter M. Gorbatchev comme le dauphin désigné. En témoignent, au long des semaines, divers détails de protocole, mais surtout le place qui lui est réservée lors de la « campagne électorale » en février dernier pour les élections au Soviet suprême.

A partir de là, deux hypothèses se présentent. Ou bien le chef du parti et de l'Etat s'est éteint paisiblement dans un délit « raisonnable », et le dispositif préparé à l'avance entre aussitôt en action, avec d'autant moins d'hésitations ou d'atermoiements que tout a été réglé depuis plusieurs mois.

C'est ce scénario, où le comité central du parti a sans doute battu ses records de célérité, qui vient de se dérouler au Kremlin.

Ou bien, seconde hypothèse, l'agonie de Constantin Tchernenko se prolongeait. Personne ne pouvait exclure cette éventualité, mais elle exigeait que des décisions d'un type nouveau soient prises, qui aboutiraient à un changement de personne à la tête du régime, du vivant même de l'homme occupant ces fonctions et sans élimination du type « coup d'Etat » comme dans le cas de Nikita Krouchtchev. Opération sans précédent depuis que Léline, irrémédiablement diminué, dut céder le pouvoir - et avec quelles réserves - à Joseph Staline. A en croire les indications données, officiellement, bien sûr, par des sources soviétiques, ce second scénario avait pourtant bel et bien été mis au point.


Tout, assurait-on, devait se passer avec le maximum de « dignité » et sans précipitation impulsive. Autrement dit, on profiterait d'une session plénière « normale » du comité central du parti pour procéder à l'élection d'un nouveau secrétaire général, le tenant du titre faisant valoir des raisons de santé - 5 combien justifiées ! - pour être libéré de ses fonctions. La nomination du nouveau promu à la tête de l'Etat

pouvait alors intervenir à l'occasion d'une session du Soviet suprême. Les circonstances s'y prêtant, ce dernier devant prochainement tenir sa session ordinaire de printemps, précédée, comme il se doit, par un plénum du « parlement » du parti.

Toujours selon les mêmes sources, il avait cependant été jugé utile de resserrer quelque peu le calendrier, l'époque fin mars-début avril étant avancée pour le grand changement. La préparation du congrès du parti lui-même - instance suprême dont le liturgie permet de confirmer la légitimité du chef - pouvait être accélérée. Pas trop cependant, car les grandes lignes du prochain plan quinquennal doivent lui être soumises, et les services compétents ne sont pas en mesure de présenter leurs projets beaucoup plus tôt que prévu - soit, au mieux, dans les derniers mois de 1985 si l'échéance du début de 1986, initialement fixée, devait être avancée.

L'issue fatale de la maladie de Constantin Tchernenko a évité que l'on ait recours à ce second scénario. A regret peut-être pour ceux qui auraient souhaité faire à cette occasion la démonstration d'un style inédit de succession, annonciateur, peut-être, de nouvelles mœurs.

ALAIN JACOB.



VIES...

Herbert R. Lottman
Albert Camus

Julien Green
Frère François

Miriam Cendrars
Blaise Cendrars

COLLECTION DE POCHE

POINTS BIOGRAPHIE SEUIL

Offert par votre libraire pour l'achat de 3 Points :
"Le château des destins croisés" d'Italo Calvino (Edition hors commerce)

L'ÉLECTION DE M. GORBATCHEV

La désignation des dirigeants

Les institutions dirigeantes du Parti communiste en URSS sont désignées en plusieurs étapes, chacune émanant des instances supérieures selon une procédure qui n'est pas forcément la même dans chaque cas.

L'institution de base, et en principe souveraine, est le congrès du parti, qui réunit une fois tous les cinq ans environ 5 000 délégués choisis par les organisations régionales et républicaines. Le dernier, le vingt-sixième, a eu lieu en février 1981, le vingt-septième est prévu l'an prochain, mais l'on parle à Moscou d'une convocation anticipée.

Le congrès élit le comité central, qui comprend environ 300 membres de plein droit (c'est-à-dire ayant le droit de vote), quelque 150 suppléants (ayant le droit de parole mais non de vote). Il désigne aussi une commission de révision. C'est généralement la réunion de ces deux chambres ensemble qui constitue ce que l'on appelle un plénum. Selon les statuts du parti, le comité central doit se réunir en plénum une fois tous les six mois.

L'élection du comité central par le congrès a lieu au vote secret, c'est-à-dire que chaque délégué doit glisser dans l'urne une liste de son choix. En pratique, on se contente de déposer la liste déjà préparée par la direction, mais la possibilité existe, au moins en théorie, de voter certains noms.

Le comité central élit à son tour les véritables organismes dirigeants du parti : le secrétariat (entre trois et quinze membres) et le bureau politique ou Politburo (entre dix et vingt membres ou parfois plus). Si le premier est une sorte de gouvernement du parti lui-même, le Politburo est redevenu depuis Krouchtchev le gouvernement de fait du pays tout entier. Les membres de l'un et de l'autre sont issus du comité central.

La désignation de ces deux organismes se fait, à la différence de ce qui a lieu pour le comité central, à

main levée. Il en va de même pour l'élection du secrétaire général.

Les fonctions dans le parti ne sont pas incompatibles avec d'autres postes dans l'appareil de l'Etat et du gouvernement, et dont la désignation est faite par le Soviet suprême. C'est ainsi que le président du conseil des ministres, le président du présidium du Soviet suprême (chef de l'Etat) siègent en règle générale au Politburo. Brejnev, Andropov et Tchernomok ont été à la fois secrétaires généraux et chefs de l'Etat, mais ce n'est pas une règle. Staline et Krouchtchev ont préféré cumuler leur fonction avec celle de chef du gouvernement.

Le poste de secrétaire général a été créé sous Lénine en 1922. Son premier titulaire a été Staline, et l'on n'a compté que deux autres dans les soixante premières années du régime : Krouchtchev (qui avait donné à la fonction le titre de premier secrétaire) et Brejnev. Mais depuis la mort de ce dernier, Mikhaïl Gorbatchev est le troisième titulaire en trois ans, après Andropov et Tchernomok.

La composition des organismes dirigeants du parti est aujourd'hui la suivante (la date qui suit chaque nom est celle de l'accession à la fonction) :

● **BUREAU POLITIQUE** : membres de plein droit : MM. Gorbatchev (1980), Varentnikov (1983), Gricheine (1971), Gromyko (1973), Kounaev (1971), Romanov (1976), Aliev (1982), Sokolov (1983), Tikhonov (1979), Chatebitch (1971). Membres suppléants : MM. Demitchev (1964), Tchekrikov (1983), Koznetsov (1977), Ponomarev (1972), Chevarnadze (1978), Dolguikh (1982).

● **SECRÉTARIAT** : MM. Gorbatchev (secrétaire général aujourd'hui, mais secrétaire depuis 1978), Romanov (1983), Ponomarev (1961), Rousakov (1977), Dolguikh (1972), Ryjkov (1982), Zimaïline (1976), Kapitonov (1965), Ligatchev (1983).

Un parcours sans faute

par MICHEL TATU

Accéder au pouvoir suprême quand on est le benjamin du Politburo est déjà une performance, surtout après une bonne dizaine d'années de gérontocratie « consociative » qui a vu promouvoir systématiquement des personnalités âgées et malades. Mais c'en est une aussi au regard de l'histoire du régime soviétique : cinquante-quatre ans, l'âge que Mikhaïl Gorbatchev a atteint cette année, ce n'est certes pas la prime jeunesse, mais c'est tout de même mieux que Krouchtchev et Brejnev, qui avaient respectivement cinquante-neuf ans et cinquante-huit ans lorsqu'ils sont parvenus au même poste. Depuis Lénine et Staline — qui n'avaient que quarante-cinq ans lorsqu'il a succédé au premier — jamais l'URSS n'avait eu un dirigeant aussi jeune. Aussi bien cet événement devrait être à tout le moins un gage de longévité : Mikhaïl Gorbatchev sera tout sauf un « pape de transition ».

Son profil n'est marqué par moins un retour à une certaine tradition, après quelques déviations ces dernières années : l'our Andropov avait certes une longue expérience du travail dans l'appareil du parti, y compris dans les régions, mais ses quinze années passées à la tête de la police le classaient dans une catégorie à part. Avec Constantin Tchernomok, on était arrivé à l'appareil du parti proprement dit, mais ce pôle bureaucratique de l'agrop, qui n'avait jamais dirigé une grande région, ni une grande administration d'Etat, ni vu la guerre de près, et ne devait sa promotion qu'à la protection d'un seul homme, avait fait tomber l'image traditionnelle du dirigeant suprême.

Mikhaïl Gorbatchev, lui, sans attendre à l'expérience d'un Krouchtchev ou d'un Brejnev, qui avaient dirigé de vastes républiques, a tout de même gouverné pendant huit ans, de 1970 à 1978, l'important territoire de Stavropol, dans le sud de la Russie d'Europe, avant de prendre, il y a sept ans, la responsabilité de la politique agricole du pays. Malgré son jeune âge, il n'est pas un novice ; ni non plus, comme c'était le cas de son prédécesseur, l'homme d'un seul groupe ou d'une seule école. Et cela pourrait être important pour la suite.

De vraies études

Mikhaïl Sergueïevitch Gorbatchev est né le 2 mars 1931, il a donc tout juste cinquante-quatre ans, dans le village de Privolnoïe, du territoire de Stavropol. La région est l'une des plus riches zones agricoles du pays, et sa famille est paysanne. Cela explique que son premier travail salarié par ses biographies officielles est celui d'agriculteur dans une station de machines et de tracteurs (MTS). Mais l'on peut penser que la jeune Mikhaïl s'occupe surtout de ses études secondaires, qui vont le conduire, à dix-neuf ans, à l'université de Moscou.

Ses études sont précédées d'un premier facteur original. De Staline à Tchernomok, tous les secrétaires généraux du Parti ont fait l'objet de fausses études, entrecoupées de travail à plein temps dans le parti et de fonctions politico-militaires sur le front. Mikhaïl Gorbatchev a fait, lui, de vraies études, et il est

même le seul juriste de formation qui ait jamais siégé au Politburo.

L'autre facteur de promotion est, bien sûr, l'activisme dans le Parti, et d'abord dans les Jeunesses communistes (Komsomol) ; à la mort de Staline, Mikhaïl Gorbatchev est le responsable komsomol de sa faculté de droit, en même temps que membre du parti depuis un an.

Il fera encore d'autres études à l'Institut agricole de Stavropol, mais beaucoup plus tard et par correspondance. Pour l'heure, le jeune Gorbatchev, fraîchement élu à l'université de Moscou, retourne en 1955 dans sa province natale, mais déjà comme *agropostchik* à temps complet du Komsomol. Il est successivement premier secrétaire des Jeunesses communistes de la ville de Stavropol (1956-1958), puis second et enfin premier secrétaire pour le territoire tout entier.

Les protecteurs : Souslov et Koulakov

En 1962, son ascension va connaître une autre étape, dans la filière du Parti cette fois. Après un séjour de quelques mois dans une unité agricole, il devient chef du service des « organes du Parti » (le département qui s'occupe de la promotion des cadres) au comité du territoire, puis premier secrétaire de la ville de Stavropol (1966-1968), second secrétaire de la région et, enfin, en 1970, premier secrétaire. A moins de quarante ans, le futur secrétaire général du parti appartient déjà à la haute « nomenclature » centrale : son nouveau poste lui vaut la même année un siège de député et, l'année suivante, de membre du comité central, sans passer comme tant d'autres par le stade intermédiaire de la suppléance.

A quoi Mikhaïl Gorbatchev doit-il cette carrière rectiligne, amorcée sous Krouchtchev et poursuivie sans accroc sous Brejnev ? A ses capacités sans doute, mais aussi à deux hommes dont le patronage a été déterminant. La région de Stavropol passe pour être le fief de Mikhaïl Souslov, le « faiseur de rois » au Kremlin, décédé en 1992, qui a dirigé le parti dans ce territoire pendant toute la guerre, après avoir gouverné la région voisine de Rostov. Mais l'un de ses successeurs a fait aussi une belle carrière : Fiodor Koulakov, après avoir été long temps ministre de l'Agriculture de la fédération de Russie, a été premier secrétaire du territoire de Stavropol de 1960 à 1964, précisément à l'époque où le komsomol Gorbatchev a commencé à gravir les échelons dans l'appareil du parti. La chute de Krouchtchev l'a ensuite propulsé à la direction du département agricole du comité central à Moscou, avec le grade de secrétaire dès 1965 et un siège de membre titulaire du Politburo dès 1971.

Or en juillet 1979, Koulakov mourut subitement à l'âge de soixante ans, à une période où sa position en faisait un candidat plus que possible à la succession d'un Brejnev déjà affaibli. Sa succession est restée quelques mois plus tard per une double promotion qui n'est

pas sans intérêt aujourd'hui : au titre de membre de plein droit du Politburo, c'est Tchernomok qui prend la place (le Monde du 11 mars) ; mais comme ce dirigeant étroitement associé au secrétaire général ne sait rien faire d'autre que de l'agrop et qu'il faut bien pourvoir le poste de responsable de l'agriculture au secrétariat du parti, c'est Mikhaïl Gorbatchev qui est appelé de sa région de Stavropol.

Il est fort probable que, là encore, le patronage de Souslov a été déterminant et qu'il s'est poursuivi jusqu'à la fin, ne serait-ce que pour équilibrer l'ascension un peu trop fulgurante que Tchernomok accomplissait de son côté grâce au patronage beaucoup plus direct de Brejnev. Avec deux ans de retard sur Tchernomok, Gorbatchev gravira les mêmes échelons, celui de président du Politburo en 1979 et de membre de plein droit en 1980. De là à dire que les deux hommes étaient en compétition, il n'y a qu'un pas, qu'il n'est pas téméraire de franchir.

Un de ceux qui semblent avoir vu les choses de cette manière fut l'our Andropov. Gorbatchev ne devait rien au premier successeur de Brejnev, puisque sa promotion à l'échelon suprême s'était faite avant l'arrivée d'Andropov au secrétariat général et même au secrétariat tout court. Mais c'est tout de même lui qui représente, face à Tchernomok et aux caducques du clan Brejnev, la génération montante sur laquelle l'ancien patron du KGB compte à l'évidence s'appuyer.

Sans doute, au sein de cette génération, l'homme qui monte encore plus à cette époque est Grigori Romanov, l'ancien patron du parti à Leningrad, qui vient d'être promu au secrétariat : lors d'une des dernières apparitions publiques d'Andropov, en août 1983, le secrétaire général est, de manière significative, flanqué de Romanov à sa droite et de Gorbatchev à sa gauche, tandis que Tchernomok brille par son absence. Peut-être s'explique-t-on mieux ainsi la différence des traitements réservés aux deux « jeunes » après le mort d'Andropov. Revenu au faite du pouvoir, le successeur Tchernomok préfère ménager Gorbatchev, qui passe de la position de numéro 3 à celle de numéro 2, tandis que Romanov redescend à la cinquième ou sixième place.

Le dauphin

Pendant les treize mois du dernier règne, Mikhaïl Gorbatchev va donc occuper la position difficile de « dauphin présumé ». Difficile parce qu'elle n'est pas évidente dès le début (ainsi, les médias soviétiques attendront vingt-quatre heures pour révéler que c'est Gorbatchev qui a proposé le choix de Tchernomok pour la magistrature suprême), et parce que son titulaire doit veiller à ne pas porter ombrage aux caducques qui occupent plus que lui la devant de la scène : Gromyko, Tikhonov, chef du gouvernement, le maréchal Oustinov, ministre de la défense, et d'autres septuagénaires.

Aussi bien la situation de Mikhaïl Gorbatchev est-elle ambiguë : d'une part il défient tous les attri-

buts formels du numéro deux : il est nommé au printemps président de la commission des affaires étrangères du Soviet de l'Union, le poste dévolu par M. Souslov jusqu'en 1982, et par M. Tchernomok sous Andropov ; il préside, dit-on, les réunions du secrétariat et parfois du Politburo en l'absence du secrétaire général ; ses attributions se sont élargies, puisque, après avoir été chargé dès la fin de 1983 (au moment du déclin d'Andropov) de superviser les élections qui se déroulent dans les organisations régionales du parti, il contrôle en principe les départements étrangers et idéologiques du comité central. Mais, d'autre part, il se conduit avec déférence face aux anciens, ses interventions publiques sont peu nombreuses et discrètes ; il ne prend même pas la parole à un plénum qui se tient à l'autoroute sur l'agriculture, la domaine dont il était responsable pendant des années.

Autrement dit, il reste un membre « junior » du Politburo, sous-entendu de ne pas se mettre trop en vue et surtout d'arriver jusqu'au bout de ce qu'il sent être une brève, mais difficile, période de transition.

Un premier pas

Ce n'est donc qu'à la fin de la période, lorsque l'issue paraît proche, qu'il s'avance, par calcul ou par nécessité, au premier plan. Le voyage en Grande-Bretagne de décembre dernier est un épisode important car il a permis, au moment, mais ce n'est pas le premier contact avec l'Occident : Gorbatchev s'est fait remarquer déjà à l'Ouest au cours d'un séjour au Canada en 1983. Il a aussi visité l'Italie, le Portugal, l'Allemagne fédérale en 1975, et la France en 1976.

De toute manière, le problème de la connaissance de l'étranger ne se pose plus dans les mêmes termes qu'autrefois pour les dirigeants soviétiques : pour toute cette génération d'appareichiks à postsoviétiques dont fait partie Gorbatchev, les occasions de voyage n'ont pas manqué à la faveur des années de détente, par le canal du gouvernement, du parti ou des échanges parlementaires. Et le secrétaire général qui avait le moins voyagé de tous, l'our Andropov (il ne connaissait que des pays communistes), était aussi celui qui en savait le plus sur l'étranger de par ses fonctions au KGB.

L'expérience a montré que le caractère de toute personnalité dirigeante soviétique ne finit par être connu qu'à deux conditions : que l'homme occupe la fonction suprême et qu'il puisse en outre assumer suffisamment son autorité pour mener une politique personnelle. Dans bien des cas, et surtout en ce qui concerne Staline et Krouchtchev, on a eu des surprises. Il convient donc d'attendre pour se prononcer sur Mikhaïl Gorbatchev : si la première condition est remplie, la seconde ne sera pas satisfaite avant un délai important, si elle l'est jamais. Observons pour le moment qu'un premier pas significatif a été franchi lundi pour rejoindre les institutions et rendre le système plus viable. Mais les choses ne font que commencer.

Le « parrainage » de M. Gromyko

(Suite de la première page.)

Tel avait été le cas de Tchernomok, contraint en novembre 1982 de proposer Andropov pour le poste de secrétaire général.

La situation est différente cette fois-ci, dans la mesure où M. Gromyko n'avait nullement été mis en position de « dauphin » par Tchernomok mais le principe reste le même. Le « parrainage » de M. Gorbatchev par M. Gromyko est à la fois ostensiblement un service rendu par un « aîné » à un « cadet » et en pratique l'assurance que l'aîné a définitivement fait son deuil des ambitions qu'il avait pu caresser.

Nul ne sait en revanche ce que M. Grigori Romanov, l'autre « jeune » (soixante-deux ans) du bureau politique, pense du succès écla-

tant de celui qu'on a souvent présenté comme son rival. La même remarque vaut pour M. Viktor Gricheine, à soixante-dix ans, le plus « jeune » des « vieux » du Kremlin et qui n'avait beaucoup vu ces dernières semaines.

Un discours prudent

Le discours prononcé lundi devant le comité central par M. Gorbatchev est d'une grande prudence ; il ne contient aucune innovation spectaculaire, mais il présente déjà dans la langue traditionnelle du parti, si ennuyeuse pour les non-initiés, la « touche » personnelle du nouveau secrétaire général. Vouant cumuler les héritages, l'our fait référence à la fois à Andropov et à

Tchernomok. La décence l'oblige à vanter les qualités du plus récent disparu, mais cette partie de son discours est relativement courte.

En politique intérieure, le nouveau secrétaire général évoque la nécessité de l'« intensification » de l'économie. Ce terme était déjà utilisé par Brejnev, mais est surtout associé aux efforts d'Andropov pour moderniser l'appareil de production soviétique. L'idée générale est que les ressources du territoire soviétique ne sont pas inépuisables, contrairement à ce que pourrait faire croire la tradition russe du défrichement continu d'activités marxistes. Il faut donc plutôt améliorer ce qui existe déjà, aussi bien les terres agricoles déjà exploitées que les usines déjà en service.

Dans la sphère de la « vie sociale », M. Gorbatchev se montre également assez fidèle aux idées développées par Andropov pendant son court mandat, dont plusieurs avaient été reprises, avec une conviction inégale, par Brejnev. Le nouveau secrétaire général évoque « le renforcement de la discipline » et affirme que « de nouvelles mesures énergiques seront prises pour mettre de l'ordre dans le pays ».

M. Gorbatchev suggère même une nouvelle politique de la communication, qui a peu de chances de voir le jour tant elle est en contradiction avec les règles non écrites du

système soviétique. « Nous devons pratiquer sur une plus grande échelle, dit-il, la publicité dans le travail des organisations du Parti des soviets, des organismes d'Etat et des organisations sociales (...) Mieux les gens sont informés, plus consciemment ils agissent, plus activement ils soutiennent le parti ».

En politique extérieure, M. Gorbatchev réitère l'invite rituelle, et jusqu'ici peu suivie d'effet, à l'attention de Pékin. « Nous voudrions améliorer les rapports avec la République populaire de Chine, et estimons que cela est tout à fait possible, à condition qu'il y ait réciprocité », estime-t-il. Le nouveau secrétaire général donne également le coup de chapeau habituel aux principes de la « coexistence pacifique » et aux « succès de la détente internationale enregistrés dans les années 70 ». A propos des négociations de Genève qui s'ouvrent ce mardi 12 mars, M. Gorbatchev se contente de rappeler brièvement la position soviétique, sans insister autant que le fait à chaque occasion M. Gromyko sur les dangers de la « guerre des étoiles ». Il serait sans doute vain de chercher des divergences entre les deux hommes sur cette question-clé. Les questions stratégiques ne sont pas (encore ?) le domaine réservé du nouveau secrétaire général.

DOMINIQUE DHOMBRES.

20% moins cher... votre table basse
avec la formule « Commandavance »
RIONEL M^e Murielle 527-07-59
89, avenue Paul-Doumer (XV)
LE PLUS BEAU CHOIX

UN AN DEJA...

... le 26 mars 1984, Sekou Touré disparaissait après 26 ans de pouvoir absolu.

SEKOU TOURE

PAR ABDOU LEWIN - SEMENCH ANDRIAMBARADO - SIRADIHO DIALLO

■ Un « livre-bilan » complet, détaillé, sans complaisance d'une dictature sanglante.
■ Portrait d'un homme qui a marqué l'histoire de l'Afrique.
■ Des témoignages, des écrits bouleversants.

En vente sur place et par correspondance :
LE GROUPE JEUNE AFRIQUE
51, avenue des Termes, 75017 Paris.
90 FF prix public. 105 FF franco de port France-Europe.
125 FF franco de port autres continents.
Chèques libellés à l'ordre du Groupe Jeune Afrique.

PATIO DU GRAND HOTEL

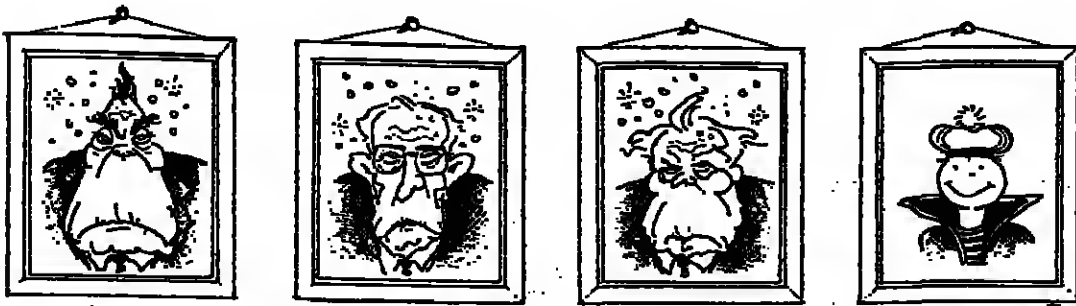
LE RENDEZ-VOUS DES AFFAIRES PLACE DE L'OPÉRA.

Menu 185 F vins, taxes et service compris

LE GRAND HOTEL - 2, rue Scribe - Paris - Tél. : 268.12.13

كتاب الأمل

A LA TÊTE DU PC SOVIÉTIQUE



Le mythe du réformiste

(Suite de la première page.)

Mais il a, tout en plus, participé à des brigades d'étudiants aux champs, pendant ses vacances. Toute sa carrière il l'a faite dans l'appareil du parti, en commençant comme responsable de l'agit-prop.

Les deux « parrains » qui ont favorisé sa fulgurante ascension soviétique, sous l'impulsion d'Andropov, ne prédisent pas non plus pour la thèse de l'ouverture. Quand, sous Tchernenko, il était devenu le gardien de l'idéologie, M. Gorbatchev ne s'est pas distingué par l'audace de ses thèses. Il s'est montré le défenseur intransigeant des « inébranlables principes

du bolchévisme », pourfendant les idéologies pernicieuses venues de l'Occident et refusant « toute réconciliation avec des points de vue qui nous sont étrangers ».

D'où vient alors sa réputation, soigneusement entretenue, de technocrate, de réformiste, de moderniste ? De sa réussite agricole dans le territoire de Stavropol ? Le moins qu'on puisse dire est qu'il n'a pas su transposer à toute l'URSS les recettes appliquées dans sa région. De sa parenté intellectuelle avec Andropov ? Il est vrai que, depuis trois ans, il a repris à son compte la plupart des in-

flexions introduites par l'ancien chef du KGB dans la vie économique.

Contrairement aux septuagénaires effrayés à l'idée que la moindre modification dans le fonctionnement du système pourrait biter la fin de leur pouvoir, M. Gorbatchev est sans doute attentif aux expériences développées ces dernières années dans les entreprises pour donner plus d'autonomie et de responsabilité aux cadres techniques. Peut-être même entendrait-on à nouveau parler dans les prochains mois de « la » réforme économique, celle qui avait été conçue au début des années 60 par Liberman et ses disciples, reprise à son compte par Kossyguine... et jamais appliquée. Ce n'est pas un hasard si l'académicien Aganbegyan, dont l'institut de Novossibirsk a préparé en août 1983 un rapport sur le rôle du marché en économie socialiste, a relatué par lui ces derniers mois.

Blocages

Sanf accident de parcours, M. Gorbatchev a pour lui la durée. Mais il a aussi avec lui l'appareil d'un parti plus soucieux de conserver son emprise sur la société que de moderniser l'économie. Le prochain congrès du PC, qui devrait avoir lieu au début de 1986, mais pourrait être avancé à la fin de cette année, donnera l'occasion au nouveau secrétaire général de renouveler un comité central élu sous Brejnev. Déjà, en 1983, il avait, pour le compte d'Andropov, supervisé la rotation des cadres dans les instances régionales et locales. Il a eu l'occasion d'y introduire des hommes jeunes siueux neufs qu'il pourra appeler à la direction.

Il doit aussi pouvoir compter sur des soutiens de la société soviétique intéressée à un accroissement de l'efficacité du système, non pour améliorer un improbable bien-être de la population, mais pour satisfaire des objectifs de puissance : certains militaires et cadres économiques pourraient être des alliés contre la bureaucratie.

Mais les blocages du système soviétique ne sont pas seulement des insuffisances que des technocrates intelligents devraient s'efforcer de supprimer. Les plans détachés de toute réalité, le gaspillage, le trafic, le « vol de la propriété de l'Etat », voire la pénurie, avec ce qu'elle engendre d'humiliations et d'infractions, sont indispensables au fonctionnement d'une société où tout le monde doit se sentir coupable de quelque chose.

Pour lutter contre ces « phénomènes négatifs », M. Gorbatchev a jusqu'à présent puisé ses remèdes dans l'arsenal de la langue de bois. Pour permettre le « grand bond en avant de l'économie », il compte sur le renforcement de la discipline, la chasse à la corruption, l'exaltation des économies de temps, de travail, de matières premières, d'investissements, et sur un « nouveau stakhanovisme ». En ce sens, il est le digne héritier d'Andropov et paraît annoncer un nouveau tour de vis.

Les habits neufs du nouveau secrétaire général sont singulièrement usagés.

DANIEL VERNET.

MM. Dumas et Gromyko ont surtout parlé des questions stratégiques

Moscou. — M. Roland Dumas a annoncé lundi 11 mars dans la soirée qu'il poursuivait sa visite en URSS au-delà du terme prévu afin de pouvoir assister mercredi aux funérailles de Constantin Tchernenko sur la place Rouge. Les cérémonies commenceront à 13 h (11 h du matin à Paris).

Le ministre français des relations extérieures n'a pas pu rencontrer lundi comme il avait été convenu M. Gorbatchev « en raison des circonstances ». M. Dumas n'a pu néanmoins s'entretenir pendant plus de cinq heures — y compris un déjeuner — avec M. Gromyko. Le ministre soviétique a quitté précipitamment ce déjeuner pour se rendre à la réunion du comité central qui devait désigner lundi après-midi M. Gorbatchev comme successeur de Tchernenko. Ce phénomène, qui a consacré le pouvoir du nouveau secrétaire général, aurait duré à peine plus d'une heure.

C'est dès 10 heures et demi lundi matin que M. Gromyko,

De nos envoyés spéciaux

recevant M. Dumas dans la salle Sainte-Catherine du Kremlin, lui a fait part du décès de Constantin Tchernenko. Mais le ministre français s'est interdit de confirmer la nouvelle jusqu'à son annonce officielle. M. Dumas devait s'incliner ce mardi dans la soirée devant la dépouille mortelle du secrétaire général défunt, exposée selon la tradition russe dans un cercueil ouvert à la Maison des syndicats.

Les entretiens entre MM. Dumas et Gromyko ont porté essentiellement sur les questions stratégiques. Le ministre soviétique a répété que Moscou « avait prêté attention à la déclaration du président Mitterrand concernant le danger de militarisation de l'espace » et que « les positions de l'URSS et de la France sur ce problème présentaient pas mal de similitude ».

M. Dumas de son côté a souligné que la France souhaitait la

réussite des négociations de Genève sur les armes nucléaires et spatiales, mais se réservait le droit, en cas d'échec, de « faire comme les autres », c'est-à-dire de se lancer, seule ou en coopération avec d'autres pays européens, dans un programme spatial.

A propos du Proche-Orient, qui n'a été que très brièvement abordé, M. Gromyko a insisté sur une nouvelle fois sur le projet soviétique de conférence internationale et a condamné les « tractations anti-arabes », visant par là la récente initiative du président Mubarak. Le ministre soviétique a également snubié parler du Nicaragua. M. Dumas ne s'est pas dérobé, mais a jugé à son tour nécessaire d'évoquer le Cambodge et l'Afghanistan. Le conflit sino-vietnamien a été également discuté. M. Gromyko soutenait entièrement, bien entendu, le point de vue de Hanoi.

Le ministre des relations extérieures a remis à son interlocuteur un certain nombre de dossiers concernant plusieurs cas humanitaires, dont celui de François retenus contre leur gré en URSS. Le cas le plus avancé semble être celui de M. Catrain, qui est retenu en URSS depuis 1945 (voir ci-dessous). Les relations bilatérales enfin ont fait l'objet d'une entrevue assez courte lundi en début d'après-midi entre M. Dumas et le président du conseil, M. Tikhonov. Ce dossier délicat sera au centre de la réunion de la grande commission franco-soviétique, plusieurs fois retardée, et qui devrait avoir lieu du 1^{er} au 3 avril à Paris.

LE FRANÇAIS « OUBLIÉ »

M. Catrain était soldat de l'armée française quand il a été fait prisonnier par les Allemands en 1940. Envoyé dans un camp, il a été « oublié » par l'armée rouge en 1945. « Oublié » lors du rapatriement des prisonniers français, il n'a jamais pu ensuite faire valoir ses droits, et la grande administration du goulag l'a proprement avalé.

Depuis des décennies, M. Catrain cherche à regagner la France. Il est marié à une Soviétique mais n'a pas d'enfant. Il vit dans un petit village d'Ukraine près de la frontière roumaine. A l'occasion de la visite de M. Dumas, les Soviétiques ont accepté pour la première fois que deux représentants de l'ambassade de France puissent lui rendre visite. Pour M. Catrain, il y a enfin une lueur d'espoir.

J.A.

DEPUIS UN AN

La répression s'est accrue

La politique de « glaciation » des relations Est-Ouest, qui a été celle de Constantin Tchernenko pendant les huit premiers mois de son règne, s'est traduite sur le plan intérieur par une répression des plus vigoureuses contre toute forme de dissidence.

L'intransigeance du pouvoir s'est notamment manifestée dans l'affaire du prix Nobel de la paix Andreï Sakharov, avec la condamnation de son épouse Elena Bonner à cinq ans d'assignation à résidence à Gorki, où l'académicien est confiné depuis janvier 1980. Elle est également illustrée par le sensible ralentissement de l'émigration des juifs d'Union soviétique, et par de lourdes condamnations de contestataires, en particulier en Ukraine. Les conditions de détention dans les camps se sont apparemment encore durcies, et plusieurs condamnés, parmi les plus connus, y sont morts de maladie et d'épuisement ou ont préféré mettre fin à leurs jours.

Depuis mai 1984 et la grève de la faim d'Andreï Sakharov, les autorités soviétiques ont réussi à couper complètement du monde

extérieur le couple de dissidents, et les interventions en faveur des Sakharov de nombreux dirigeants occidentaux de premier plan — en particulier du président Mitterrand — n'ont eu aucun effet.

Dans le même temps, d'innombrables témoignages recueillis dans un dizaine de villes d'URSS font état d'une répression sans précédent contre les contestataires, en particulier des membres de la communauté juive. Arrestations, inculpations, forgeries de toutes pièces, condamnations et tracasseries policières en tout genre se multiplient contre ceux qui désirent émigrer, affirment les intéressés.

Le nombre de juifs autorisés à quitter le pays est ainsi tombé à 899 en 1984, selon la radio israélienne, contre 51 000 cinq ans auparavant. Seules les demandes de citoyens qui ont une parenté du premier degré dans ce pays sont dorénavant prises en compte par les autorités de Moscou. Et celles-ci affirment que le processus de la réunion des familles est pratiquement achevé. — (AFP.)

PICARD

Votre serrure doit-elle être révisée !

Les cambrioleurs se perfectionnent et utilisent des techniques et des outils de plus en plus évolués. Si votre serrure ne peut résister, vous serez la prochaine victime !

Faites réviser régulièrement votre serrure en vous adressant à tout serrurier revendeur de notre marque.

Il vous dira si votre serrure est encore capable ou non de résister aux techniques actuelles des cambrioleurs.

S.A. PICARD, 4, rue St-Sauveur, 75002 PARIS, 233.44.85

IBM

Comment faire soi-même son compatible IBM PC ? Pas facile, mais rentable.

16 F. EN VENTE PARTOUT.

BMW 520 i A L'ESSAI

Pilotez une BMW 520i, et mesurez l'intensité du plaisir de conduire une berline élégante et spacieuse. Son 6 cylindres en ligne de 125 ch, souple et silencieux, lui confère sportivité et économie : 6,4 l à 90, 8,3 l à 120, 11,8 l en ville. Faites une passionnante découverte en prenant le volant d'une nouvelle BMW 520i chez votre concessionnaire.

Pour connaître les coordonnées de votre concessionnaire, appelez gratuitement le Numéro Vert en composant ces dix chiffres (Paris y compris) : **16.05.BMW.BMW. 16.05. 269. 269.**

La Floride pour 4.305 F, c'est une fleur.

Vols quotidiens de Paris CDG1 vers Miami ou Orlando. Sans oublier que TWA dessert plus de 60 villes à l'intérieur des Etats-Unis.

TWA ouvre la voie vers les USA.

L'ÉLECTION DE M. GORBATCHEV

LES RÉACTIONS

Washington : l'espoir de relations plus stables

De notre correspondant

Washington. — M. Reagan s'est déclaré, lundi 11 mars, « plus que prêt » à rencontrer avec M. Gorbatchev, mais seulement lorsque le nouveau secrétaire général soviétique, avec lequel il souhaite traiter dans un « esprit ouvert », sera véritablement « en place » et aura « établi son régime ».

Le président américain a, en conséquence, repoussé les recommandations de plusieurs de ses collaborateurs — dont M. McFarlane, son conseiller pour les affaires de sécurité nationale, — qui auraient souhaité qu'il se rende en personne à Moscou mercredi plutôt que de s'y faire représenter par le vice-président Bush, comme lors des funérailles de Leonid Brejnev et de Iouri Andropov.

Les partisans de ce geste, qui aurait été spectaculaire parce qu'il aurait symbolisé l'amélioration des relations soviéto-américaines concrétisée par l'ouverture ce mardi des négociations de Genève, Washington aurait ainsi, selon eux, marqué son intérêt pour le développement d'une telle évolution sous la direction d'un homme qui devrait, cette fois-ci, rester longtemps aux commandes.

M. Reagan a opté pour plus de retenue. Officiellement parce qu'il recevait le président égyptien Mubarak, ce mardi, et qu'il se rend le week-end prochain au Canada, mais aussi parce qu'il ne voulait pas en réalité montrer trop d'empressement pour une simple prise de contact qui n'aurait été que protocolaire.

Si les dirigeants américains n'excluent pas que l'arrivée au pouvoir d'un dirigeant soviétique d'une génération nouvelle puisse permettre des changements à long ou à moyen terme, ils s'attendent à une grande continuité dans les mois à venir, notamment dans les relations bilatérales, où l'influence de M. Gromyko est jugée déterminante, et pour lesquelles les décisions prises à Moscou ces derniers mois l'ont été collectivement.

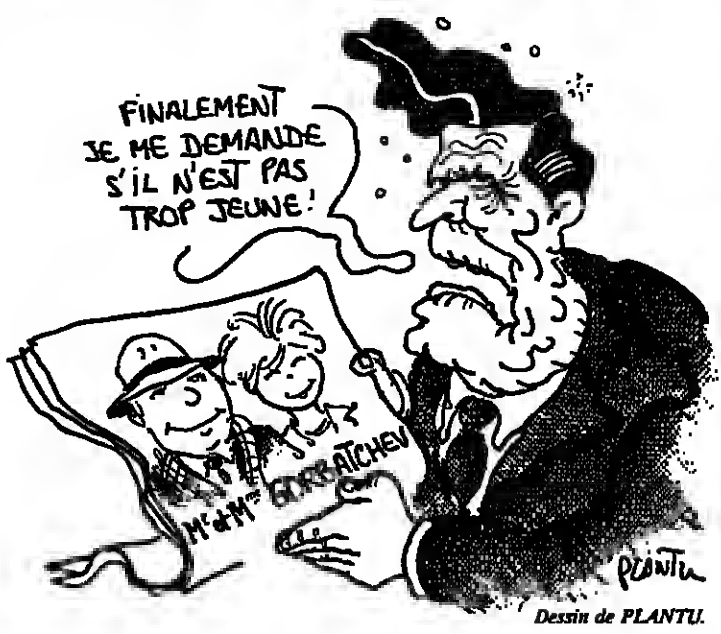
A court terme, on ne voit donc pas plus de raison de s'inquiéter que de se réjouir, et pour l'avenir, c'est l'interrogation qui l'emporte, car l'on ne sait pas encore si cet interlocuteur en pleine possession de ses moyens présente plus d'avantages que des interlocuteurs impotents ne présentaient d'inconvénients.

M. Shultz, le secrétaire d'Etat, qui était partant lundi soir pour Moscou, où le vice-président le rejoindra, venant de Genève, a résumé d'une phrase les sentiments

mêlés des autorités américaines en déclarant : « Les décisions qui ont été prises ces derniers temps ont été collectives. M. Gorbatchev a vraisemblablement pris part à leur élaboration. Il n'est pas malade. C'est un homme jeune et vigoureux ».

En attendant d'en savoir plus sur le nouveau secrétaire général, M. Reagan a affirmé, dans les télégrammes de condoléances envoyés aux responsables soviétiques, qu'il souhaitait une « relation plus stable et plus constructive » avec l'URSS. La politique américaine, a-t-il dit, sera d'« être patient, persévérant et réaliste ». Il a enfin exprimé l'espoir que le Kremlin « se saisisse des possibilités de paix », et se joindra à lui « pour définir un fondement solide et durable de meilleures relations ».

Pour M. Kissinger, le nouveau secrétaire général aura besoin de deux à quatre années pour asseoir son autorité, et « personne ne sait vraiment ce que pense la génération montante soviétique ». M. Brzezinski, ancien conseiller de M. Carter pour les affaires de sécurité nationale, a souligné, pour sa part, que M. Gorbatchev avait été un protégé de l'ancien président du KGB, Iouri Andropov, et de l'ancien gardien de l'orthodoxie, Mikhaïl Soulov. « Je m'attends, a-t-il déclaré, que le (nouveau) dirigeant soviétique soit un homme plus habile, énergique et, sous bien des aspects, beaucoup plus dangereux » que ses prédécesseurs.



Dessin de PLANTU.

BERNARD GUETTA.

Londres : M^{me} Thatcher « l'aime bien »

De notre correspondant

Londres. — « J'aime bien M. Gorbatchev. Nous pouvons nous entendre. » Littéralement : « Folle affaire » (« We can do business together »).

Dans son style très direct, M^{me} Thatcher ne pouvait pas mieux résumer l'impression laissée, en décembre, par la visite en Grande-Bretagne de M. Mikhaïl Gorbatchev, dont c'était le premier voyage important dans un pays occidental depuis qu'il est devenu une personnalité en vue au Kremlin. M^{me} Thatcher n'a pas cédé à l'enthousiasme et aux spéculations auxquels se sont parfois abandonnés la presse et les milieux politiques britanniques en présentant déjà M. Gorbatchev comme un réformateur nettement plus ouvert au dialogue avec l'Ouest que les autres dirigeants soviétiques. Après trois heures d'entretiens, elle soulignait avoir constaté qu'elle-même et son interlocuteur croyaient « fermement » au bien-fondé de leurs systèmes politiques respectifs. Et M^{me} Thatcher d'affirmer : « Je suis prudemment optimiste ».

Prudent, M. Gorbatchev l'a été également. Se sachant très observé, il s'est montré habile à doser ses effets. Posant pour les photographes avec M^{me} Thatcher, il est apparu détendu, mais sans plus.

Tout au long de son séjour, qui a duré une semaine, M. Gorbatchev s'est employé à ne pas décevoir l'intérêt évident de ses hôtes sans pour autant l'encourager outre mesure. Bref, une sorte de charme discret assez comparable à celui de sa femme, dont l'allure moderne tranchait agréablement sur celle des « mamouchkas » que l'on a connues précédemment.

Ce visiteur très attendu est reparti comme il était venu, avec sa

réputation d'« homme nouveau », sans rien faire ou dire qui puisse permettre de la démentir ou de la préciser. On n'en savait pas plus sur ses orientations. Il a semblé insister sur la « bonne volonté » soviétique pour essayer d'améliorer les relations Est-Ouest et pour tenter, notamment, de réaliser de réels progrès lors de la reprise des discussions sur le désarmement nucléaire. Mais, pressé de questions sur les atteintes aux droits de l'homme et sur le sort des minorités dans son pays, M. Gorbatchev a répliqué sèchement en affirmant que des « communautés ou nationalités entières » étaient « persécutées » au Royaume-Uni. Il faisait allusion aux 2,3 millions de chômeurs britanniques, aux mineurs en grève et à l'Irlande du Nord. Cela a jeté un froid parmi les parlementaires qui l'écoutaient.

Franchise

Soudain, on redevenait plus circonspect à l'égard de cet homme dont on avait apprécié auparavant la « franchise » et qui a fait dire aux leaders du Parti travailliste et du Parti social-démocrate, MM. Neil Kinnock et David Owen, qu'il était particulièrement « brillant » dans la discussion.

Donc, pas de déclaration bouleversante, pas de véritable signe d'ouverture. Les Britanniques, qui avaient le sentiment d'être restés sur leur faim, se sont fait une raison en se disant que M. Gorbatchev, tenant compte de ses collègues et rivaux de Moscou, ne pouvait se permettre de trop plaire aux Occidentaux, et attendait son heure.

FRANCIS CORNU.

Bonn : les chances d'un nouveau dialogue

De notre correspondant

Bonn. — Le chancelier Helmut Kohl devait séjourner vingt-quatre heures à Moscou à l'occasion des funérailles de M. Constantin Tchernenko. On tenait à peu près pour acquis, lundi, à la chancellerie, qu'il y verrait M. Gorbatchev. Des discussions étaient également en cours pour organiser une rencontre avec le numéro un est-allemand, M. Honecker. Les deux hommes s'étaient déjà vus l'année dernière en marge des funérailles de M. Andropov. M. Kohl sera accompagné, dans la capitale soviétique, de M. Schaible, ministre de la chancellerie, où il est responsable des relations interallemandes.

La disparition de M. Tchernenko, à la veille de la reprise des négociations de Genève, a été accueillie presque avec soulagement dans la capitale allemande. Comme partout, on y voit une chance de commencer cette nouvelle étape des relations Est-Ouest avec une direction soviétique plus solide.

C'est évidemment ce que le chancelier Kohl espère apprendre au cours de sa visite à Moscou.

Les condoléances adressées par les responsables du gouvernement au Kremlin sont entièrement dirigées vers l'avenir. C'est tout juste si l'on prend la peine de regretter « que M. Tchernenko n'ait pas eu la chance de continuer à œuvrer à la relance des relations Est-Ouest et aux négociations américano-soviétiques sur le contrôle des armements, dont la reprise a coïncidé avec sa période de pouvoir ». « Le gouvernement, poursuit le communiqué de Bonn, attache une signification très importante aux relations germano-soviétiques. (...) Il y a, dans ce domaine, des possibilités de développement qui doivent être exploitées ».

HENRI DE BESSON.

A l'index

L'intermède Tchernenko a coïncidé avec une période particulièrement tendue dans les relations entre Bonn et Moscou. Si, dans les dernières semaines, les choses avaient plutôt tendance à s'arranger, la RFA s'était pratiquement retrouvée, à l'automne dernier, mise à l'index des capitales est-européennes. Le report des visites prévues de M. Honecker, puis du président bulgare, M. Jivkov, ont été durement ressentis à Bonn. Alors que M. Gorbatchev se rendait en Grande-Bretagne, que M. Gromyko faisait de même en Italie et en Espagne, il a fallu attendre le 4 mars dernier pour qu'une rencontre entre MM. Gromyko et Genscher puisse être organisée à Moscou, presque en catimini, une semaine avant la visite du ministre français Roland Dumas.

Considéré à Bonn comme le successeur de M. Andropov, en qui l'Allemagne fédérale avait tout d'abord placé beaucoup d'espoir, M. Gorbatchev se montrera-t-il plus disposé que son prédécesseur à répondre aux ouvertures du gouvernement allemand à l'égard des capitales est-européennes ? Acceptera-t-il, à nouveau, de laisser plus de marge de manœuvre à M. Honecker pour développer ses relations avec la RFA, comme le numéro un est-allemand le souhaite, semble-t-il, lui aussi ?

M. MITTERRAND ASSISTERA AUX OBSÈQUES DE CONSTANTIN TCHERNENKO

M. François Mitterrand, qui ne s'était pas déplacé, il y a un an, pour les obsèques d'Andropov (auxquelles a assisté M. Mauroy), a décidé, cette fois, de faire la voyage et d'assister à celles de Tchernenko. On justifie cette décision, à Paris, en rappelant que le président de la République avait langueusement rencontré C. Tchernenko (alors qu'il n'avait pas vu Iouri Andropov) et qu'un sensible réchauffement s'est produit, ces derniers temps, dans les relations franco-soviétiques. L'occasion a enfin été jugée propice pour établir un premier contact avec la nouvelle direction soviétique.

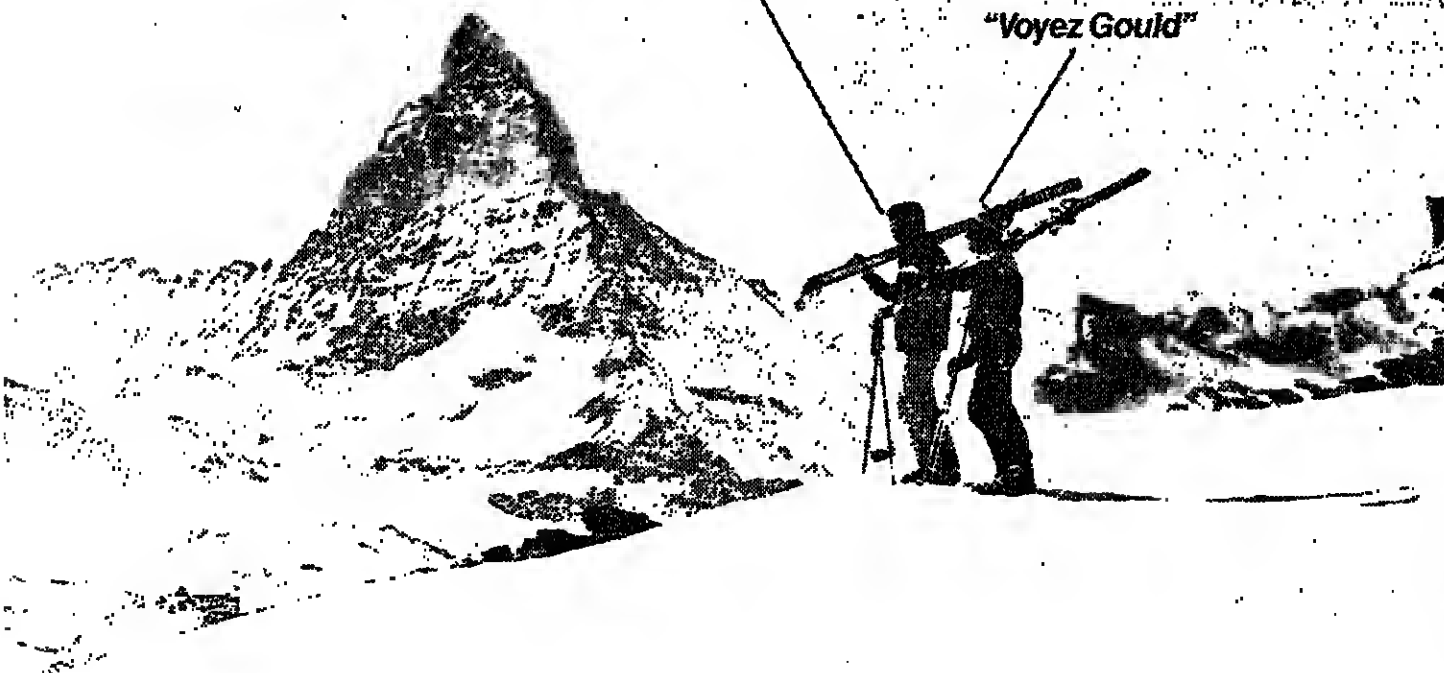
Lundi, M. Mitterrand avait adressé au présidium du Soviet suprême de l'URSS un message de condoléances dans lequel il faisait part de la « réelle émotion » avec laquelle il avait appris la mort du chef de l'Etat soviétique, et évoquant les entretiens qu'il avait eus avec lui l'année dernière.

M. Laurent Fabius a également adressé ses condoléances au président du conseil des ministres d'URSS, M. Tikhonov, rappelant l'attachement du gouvernement français au « développement du dialogue et de la coopération avec l'Union soviétique ».

Gould... Innovation et qualité en électronique européenne.

"Nous recherchons une société européenne d'essais et de mesure dont les normes sont aussi rigoureuses que les nôtres."

"Voyez Gould"

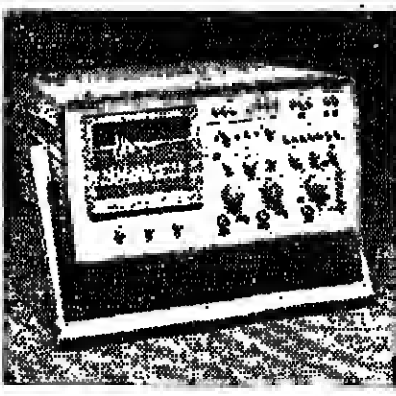


Quand il s'agit d'assurer une qualité et des performances optimales dans une gamme complète d'applications électroniques, personne n'offre une gamme aussi étendue que Gould dans le domaine des analyseurs logiques, enregistreurs numériques à mémoire numérique, tel le 4030 sur la gravure de droite — mais ceci n'est qu'un aspect des activités de Gould en électronique.

En Europe, comme dans le reste du monde, Gould concentre ses technologies et produits étroitement

liés dans six marchés de l'électronique à croissance rapide: les ordinateurs, l'automatisation d'usine, les essais et mesures, l'électronique médicale, les composants et matériaux électroniques, y compris les semi-conducteurs — si c'est important pour l'Europe, c'est donc crucial pour Gould.

Suffisamment intéressés pour vouloir en savoir davantage? Ecrire à Gould, Département W2, 57 rue St Saver, 91160 Ballainvilliers, ou téléphoner 06-934-1067.



GOULD Electronique

محرم الأسفل

A LA TÊTE DU PC SOVIÉTIQUE

A L'ÉTRANGER

Pékin : les querelles sont passées sous silence

Pékin. - Les Chinois n'auront pas attendu longtemps avant d'être informés de la mort de Constantin Tchernenko. Dès lundi soir 11 mars, le journal télévisé avait annoncé, *in extremis*, en quelques mots, le décès du dirigeant soviétique. Ce mardi, l'événement fait la « une » de la presse. Mais celle-ci, avec sa circonspection coutumière, se contente de reproduire des dépêches d'agence sur les conditions de la mort du chef du Kremlin et sur l'élection de son successeur. Un *curriculum vitae* sec, sans commentaires, de M. Gorbachev est aussi publié, de même que les condoléances des dirigeants chinois et quelques réactions internationales.

La Chine sera représentée aux obsèques de Tchernenko par M. Li Peng, vice-premier ministre et membre du comité central du PCC. M. Li est un des responsables de l'économie chinoise et a été formé en URSS dans les années 50. La représentation chinoise sera donc du même niveau que lors des funérailles d'Andropov.

Le message de condoléances du chef de l'Etat, M. Li Xiaodan - actuellement en visite officielle en Thaïlande - et du président de l'Assemblée, M. Peng Zhen, est adressé au Soviet suprême, au gouvernement et au peuple soviétique, mais non au PCUS. En revanche, le porte-parole du ministère des affaires étrangères a déclaré que le dirigeant défunt avait été un leader exceptionnel du parti et de l'Etat soviétique.

Pourtant, l'accession au pouvoir de Tchernenko, il y a à peine treize mois, n'avait guère été l'occasion d'un rapprochement sino-soviétique, après la légère embellie de la brève ère Andropov. Le vice-premier ministre chinois, M. Wan Li, qui représentait la Chine aux funérailles d'Andropov, s'était vu refuser l'entrée protocolaire avec le nouveau maître du Kremlin, qui, quelques mois plus tard, s'en était pris publiquement à Pékin. Recevant les dirigeants vietnamiens et laotiens en juin, il avait « résolument condamné la Chine pour sa politique hostile envers le Vietnam, le Laos et le

De notre correspondant

Cambodge. La visite prévue de M. Arkhipov, premier vice-premier ministre soviétique, en Chine avait été repoussée par Moscou.

Pékin avait vivement réagi à ces attaques. Au mois de juillet 1984, l'hebdomadaire *Pékin information* avait écrit que, « depuis le changement de direction au Kremlin en février dernier (...), l'Union soviétique a durci sa position sur de nombreuses questions internationales importantes ». Le mois suivant, les deux rencontres entre ministres des affaires étrangères aux Nations unies - les premières depuis des lustres - s'étaient déroulées dans une mauvaise atmosphère. La polémique entre journaux des deux pays avait repris ; les radios clandestines en chinois émettant du territoire soviétique avaient intensifié leurs critiques.

Les « trois obstacles »

Ces querelles sont aujourd'hui passées sous silence. Le message de M. Li et Peng préfère insister sur la dernière déclaration de Tchernenko sur les relations sino-soviétiques. Dans un discours électoral, le dirigeant défunt avait en effet dit, le 23 février dernier, que l'URSS attachait une grande importance à la normalisation des relations avec la Chine. Il avait noté que les deux pays avaient fait quelques pas positifs en 1984, et il avait espéré que, en dépit des divergences

politiques sérieuses, les relations bilatérales pourraient s'améliorer au moyen d'efforts mutuels.

La publication par Pékin de tels propos indique que, en dépit de son insistance sur la solution préalable des « trois obstacles » - présence de forces militaires soviétiques importantes le long de la frontière chinoise, soutien de l'URSS à l'occupation du Cambodge par le Vietnam, et occupation par l'URSS de l'Afghanistan - la Chine souhaite une certaine normalisation des relations avec son puissant voisin. Mais cette aménagé ne touche que les domaines économique, commercial, culturel, sportif ou touristique, comme l'a montré la visite que M. Arkhipov a, finalement, effectuée en Chine en décembre dernier. Le temps d'est pas encore venu, estimement les dirigeants chinois, de passer au plan politique, en particulier à un moment où la guerre fait rage en Indochine à l'initiative d'un Vietnam surarmé par l'URSS.

Les Chinois continuent de considérer l'URSS comme leur ennemi numéro un. Ils n'attendent guère de concessions de la part des dirigeants soviétiques, en particulier de ceux de la vieille garde, et surtout de la part de leur bête noire, M. Gromyko.

L'élection de M. Gorbachev comme successeur de Tchernenko n'est sans doute pas une trop mauvaise nouvelle pour Pékin. La Chine espère que le choix d'un dirigeant plus jeune et qui accorderait une plus grande priorité à la solution des graves problèmes intérieurs de l'URSS, en particulier industriels et agricoles, pourrait être plus favorable à une relative détente, internationale et bilatérale.

PATRICE DE BEER.

MM. Gremetz et Plissonnier représenteront le PCF aux obsèques de Constantin Tchernenko

La délégation du PCF aux obsèques de Constantin Tchernenko sera composée, indique l'*Humanité* du 12 mars, de MM. Gaston Plissonnier et Maxime Gremetz, secrétaires du comité central.

A propos de l'absence de M. Georges Marchais dans cette délégation, on se contente d'indiquer, au PCF, que la présence du secrétaire général du parti à de telles obsèques n'est pas une règle absolue. D'autre part le comité central du PCF a exprimé, lundi 11 mars, son « émotion » au comité central du PCUS, après la mort de Constantin Tchernenko. Le communiqué du comité central du PCF déclare que Constantin Tchernenko a « poursuivi l'action engagée par l'URSS pour la mise en œuvre de réformes visant à améliorer l'efficacité économique, développer le progrès social et impulser la participation démocratique, la responsabilité des travailleurs dans la société ».

Le comité central du PCF souligne que, « dans une situation internationale marquée par la tension et l'escalade de la course aux armements, Constantin Tchernenko a formulé, au nom de l'URSS, des propositions de paix, qui ont contri-

bué à ouvrir une perspective de négociations sur la non-militarisation de l'espace et la réduction de tous les armements nucléaires ».

M. Georges Marchais s'était rendu aux obsèques de Brejnev en novembre 1982. Il avait été reçu à cette occasion par l'our Andropov. La direction du PCF laissait entendre alors que le nouveau secrétaire général du PC soviétique était l'homme d'une politique nouvelle. En juillet 1983, M. Marchais avait eu avec l'our Andropov une déclaration commune sur les euro-missiles. Le séjour du secrétaire général du PCF à Moscou avait été émaillé d'incidents provoqués par la façon dont la presse soviétique avait rendu compte des positions du parti français. Pour les dirigeants du PCF, ces incidents étaient révélateurs soit d'un double jeu, soit d'une certaine instabilité au sein de la direction soviétique. Ou bien la politique d'Andropov vis-à-vis des PC occidentaux était ambiguë, ou bien elle était contestée par ses adversaires. A l'automne, M. Zagladine - lors d'un séjour à Paris - avait néanmoins délivré publiquement un brevet de bonne conduite au PCF pour sa participa-

tion au gouvernement, autant que pour ses efforts tendant à développer en France un mouvement pacifiste comparable à ce qui existait ailleurs en Europe occidentale.

L'analyse que le PCF fait de la situation au sein de la direction soviétique avait transpara lors de M. Marchais s'était rendu à Moscou pour les obsèques d'Andropov, mais avait omis d'adresser à Constantin Tchernenko un message de félicitations pour sa nomination au poste de secrétaire général. Il était manifeste que M. Marchais, qui avait déclaré, lors de l'arrivée au pouvoir d'Andropov, s'attendre à des changements notables dans la situation en Afghanistan et dans les rapports de l'URSS avec la Chine, ne nourrissait pas les mêmes espoirs au sujet de Tchernenko.

Pour autant, le PCF n'a pas plus critiqué la politique soviétique sous Tchernenko qu'auparavant. Dernièrement, l'*Humanité* avait salué en Tchernenko un dirigeant « porté par deux cent millions de Soviétiques ». Il est vrai que le journal du PCF, sous la direction de M. Roland Leroy, accentue encore le « philo-soviétisme » de la politique du PCF, tandis que M. Marchais tente de donner à cette politique une apparence moins inconditionnelle.

P. J.

Dans la presse étrangère...

« NEW YORK TIMES » : pas près de faire des vagues.

« (...) Si l'on commence à assister à un changement de générations au Kremlin, le contraire, lui, ne change pas. L'Union soviétique demeure un amalgame de bureaucraties caennières dont la ligne politique est définie par un groupe de vieux, mesquins. Survivants de la tyrannie stalinienne, ils repoussent avec indignation la simple allusion au gouvernement d'un seul homme, l'aventurisme présomptueux d'un Nikita Khrouchtchev. La continuité, la prudence et le consensus sont la marque d'un système révolutionnaire quant à la doctrine, mais profondément conservateur quant à la pratique. Quelles que soient ses ambitions, M. Gorbachev n'est certainement pas près de faire des vagues ».

« FINANCIAL TIMES » : la vraie relève prendra du temps.

« La mort de Tchernenko met M. Gorbachev en position de devoir exaucer les espérances de ceux qui veulent voir une nouvelle génération prendre en charge le système politique soviétique et aspirer à une

bonne dose de réforme économique. Son élection comme secrétaire général signifie qu'il détient le poste-clé en URSS, mais elle ne signifie pas qu'il y aura immédiatement une relève de la garde à son sommet ».

« Cela prendra du temps. Pour l'instant, on peut se demander s'il y a une majorité au Politburo en faveur d'une réforme réelle de quelque nature qu'elle soit, et M. Gorbachev lui-même ne s'est jamais trouvé auparavant en situation de devoir traduire son discours en actes. (...) L'élection d'un dirigeant plus jeune, en bonne santé, pour la première fois depuis six ans au moins, autorisera cependant les Soviétiques à exprimer leur politique avec plus de facilité et d'impact, même s'il reste peu probable que celle-ci change profondément ».

« SÜDDEUTSCHE ZEITUNG » : la continuité diplomatique.

« Le fait que les négociations de Genève commencent pendant que la dépouille mortelle de Tchernenko est exposée à Moscou doit (...)

apparemment démontrer, devant la tombe ouverte, la continuité de la politique étrangère soviétique. Le souci d'afficher continuité et capacité à diriger a également conduit au règlement rapide de la succession (...) Le « petit jeune » va être le premier, dans une majorité d'hommes au Politburo qui ont vingt ans de plus que lui. Le changement de génération est amorcé au Kremlin. S'il continuait à se passer dans le calme, ce serait également un avantage pour le reste du monde ».

« LA LIBRE BELGIQUE » : Les condées franches ?

« La rapidité avec laquelle Mikhaïl Gorbatchev a été élu par le plénum donne à penser que le numéro un soviétique a les condées franches. Néanmoins, on ne pourra se faire une idée précise de l'ampleur de sa marge de manœuvre qu'à la faveur du prochain plénum du comité central. Dans la mesure où le parlement du parti lui confèrera le titre de président du Soviet suprême et entérinera un élargissement du bureau politique, M. Gorbachev évitera le parcours d'obstacles imposé à l'our Andropov ».

... et parisienne

M. Jean François-Poncet, ancien ministre des affaires étrangères, estime, dans son éditorial du *FIGARO*, que, devant les choix intérieurs et extérieurs à faire, « le nouveau secrétaire général n'aura ni les mêmes excuses ni les mêmes handicaps que son prédécesseur : parce que jeune et en bonne santé, il aura la capacité d'agir ».

La maladie de M. Tchernenko invitait à la temporisation. La présence à la tête du Kremlin d'un homme valide et opportunément assuré de l'avenir jouera dans le sens d'une accélération. La personnalité du titulaire affectera le style et le rythme du mouvement d'une façon imprévisible.

Ce qui est sûr, c'est que son avènement ouvre un nouveau chapitre : venant après la réélection de M. Reagan, et coïncidant avec l'ouverture de la négociation de

Genève, il met en place le dernier élément qui manquait encore à la nouvelle donne des rapports Est-Ouest ».

L'*HUMANITÉ*, organe officiel du Parti communiste français, publie les photos du nouveau secrétaire général du PCUS et de son prédécesseur, une biographie, un message de M. Marchais, les condoléances du comité central, mais aucun article d'analyse ni aucun éditorial.

En revanche, *LIBÉRATION* consacre six pages au « Kremlin new-look », et Gérard Dupuy oppose la « auité » de Tchernenko au « visage avenant » de son successeur, et ajoute :

« Pourra-t-il appliquer aux velléités de réforme qu'on lui prête l'évidente destérité manœuvrière qui lui a valu le pouvoir suprême ? Il n'est pas impossible qu'il puisse

le vouloir. Il lui restera à le pouvoir. Si oui, il sera temps pour l'Occident, qui pousse à la roue de la réforme du système soviétique dans l'espoir à peine caché de le faire exploser, de se demander s'il n'a pas plutôt contribué à le régénérer ».

Le *MATIN* espère que la relève intervenue marquera « une rupture, sinon idéologique, du moins intellectuelle ».

Dans le *QUOTIDIEN DE PARIS*, Philippe Marcovici n'est pas plus optimiste que l'écrit : « L'empire se donne un chef dans la force de l'âge qui succède à un vieillard devenu grabataire. Aussi, peut-être le style changera-t-il, peut-être certaines formes seront-elles modifiées. Mais, pour l'ensemble, le fond demeurera. L'homme a changé, pas le système. Ce dernier reste, figé et immuable. Interdisant tout espoir ».

Paris-Hong Kong un avant-goût du Paradis



Via Colombo, deux fois par semaine, partez avec les habitants du Paradis

Nos vols du vendredi et du dimanche arrivent à Colombo le lendemain matin, et assurent une correspondance pour Hong Kong. En route, vous découvrez le service chaleureux qui n'appartient qu'à ceux qui vivent au Paradis.

Consultez votre agent de voyages ou Air Lanka à Paris, 9 rue du 4 Septembre, Paris 75002. Tél. 297.43.44.

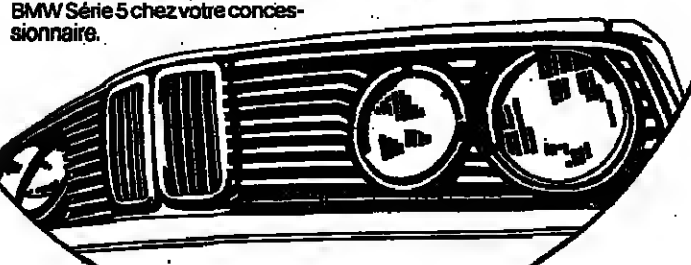


AL 331

BMW 518 i A L'ESSAI

Avec l'injection électronique, la consommation de la nouvelle BMW 518 i allie le sens de l'économie aux performances d'une berline de haut de gamme (6,1 l à 90, 6,1 à 120 et 9,9 l en ville). Découvrez volant en mains, l'univers de la nouvelle BMW Série 5 chez votre concessionnaire.

Pour connaître les coordonnées de votre concessionnaire, appelez gratuitement le Numéro Vert en composant ces dix chiffres (Paris y compris) 16.05.BMW.BMW. 16.05.269.269.



EUROPE

Grèce

Le PASOK propose une diminution sensible des pouvoirs du président de la République

Le PASOK, Parti socialiste grec au pouvoir, a déposé, mardi 11 mars, un projet de révision de la Constitution, qui limiterait considérablement les prérogatives du président de la République.

Le premier ministre et président du PASOK, M. Andreas Papandréou, a souligné devant les membres de son parti que cette révision visait « à consolider le caractère parlementaire du régime (...) et à limiter les pouvoirs du président ».

Le PASOK avait annoncé, samedi, qu'il ne soutiendrait pas la candidature du président Constantinos Caramanlis à un deuxième mandat présidentiel de cinq ans et qu'il présenterait son propre candidat à cette élection, M. Christos Sartzetakis. A la suite de cette décision inattendue, M. Caramanlis, qui est le père de la Constitution de 1975, a démissionné de ses fonctions dimanche.

La proposition socialiste limite les initiatives du président dans le cas où un gouvernement ne peut être formé par le Parlement, et ses possibilités de dissoudre le Parlement, d'organiser un référendum, de proclamer l'état de siège ou d'instituer des tribunaux spéciaux.

Selon le projet, même les messages du président au peuple grec devraient être soumis au premier ministre, et seul le Parlement aura le droit d'amnistier les crimes politiques.

Le projet du PASOK a été contesté par les cent soixante-cinq membres du groupe parlementaire socialiste. Pour être adoptée, la révision doit être votée par cent quatre-vingts députés au moins en deux tours à un mois d'intervalle.

Aux Etats-Unis, où la démission de M. Caramanlis fait la une de la presse, le porte-parole du départe-

ment d'Etat a rendu hommage au président démissionnaire. Le secrétaire à la défense, M. Caspar Weinberger, est allé beaucoup plus loin en commentant devant des journalistes ce « renvoi sans façon » de l'ancien chef de l'Etat : « Nous croyons savoir », a déclaré M. Weinberger, « qu'une promesse sans équivoque d'un second mandat avait été faite à M. Caramanlis, et que cette promesse a été retirée de manière plutôt grossière et abrupte ». Cette interprétation rejoint la version donnée à Athènes par les partisans de M. Caramanlis, selon laquelle l'ancien président aurait été victime d'une ruse de M. Papandréou. De son côté, M. Richard Perle, adjoint de M. Weinberger au Pentagone, a vivement critiqué la politique extérieure de M. Papandréou, l'accusant d'avoir délégué son pouvoir à l'antipathie historique entre son pays et la Turquie, pour des raisons de politique intérieure. — (AFP, Reuters.)

Un pays en ébullition

Athènes. — Après la fracassante démission de M. Caramanlis (qui, selon ses partisans, aurait été foudroyé par le premier ministre, M. Papandréou), la Nouvelle Démocratie — le parti de M. Caramanlis — ne présente pas un autre candidat pour l'élection présidentielle, le 17 mars. Ce parti considère que le Parlement actuel n'est pas en mesure d'élire un chef de l'Etat crédible, estimé et respecté en Grèce comme à l'étranger. La Nouvelle Démocratie réclame donc des élections générales afin de dégager le véritable profil politique du pays, mais également pour crever l'abcès qui aurait été créé samedi dernier par ceux qui, au PASOK, veulent radicaliser le pouvoir. De même, la Nouvelle Démocratie estime que M. Sartzetakis ne saurait être qu'un président de combat, alors que la grave crise générale que traverse la Grèce exige tout d'abord un apaisement des esprits.

Dans le camp du PASOK, les controverses tenues sous le boisseau opposent les tenants du courant libéral à ceux qui qualifient de « faiseurs de tyrans ». Ainsi, ceux qui auraient préféré voir désigner M. Alevis, président du Parlement,

De notre correspondant

qui assume l'intérêt de la présidence de la République, plaident que M. Sartzetakis, recommandant la prudence. De même, ceux qui préconisent une action dynamique mais plus nuancée relèvent que, si le PASOK est parvenu, en dix ans, à constituer le centre puissant d'une gauche non communiste, son assise électorale demeure malgré tout fragile. Il conviendrait donc d'éviter les outrances afin de ne pas prendre à rebrousse-poil une frange libérale et modérée dont l'appui est indispensable pour que l'opération électorale déjà déclenchée soit une réussite. Cependant, au sein du PASOK, le sentiment prévaut que ceux qui ont voté pour le changement n'accepteront pas un retour en arrière et qu'il suffit d'intensifier la campagne menée par des organisations du parti.

En attendant le débot du marathon électoral, la Grèce est en ébullition. Il suffit pour s'en rendre compte de flâner à la terrasse des cafés, de s'arrêter devant un kiosque à journaux, d'écouter les discussions dans la rue pour constater que depuis la démission de M. Caramanlis, le pays est vraiment coupé en deux.

MARC MARCEAU.

Portugal

Série d'attentats revendiqués par le FP25

De notre correspondant

Lisbonne. — Sept engins explosifs de moyenne puissance ont explosé dans la nuit du lundi 11 au mardi 12 mars, à Lisbonne et à Évora, chef-lieu de la province de l'Alentejo. Tous ces attentats ont été dirigés contre des intérêts financiers étrangers : une agence du Crédit franco-portugais, la déléguée d'une entreprise britannique d'assurances, les installations d'une société d'investissements et les résidences de deux cadres supérieurs d'une filiale du groupe Siemens, ainsi que celle du directeur d'une usine de confection de vêtements à capital espagnol. Ces actions, qui ont eu lieu le jour du dixième anniversaire des nationalisations décrétées par le gouvernement du général Vasco Gonçalves, ont été revendiquées par les Forces

populaires du 25 avril, organisation d'extrême gauche qui a signé la plupart des attentats commis au Portugal ces derniers temps, notamment le 28 janvier dernier contre des bateaux de l'OTAN ancrés dans l'estuaire du Tage.

Selon les autorités portugaises, la recrudescence des attentats s'explique par la volonté des FP25 de montrer qu'en dépit des opérations de police dont elles étaient l'objet, en particulier l'arrestation en juin 1984 d'une cinquantaine de personnes accusées d'appartenance à l'organisation, dont le commandant Otelo Saraiva de Carvalho, leurs structures demeurent opérationnelles.

J. R.

RFA

Un attentat « pour le plaisir »

De notre correspondant

Bonn. — Le poseur de bombe dont l'engin a explosé, jeudi 7 mars, dans un grand magasin de Dortmund n'a rien à voir avec la Fraction armée rouge (RAF). Il s'agissait tout simplement d'un maniaque de l'exploit âgé de vingt ans, Torsten Retta, apprenti électricien, qui a déclaré avoir agi « pour le plaisir ». L'attentat avait fait huit blessés dont deux graves : une vendeuse et une cliente ont dû être amputées d'une jambe et d'un pied. Bien que les terroristes de la RAF ou de leur mouvance ne s'en soient jamais pris jusqu'ici directement au grand public, les soupçons s'étaient tout d'abord orientés dans cette direction à la suite d'un appel anonyme au journal Bildzeitung (la Monde du 9 mars). Dans cet appel, l'exploit avait été revendiqué au nom d'un « groupe d'action Christian Klar », l'un des principaux leaders de la RAF détenu à la prison de Stuttgart. L'explosion de Dortmund avait, en outre, coïncidé avec trois autres attentats signés dans la nuit de vendredi à samedi par les « cellules révolutionnaires », un autre

groupuscule terroriste, dans trois villes du nord de l'Allemagne fédérale.

L'enquête de la police criminelle, dont les résultats ont été rendus publics lundi, a mis fin à ces spéculations. Les motifs de Torsten Retta n'avaient rien à voir avec la politique. Le jeune apprenti électricien partageait avec trois amis de dix-huit à vingt et un ans une passion pour les explosifs. Il avait lui-même appâté une bombe artisanale avec des produits chimiques achetés dans le commerce en utilisant comme corps de l'engin des pièces de tournage fournies par un de ses amis. Les policiers ont été émus par le père de ce dernier, pris de remords en reconnaissant les fragments de la bombe dont des photos avaient été diffusées par la télévision. Les quatre jeunes gens ont été arrêtés dimanche. Les policiers sont arrivés à la conclusion que la revendication de l'attentat n'avait rien à voir avec son auteur, qui est connu pour n'avoir aucune activité politique.

H. de B.

L'aide d'urgence à l'Afrique

M. GEORGE BUSH : les Etats-Unis financent la moitié des secours nécessaires

(De notre correspondant.)

Genève. — M. George Bush, vice-président des Etats-Unis, a fait une intervention remarquée à la tribune de la Conférence de l'ONU sur l'aide d'urgence à l'Afrique, qui s'est ouverte sous la présidence de M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, au Palais des Nations, le 11 mars (le Monde daté 10-11 mars).

Il s'est engagé à mettre tout en œuvre afin de sauver la vie de quelque trente millions d'Africains. Il a annoncé que « les Etats-Unis sont prêts à prendre en charge 50 % de l'aide alimentaire nécessaire, que nous estimons à environ 3 millions de tonnes ».

Il a également prôné les vertus des marchés agricoles « libres et ouverts » et s'est félicité de la suppression du contrôle des prix en Somalie et au Malawi. Il a enfin évoqué le sort tragique des populations rebelles au régime d'Addis-Abeba, estimant que « l'Afrique doit faire sa propre révolution verte ».

L. V.

PROCHE-ORIENT

Iran

Vingt-six personnalités dénoncent dans un manifeste la violation de la Constitution et des libertés publiques

Un manifeste critiquant sévèrement le régime khomeiniste et appelant au respect de la Constitution et des libertés publiques circule actuellement, sous le manteau, en Iran. Il est signé par vingt-six personnalités de premier plan résidant dans le pays, dont un neuvième de l'ancien régime. Parmi elles figurent M. Mehdi Bazargan, qui fut le chef du premier gouvernement constitué au lendemain de la révolution et qui préside actuellement le Mouvement pour la libération de l'Iran (d'orientation islamique) et deux membres du comité exécutif du Front national, de tendance laïque, MM. Chah Hosseini et Assadollah Mobarsheri. C'est la première fois que des représentants des deux formations signent une déclaration commune.

Le manifeste — dont le texte, daté du 4 février, vient de parvenir au monde — dénonce « l'ignorance et l'arbitraire d'une partie des autorités responsables, la multitude des centres de décision, l'anarchie administrative et, surtout, la violation par les autorités étatiques des libertés fondamentales inscrites dans la Constitution ».

Les signataires estiment qu'il est de leur « devoir national et islamique » d'exiger le respect des libertés d'expression, de la presse, de réunion, ainsi que la participation active de la population aux affaires publiques. La Constitution, ajoutent-ils, est « un pacte conclu

entre le peuple et le pouvoir » ; si elle n'est pas appliquée, « c'est le pouvoir qui perd sa légitimité ». Et d'ajouter que la liberté et l'indépendance nationale étant les deux faces de la même médaille, la situation actuelle ne peut déboucher que sur la soumission de la République islamique à la volonté de puissances étrangères.

C'est seulement par le rétablissement des libertés publiques — soulignent les manifestes — que l'on pourra redresser la « situation catastrophique » dans laquelle se trouve l'économie du pays et qui se caractérise par « le chômage, l'inflation galopante, la baisse des revenus — surtout ceux des employés, des artisans, des petits commerçants et des enseignants », l'augmentation des impôts directs et indirects qui frappent essentiellement les couches défavorisées, la dilapidation des ressources nationales, l'aggravation de la dépendance à l'égard de l'étranger ». Le texte se réfère, à ce propos, aux pertes matérielles et humaines infligées par la guerre, mais ne critique pas explicitement la politique belliqueuse du régime à l'égard de l'Irak.

« Notre pays est plongé dans une crise totale dont la gravité est telle qu'elle menace non seulement le destin de la République islamique, mais aussi les fondements mêmes du pays et l'avenir de notre peuple », écrivent encore les vingt-six personnalités islamiques et du Front national.

Irak

DIX RELIGIEUX AURAIENT ÉTÉ EXÉCUTÉS A BAGDAD

Dix religieux appartenant à la famille Hakim, dont l'un des membres dirige l'opposition chiite irakienne, ont été pendus, le mercredi 6 mars, à Bagdad, a affirmé, au cours de la prière du vendredi à l'université de Téhéran, l'hojatoleslam Mohammad Bagher Hakim, porte-parole du Conseil supérieur de la révolution islamique irakienne, dont le siège est à Téhéran.

Une centaine d'hommes appartenant à la famille Hakim, dont le chef était le grand ayatollah Mohsen Hakim, chef spirituel des chiites irakiens jusqu'à sa mort en 1979, avaient été arrêtés le 10 mai 1983, à Bagdad, en Irak. Trois jours plus tard, six religieux de cette famille avaient été exécutés.

Mercredi dernier, dix autres personnes ont été pendues en présence des autres détenus de la famille, a affirmé M. Bagher Hakim. Il s'agit de l'un de ses frères, l'hojatoleslam Abdoul Hadi Hakim, âgé de quarante-quatre ans, professeur de théologie à l'école de Nadjaf, et de ses cousins ou neveux, tous enseignants ou étudiants dans des établissements religieux, et dont l'âge varie entre vingt et un et soixante ans.

Les dépouilles des suppliciés ont été remises à l'ayatollah Mohamed Taqi Al-Hakim, en résidence surveillée à Nadjaf, accompagnées d'un ultimatum du président Saddam Hussein dans lequel celui-ci somme le chef de l'opposition islamique à Téhéran de cesser toute activité contre le régime de Bagdad, faute de quoi vingt autres personnes, membres ou non de la famille Hakim, seraient exécutés.

AMÉRIQUES

La Barbade

MORT DU PREMIER MINISTRE TOM ADAMS

Bridgeton (AFP, Reuters). — Le premier ministre de la Barbade, M. Tom Adams, âgé de cinquante-quatre ans, est décédé lundi 11 mars d'une crise cardiaque. M. Tom Adams, à la tête du Parti travailliste de la Barbade (PLB), avait remporté les élections de 1976, succédant à Errol Barrow, qui occupa les fonctions de premier ministre de cette île la plus à l'est des Caraïbes, indépendante depuis le 30 novembre 1966. M. Tom Adams était connu pour ses idées très largement pro-américaines. Il avait joué un rôle de premier plan en mobilisant le soutien de plusieurs Etats des Caraïbes à l'intervention américaine à la Grande en 1983 et à fait de la Barbade la force dominante du pacte de sécurité des Caraïbes de l'Est, groupant sept Etats et soutenu par Washington. Diplômé en politique de l'université d'Oxford, il était devenu avocat au barreau de Londres en 1959.

Le gouverneur général de l'île a désigné temporairement le vice-premier ministre, M. Bernard Saint Jones, pour assumer les fonctions de premier ministre de cette île touristique de 250 000 habitants, membre du Commonwealth. M. Saint Jones, avocat, avait été élu en 1980 à l'Assemblée sur les listes du PLB. Après avoir perdu son siège en 1971, il le retrouva en 1976, date à laquelle M. Adams l'appela à ses côtés. Tous deux avaient conservé leurs fonctions en 1981, les élections consacrant une nouvelle victoire du PLB qui occupe dix-sept des vingt-sept sièges que compte le Parlement.

L'aide d'urgence à l'Afrique

M. GEORGE BUSH : les Etats-Unis financent la moitié des secours nécessaires

(De notre correspondant.)

Genève. — M. George Bush, vice-président des Etats-Unis, a fait une intervention remarquée à la tribune de la Conférence de l'ONU sur l'aide d'urgence à l'Afrique, qui s'est ouverte sous la présidence de M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, au Palais des Nations, le 11 mars (le Monde daté 10-11 mars).

Il s'est engagé à mettre tout en œuvre afin de sauver la vie de quelque trente millions d'Africains. Il a annoncé que « les Etats-Unis sont prêts à prendre en charge 50 % de l'aide alimentaire nécessaire, que nous estimons à environ 3 millions de tonnes ».

Il a également prôné les vertus des marchés agricoles « libres et ouverts » et s'est félicité de la suppression du contrôle des prix en Somalie et au Malawi. Il a enfin évoqué le sort tragique des populations rebelles au régime d'Addis-Abeba, estimant que « l'Afrique doit faire sa propre révolution verte ».

L. V.

ASIE

Cambodge

Les sihanoukistes considèrent que la perte de la base de Tatum est sans grande importance militaire

Correspondance

nam. Du moins, tant que des soldats vietnamiens seraient en Thaïlande. Samedi 10 mars, M. Hayden a rencontré à Ho-Chi-Minh-Ville, le premier ministre et ministre des affaires étrangères de la République populaire du Kampuchéa, M. Hun Sen, « à titre particulier ». M. Hun Sen se trouvait en principe au Vietnam pour des raisons de santé, mais une source australienne nous a affirmé avoir vu le premier ministre « en très bonne forme ». La rencontre, non prévue à l'origine, devait, dans l'esprit de M. Hayden, clarifier certaines déclarations récentes en

provenance de Phnom-Penh. C'est ainsi qu'on a appris que la RPK était toujours prête à accueillir des personnalités comme le prince Sihanouk ou M. Son Sann, mais à condition que les Khmers rouges déposent les armes et cessent le combat.

Quant aux élections générales éventuelles, on pourrait y voir figurer, selon Phnom-Penh, seulement des candidats du parti unique, ou des indépendants. Mais à Bangkok comme dans l'entourage de M. Hayden du reste, on estime que c'est à l'option militaire que les Vietnamiens accordent actuellement la priorité.

JACQUES BEKAERT.

A TRAVERS LE MONDE

Etats-Unis

• L'ÉTAT DE SANTÉ DE M. REAGAN. — Des examens médicaux subis, vendredi 8 mars, par le président Reagan à l'hôpital de la marine de Bethesda ont révélé la présence dans ses intestins d'un polype bénin, a indiqué lundi la Maison Blanche. Le porte-parole a indiqué que cette croissance, qu'il a qualifiée de « petit pseudo-polype inflammatoire », n'était pas cancéreuse. M. Reagan devra suivre un régime alimentaire spécial et subir de nouveaux tests dans les prochaines semaines avant que les médecins puissent se prononcer sur un traitement. Par ailleurs, « l'état physique et mental du président est excellent » a déclaré le docteur Walter Karney, qui dirigeait l'équipe de médecins ayant procédé aux examens. — (AFP.)

• LE PASTEUR JACKSON APPREHENDÉ DEVANT L'AMASSADE D'AFRIQUE DU SUD. — Le Révérend Jesse Jackson et deux de ses fils ont été appréhendés, lundi 11 mars, devant l'ambassade d'Afrique du Sud à Washington au cours d'une manifestation anti-apartheid, qui réunissait une cinquantaine de personnes. Ils ont été relâchés peu après. Depuis le 21 novembre, des défilés quotidiens de protestation contre la politique raciste du régime de Pretoria ont lieu à Washington.

• RENCONTRE AMERICANO-MEXICAINE. — Le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, et son collègue mexicain, M. Sepulveda, se sont entretenus, lundi 11 mars, de la tension existant entre leurs deux pays à la suite de l'enlèvement, le mois dernier, au Mexique d'un agent américain de la lutte anti-drogue et de son assassinat. Selon un officiel du département d'Etat ayant participé aux discussions, le principe

d'une rencontre, prochainement, des ministres de la justice des deux pays a été retenu, afin de mettre à point des mesures plus énergiques de lutte contre le trafic de drogue à la frontière. — (UPI.)

Italie

• PEINES DE PRISON POUR DES TERRORISTES D'EXTRÊME GAUCHE. — Dix personnes accusées d'avoir appartenu aux Brigades rouges et à d'autres groupes terroristes issus de la branche romaine de l'organisation Prima Linea (extrême gauche) ont été condamnées le vendredi 8 mars à Rome à des peines allant de quatre mois à vingt ans de prison. Rossella Riccioni a été condamnée à la peine la plus lourde — vingt ans et deux mois — pour complicité dans un attentat remontant à mai 1980 et dans lequel un architecte, Sergio Lenzi, avait été blessé. — (AFP.)

Tchécoslovaquie

• ONZE TCHÉCOSLOVAQUES SE RÉFUGIENT EN RFA. — Onze touristes tchécoslovaques, âgés de vingt à vingt-cinq ans, se sont réfugiés, lundi 11 mars, en RFA, a indiqué la police bavaroise. Ils venaient de passer une semaine de voyage organisé en autocar avec vingt-deux autres touristes en Autriche, et ont profité d'une courte visite dans la ville de cure bavaroise de Bad Reichenhall, près de la frontière germano-autrichienne, pour quitter leur groupe et rester en RFA. Selon la police ouest-allemande, les onze réfugiés ont été recueillis par des amis bavarois dans la région de Bad Reichenhall. Deux jours plus tôt, un autre groupe de neuf Tchécoslovaques, arrêtés après avoir franchi illégalement la frontière entre l'Autriche et la RFA, avait demandé l'asile politique à la RFA. — (AFP.)

حکامان الدول

SPECIALIS CLUB

PROCHE-ORIENT

L'AGGRAVATION DE LA SITUATION DANS LE SUD DU LIBAN

Jérusalem justifie le ratissage de Zrariyé présenté comme une opération préventive autant que punitive

Jérusalem. — A toute guérilla, il faut des « sanctuaires ». Face aux chiites libanais, l'armée israélienne découvre à ses dépens cette vieille règle de l'art militaire. Comme en témoigne la sanglante opération qu'elle a menée lundi 11 mars au-delà de ses lignes pour « nettoyer » précipitamment l'un de ces sanctuaires, l'un d'un coup trente-quatre personnes qualifiées ici de « terroristes », en capturant dix autres et vingt soldats réguliers libanais, libérés après interrogatoire. C'est, si

De notre correspondant

l'on exclut les raids aériens, la plus meurtrière action israélienne au Liban depuis trente mois.

Une faiblesse d'informations avait placé depuis quelque temps dans la ligne de mire israélienne le village de Zrariyé, situé au nord-est de Tyr et à un kilomètre environ à l'ouest de la zone encore occupée par Israël. Selon la version présentée à Jérusalem, cette localité servait de base

arrière et de refuge aux auteurs des plus récentes attaques anti-israéliennes. D'autres attentats s'y préparaient.

En bouchant le village, précisait-on ici, l'armée mit en garde les unités libanaises qui contrôlaient désormais cette région contre toute ingérence. En vain puisque celles-ci curèrent le feu au lance-roquettes, limitées par des « résidents » postés sur les toits. Les israéliens ripostèrent et firent alors leurs prisonniers. Il s'agissait de quatrième affrontement, avec l'armée libanaise ce mois de deux semaines.

Visiblement bien renseignés, les israéliens affirmèrent avoir pris dans leur réseau de nombreux adversaires, « abattus alors qu'ils tentaient de fuir ». L'armée a procédé à des dizaines d'arrestations. Parmi les morts figure le chef de la cellule ayant été tué par un colonel-colonel il y a deux mois. En « nettoyant » Zrariyé, les israéliens ont mis à jour un véritable arsenal : armes individuelles, mines, mortiers, explosifs étaient dissimulés dans chaque maison ou presque et dans les coffres des voitures. L'armée a détruit onze maisons qui abritaient les principaux caches.

Selon le chef de l'état-major, le général Moshé Lévy, cette opération avait été programmée dès le début de la semaine dernière, après que les services de renseignements eurent appris que les combattants chiites y tramavaient de nouvelles attaques. On présente ici le raid contre Zrariyé comme une action préventive autant que punitive. Elle marque en tout cas un nouvel épisode dans la répression contre la population du Sud et durcit encore plus, à n'en pas douter, la résistance anti-israélienne au lendemain d'une opération suicide qui a rappelé que celle-ci était prête à toutes les audaces et aux plus grands sacrifices. Le bilan de la guerre du Liban pour Israël s'élevait alors dimanche en quelques secondes de dix-neuf victimes : 636 morts et 3 741 blessés.

Retrait rampant

L'attentat de Metallah rend plus lancinante encore la question cruciale du rythme du retrait. L'armée peut-elle, ou ne non, accélérer son retour déjà significatif ? Peut-elle arrêter une guerre de plus en plus dure, dont la grande majorité des israéliens ne veulent plus entendre parler, et d'abord la masse des réservistes contraints de la faire ? Techniquement, il sera difficile d'écourter sensiblement la deuxième phase du repli sur le front oriental. Israël ne veut pas abandonner un matériel sophistiqué évalué à plusieurs centaines de millions de dollars qui se trouve actuellement sous plusieurs mètres de neige. En outre, il faut du temps pour renforcer les défenses frontalières de la Galilée, notamment améliorer le système d'alerte de protection électronique.

En outre, Jérusalem ne veut pas donner l'impression de hâter le retrait en obéissant à la pression de la résistance chiite. Cette considération devrait toutefois avoir des limites. « Après tout, note le *Jerusalem Post*, M. Reagan avait déclaré que ses « marines » ne quitteraient pas le Liban sous la pression. Il l'ont fait néanmoins, et le prestige de l'Amérique n'en a pas tant souffert. »

En fait, rien n'empêchera vraiment, dès juin, d'enchaîner dans la foulée la dernière étape. L'opposition de gauche, mais aussi plusieurs ministres, préconisent d'en finir avec la « folle de ce retrait rampant ». Telle n'est pas pour l'instant l'intention du gouvernement et de l'état-major qui s'en tiennent au rythme et au calendrier des retraits initiaux fixant à fin mai le terme de la deuxième phase, et à fin août l'évacuation totale du Liban. Pourront-ils défendre encore longtemps cette position ?

LUCIEN GEORGE.

JEAN-PIERRE L'ANGELLIER.

La difficile cohabitation des forces israéliennes et des « casques bleus » français

De notre envoyé spécial

Al Bazzouriyé (Liban du Sud). — Il est midi, l'heure de la pause et des bavardages dans les villages du Liban. Mais dans ce bourg de montagne, la grande rue, naguère commerçante, ressemble à un décor abandonné, vidé de ses figures. Les rideaux de fer baissent aveuglent les façades. Le silence est absolu. Soudain, une rafale claque, puis une autre. Un soldat d'une patrouille israélienne, traversant un pré, s'arrête et se penche vers le sol. Quelques coups de semence un peu à l'aveuglette. Nerveux plus que nécessaire. Et le silence à nouveau...

Les silhouettes kaï ont maintenant disparu au bout de la rue. Sous la soleil de cette fin d'hiver, encore pâle mais déjà chaud, un paysan, pas troublé pour si peu, sort d'un champ, juché sur son âne. Un dromadaire le suit chargé d'herbe fraîche. C'est apparemment la seule âme qui vive. Car la vie s'est réfugiée ailleurs. Depuis un mois, le village tout entier tourne le dos à sa grande rue sur ordre de l'armée d'occupation. Les congoles sont formelles. Israël ne tolère plus aucune activité commerciale sur cet axe routier, l'une des principales voies de ravitaillement d'est en ouest, trop vulnérable aux attentats. Si un inconscient s'avait de rouvrir boutique, une rafale d'intimidation le rappellerait vite à la raison.

Al Bazzouriyé est l'un de ces villages chiites les plus farouchement hostiles à Israël qui forment, à l'est de Tyr, ce qu'on appelle le « Triangle de fer ». Le noyau dur de la résistance. Une centaine de kilomètres carrés en vergers et rocailleries. Sur chaque colline, un village ou pointent les minarets. Al Bazzouriyé comptait, il y a peu, quatre mille habitants. En quelques semaines, la moitié est partie vers Tyr ou Beyrouth, dont le plupart des hommes adultes « encouragés » dans leur exode par l'armée d'Israël. Restent les vieillards, femmes et enfants qu'on rencontre dans les ruelles ou qui sortent sur le pas de leur porte quand arrivent d'autres soldats, ceux-là casqués de bleu.

Car Al Bazzouriyé se trouve dans la zone contrôlée par le contingent français de la FINUL (Force intermédiaire des Nations unies au Liban). Présents depuis mars 1979 au sud de la rivière Litani, les « casques bleus » ont pour mandat « d'assurer le retrait des troupes israéliennes du Liban, de restaurer la paix et la sécurité dans cette région et d'aider le gouvernement de Beyrouth à réaffirmer son autorité ». Depuis l'émergence de la résistance armée chiite, l'essentiel de ce travail de « maintien de la paix » revient au contingent français, qui, avec environ mille quatre cents hommes — des appelés en grande majorité — représente près du quart des effectifs de la FINUL. Les villages les plus peuplés et les plus turbulents sont situés dans le « périmètre français ».

Un climat très passionnel

Comme les israéliens, les « casques bleus » patrouillent en jeep et à pied. Là où les premiers prennent position, les seconds arrivent aussitôt. Dimanche, dans la grande rue d'Al Bazzouriyé, trois soldats français stationnaient, observateurs immobiles et silencieux, sous la nez de leurs voisins israéliens. Ce « marquage » dur pendant des heures s'il le faut.

« Notre rôle de soldats de la paix n'est pas facile, constate le général Jean Pons, commandant du contingent français. Nous opérons dans un pays souverain en présence d'une résistance qui affronte une armée d'occupation. Nous ne pouvons utiliser nos armes qu'en situation d'autodéfense. Nous tentons, dans un climat très passionnel, de désamorcer les conflits en usant de patience et de persuasion. Mais nous ne sommes ni juges ni arbitres. »

Les « casques bleus » mènent aussi une action humanitaire quand il s'agit de ravitailler un village ou d'organiser une évacuation sanitaire. « Mais la population locale, reconnaît le général Pons, attend beaucoup de nous, trop peut-être. Elle souhaiterait nous voir empêcher l'entrée des israéliens dans les villages. » La résidence, bien sûr, la principale source de conflits entre la FINUL et l'armée d'occupation.

A Jérusalem, le porte-parole militaire assure que Tsahal informe les « casques bleus » avant chaque opération. Sur place, le son de cloche est tout autre. Selon la FINUL, les choses se passent de la manière suivante. Dès qu'elles pressentent, grâce à leurs moyens d'observation, l'imminence d'une initiative contre un village, les troupes de l'ONU se rendent sur place, si possible avant l'arrivée des israéliens. Un officier de la FINUL — il s'agit souvent du général Pons lui-même — établit alors le contact avec l'armée d'occupation.

Les opérations israéliennes obéissent à un scénario presque immuable. Dès l'aube, une cinquantaine de fantassins « bouclés » le village. Ils se heurtent souvent à l'hostilité bruyante des femmes et des enfants, qui les retardent en brûlant des pneus.

Viennent ensuite les renforts appuyés par les chars et les transports de troupes. Le bouclage de Maarakeh, l'autre semaine, avait mobilisé quelque sept cents soldats et cinquante blindés M-113. Des haut-parleurs invitent les hommes à se rassembler dans la cour de l'école. Il arrive que des informateurs, le visage dissimulé sous une cagoule, viennent désigner les « terroristes ». Les suspects sont emmenés ensuite, les yeux bandés, pour un interrogatoire plus poussé, vers un centre de détention à l'entrée de Tyr.

La plupart d'entre eux sont libérés le lendemain et rentraient en auto-stop au village. Les autres sont transférés au camp d'Ansar. L'opération prend généralement fin vers trois heures de l'après-midi. Toute maison ayant abrité une arme est rasée au bulldozer ou détruite à l'explosif. Pour éviter ces représailles, les habitants ont commencé, semble-t-il, à organiser des caches d'armes dans la nature, comme en témoignent les récentes fouilles de l'armée israélienne dans des grottes naturelles proches du village de Bidias.

L'attentat de Maarakeh

Il est d'autres perquisitions plus discrètes. Des agents des services de sécurité roulant en Mercedes débarquent en pleine nuit dans un village. Accompagnés de leurs informateurs et munis d'un plan détaillé de la maison suspecte, ils découvrent rapidement les caches d'armes recherchées. Les combattants ne disposent pas de véritables armes lourdes, tout au plus de quelques mortiers de 60 millimètres et de rares lance-roquettes. Dans cette zone, certains postes israéliens essaient une ou plusieurs attaques chaque nuit ou presque. De jour, les soldats manifestent une grande nervosité. Ils criblent de balles le moindre objet suspect et, dans le doute, ont tendance à « arrêter » un peu trop souvent.

Dans la salle d'opérations de leur PC, à la lisière de Maarakeh, les « casques bleus » français suivent et essaient de deviner les mouvements israéliens. Dimanche, Maarakeh commémorait dans le recuillissement la fin de la période de deuil, une semaine après le sanglant attentat contre sa mosquée. S'agit-il, comme le soutient Israël, d'un règlement de comptes interne au milieu chiite ? On apprend de bonne source que la charge explosive n'aurait été ni télécommandée à distance ni même mise à feu de l'extérieur. En outre, les responsables d'Amal avaient procédé avant leur réunion à un examen des lieux. La bombe a pu être apportée par l'un des participants, qui aurait quitté la mosquée. Les habitants de Maarakeh restent, eux, farouchement convaincus de la culpabilité d'Israël. L'attentat eummi dimanche à Metallah par la résistance chiite n'aura sans doute été, à leurs yeux, qu'un juste châtiment de Dieu.

J.-P. L.

Une revanche sanglante

Zrariyé (Liban) (AFP). — Le premier mort gît face au ciel, les mouches se posent dans sa bouche ouverte. Le second, éventré, est carbonisé dans sa voiture, les mains crispées comme s'il tentait encore le volant.

L'armée israélienne, victime dimanche d'une attaque-suicide qui a fait 12 morts et 14 blessés parmi ses soldats au Liban du Sud, près de la frontière, a pris lundi une revanche sanglante en attaquant le village chiite de Zrariyé, au nord de sa nouvelle ligne de repli.

Les cinq cadavres suivants sont entassés dans trois véhicules dans lesquels ils avaient tenté de fuir le village. L'un d'eux est resté dans une voiture écrasée par un char.

Quand les journalistes pénétrèrent dans Zrariyé, lundi après-midi, ils ont déjà compté sept morts. Les femmes commencent à sortir des maisons en hurlant certaines se roulant par terre. Un homme âgé court, les bras en croix, dans la rue pour retrouver sa famille en pleurs. Il ne fait pas partie des dizaines d'hommes arrêtés et emmenés dans deux autobus par les soldats israéliens.

Toutes les voitures ont été écrasées ou mitraillées, et plusieurs sont tachées de sang à l'intérieur. Certaines brûlent encore. De nombreuses maisons sont détruites et tous les volants de fer des garages et des magasins ont été arrachés.

D'après tous les témoignages recueillis, l'armée israélienne

s'est approchée dimanche soir de Zrariyé, où des hommes en armes s'étaient installés après le départ des israéliens le 16 février dernier. Des coups de feu ont été tirés sur les troupes israéliennes, qui se sont retirées, attendant l'aube de lundi pour pénétrer dans le village avec des chars et des blindés. Selon Akel Hamiyé, responsable militaire du mouvement chiite Amal, les soldats hébreux sont venus simultanément du nord, du sud et de l'ouest, et un char qui avait pris position au bord d'une route encore ouverte tirait sur tous les véhicules quittant le village. Les deux douzaines de soldats libanais présents à Zrariyé ont opposé une brève résistance. Un soldat a été tué, un autre blessé, tous les autres désemparés, a raconté l'un d'eux.

Les israéliens, selon les témoignages, ont ensuite rassemblé tous les hommes sur le place du village, laissant les femmes dans les maisons qu'ils perquisitionnaient. « Ils tiraient sur tout ce qui bougeait », a affirmé Mohamed Mroué, vingt-sept ans. La plupart des morts ont été retrouvés à la fin du village, comme s'ils avaient tenté de s'enfuir.

Les soldats israéliens ont intrigué sommairement les hommes, les pointant sur des listes qu'ils avaient préparées, ont dit les habitants, qui affirment que 200 personnes ont été enrôlées.

Un nouveau tournant dans la guerre ?

De notre correspondant

Beyrouth. — En s'appuyant à l'entrée des troupes israéliennes à Zrariyé et en laissant un mort et deux blessés sur le terrain, consacrant ainsi la lutte commune aux côtés des résistants pour la défense de territoire ordonné par le ministre d'Etat au Liban du Sud, l'armée libanaise a peut-être imprimé un nouveau tournant à la guerre du Liban.

La question se posait déjà après les deux précédentes incursions israéliennes contrecarrées par des postes militaires libanais le long de la nouvelle ligne de déploiement de l'armée de l'Etat hébreu au Liban du Sud, qui avaient donné lieu à de petits accrochages. Mais Zrariyé, c'est autre chose : trente-quatre morts, sept blessés, selon les sources israéliennes, une centaine d'arrestations parmi la population, vingt soldats libanais capturés puis relâchés, et près de vingt habitations détruites. Une opération de représailles d'une rare brutalité.

L'exercice du droit de poursuite et de contrôle que s'arrogue Israël et qu'il annonce d'ores et déjà vouloir continuer à s'arroger même après l'évacuation totale du Liban comporte, à l'évidence, un risque d'escalade et d'extension d'un conflit qui opposerait, cette fois, l'Etat libanais à Israël. L'armée libanaise dans le sud est, comme la sixième brigade à Beyrouth-Ouest, très proche de la milice chiite Amal, finalement plus influencée par ses directives politiques générales que par celles de son commandement loyaliste, qui se trouve en zone chrétienne.

Le quotidien *l'Orient le Jour* expose, mardi, le problème en termes clairs : « Au-delà des actes d'héroïsme, écrit-il, se posent une série de questions qui, en tout cas, bouleverseront les fragiles équilibres, si 1985 sera-elle le point de départ d'un long et pénible conflit israélo-chiite, comme l'aéroport de Beyrouth avait été le début de la confrontation entre les Palestiniens et les israéliens ? » Les milieux officiels n'écartent aucune éventualité, certaines sources diplomatiques parlant d'un bombardement possible de toute zone que « l'armée d'occupation considérerait comme hostile ».

La crainte d'une extension des représailles israéliennes et l'apparition de vedettes au large de Beyrouth ont

créé un début de panique, lundi après-midi, dans le secteur musulman de la vieille ville, où les miliciens en armes ont fait leur réapparition.

On note d'autre part, dans la capitale libanaise, que ces événements interviennent alors que les Etats-Unis sont complètement désengagés à Beyrouth, où ils ne maintiennent pour la forme qu'un chargé d'affaires, pratiquement seul dans une ambassade quasi fermée. On craint donc qu'Israël ne s'emploie à créer des troubles partout au Liban et par tous les moyens, pour contraindre le mouvement chiite qui se développe contre lui et pour le fixer ailleurs — à Beyrouth, par exemple, comme le suggère l'attentat de la banlieue sud vendredi dernier, qui a donné lieu à des violentes manifestations anti-phalangistes — et pour annuler l'emprise que la Syrie est parvenue à prendre sur presque toutes les fractions libanaises.

A ce propos, on relève qu'un des chefs les plus populaires des Forces libanaises (milices chrétiennes), le docteur Samir Geagea, a été exclu du parti phalangiste, précisément à l'alignement sur Damas du parti et du président Gemayel, en particulier. On parle d'une scission ou, en tout cas, de remous au sein des Forces libanaises, les miliciens basés dans la partie nord du territoire chrétien (Jbeil et même une partie du Kesrouan) étant fidèles à M. Geagea. Celui-ci, avant d'être poignardé dans le dos par les israéliens durant la bataille de la montagne contre les druzes en septembre 1983, était considéré comme proche d'eux.

LUCIEN GEORGE.

JEAN-PIERRE L'ANGELLIER.

CAMÉRA 7
SPÉCIALISTE - SONY et SVC
Téléviseurs, système Profedel
Magnétoscopes stéréo Béta et VHS - Caméra - photo
CLUB VIDÉO BÉTA
Nombreux titres récents
7, rue Lafayette, 75009 PARIS
Tél. : 280-28-12 - 874-84-43

BMW 524 td
A L'ESSAI

Turbo pour les performances, Diesel pour l'économie, BMW pour le plaisir. Le 6 cylindres en ligne de la 524td impose une nouvelle approche du diesel signé BMW : 7 CV, 180 km/h et 115 ch DIN pour des consommations exceptionnelles de 5,2 l à 90, 7 l à 120 et 9 l en ville. Essayez vous-même le dynamisme de la nouvelle BMW 524td, chez votre concessionnaire. Pour connaître les coordonnées de votre concessionnaire, appelez gratuitement le Numéro Vert en composant ces dix chiffres (Paris y compris) : 16.05.BMW.BMW. 16.05.269.269.





contre
"la liberté tais-toi!"
"la liberté têtue!"

réussissez
avec nous

Central
Supélec, Télécom

politique

APRÈS LE PREMIER TOUR DES ÉLECTIONS CANTONALES

Contre-pied

Rien ne va plus entre l'opposition parlementaire et l'extrême droite. Les polémiques qu'elles entretiennent, au lendemain du premier tour des élections cantonales, rendent bien pittoresques les querelles auxquelles sont habitués, depuis de longues années, les frères ennemis de la gauche, communistes et socialistes ; elles prennent ces derniers à contre-pied : tout l'effort du PS ne vise-t-il pas à convaincre qu'il y a « concivance » entre la droite et l'extrême droite.

M. Jean-Marie Le Pen accuse M. Jacques Chirac de lui avoir « déclaré la guerre » en refusant, en extrême, avant le premier tour, tout accord national ou local avec l'extrême droite. Il accepte le combat et en donne les données : le Front national demande à tous ses candidats qui sont en situation de se maintenir au second tour, de le faire. C'est le cas dans une centaine de cantons, et cette décision peut faire, à l'occasion, le jeu de la gauche, notamment dans le Midi.

Pour leur part, le RPR et l'UDF renforceront encore un peu plus, si besoin est, l'union de l'opposition parlementaire, là où le Front national joue les trouble-fête. M. Valéry Giscard d'Estaing vante les mérites du « parti de l'union » et M. Raymond Barre ceux de l'« esprit de l'union », en insistant toutefois un peu plus que les autres sur les nécessités de la « diversité ». M. Jacques Chirac, lui, en appelle aux électeurs de M. Le Pen pour leur dire qu'en persistant dans leur attitude ils font le jeu de la gauche.

Qui fait le jeu de qui ? M. Le Pen traite pour sa part M. Chirac de « sous-marin » de M. Mitterrand puisqu'il a refusé, avant lui, les désistements au sein de l'opposition nationale. En tout cas, la gauche compte les points : le Ver, où le Front national a obtenu 20,8 % des suffrages en moyenne et où ses candidats sont en tête de l'opposition dans trois cantons, illustre cette situation. Le maire de Toulon, M. Maurice Arreckx (UDF), qui envisageait, avant le premier tour, toutes les alliances possibles avec l'extrême droite, a radicalement changé d'avis. Le Front national aussi qui, en tout état de cause, refuserait de participer à une majorité que l'opposition espère contraindre.

Dans de telles circonstances, il est d'usage de dévier autant

que possible le débat. C'est ce qu'a fait promptement M. Chirac, ajoutant à son appel aux électeurs de l'extrême droite une dénonciation plus ferme, que jamais des projets prêtés à M. Mitterrand pour le mode de scrutin des élections législatives de 1986. Le président du RPR ne se contente plus de remarquer que la proportionnelle donnerait à l'extrême droite une existence institutionnelle. Il invoque aujourd'hui la « morale » pour contester au président de la République le droit de proposer quelque modification que ce soit de la loi électorale.

Faire la morale

En refusant tout accord avec l'extrême droite, l'opposition parlementaire enlève un argument aux socialistes. Elle les prive — sauf heures sur le terrain — de la démonstration selon laquelle le scrutin majoritaire oblige la droite à s'allier avec les représentants « de la haine et de la violence ». Il n'est pas exclu pourtant que se produisent quelques bavures. A Marseille, déjà, M. Gaudin (UDF) invite un candidat RPR à se retirer afin de laisser celui du Front national affronter seul le PCF.

Ayant ainsi délégué à la gauche le pain de la bouche, M. Chirac pense pouvoir se permettre de « faire la morale ». Il reprend un argument qui lui est commun avec M. Giscard d'Estaing : « On ne change pas la règle du jeu à la fin de la partie, tout simplement parce que l'on s'aperçoit qu'on l'a perdue. » La gauche, minoritaire, n'en a pas le droit, insiste-t-il.

Le projet d'une modification du mode de scrutin est donc plus que jamais à l'ordre du jour. Le pouvoir a perdu, avec le premier tour des élections, les facilités d'explication qu'il attendait. Mais il y a puisé les éléments d'analyse qu'il espérait : l'opposition parlementaire n'est pas majoritaire en voix, à elle seule, « bien qu'elle fût la « sobriété » ». Le parti socialiste n'est honorablement comblé, et peut encore prétendre l'être, d'un seul des deux législatifs, le rôle d'un pôle autour duquel devrait s'organiser la vie politique et toute stratégie d'exercice du pouvoir.

JEAN-YVES LHOMEAU.

Le Front national présente comme des représailles contre l'opposition le maintien d'une centaine de ses candidats

Le Front national a annoncé lundi 11 mars dans la soirée le maintien, au second tour des élections cantonales, de ceux de ses candidats qui ont obtenu plus de 10 % des inscrits, ou qui sont arrivés en deuxième position au premier tour.

« Au terme d'une réunion de ses responsables de fédérations qui avaient examiné en fin d'après-midi les résultats du premier tour et la question des désistements, la formation de M. Jean-Marie Le Pen a fait savoir que cette position était une réponse aux « attaques scandaleuses des élus-majors politiques du RPR et de l'UDF qui prétendent la victoire d'un socialisme plutôt que celle d'un Front national ».

« La haine est dans le camp du RPR et de l'UDF », a déclaré de son côté le président du Front national, pour qui M. Jacques Chirac a lui-même « pris le risque » de faire passer un candidat de la majorité au second tour en « excluant le Front national de l'opposition ».

Dans l'après-midi du lundi, « Radio Le Pen », bulletin d'informations par téléphone du Front national, n'était contenté d'indiquer que

la priorité consisterait à faire échec à la gauche, mais que des « représailles » n'étaient « pas exclues » contre « des candidats de l'opposition qui auraient été particulièrement déloyaux à notre égard ».

« Au même moment, des discussions avaient lieu dans un certain nombre de départements, où des contacts étaient pris entre les responsables du Front national et ceux de l'opposition parlementaire. Dans les Bouches-du-Rhône, par exemple, où les scores atteints par le Front national au premier tour sont particulièrement élevés, un responsable de cette formation laissait entendre que ces négociations étaient mal engagées et que la pression des prises de position nationales de l'UDF et du RPR fait planer la menace de l'impossibilité d'un accord de désistement réciproque systématique, recherché par le Front national. On s'orientait finalement dans ce département vers des solutions disparates, prises canton par canton, et en fait souvent plus conditionnées par les décisions du RPR que de l'UDF.

Outre ce département, on trouve un ou des candidats du Front national (ou soutenus par

lui) forts de plus de 10 % des inscrits dans le Var, les Alpes-Maritimes, les Pyrénées-Orientales, le Bas-Rhin, le Rhône, l'Hérault, le Nord, la Seine-Saint-Denis, les Hauts-de-Seine, le Territoire de Belfort, la Seine-et-Marne, etc., plus d'une centaine de cantons au total.

« Si l'on ajoute aux cantons où le Front national arrive en tête ceux où nos candidats ont obtenu plus de 10 % et ceux où leur capital de voix, maintes fois au second tour, peut faire la différence, ce sont plusieurs centaines de cantons qui sont concernés par notre prise de position d'hier », nous a déclaré, mardi 12 mars en fin de matinée, M. Le Pen. Le président du Front national insiste aussi sur les conséquences, fustimées à ses yeux, et peu cohérentes avec les sentiments de nombre de militants RPR de base, des déclarations les plus récentes de M. Chirac. « Nos propres militants ont été incités par ce comportement, et leurs responsables en ont tiré lundi 11 mars la conséquence », estime M. Le Pen.

BOUCHES-DU-RHÔNE : M. Gaudin ne veut pas faire la « politique du pire »

De notre correspondant régional

Marseille. — Il n'y aura pas d'accord entre l'opposition et le Front national dans les départements des Bouches-du-Rhône et du Var, où les résultats du premier tour ont fait apparaître un changement possible de majorité, au détriment de la gauche. Dans les Bouches-du-Rhône, le Front national est arrivé en tête des candidats de l'opposition dans cinq cantons sur vingt-trois, dont vingt et un restant à renouveler. Il s'agit des cantons de Marseille IX et Marseille XVII, où les représentants de l'UDF et du RPR — qui disputaient une primauté — ont été éliminés, et ceux de Marseille X, Marseille XIV B et de La Ciotat, où le total des voix de droite est supérieur à celui de l'extrême droite.

Durant toute la journée, de lundi, l'UDF et le RPR ont tenté sans succès d'harmoniser leurs positions. Le Front national, de son côté, n'a publié un communiqué dans lequel il proposait « un accord global de retrait systématique en faveur du candidat de l'opposition placé en tête du scrutin au premier tour ». Aucun contact n'a eu lieu entre le Front national et l'UDF, mais des discussions se sont déroulées entre le parti de M. Le Pen et le RPR.

M. Jean-Claude Gaudin, président de l'UDF et député (RPR) des Bouches-du-Rhône, a fait connaître séparément sa position, mardi en début de matinée, avant la conférence de presse qu'il devait tenir à

Marseille quelques heures plus tard. « Dans les deux cantons de Marseille IX et XVII, où nos candidats n'ont pas franchi la barre des 10 %, nous appellerons nos électeurs à faire barrage à la gauche. Dans le canton de Marseille XIV B, nous souhaitons que le candidat du RPR, M. Armand Gallo, se retire volontairement pour ne pas favoriser la réélection du conseiller général sortant communiste, M. François Castaldi. Dans les deux autres cantons de Marseille X et de La Ciotat, nous sommes partisans d'une élection triangulaire (1). Notre position est donc logique. Nous refusons un accord avec le Front national, mais nous ne voulons pas faire la politique du pire. Cependant, en ne maintenant partout, le Front national prend le risque de nous faire battre dans plusieurs cantons et rend impossible une victoire sur la gauche... Cette attitude n'est pas responsable par rapport à la nôtre. »

Le RPR, qui a également exclu un accord « global » avec le Front national, devait préciser ultérieurement sa position.

G. P.

(1) Dans le canton de Marseille X, l'opposition a totalisé 40 % des suffrages exprimés, la gauche 34,9 % et le Front national 24,82 %. Dans le canton de La Ciotat, les candidats UDF et RPR ont recueilli 38 % des voix, la gauche 35,3 % et le Front national 23,63 %.

VAR : le « revirement » de M. Arreckx (UDF)

Dans le Var, les données électorales sont favorables à l'opposition qui doit conquérir quatre sièges seulement pour s'emparer de la majorité. Dans trois cantons actuellement détenus par la gauche, ceux de Hyères, de Saint-Tropez et de Six-Fours, elle apparaît en mesure de l'emporter sans les voix du Front national. Dans trois autres, ceux d'Olonzac, de Toulon IV et de La Valette, elle peut également espérer une victoire dans le cadre d'une élection triangulaire puisque le total

de ses voix est supérieur à celui du Front national (arrivé en tête) et que la gauche a fait moins de 32 %.

D'où la décision prise par les responsables de l'UDF et du RPR d'être présents dans chacun des dix-huit cantons restant à renouveler. « Nous n'avons envisagé de nous retirer, explique le maire RPR de Toulon, M. Maurice Arreckx, que dans le cas où un candidat du Front national serait arrivé en tête et aurait été en balance avec un candidat de gauche. Cette situation n'existe nulle part. Mais le Front national, en se maintenant partout, prend la lourde responsabilité de nous faire battre là où la gauche est minoritaire. Notre position sera comprise par les électeurs, ajoute M. Arreckx, car elle propre, nette et claire ».

Le « revirement » du maire de Toulon a suscité de très vives réactions du secrétaire de la fédération du Front national du Var, M. Bernard Mamy. « M. Arreckx est une girouette, accuse-t-il. Il nous accuse même de faire le jeu du PC à La Seyne alors que notre candidat a été éliminé au premier tour. C'est absurde ! Depuis trente ans, l'opposition dans ce département a copiné avec les socialistes et elle continue à mougouiller... Faisons-nous donc la guerre, nous maintiendrons donc nos candidats dans les treize cantons où ils sont encore en lice. Les électeurs du Front national, eux, sont des gens honnêtes qui veulent voter pour un parti honnête. En aucun cas, si nous avons des élus, nous ne ferons partie d'une éventuelle majorité de ruche avec l'opposition, quitte à priver M. Arreckx de la présidence. »

G. P.

ILE-DE-FRANCE :

le maintien du parti de M. Le Pen

peut influencer les résultats dans trois cantons

Le Front national ne peut se maintenir que dans douze des cent vingt-deux cantons encore en jeu pour le deuxième tour des élections en Ile-de-France. Dans onze, il a dépassé la barre des 10 % (il l'a aussi franchie à Neuilly-sur-Seine, mais le siège a été pourvu au premier tour) et dans un canton il arrive en deuxième position derrière un candidat de l'opposition classique qui a été le seul à sauter la barre fatidique. Mais son maintien ne peut influencer les résultats que dans trois cantons.

Dans le Val-d'Oise, où il a obtenu 14,08 % des suffrages exprimés et dans l'Essonne (11 %), le mouvement de M. Le Pen ne peut nulle part figurer sur la liste des candidats du 17 mars.

Dans le Val-de-Marne, il a obtenu 12,15 %, mais nulle part il ne passe le seuil des 10 %. A Châteaufort-sur-Marne, un nouveau canton, seul un candidat « divers opposition » a obtenu plus de 10 % des inscrits. Le porte-drapeau du Front national, M. Alain Berthet, arrivé en deuxième position a décidé de se maintenir au second tour comme la loi l'y autorise.

Dans les Yvelines, où le Front national atteint 13,59 % des suffrages exprimés, il ne peut se maintenir qu'à Guerville. Mais le 10 mars, les trois candidats « divers opposition » ont à eux seuls obtenu 57,61 % ; et parmi eux, le conseiller sortant a recueilli à lui seul 49,57 %, alors que la gauche a obtenu 25,96 % et le FN 16,43 %.

En Seine-et-Marne, où le FN a recueilli 13,06 %, il peut se maintenir dans deux cantons. A la Ferté-sous-Jouarre, les voix du RPR sortant, additionnées à celles d'un « divers opposition » atteignent 48,20 %, contre 33,26 % à celles de la gauche et 18,54 % au Front national. Son maintien ne met donc pas en danger la réélection du candidat de droite. Il en est de même à Lagry où, si les voix de l'UDF se reportent sur celles de RPR, le candidat de ce parti dispose d'un potentiel de 51,82 %, alors que la gauche ne totalise que 31,05 % et le FN 17,13 %.

Dans les Hauts-de-Seine, les candidats de M. Le Pen ont atteint 13,60 %. Ils peuvent se maintenir à Aubière-Nord, mais le candidat RPR sortant a obtenu, avec un « divers opposition », 47,33 %, alors que le total des voix de gauche n'est que de 29,10 % et celui du Front national de 19,78 %. Situation strictement parallèle à Gennevilliers-Sud, où il n'a manqué qu'une voix au candidat communiste pour être élu au premier tour, alors que le socialiste a

recueilli 714 voix. Le maintien du candidat du Front national (18,02 %), ou son retrait au profit de l'UDF (18,65 %), ne devrait pas avoir d'influence sur le résultat final.

En Seine-Saint-Denis, le Front national a fait son plus gros score de l'Ile-de-France : 17,29 %. Il peut se maintenir dans six des vingt cantons encore en jeu. A Aubry-Nord, le candidat communiste (sortant), s'il recueille l'ensemble des voix de gauche du premier tour, n'atteint que 44,17 %. Celui du RPR, si le désistement de l'UDF se fait correctement en sa faveur, peut obtenir 31,26 %. Le Front national avec 19,76 % est donc l'arbitre de la situation. Il en va de même aux Lilas où le candidat socialiste sortant, M. Claude Barthelemy, député, ne peut compter que sur un potentiel de 45,40 % des voix. La droite classique a obtenu 37,65 % et le Front national 16,95 %. Même situation à Montfermeil, où le candidat socialiste peut espérer recueillir 36,08 % alors que la droite classique menée par l'UDF a atteint 37,54 %. Comme les écologistes ont recueilli 6,25 %, du maintien ou non du Front national (20,11 %) dépend le résultat du deuxième tour.

En revanche à Pavillons-sous-Bois, le candidat RPR sortant a atteint 41,19 % alors que le total des voix de gauche menée par le PS ne fait que 39,67 %. Même si la situation est serrée, la droite classique n'a pas forcément besoin de 19,10 % des suffrages qui se sont portés sur le Front national. A Puteaux, le candidat communiste sortant peut difficilement être mis en difficulté puisque la gauche obtient 54,95 % alors que le RPR ne fait que 25,73 % et le Front national 19,31 %. Même chose à Saint-Ouen où le communiste devrait pouvoir compter sur les 53,49 % des voix qui se sont portées sur la gauche, l'UDF n'obtenant que 27,86 % et le FN 18,63 %.

Th. B.

Le tribunal administratif confirme l'élection du maire de Clisby. — Le tribunal administratif de Nanterre a confirmé, lundi 11 mars, l'élection du maire de Clisby (Hauts-de-Seine), M. Gilles Catoire (PS). Le RPR, qui avait saisi le tribunal administratif, contestait les conditions de ce scrutin — intervenu le 6 janvier (le Monde du 8 janvier) — rendu nécessaire par la démission de M. Jacques Diers, appelé à la présidence de la Commission européenne.

Réussissez avec nous

Vous êtes attirés par l'électronique

Ingénieurs : Centrale, Supélec, Télécom, ...

Nous offrons :

1. Un secteur porteur : la maintenance de matériels informatiques.
2. Une intégration dans une équipe jeune et dynamique.
3. Une entreprise à taille humaine.
4. Des salaires motivants.

Écrivez à :

DMV Communication,
63 bis, rue Jouffroy - 75017 Paris
qui transmettra
en toute discrétion.

MM. JEAN-MARIE LE PEN... ET ALAIN ROLLAT INTERDITS DE PAROLE PUBLIQUE A GENÈVE

Genève. — Le conseil d'Etat du canton de Genève a retiré, lundi 11 mars, à M. Jean-Marie Le Pen l'autorisation qui lui avait été accordée un mois auparavant de donner une conférence de presse dans cette ville. Deux manifestations concurrentes ayant été envisagées pour protester contre cette visite, l'une par le Parti socialiste genevois, l'autre par un collectif de plusieurs mouvements, le conseil d'Etat a estimé que l'ordre public risquait d'être menacé. Ces deux manifestations ont elles aussi été interdites.

Par le même arrêté, le conseil d'Etat a aussi interdit de parole publique à Genève, notre collaborateur Alain Rollat, qui avait été invité par le Syndicat du bâtiment et du bois à traiter, le lundi 11 mars, de la montée de l'extrême droite en France. Cette décision a été prise conformément à la législation bernoise relative aux discours politiques tenus par des étrangers. La conférence d'Alain Rollat a été transformée en réunion privée.

Stock permanent de 500 véhicules en location immédiate

Plus vite, moins cher !

Vous cherchez

- une 305 !
- une 505 !

Nous vous la proposons, à des conditions spéciales !

Nombreux autres modèles disponibles (tous types) :

205 XL - XR - XT et GTI ! • SAMBA • HORIZON • SOLARA

PEUGEOT-TALBOT

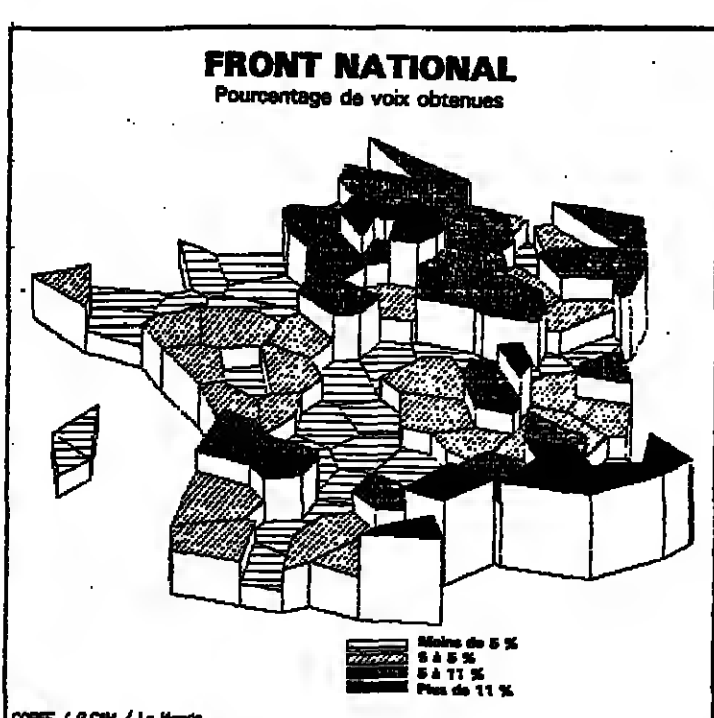
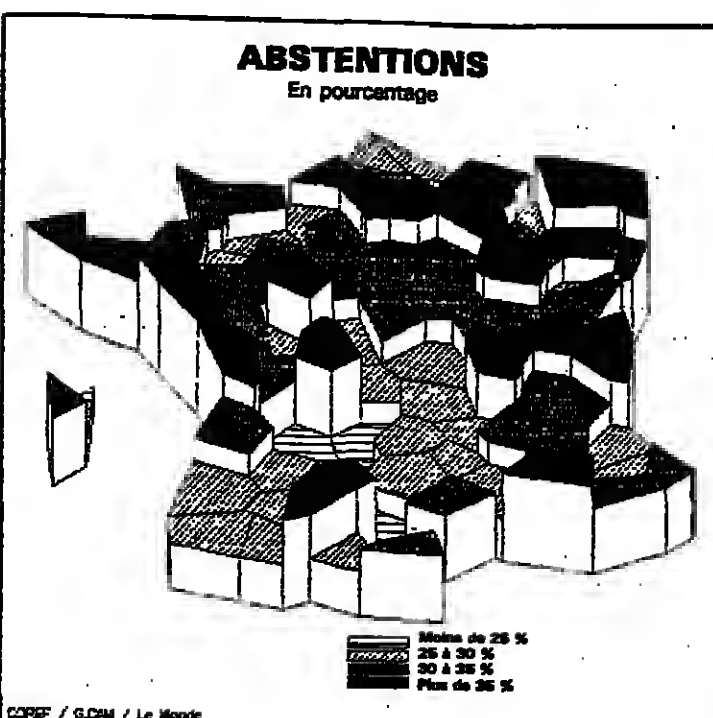
NEUBAUER

M. GÉRARD 821.60.21

227, bd. Anatole-France ST-DENIS Métro : Mairie de St-Ouen

vis-toi-tête

DES ÉLECTIONS CANTONALES



M. Chirac : voter pour l'extrême droite c'est renforcer M. Mitterrand

Les résultats du premier tour des élections cantonales, jugés tout à fait encourageants pour l'opposition par M. Jacques Chirac, ont convaincu ce dernier de réagir vite et fort. Revenu de Corse lundi 11 mars, le président du RPR a déclaré le même jour à RTL que son parti et l'UDF, qui ont conclu un « pacte de bonne conduite », maintiendraient un candidat unique au second tour dans les cantons où un candidat du Front national arrivait avant eux au premier tour se présenterait de nouveau dimanche 17 mars.

M. Chirac entend ainsi riposter aux accusations que la gauche, et notamment M. Lionel Jospin, lance contre lui et mettre en œuvre la règle qu'il s'est fixée de ne pas désister en faveur de l'extrême droite. Quelques élections « triangulaires » se dérouleront donc dimanche prochain, dans lesquelles le candidat maintenu de l'opposition « modérée » prendra le risque de faire élire celui de la gauche.

M. Chirac balaise cette objection, et ceci pour deux raisons. D'une part, il prévoit que de tels cas seront relativement rares; d'autre part, il compte rallier des abstentionnistes du premier tour et même des électeurs de l'extrême droite du 10 mars.

Dans une déclaration publiée le 11 mars, le maire de Paris s'adresse aux électeurs de M. Le Pen en ces termes: « A ces Français de bonne foi, attachés autant que quiconque aux valeurs de la démocratie, mais que la crise économique, le chômage, l'insécurité, fruits de la politique gouvernementale, ont conduits parfois vers les solutions extrêmes, à ceux-là je demande de bien réfléchir: refuser de soutenir les candidats du RPR et de l'UDF, c'est finalement aider M. Mitterrand et les socialistes. »

M. GISCARD D'ESTAING : le parti de l'union

M. Valéry Giscard d'Estaing a affirmé, lundi 11 mars, que « le résultat le plus important du premier tour des élections cantonales est le succès du nouveau parti que les Français sont en train de fabriquer eux-mêmes : le parti de l'union ».

L'ancien président de la République, qui a été réélu conseiller général de Chamalières (Puy-de-Dôme), a précisé sur FR3-Auvergne: « Ce parti rassemble l'UDF, le RPR et les formations qui leur sont proches. Son succès est la condition indispensable pour pouvoir entreprendre, dès 1986, le redressement de l'économie française dans la clarté des choix et dans le calme du pays. Je demande aux électeurs et aux élus de confirmer et d'accentuer au second tour le succès du parti de l'union. »

« M. Poperen et l'« incohérence » de la droite. — M. Jean Poperen, numéro deux du PS, qualifie de « grave » la demande faite par M. Jean-Claude Gaudin (UDF) au RPR de se retirer au profit du Front national dans le canton de Marseille XIV B. Il a estimé, mardi 12 mars, que cette décision « illustre une véritable incohérence entre les principaux chefs de la droite. » « J'ai cru comprendre que ceux-là condamnaient toute alliance avec l'extrême droite, alors que le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale organise dans son propre département cette alliance; il y a un fossé entre les paroles et les actes », a-t-il ajouté.

M. Chirac dit également comprendre le « ras-le-bol » de certains électeurs qui les a portés vers ceux qui « avaient le plus fort et proposaient les solutions les plus extrêmes ». C'est donc un appel à « voter utile » que lance le maire de Paris à ceux qui se sont « défilés » au premier tour.

Il dénie une fois de plus aux socialistes le droit de donner la moindre leçon en ce domaine, eux qui se sont alliés avec les communistes, « autrement plus dangereux que l'extrême droite française en ce qui concerne les droits de l'homme et les droits des peuples ». Il dénie aussi ce droit à M. Mitterrand lui-même, qui a « accepté en 1965 les voix de M. Tixier-Vignancour ». Il espère en conséquence que les électeurs se rendront compte que « voter pour l'extrême droite, c'est renforcer la main de M. Mitterrand ». Pour lui, il n'y a aucun doute: « Les socialistes ont monté l'opération Le Pen, et c'est la marque de leur turpitude. » Preuve supplémentaire de ce comportement jugé pervers: l'intention du chef de l'Etat d'instaurer la représentation proportionnelle pour les élections législatives de 1986. M. Chirac, là aussi, est formel. « M. Mitterrand, dit-il, n'a pas aujourd'hui moralement le droit de le faire. » Trois raisons justifient cette interdiction: l'actuel chef de l'Etat et son parti sont minoritaires dans le pays; cela institutionnaliserait l'extrême droite; cela, enfin, rendrait « plus difficile » la formation d'une majorité cohérente pour gouverner le pays.

A ces arguments négatifs, M. Chirac ajoute celui de l'aptitude de l'opposition RPR-UDF à l'alternance. Mais pour donner davantage de crédibilité à cette éventualité, il estime urgent que les discussions entre ces deux formations et quelques autres aboutissent rapidement dans trois domaines: la façon de conduire la campagne des législatives de 1986, la conclusion d'un plan global de redressement du pays et, enfin, l'élaboration d'un accord de gouvernement. La conclusion préalable d'une telle entente éviterait, selon le président du RPR, « toute manœuvre ou compromission » au moment décisif. Une façon, d'après M. Chirac, d'établir que le « désaveu massif infligé au pouvoir et au parti socialiste » le 10 mars 1985 ne restera pas un geste sans lendemain.

LES VERTS REFUSENT TOUTE ALLIANCE POUR LE SECOND TOUR

Les Verts ont rendu publique, lundi 11 mars, une déclaration dans laquelle ils affirment, notamment: « Compte tenu de l'absence de proportionnelle pour ces élections cantonales, les écologistes (les Verts) ont décidé de n'être présents que dans un peu plus de cent cinquante cantons, ce qui explique leur faible pourcentage national. Mais, dans la quasi-totalité des cas en France, les résultats progressent par rapport aux élections européennes et dépassent souvent 5 %.

« Les Verts n'entrent pas dans une alliance de droite ou de gauche avec les partis traditionnels, ni à plus forte raison avec le Front national. En conséquence, là où la loi électorale le permet — quand ils auront dépassé les 10 % des inscrits — les candidats verts, ou soutenus par les Verts, se maintiendront au second tour. Là où ils seront absents, aucune consigne de vote ne sera donnée: les électeurs, majeurs, choisiront eux-mêmes. »

M. Jospin : la connivence entre la droite et M. Le Pen est claire

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a appelé, lundi 11 mars, « tous ceux qui croient au rassemblement nécessaire des forces populaires, tous ceux qui se reconnaissent dans les valeurs de la gauche — valeurs forgées dans les combats de la République et de la Résistance, — à aller voter partout au second tour pour le candidat de la gauche le mieux placé ». M. Jospin a invité « les électeurs des milieux populaires, en particulier dans les zones urbaines où la vie quotidienne est plus rude, où la crise frappe plus durement, à se détourner des solutions simplistes, du ton de violence et des thèmes à tendance raciste de l'extrême droite renouée ». Si le premier tour marque « un début de redressement », « seul un effort puissant au second tour permettra de défendre contre la droite et l'extrême droite les conseils généraux ».

« M. Joxe: se mobiliser pour la décentralisation. — Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, a appelé, lundi 11 mars sur TF1, les électeurs à se mobiliser pour le second tour des élections cantonales, car la décentralisation « mérite une participation électorale importante ». M. Joxe, qui a estimé que c'est aux électeurs de « décider s'ils veulent, par une discipline très mobilisée, assurer la victoire de la gauche » dans leurs départements, a jugé que « le deuxième tour peut être déterminé par l'accentuation [du] phénomène de

raux à majorité de gauche qui sont menacés ».

Le premier secrétaire du PS a estimé que « la connivence entre la droite et l'extrême droite est claire au lendemain de ce premier tour. L'UDF et le RPR ont passé des accords locaux avec le Front national et la plupart de leurs leaders s'abstiennent de critiquer les thèses extrémistes que ce courant propage ».

M. Bertrand Delanoë, membre du secrétariat national du PS, a estimé pour sa part, lundi 11 mars, que « le danger très réel de l'extrême droite rend plus nécessaire que jamais le rassemblement, au-delà de la gauche, de tous les républicains ». « L'attitude des dirigeants du PC, a ajouté M. Delanoë, va dans ce sens. »

redressement des partis de gauche », mouvement qui n'a assuré au premier tour qu'« une légère remontée » de la gauche.

« M. Nucci: la gauche a touché le fond. — M. Christian Nucci, ministre de la coopération et du développement, a affirmé, lundi 11 mars à Genève, que « la gauche, qui a touché le fond, ne pouvait que remonter ». « Les fruits de l'action du gouvernement ne sont pas encore perçus d'une manière tangible par l'opinion publique », a ajouté M. Nucci.

LA SITUATION EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Le meurtrier du gendarme tué à Pouébo a été arrêté

L'auteur présumé de l'assassinat d'un gendarme tué vendredi par un jet de sabre d'abattis a été appréhendé mardi 12 mars vers 16 heures. Il s'agit d'un jeune Mélanésien de dix-neuf ans, Gérard Cana, membre de la tribu de Saint-Gabriel à Pouébo, où s'étaient déroulés les affrontements entre militants du Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS) et gendarmes mobiles. Cette arrestation a été rendue possible par la coopération des autorités coutumières de Pouébo. Les gendarmes avaient sollicité leur aide, faute de quoi ils avaient menacé de procéder à une opération judiciaire dans la tribu. Soucieux d'éviter de nouveaux affrontements, les autorités coutumières, au terme d'une négociation de cinq heures avec les gendarmes territoriaux, le chef de la subdivision administrative, M. Alain Gehin, et le juge d'instruction ont donc accepté de livrer l'assassin présumé, qui a été transféré dans la soirée à Nouméa et inculpé de coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort.

M. Pisani entend poursuivre sa mission au-delà du 31 mars

De notre correspondant

Nouméa. — Au cours de sa rencontre hebdomadaire avec la presse, mardi 12 mars, le délégué du gouvernement, M. Edgard Pisani, a réaffirmé qu'il a l'intention de revenir en Nouvelle-Calédonie après avoir remis son rapport au président de la République le 31 mars prochain. « Les dates sont déjà fixées, a-t-il précisé. Je partirai à Paris le 26 ou le 27 mars et je rentrerai le mercredi ou le jeudi après Pâques », soit le 10 ou le 11 avril. Pendant cette quinzaine de jours qu'il passera en métropole, M. Pisani n'a pas exclu d'entrer en contact avec des personnalités de l'opposition, bien qu'il ait précisé: « Je ne sais pas si c'est dans mon rôle ou dans celui du gouvernement lui-même, mais je crois qu'à un moment donné il faudra bien qu'on [l'opposition] en parle. Je ne crois pas qu'on puisse aller au débat parlementaire sans avoir échangé des points de vue ni essayé de voir si des chemins convergents ne sont pas possibles. » A ce sujet M. Pisani admet avoir constaté des « silences » dans l'opposition métropolitaine sur le problème

de la Nouvelle-Calédonie. « Le problème de la Calédonie, a estimé le haut commissaire, est celui de la France, et c'est légitime de croire qu'il pourrait disparaître avec un changement de majorité. » « Je suis plus sensible », a-t-il poursuivi, « au fait que je suis le délégué de l'Etat que le délégué du gouvernement, et je suis moins soucieux, dans l'action que je conduis, de complaire à un gouvernement qui ne me le demande d'ailleurs pas, que de résoudre un problème national ».

S'agissant de la violence, et de la mort récente d'un gendarme à Pouébo, M. Pisani a répété: « Le temps est venu pour la normalisation, c'est-à-dire une relation entre la réalité locale et les forces de l'ordre. » Pour le délégué du gouvernement, l'intervention des forces de l'ordre n'est pas la panacée. « C'est en s'engageant dans le débat, en recherchant une bonne fois des solutions aux problèmes politiques, et en acceptant le compromis politique qu'on résoudra ce problème. »

FRÉDÉRIC FILLOUX.

Deux candidats communistes du Tarn se retirent sans donner de consigne de vote. — Deux candidats communistes des cantons de Lisle-sur-Tarn et de Salvagnac, dans le Tarn, où il y a ballottage pour le second tour des élections cantonales, ont décidé de se retirer sans donner de consigne de vote. Dans le département du Lot, les fédérations communiste, socialiste et radicale de gauche ont signé, lundi 11 mars, un accord de désistement en faveur du candidat de gauche le mieux placé.

RAYMOND BARRE

LE FIGARO

« Les analyses de Thierry de Montbrial retiennent l'attention par leur lucidité, leur mesure et leurs conclusions dépourvues d'idéologie et d'utopie, mais toujours positives. »

Ce sont tous les grands problèmes de notre époque que Thierry de Montbrial met en perspective... Voilà d'excellents sujets de méditation pour les princes qui gouvernent la France et pour ceux qui prétendent à le faire!

ANDRÉ FONTAINE

LE MONDE

« Il nous livre ici un inventaire très complet des maux dont souffre ce monde et des méthodes qu'il faudrait employer pour y porter remède. »

Thierry de Montbrial
LA REVANCHE DE L'HISTOIRE
Commentaire Julliard

société

UN ENTRETIEN AVEC M. ROLAND CARRAZ

Une loi-programme sur l'enseignement technique est à l'étude

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Roland Carraz, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de l'enseignement technique et technologique, précise les mesures retenues pour introduire l'enseignement technique à l'école primaire et dans les collèges. Il indique le nombre d'établissements concernés et révèle que chacun de ces collèges recevra un équipement d'un coût de 300 000 francs. Une loi-programme est à l'étude.

« Vous voulez donner une culture technique à tous les élèves. Comment la définissez-vous ? »

« Développer la culture technique, c'est favoriser la réappropriation par l'individu de l'objet technique, dans toutes ses dimensions, qui sont à la fois scientifiques, techniques, industrielles, mais aussi sociales et économiques. La technique était vue jusqu'à présent dans l'enseignement comme une application de la science, or c'est cette démarche que nous voulons renverser.

« Quelle place cette culture technique doit-elle occuper, selon vous, dans l'enseignement ? »

« La culture technique tire parti des savoirs professionnels, mais quand je parle de l'introduction dans les enseignements généraux, notamment dans les collèges, il ne s'agit pas de préparer à des métiers. Notre objectif est d'atténuer, voire de renverser, l'opposition entre une culture noble fondée sur les humanités et donnant la priorité à la capacité d'abstraction et les choses qui relèvent de la pratique. L'enseignement de la technologie, comme composante de la culture générale, ne peut en aucun cas se réduire à un discours sur les sciences et les techniques, sous peine de malentendre et même de renforcer les clivages entre une culture « cultivée » et une techni-

que concrète qui resterait le seul domaine des techniciens.

« Quelles mesures prendrez-vous pour introduire la technologie à l'école, au collège et au lycée ? »

« Pour l'école élémentaire, où l'enseignement des sciences et technologie commencera en septembre prochain, comme l'ensemble des instructions annoncées par Jean-Pierre Chevènement, on peut envisager l'expérience des matières et matériaux, la pratique et la réalisation d'objets ou de systèmes, l'étude d'objets techniques. Mais tout cela doit être simple et fera l'objet de circulaires pédagogiques.

Neuf cents collèges équipés l'an prochain

« Au collège, trois domaines ont été retenus : l'électronique, les automatismes avec une composante nécessaire de mécanique, l'économie et la gestion informatisées. Dans les trois cas on traitera de conception, de fabrication et d'usage. Enfin, des activités libres faciliteront la transition entre les pratiques actuelles de l'éducation manuelle et technique et les futurs enseignements technologiques. Je vous rappelle que cette transition est déjà engagée dans 200 collèges depuis la rentrée 1984. Elle en concernera 700 de plus en septembre prochain et 1 000 par an à partir de 1986. Chacun de ces collèges recevra un équipement type d'un coût de 300 000 francs.

« Fera-t-on pour autant reculer le sentiment d'échec des jeunes qui sont orientés vers l'enseignement professionnel ? »

« Renverser cette tendance, c'est-à-dire faire en sorte que l'orientation vers la technique repose sur un vrai choix, suppose une série de conditions. La plus importante — et c'est aussi celle qui demandera le plus de temps — est la nécessité pour l'enseignement tech-

nique de se moderniser et d'élever le niveau de ses qualifications de telle sorte qu'il apparaisse à égalité avec les autres ordres d'enseignement. J'ai présenté des propositions en ce sens au conseil des ministres. Je souhaite qu'elles fassent l'objet d'une priorité nationale qui se traduise sur le plan budgétaire et législatif. Je pense à une loi-programme.

« Comment les professeurs de l'enseignement technique peuvent-ils contribuer à cette modernisation, alors que beaucoup d'entre eux préparent leurs élèves à des métiers en voie de disparition ? »

« Pour résoudre ce problème, je prépare un plan de cinq ans de formation des maîtres en exercice. L'objectif est, à partir de la rentrée de septembre 1985, d'actualiser les connaissances de tous les maîtres du tertiaire dans le champ des technologies nouvelles. S'ajoutent à cela toutes les actions déjà engagées depuis 1982 par M. Alain Savary, notamment dans le domaine de l'informatique industrielle.

« En ce qui concerne la formation initiale, la mesure la plus importante, et qui devrait prendre effet dès la session 1986 des concours de recrutement, consiste à fusionner le certificat d'aptitude au professorat technique (CAPE) et le certificat d'aptitude au professorat technique (CAPT). Cela nous permettra de procéder à des recrutements, soit dans des spécialités pour lesquelles il n'existe actuellement aucun concours, soit dans des domaines où nous n'arrivons pas à pourvoir tous les postes mis au concours ; c'est le cas en génie électrique, par exemple. D'autre part, nous pourrions donner des possibilités de promotion élargies aux professeurs de LEP (lycées d'enseignement professionnel) et, ainsi, élever le niveau de qualification de tous les enseignants.

Propos recueillis par CATHERINE ARDITI.

SPORTS

Bercy encaisse mal la boxe

Quelque quatre mille spectateurs seulement ont assisté, au Palais omnisports de Paris-Bercy (POPB), au championnat du monde des mi-moyens (version WBC) opposant Milton McCrory, tenant du titre, à Pedro Vilela qui s'est conclu par la troisième victoire consécutive depuis 1983 du champion de Détroit, surnommé « Iceman ». Les promoteurs du combat, qui tentaient un coup de poker pour relancer la boxe de haut niveau en France, n'ont pas réussi leur pari : cinq mille spectateurs au moins étaient nécessaires pour équilibrer le budget de la réunion. Le Palais de Bercy peut contenir au maximum dix-sept mille spectateurs.

Sous les cintres du POPB, comme au légendaire Madison Square Garden de New-York, il y a des loges que des sociétés commerciales louent pour les besoins de leurs relations publiques. Le Tout-Paris aime s'y faire inviter pour voir et être vu en s'abreuvant de champagne. Il s'en échappe néanmoins une ruineuse de l'été. Samedi dernier pourtant, la plupart d'entre elles sont restées silencieuses pendant la réunion du championnat du monde des mi-moyens. La boxe aurait-elle si mau-

vaie réputation qu'il ne fasse pas bon se trouver aux alentours d'un ring ?

Les chiffres des douze premiers mois d'exploitation du POPB montrent qu'il y a plus d'amateurs pour les concerts que pour les compétitions : moins de 50 000 entrées pour soixante dix réunions sportives et près de 580 000 pour une quarantaine de spectacles. Il y a donc deux fois plus de spectateurs pour un concert que pour un match.

En toute logique, les gestionnaires du POPB pourraient en tirer une conclusion évidente : organiser plus de spectacles et moins de sports. Ils équilibreraient ainsi plus facilement leurs comptes et éviteraient toute polémique sur la charge qui pèse sur les contribuables parisiens pour l'entretien de l'édifice. Toutefois le cahier des charges ne le leur permet pas. Afin de ne pas renouveler la mésaventure du Palais des sports de la porte de Versailles, la « charte » du POPB prévoit le dosage « deux tiers » de sports, « un tiers » de spectacle. Dans ces conditions, la solution « moyenne » est de présenter du sport-spectacle. Une solution qui a fait recette : Bercy a fait salle comble pour le supercross de moto, le bi-cross et l'autocross, et il a été bien rempli (avec force invitation il est vrai) pour les tournois de judo

(France-Japon et Coupe intercontinentale), la Nuit des arts martiaux, les Six jours cyclistes, le tournoi en salle du PSG, et les matches de hockey sur glace des Français-Volants. En revanche, les résultats ont été nettement moins bons avec l'athlétisme et le basket-ball.

Trop peu au portillon

Les dirigeants de stade ont donc fait le raisonnement suivant : y a-t-il un spectacle plus fort que l'affrontement de deux hommes sur un ring ? Le championnat d'Europe des moyens-moyens Acarès-Moore a le record des affluences sportives avec 13 000 entrées.

Voilà pourquoi le directeur du POPB, Andy Dickson, un demeurant ancien chroniqueur de boxe, s'est lancé dans l'organisation d'un championnat digne des combats de Las Vegas et d'Atlantic-City. Et la soirée a tenu, sur le plan pugilistique, les promesses de l'affiche. McCrory et Vilela, l'un diplômé d'université, l'autre magister dans le Bronx, en ont cas deux des meilleurs poids mi-moyens actuels, se sont montrés à la hauteur de leur réputation et se livrant pendant douze reprises un combat sans merci qui tournait cependant rapidement à l'avantage du ténaculaire tenant du titre.

Les officiels ont quitté le POPB avec le sentiment d'avoir vu de très grands pugilistes à l'œuvre, mais ils avaient été trop peu nombreux à franchir les contrôles du palais omnisports pour équilibrer le budget de la soirée. Les dépenses étaient évaluées à 6 millions de francs, 4 millions étaient couverts par les droits de télévision versés par la chaîne ABC. La différence devait essentiellement sortir de la poche des spectateurs, auxquels on proposait des places de 160 à 1 000 francs. Des tarifs qui n'ont rien d'exceptionnel pour un spectacle de boxe à Paris.

LE POPB n'a-t-il pas joué inconsidérément la carte d'un championnat du monde ? McCrory et Vilela sont certes des pugilistes de talents, mais leur notoriété n'a pas véritablement franchi l'Atlantique.

Des vedettes qui n'en sont pas vraiment, des cœurs qui n'en sont peut-être pas : ce n'est pas la boxe qui a été battue samedi soir au POPB, c'est un non-spectacle pugilistique que les spectateurs ne sont pas venus applaudir. Les dirigeants de Bercy devraient en tenir compte pour élaborer à l'avenir leur programme.

ALAIN GRAUDO.

ENVIRONNEMENT

UN BILAN DE LA POLLUTION EN BASSE SEINE :

Air plus pur, eau plus sale

La Basse Seine, une des régions traditionnellement les plus polluées de France, présente une double évolution : son air se purifie, mais son eau se dégrade. Le dernier compte rendu du réseau d'alerte à la pollution atmosphérique dans l'estuaire de la Seine (réseau ALPA) est formel : tous les relevés et analyses effectués dans les sites de mesure (53 au total) indiquent « une diminution de 30 à 50 % de la pollution atmosphérique en cinq ans ». Les massifs forestiers, surveillés par photographies aériennes et grâce à l'observation des lichens, sont dans un état « globalement satisfaisant ». On note même la réapparition de certains lichens qui avaient disparu à la périphérie des villes. Enfin, les teneurs en métaux de l'atmosphère de l'estuaire « n'ont pas de caractère alarmant ». Elles sont même « nettement plus faibles qu'à Paris ».

Le bilan que vient de publier la commission baie de Seine (créée en 1975 pour surveiller l'évolution de la pollution dans l'estuaire et en baie de Seine) est, en revanche, beaucoup plus inquiétant. Ainsi, le taux des nitrates relevé dans les eaux de la Seine augmente sans arrêt depuis vingt ans : 2 mg par litre en 1965, 10 en 1975 et plus de 20 en 1984 ! Quant aux PCB (polychlorobiphényles), produits rémanents, donc peu biodégradables, et surtout toxiques, leur présence a été décelée « épisodiquement et de façon ponctuelle », mais bien dans l'eau que dans les sédiments et même la matière vivante.

Les seules améliorations relevées dans l'eau de la Seine sont une diminution de la pollution organique, due à la mise en service de stations d'épuration, et une « réduction significative », depuis 1976, des teneurs en métaux dissous (mercure, plomb, cadmium, chrome, zinc). La zone de mauvaise oxygénation de l'eau, qui portait sur 90 kilomètres

de cours en 1979 (de la Bouille à Tancarville), a été ramenée à 20 kilomètres en 1984 (boucle de Candebec).

La situation est différente dans l'estuaire, qui accumule les pollutions, apportées par le cours supérieur de la Seine, et reçoit en outre les déchets des usines de la basse Seine. Les usines COFAZ du Havre et CDF Chimie de Grand-Couronne continuent en effet à rejeter leurs phosphoglyphes (« boues jaunes ») en mer.

« Boues jaunes »

Les teneurs en phosphates sont donc excessives dans l'estuaire. Le déversement des « boues jaunes », double, en effet, le taux « normal », dû aux eaux de lessive et aux engrais phosphatés. En été, la présence conjuguée des nitrates et des phosphates dans l'eau favorise le développement d'algues planctoniques (« boues rouges » ou « boues vertes », selon les cas). Lorsque ces algues sont absorbées en grande quantité par les mollusques filtreurs (moules, praires, etc.), elles deviennent toxiques pour le consommateur. Des observations précises faites au débouché de l'estuaire de « boues jaunes » du Havre montrent « une nette dégradation de la faune marquée, sans au point de vue de la diversité des espèces que du nombre d'individus ».

Enfin, on a étudié les teneurs de certains micropolluants (PCB, cadmium, plomb, mercure) dans les moules, les crevettes et certains poissons plats. La conclusion est nette : ces teneurs sont plus élevées dans l'estuaire de la Seine que sur tout autre site littoral français. Le seuil de tolérance n'est pas encore franchi, mais on s'en rapproche dangereusement.

ROGER CANS.

MÉDECINE

AUX ÉTATS-UNIS

Mieux vaut être riche et malade...

Aujourd'hui, aux États-Unis, être indigent c'est souvent se faire interdire l'accès à un service de soins d'urgence. Le docteur Arnold S. Reiman, rédacteur en chef d'une prestigieuse revue médicale The New England Journal of Medicine, tire la sonnette d'alarme dans un récent éditorial intitulé : « À quoi servent les hôpitaux ? » Il raconte l'aventure du docteur Keith Wrenn, médecin dans un petit hôpital de campagne, en Caroline du Nord. Le médecin voit arriver un patient qui, visiblement, présente un problème neuro-chirurgical aigu. L'urgence chirurgicale typique. Aussitôt, le docteur Wrenn prend contact avec l'hôpital régional le plus proche, équipé d'un service de neuro-chirurgie. Mais l'administration de cet hôpital privé refuse le transfert du patient. Prétexte : il n'a pas d'argent.

Autre exemple, celui d'un jeune homme accidenté qui est immédiatement transporté dans un hôpital privé de l'Arizona. La

direction de l'hôpital apprend l'insolvabilité de ce patient et décide sans plus attendre de la faire transférer dans un hôpital public. La mise en route du traitement est retardée et, le jeune homme restera handicapé à vie. Sa mère décide alors de poursuivre l'administration de l'hôpital privé. La Cour suprême de l'Arizona conclut à la responsabilité de la direction de l'hôpital et rappelle dans son jugement que les hôpitaux privés ont, en matière de soins d'urgence, les mêmes devoirs que les hôpitaux publics.

Un jugement qui, selon le docteur Reiman, restera lettre morte. Tant que le gouvernement américain continuera à considérer les hôpitaux avant tout comme de simples entreprises commerciales, les pauvres auront les plus grandes difficultés à faire valoir leurs droits à bénéficier des premiers soins d'urgence, estime le docteur Reiman.

F. N.

SCIENCES

DE DISCOVERY EN CHALLENGER

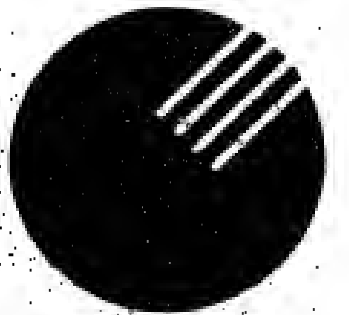
Un pas de tir en avant un pas de tir en arrière

Il y a décidément quelque chose de cocasse dans la manière dont la NASA, ce monument de l'organisation et du compte à rebours à la seconde près, programme en ce moment ses vols de navette. Hier encore, contrainte d'annuler la mission Challenger, retardée par le remplacement d'une partie de son bouclier thermique, puis par la défaillance d'une batterie sur un des satellites dont elle était porteuse, l'agence spatiale américaine annulait purement et simplement le vol, contraignant ainsi l'astronome français Patrick Baudry, qui devait y participer, à ne partir dans l'espace qu'en juin. Un tel contretemps n'étant pas de nature à griffer la belle mécanique de la NASA, on décidait alors de transférer une partie de la charge utile de Challenger et son équipage — sans Baudry — sur la navette Discovery qui, elle, était prête à partir.

Tout allait donc pour le mieux, lorsque, comble de malchance, une nacelle métallique servant à transporter des techniciens apportait un peu de fantaisie à ce programme. Sa chute accidentelle endommagerait en effet les portes de la soute de Discovery dressée sur son pas de tir pour un lancement fixé à la fin du mois de mars. Les techniciens envoyés pour évaluer les dommages déclaraient dans un premier temps que les réparations pourraient être menées à bien à bref délai. Comment en douter ? La NASA n'a-t-elle pas souvent réussi dans le passé de telles courses contre la montre ? Aujourd'hui, pourtant, il semble que plus rien n'aille ou pays de la navette et que les réparations prévues ne soient pas faites à temps. Dans ce cas, Challenger, aujourd'hui sous un hangar, remplacerait Discovery sur le pas de tir, et Patrick Baudry, chargé de ses appareils médicaux, pourrait prendre place à bord pour un nouveau vol vers le 13 avril. A moins que, dans les jours qui viennent, on ne maintienne Discovery, dont le lancement pourrait avoir lieu le 19 avril. A suivre...

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

VEISEZ LE CŒUR DE L'ITALIE
SI VOUS NE VOULEZ EN FAIRE QU'UNE BOUCHÉE.



CIBUS'85
1^{er} SALON DE L'ALIMENTATION ITALIENNE
Paris - 4-8 mai, 1985

CIBUS représente le cœur de l'Italie, un cœur jeune, mais doté d'une charge antique, faite de tradition, d'expérience et de savoir.

CIBUS se déroule à Paris, dans une salle qui se caractérise par la concentration la plus élevée d'industries alimentaires qui soit dans le monde entier.

Le choix de Paris n'est pas dû au hasard, car c'est la ville hôte de CIBUS'85, le 1^{er} Salon de l'alimentation italienne. Les opérateurs étrangers verront, pour la première fois, tous les produits de l'industrie alimentaire les meilleurs, réunis en une seule exposition.

CIBUS'85 représente, pour les opérateurs étrangers, la rendez-vous de l'année, une occasion pour découvrir et pour connaître les noms les plus importants et les produits les plus prestigieux de l'alimentation italienne.

C'est pour cette raison que qu'une visite au CIBUS'85 signifie véritablement mettre dans le mille, saisir une occasion unique pour les chefs de connaître et de mieux apprécier les possibilités que l'Italie offre aux opérateurs du monde entier.

Quelques dates - Horaires d'ouverture 8/10.
Organisateur : Fideurope, en collaboration avec l'Ente Fiere di Parma.

مكتبة الأصيل

Les mousquetaires « antiterrorisme » du président

I. - L'affaire de toute la nation

par ARAMIS

Il y a une trentaine de mois, la France vivait traumatisée sous le coup d'une poussée, sans précédent, du terrorisme sur le territoire national. Conformément à l'esprit de la Constitution, le président de la République déclarait, le 17 août 1982, que tout problème menaçant la sécurité et le droit de vivre du citoyen serait traité par lui-même. Cette attitude est conforme à l'esprit de l'ordonnance du 7 janvier 1959 portant organisation générale de la défense.

Pour mener cette lutte, il manquait des organismes appropriés, d'où la création, d'une part, d'un secrétariat d'Etat à la sécurité publique, dirigé par M. Joseph Francheschini. Et, d'autre part, d'une mission de coordination, d'information et d'action contre le terrorisme, confiée au chef d'escadron Christian Prouteau. Dans l'esprit du président, ces deux structures étaient largement complémentaires.

Dès le lendemain, ce pays gaulois, oubliant ses blessures récentes, portait son attention sur le retentissement que pouvait avoir, sur un grand corps comme celui de la police nationale, la nomination d'un officier de gendarmerie à la tête d'un organisme à vocation nationale. Cet aspect formel de la question suscitait alors beaucoup plus de commentaires que cette nouvelle organisation. Il serait intéressant de montrer comment, au-delà des affinités personnelles comme celles du ministre de la Défense par exemple, le pouvoir socialiste s'est penché sur cette conviction qu'il aurait - en cas d'alternative dure - moins de questions à se poser en s'appuyant sur la gendarmerie.

Deux écoles

Si le choix des hommes revêt une très grande importance en démocratie, il importe aussi que l'outil qu'ils servent soit crédible. En l'occurrence, il semble que M. Francheschini n'ait trouvé un « job » que par la bonne volonté du ministre de l'Intérieur, M. Gaston Defferre. Dans la hiérarchie policière, cette nomination n'apportait rien. Pire, elle la contrariait : quel est le véritable « patron » de la police si ce n'est le directeur général de la police nationale ? Ou peut, en revanche, accorder au profit du secrétaire d'Etat, l'apport d'une certaine familiarité entre services, l'échange du rensei-

gnement et la création d'un fichier informatisé du terrorisme.

Ce n'est pas un hasard, comme certains aimeraient le croire, si M. Prouteau a été appelé à participer, à trente-huit ans, aux affaires du pays. L'éclatement du terrorisme en Europe et la montée de la violence civile ont suscité une réflexion utile des responsables. De ces réflexions sont nées de nombreuses théories et, plus particulièrement, deux écoles propres à lutter contre cette violence.

La première est vieille comme le monde. Elle s'inspire de la solide loi du Talion, qui se traduit en langage populaire par : « Il faut les démolir ». C'est encore l'expression apparue de « mesurisme » et de « mesuriser » (1), c'est-à-dire l'application de la solution radicale. La deuxième école, c'est M. Prouteau qui en devient le chef de file : préserver la vie humaine, quelle que soit cette vie, en est le principe fondamental. A la formule : la société doit se défendre en éliminant ceux qui la menacent, M. Prouteau répond : un Etat est plus fort s'il se donne les moyens de neutraliser l'homme violent sans recourir à la mort pour cela.

Une première idée de M. Prouteau est que l'arsenal juridique-policier propre à résoudre le problème de droit commun ne peut rien, dans les circonstances actuelles, contre le terrorisme.

Il convenait, donc, dans un premier temps, de penser « un autre arsenal » et, dans un deuxième temps, de mettre en place un système légal antiterroriste « à la française » à partir d'une équipe de travail particulièrement riche, nouvelle dans sa conception et composée d'hommes peu habitués, par tradition, à travailler ensemble mais soudés par la conviction que la lutte antiterroriste est l'affaire de toute la nation.

A ce niveau de l'analyse, il est permis de se référer à la solution centralisatrice ouest-allemande. On crée, au sein du Bundeskriminalamt (BKA), un département chargé du terrorisme, doté du fameux ordonnanceur Big Brother. Le terrorisme allemand trouve en face de lui une seule machine de guerre, équipée à la mesure de la démesure des actions terroristes qui ont conduit à sa création.

Ce système typiquement germanique n'a pas inspiré les Français. Persuadé que la sécurité du territoire est un devoir de la défense auquel tous les Français doivent participer, M. Prouteau est moins un centralisateur qu'un animateur, un coordinateur représentant l'exécutif. Dans ce système conforme aux principes constitutionnels et traditionnels du pays, il convient que le gendarme du plus profond de la campagne, comme le plus humble des policiers aient conscience de l'importance de leur rôle à leur échelon propre.

Dans l'administration, c'est une gageure de vouloir faire travailler ensemble gendarmes et policiers. Avec une dizaine de gendarmes et de policiers, dont un officier supérieur de gendarmerie et deux commissaires, sous les ordres de M. Prouteau, l'équipe élyséenne a apporté, depuis trente mois, quelque chose de nouveau en faisant progresser toutes les affaires, même si ces collaborateurs, débarrassés de leur planète, ont souvent irrité, intrigué et agacé. On en arrive au paradoxe que la vocation d'un bon professionnel est, en quelque sorte, d'être un généraliste.

Un deuxième principe a présidé à la création de cette équipe : celui de l'intervention dynamique. En investissant les professionnels, recrutés par M. Prouteau, d'une autorité exceptionnelle, celle de leur attache à l'exécutif, on engageait d'eux que cette autorité ait un but précis.

Il est nécessaire de faire comprendre à tous les échelons que la volonté de l'exécutif ne se discute pas. Tout est dans la manière. Une méthode inquisitoire ne correspond plus aux mœurs du moment. Faire pression sur les hommes ou les structures par des avantages personnels, est une méthode aujourd'hui très rapidement dénoncée. Une seule méthode subsiste, qui a été instaurée : exiger des personnes ; dénoncer les retards et la mauvaise volonté ; au besoin, sanctionner. Pour une seule raison : le bien de la nation.

Pour justifier sa capacité d'intervention auprès des services, l'équipe élyséenne se devait de renseigner le président au plus près et au plus juste. Sans mettre en cause l'honnêteté et l'intégrité des responsables, il est évident qu'un service présentant une affaire n'a qu'une vue partielle, et cette limite est de nature à

permettre au terrorisme d'évoluer impunément. Il existe aux Etats-Unis un organisme appelé le National Security Council (NSC), qui constitue un lien permanent entre les corps de l'Etat et le président. D'autres Etats envisagent d'installer des organismes du même genre. La France est précurseur dans ce domaine, avec une équipe qui fournit un travail d'analyse et de synthèse au chef de l'exécutif.

Coopération internationale

Il est, enfin, un dernier principe cher à M. Prouteau, selon lequel la lutte contre le terrorisme ne sera efficace qu'en s'appuyant sur une solide coopération internationale. Cette idée s'était imposée à lui pendant les dix années où il a animé le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN). Il faut dire que le potentiel de collaboration internationale était immense et parfaitement inexploité. Ne parlons pas d'Interpol ou des relations formelles établies par deux services à vocation identique, qui n'ont jamais permis de poser les bases d'une véritable coopération internationale.

Tous les pays avec lesquels il était nécessaire de travailler ont donc été contactés avec le plus grand succès. Outre les relations officielles au plus haut niveau, ont été établies des liaisons à l'étranger avec des personnages détenteurs d'informations, qui, par leur position officielle ou officieuse, sont dans l'impossibilité de communiquer avec des organismes extérieurs d'information et de renseignement. L'équipe élyséenne a pu se placer dans des rouages internationaux essentiels et drainer, hors liaisons policières, diplomatiques ou hors services secrets, des informations capitales pour sa mission et pour le pays.

Prochain article :

DES AFFAIRES QUI ONT DÉFRAYÉ LA CHRONIQUE.

(1) Ces néologismes ont été forgés à partir du mot du célèbre gangster Jacques Mesrine tué, en novembre 1979, au cours d'une fusillade en plein Paris avec des policiers qui le savaient armé en permanence et qui n'ont pas voulu prendre de risques (NDR).

LES ILLUSIONS DE L'EXIL

DMITRI SAVITSKY

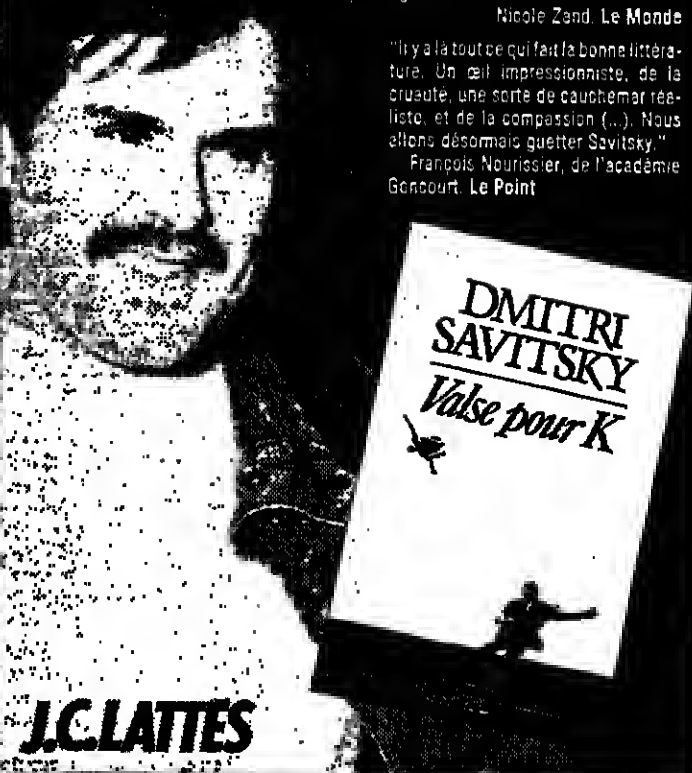
Valse pour K

"Un vrai plaisir pour les sens et l'intelligence."

Nicole Zand, Le Monde

"Il y a là toute ce qu'il faut de bonne littérature. Un air impressionniste, de la cruauté, une sorte de cauchemar réaliste, et de la compassion (...). Nous attendons désormais qu'il écrive Savitsky."

François Nourissier, de l'Académie Goncourt, Le Point



J.C. LATTES

JETTA, LE JET DE LA ROUTE.



Du poste de pilotage jusqu'à la soute à bagages, tout a été conçu pour que le voyage soit beau, facile, paisible. La Jetta est un long-courrier. Puissante, souple, nerveuse, elle s'impose sur la route avec la sérénité des grands avions de ligne.

Quelle que soit la puissance de son moteur (55, 75, 90, 112 ch, diesel ou Turbo-diesel), elle apporte à celui qui la pilote le plaisir parfait de dominer une magnifique mécanique, docile, robuste, sûre. Et quelle que soit la durée du voyage, elle offre à

ses passagers le confort de son habitacle spacieux et de ses sièges anatomiques, le luxe de son équipement intérieur, et la capacité impressionnante de son coffre (660 l). Bienvenue à bord du jet de la route... Vous roulez en Jetta et vous aimez ça.

Modèle présenté : Jetta GT 112 ch/82 kW. 9 CV 189 km/h sur circuit. Consommations (normes UTA) : 5,8 l à 90 km/h, 7,6 l à 120, 10,3 l en ville. Année modèle 85.



Je roule en Jetta et j'aime ça.. Volkswagen

Jantes alliage en option.

JUSTICE

LE PROCÈS DES FRÈRES WILLOT

Une vache à lait nommée Conforama

Dans le procès des quatre frères Willet, qui a repris lundi 11 mars à la 11^e chambre du tribunal de Paris, il est un cinquième prévenu qui, jusqu'à présent, n'a pas été jugé. C'est M. Jean-Claude Taïé, 42 ans, actuellement, ni la vache de ses compagnons ni leur responsable. Il est là parce qu'il fut président du conseil d'administration de Conforama à l'époque où la société foncière et financière Agache-Willet prit le contrôle de cette entreprise de distribution. Le ministère public, au sein duquel M. Agache-Willet, après avoir redressé la situation de Conforama, y opéra à son profit des bénéfices, mais que la loi qualifie d'abus de biens sociaux. Pour être prêt à ces pratiques, M. Taïé a donc à en répondre, comme MM. Jean-Pierre, Antoine et Régis Willet.

De coup, l'audience est passée du plaisir au technique. Le premier reproche fait à M. Taïé est d'avoir accepté que Conforama prenne une participation de 10 % dans l'opération menée par les Willet aux États-Unis pour le rachat du groupe de magasins Korvettes. Pour cet investissement d'une valeur de 55 millions de dollars dans une affaire où Conforama n'avait pas à être partie prenante et où, pourtant, elle apportait en outre sa caution auprès des banques américaines ? M. Taïé appuie-il en vrai patron ou n'était-il là que pour entériner des décisions prises ailleurs et par d'autres, autrement dit, par les Willet ?

Le lot d'un président

« Non, répond-il, la participation à Korvettes a été approuvée par l'ensemble du conseil d'administration. Mandat n'avait été donné pour signer. J'ai signé. Il arrivait que M. Jean-Pierre Willet nous demande des avances à certaines

épques. Mais il nous en faisait aussi. Cela fonctionnait dans les deux sens. »
Tel est bien l'avis de Jean-Pierre Willet. « Avant notre intervention à Conforama, il y avait là-bas des pertes importantes : 80 à 100 millions, et nous sommes allés à bout de bras. Ensuite, cette boîte s'est mise à gagner de l'argent, et nous avons alors travaillé normalement avec ses patrons. Cela donnait de très bons résultats. On nous disait par exemple : « Ouvrez un magasin à Avignon, très bien. On allait ensemble voir sur place. Si cela paraissait sérieux, on avançait financièrement. C'était cela, l'assistance de la société Agache-Willet à Conforama. Résultat : 1 milliard de chiffre d'affaires en 1978, 2 milliards et demi en 1980. Alors, je crois fermement qu'on peut féliciter tous ceux qui, de chaque côté, ont concouru à de pareils résultats. »

Deuxième reproche : la transformation, le 26 octobre 1980, toujours par Agache-Willet, de Conforama, société anonyme, en société en commandite simple. Le tribunal de commerce de Paris, dans un jugement du 25 juin 1981, a déclaré nulle cette transformation, non conforme à l'article du capital et constitutive à ses yeux d'un abus de droit. Quel était l'objet poursuivi ? Voulaient-ils ainsi échapper à l'obligation d'avoir à Conforama un comité d'entreprise, car les sociétés en commandite ne sont dispensées, ou bien s'agissait-il de se soustraire à l'impôt sur les sociétés dès lors qu'Agache-Willet, déficitaire à cette époque, était dans l'impossibilité de le payer ? M. Taïé explique : « Jean-Pierre Willet souhaitait une fusion. Elle ne nous paraissait pas très opportune. Nous avons consulté un cabinet qui nous a conseillé la formule de la société en commandite. Cela ne bouleversait pas l'organisation de Conforama. »

Mais, en cas de liquidation des biens d'Agache-Willet, n'y avait-il pas dissolution automatique de la société en commandite ? « Nous n'avons pas vu la chose sous cet angle. »
« Vous avez pourtant dit à l'instruction que vous aviez à supporter des pressions difficilement supportables. »
M. Taïé s'accroche pas les Willet : « C'est le lot d'un président de société de supporter les pressions, de dominer les tensions. Des pressions, vous savez, il y en a de toutes natures. Il y a celles des fournisseurs, du personnel, des concurrents. »
« Et celles de l'actionnaire majoritaire : Agache-Willet détenait 91 %. »
« L'actionnaire majoritaire exerce une pression parmi les autres. »

Des prestations coûteuses
Troisième reproche : D'avril 1979 à juin 1980, Conforama a transféré à Agache-Willet 157 millions de francs, qui ont servi de trésorerie pour le liquidation du groupe Korvettes, après le fiasco américain. Où était le profit de Conforama ?
« C'était, dit M. Taïé, dans le cadre normal des relations entre Conforama et Agache-Willet, par le biais d'une convention de comptes courants. Je n'ai eu aucune observation sur cette convention, ni des commissaires aux comptes ni de la commission des opérations de Bourse. J'enregistrais cet argent à Agache-Willet, rien ne m'a été présenté alors la liquidation finale. »
« Mais les fonds, observe le président Taïé, sont allés directement à Korvettes. »
« C'était le plus court chemin. Au total, si vous regardez les chiffres, j'ai reçu d'Agache-Willet, en

fait mon seul interlocuteur, avant que je lui ai déboursé. Ce n'est qu'après la déconfiture que les conséquences de ce dépôt de bilan ont joué à plein contre nous. »
En tout cas, la perte de Conforama, selon les experts, fut de 137 millions, auxquels s'ajoutent 88 millions de francs en caution aux banques américaines, pour les seuls intérêts d'Agache-Willet.
Il faut ajouter encore à cela le prix que faisait payer la même société à Conforama pour des mandats de service ainsi nombreux que divers, à raison d'un prélevement en fin d'exercice 1 % du montant du chiffre d'affaires, pourcentage jugé excessif. Il a été ainsi calculé que Conforama payait plus de 51 millions pour des prestations qui n'en valaient pas plus de 20.

Jean-Pierre Willet ne s'en est pas plus étonné que du reste : « Les mandats de service, la belle affaire ! Saint-Gobain, à ma connaissance, touche de ses filiales de 1 à 2 % et cela n'a pas l'air d'être critiqué. »
Enfin, il y eut ces 501 millions d'avance en comptes courants consentis par Conforama à Agache-Willet à un taux d'intérêt de 10,5 %. Taux anormalement bas et suspect aux yeux de l'accusation. Taux normal au sein d'un groupe comme celui-ci, rétorque la défense. En dépit de tous ces griefs, les témoins entendus - dont deux confidants de Conforama d'une première année, MM. Guy Sardoillet et Jean Moll, devenus actionnaires minoritaires après l'arrivée des Willet et qui, au surplus, aiment, quelques raisons de se plaindre - n'ont pas jugé que M. Taïé a dévié. Et si les premiers ont continué de penser que les Willet ont bel et bien pluri consciencieusement Conforama, le second n'estime pas, lui, avoir été victime pour autant d'un abus de biens sociaux.

JEAN-MARC THÉOLÉVRE.

FAITS DIVERS

D'APRÈS L'AUTOPSIE

Le jeune Algérien de Vaulx-en-Velin est mort accidentellement

De notre correspondant régional

Lyon. - Un jeune Algérien, Bartet Baria, seize ans, est mort vendredi 8 mars à l'hôpital Edouard-Herriot, à Lyon. Le mercredi précédent, il était lourdement tombé de vélomoteur à Vaulx-en-Velin (Rhône) alors qu'il essayait de passer à vive allure entre deux policiers, flottiers du secteur. Certains témoins avaient fait état, dans leurs déclarations, de « coups » volontaires portés par un des policiers au jeune Algérien.

De fait, l'autopsie pratiquée lundi 11 mars à l'Institut médico-légal de Lyon n'a révélé aucune trace de violence volontaire. La blessure ayant entraîné le coma a été analysée comme provenant du choc de la tête de l'adolescent contre un mur.

C.R.

DANS UN HOTEL DE L'AIN

Quatre malfaiteurs en train de fondre plusieurs kilos d'or sont surpris par les policiers

De notre correspondant

Lyon. - Lorsque deux hommes transportant chacun une bouteille de gaz entrèrent, jeudi 7 mars, à l'hôtel-restaurant Belle-Rive, à Trevoux (Ain), les policiers lyonnais - qui surveillent l'établissement - sont immédiatement en alerte. Ce restaurant des bords de Saône est fermé depuis le mois d'octobre. Au bout de plusieurs heures de surveillance, les policiers, épaulés par les gendarmes de Trevoux, investissent discrètement l'hôtel. Ils ne sont pas déçus. Dans une chambre, quatre hommes sont occupés à faire fondre de l'or, à l'aide d'un petit four : vingt-trois kilos ont déjà été transformés en lingots anonymes. Dans des sacs, vingt-sept autres kilos attendent d'être « traités ».

Le magot provient d'un hold-up commis le 7 octobre 1984, à Lyon.

« Six arrestations pour trafic de fausses pièces de dix francs. - Quatre mille fausses pièces de dix francs, prêtes à être livrées, viennent d'être découvertes dans un box de Saint-Omer (Seine-Saint-Denis). Ces pièces, frappées en Italie, étaient écoulées en France par une bande, composée en majorité d'Italiens, qui se livraient à ce trafic depuis trois ans. Les pièces étaient acheminées en France par Paolo Mostarda, quarante-trois ans, qui avait aménagé à cet effet une cache dans sa voiture. Mostarda et cinq autres personnes, qui ont reconnu les faits, ont été inculpées de trafic de fausse monnaie et de recel. »

Si cette expertise tranche le litige concernant la nature du traumatisme, l'enquête ouverte par le parquet de Lyon devra déterminer les circonstances précises dans lesquelles le jeune homme est tombé de son vélomoteur. Bartet Baria s'est au cours d'un rodéo forcé sur les policiers ? Ceux-ci présenteraient-ils diverses contusions à l'appui de cette thèse. Y a-t-il eu de la part des flottiers une attitude agressive entraînant l'accident ? Pour M. Galindo, commissaire de Vaulx-en-Velin, « les témoins sont certainement tous sincères, mais ils étaient à plus de 30 mètres et la scène n'a duré que quelques secondes ».

Dès le 23 octobre, les policiers lyonnais, en collaboration avec leurs homologues genevois, interrogeaient quinze kilos de bijoux en or, au cours d'une « transaction » à la frontière franco-suisse et arrêtaient quatre hommes, dont l'un, Daniel Panno, quarante et un ans, travaillant dans un bar à Lyon, est soupçonné d'avoir participé personnellement au hold-up.

L'un des truands lyonnais surpris en flagrant délit, Christian Guichard, trente-cinq ans, a été inculpé de « vol, séquestration, attaque à main armée et recel ». Les autres « alchimistes », Michel Bouilloux, Jacques et David Levy, ainsi que Christian Capozzone, un complice arrêté simultanément à Nice, ne doivent répondre que de « recel aggravé ». Cette manœuvre semble indiquer que quatre des six membres du commando, qui a attaqué la famille Rey-Coquais, sont encore dans la nature. Avec treize kilos d'or.

JEAN-JACQUES BOZONET.

EN TENTANT D'ÉCHAPPER À LA POLICE

Un père et son enfant sont brûlés vifs dans une fourgonnette

Un père et son enfant sont morts brûlés vifs, lundi 11 mars après-midi, au Bois de Boulogne à Paris, dans une fourgonnette qui avait été prise en chasse par la police. Deux autres enfants ont été blessés : le premier a été éjecté, le deuxième a été retiré de justesse du véhicule en flammes.

Pas après quatre heures, la fourgonnette de M. Fadiga s'approche de l'ambassade de Guinée, rue Emile-Ménier (16^e) avec des banderoles portant des inscriptions diverses (« Face à la raison d'Etat, liberté, racisme, M. le président, laissez passer pour quitter la France »). Elle est repérée par la police.

Alors, au moment où le véhicule se dirige vers le Bois de Boulogne, des policiers s'en approchent pour un contrôle. Au lieu d'interpeller, M. Fadiga qui a un enfant à ses

côtés, prend la fuite, malgré plusieurs balles tirées par la police dans le radiateur de la fourgonnette en vue de la stopper. Les policiers voient alors un enfant sauter du véhicule. Celui-ci est aux policiers que son père a arraché la fourgonnette d'urgence et veut y mettre le feu. Celle-ci s'embrase, en effet, alors qu'elle roule encore. Les policiers tirent de nouveau crevant, cette fois, les pneus arrière. Quelques dizaines de mètres plus loin, le véhicule s'arrête en flammes au carrefour de Norvège dans le Bois de Boulogne, après avoir heurté une voiture.

Les corps carbonisés de M. Fadiga et d'un de ses fils sont retirés de la cabine. A l'arrière, un autre enfant est gravement brûlé. Telle est la version des policiers qui a été également retenue par le parquet.

EN BREF

Le nombre des prévenus a baissé légèrement

Le nombre des détenus, a augmenté, le mois dernier, de 1,33 %, passant de 43 422 au 1^{er} février à 44 003 le 1^{er} mars. Le nombre des prévenus, c'est-à-dire de détenus en attente d'un jugement définitif, est, en revanche, en baisse. Il est passé de 22 220 à 22 032 au cours de la même période. Il y a environ trente-cinq mille places dans les prisons françaises.

« Fermeture du casino de Grasse. - Le casino de Grasse, qui n'exploitait plus que deux tables de baccarat, vient de cesser toute activité, n'ayant pas obtenu l'agrément du ministère de l'Intérieur. »

« La préfecture de police des Alpes-Maritimes, on souligne que la gestion du casino de Grasse était assurée par un passif de l'ordre de 280 000 francs. De plus, le tribunal de commerce d'Antibes, saisi par plusieurs institutions sociales auxquelles le casino devait des versements, a pris une décision entraînant la fermeture administrative de l'établissement. »

« Vol de dynamite en montagne. - 96 kilos de dynamite, entreposés dans la station de Serre-Chevalier (Hautes-Alpes) et destinés au dévalchement artificiel des avalanches, ont été volés. Aucune trace d'effraction n'a été constatée sur la porte du local où se trouvaient les explosifs. »

TRAFIC DE DROGUE A LA PRISON DE BAYONNE

(De notre correspondant.)

Bayonne. - Deux gardiens de la prison de Bayonne ont été arrêtés mercredi 6 mars et inculpés de trafic de stupéfiants. Depuis quelque temps déjà, ils étaient surveillés, soupçonnés de faire entrer du haschisch et même de l'héroïne, qu'ils revendaient à des détenus toxicomanes. L'un d'entre eux, M. Moutou, a été placé en détention à la prison de Pau, l'autre, M. Cappel, a été laissé en liberté.

« L'entraîneur Pierre-Désiré Allaire arrêté à nouveau. - L'entraîneur de chevaux de course Pierre-Désiré Allaire a été arrêté, le 12 mars, à son domicile de Joinville-le-Pont (Val-de-Marne). Il a été défilé au parquet de Créteil et inculpé de la maison d'arrêt de Fresnes. Il avait été condamné par la cour d'appel d'Aix-en-Provence à trois ans de prison, dont dix-huit mois avec sursis, le 9 juillet 1983, pour avoir été impliqué dans une affaire de courses truquées à Cagnes-sur-Mer. »

L'entraîneur s'était alors pourvu en cassation. C'est le rejet de ce pourvoi qui a conduit la cour d'appel d'Aix à recommander la mise à exécution de la condamnation, devenue de ce fait définitive.

CARNET DU Monde

Naissances

- M. Marc GIRARD et M^{me}, née Jacqueline LONDON, sont heureux de faire part de la naissance de leur fille.

Chers,

le 6 mars 1985.

- Auguste Doué-La-Fontaine (49^e).
M. et M^{me} Louis Pierre Chateaux,
M. Michel Chateaux,
M. et M^{me} Antoine Chateaux,
M. et M^{me} Jean Pierre Cresser,
sont heureux de faire part de la naissance de leur fils.

Chers,

le 6 mars 1985.

M. Victor CHATELAINAY,
ancien conseiller constitutionnel,
ancien député et maire d'Angers,
grand officier de la Légion d'honneur,
Croix de guerre 1914-1918, 1939-1945,
officier de la Résistance.

M. Victor CHATELAINAY,
ancien conseiller constitutionnel,
ancien député et maire d'Angers,
grand officier de la Légion d'honneur,
Croix de guerre 1914-1918, 1939-1945,
officier de la Résistance.

M. Victor CHATELAINAY,
ancien conseiller constitutionnel,
ancien député et maire d'Angers,
grand officier de la Légion d'honneur,
Croix de guerre 1914-1918, 1939-1945,
officier de la Résistance.

M. Victor CHATELAINAY,
ancien conseiller constitutionnel,
ancien député et maire d'Angers,
grand officier de la Légion d'honneur,
Croix de guerre 1914-1918, 1939-1945,
officier de la Résistance.

M. Victor CHATELAINAY,
ancien conseiller constitutionnel,
ancien député et maire d'Angers,
grand officier de la Légion d'honneur,
Croix de guerre 1914-1918, 1939-1945,
officier de la Résistance.

M. Victor CHATELAINAY,
ancien conseiller constitutionnel,
ancien député et maire d'Angers,
grand officier de la Légion d'honneur,
Croix de guerre 1914-1918, 1939-1945,
officier de la Résistance.

M. Victor CHATELAINAY,
ancien conseiller constitutionnel,
ancien député et maire d'Angers,
grand officier de la Légion d'honneur,
Croix de guerre 1914-1918, 1939-1945,
officier de la Résistance.

M. Victor CHATELAINAY,
ancien conseiller constitutionnel,
ancien député et maire d'Angers,
grand officier de la Légion d'honneur,
Croix de guerre 1914-1918, 1939-1945,
officier de la Résistance.

M. Victor CHATELAINAY,
ancien conseiller constitutionnel,
ancien député et maire d'Angers,
grand officier de la Légion d'honneur,
Croix de guerre 1914-1918, 1939-1945,
officier de la Résistance.

M. Victor CHATELAINAY,
ancien conseiller constitutionnel,
ancien député et maire d'Angers,
grand officier de la Légion d'honneur,
Croix de guerre 1914-1918, 1939-1945,
officier de la Résistance.

M. Victor CHATELAINAY,
ancien conseiller constitutionnel,
ancien député et maire d'Angers,
grand officier de la Légion d'honneur,
Croix de guerre 1914-1918, 1939-1945,
officier de la Résistance.

M. Victor CHATELAINAY,
ancien conseiller constitutionnel,
ancien député et maire d'Angers,
grand officier de la Légion d'honneur,
Croix de guerre 1914-1918, 1939-1945,
officier de la Résistance.

M. Victor CHATELAINAY,
ancien conseiller constitutionnel,
ancien député et maire d'Angers,
grand officier de la Légion d'honneur,
Croix de guerre 1914-1918, 1939-1945,
officier de la Résistance.

M. Victor CHATELAINAY,
ancien conseiller constitutionnel,
ancien député et maire d'Angers,
grand officier de la Légion d'honneur,
Croix de guerre 1914-1918, 1939-1945,
officier de la Résistance.

M. Victor CHATELAINAY,
ancien conseiller constitutionnel,
ancien député et maire d'Angers,
grand officier de la Légion d'honneur,
Croix de guerre 1914-1918, 1939-1945,
officier de la Résistance.

M. Victor CHATELAINAY,
ancien conseiller constitutionnel,
ancien député et maire d'Angers,
grand officier de la Légion d'honneur,
Croix de guerre 1914-1918, 1939-1945,
officier de la Résistance.

- M^{me} Emile Servan-Schreiber,
M. Emile Gros,
M. et M^{me} Olivier Gros
et leur fils Jonathan,
M. et M^{me} Jean-Yves Nathan
et leur fille Julia,
M. François Gros,
M. Catherine Gros,
M. Jean-Jacques Servan-Schreiber,
M^{me} Bernadette Gaudin,
M^{me} Christiane Collange,
M. Jean-Louis Servan-Schreiber,
et leurs enfants,
M^{me} Armand Gros,
M. et M^{me} Zola Gros,
M. et M^{me} Albert Gros,
et leurs enfants,
M^{me} Tatyana Bordon et son fils,
ont la douleur de faire part du décès,
dans sa cinquante-neuvième année, de

M^{me} Brigitte GROS,

veuve de M. Emile Gros,

survenue le 11 mars 1985, à Paris.

Une cérémonie aura lieu place de la
Mairie, à Montbéliard, le mercredi 13 mars,
à 11 heures.
Ni fleurs ni couronnes, mais dans la
Fondation pour la recherche médicale
(cancérologie, CCP 6908P Paris).
(Le Monde du 12 mars.)

- M^{me} Pierre GROSSEIN,
Ses enfants et petits-enfants,
Les familles parentes, alliées et
amies,
ont la grande douleur de faire part du
décès survenu le 9 mars 1985 dans sa
cinquante-deuxième année, de

Pierre GROSSEIN,
à la cour d'appel de Besançon.

Ses obèques sont célébrées à Thonon,
ce mardi 12 mars, à 15 h 30, en la
basilique Saint-François-de-Sales, où le
corps est exposé.

Pas de visites, pas de fleurs, mais une
pensée pieuse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

26, avenue de l'Ermitage,
74200 Thonon.

- M^{me} Simone Margalis,
Son fils Serge,
Martin, Marie et Michel Nibbana,
M^{me} Nibbana,
Christian Boer,
Le docteur et M^{me} François,
Jean-Pierre Boer,
M^{me} Véra Boer Dubois,
Et tous ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Paul MARGULIS,
survenu le 9 mars 1985.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Le président du conseil d'administration,
La direction et le personnel de la
Société centrale pour l'équipement du
territoire,
ont le regret de faire part du décès, dans
sa cinquante-neuvième année, de

M. Jean MIQUEL,
chevalier de la Légion d'honneur,
directeur de la SEITI.

survenu le 11 mars 1985 au Cap-
d'Agde.

- De New-York,
on nous prie d'annoncer le décès de

M. Laurence B. ROSSBACH,
De sa part,
De sa femme, née Denise Amélie-
Mazouze,
De ses fils Alain et Lucie Rossbach,
Et de leur famille,
De ses beaux-fils,
Philippe et François Demery.

- M^{me} Raymond Touchard,
son épouse,
M. et M^{me} Jean-Marie Lucas,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Michel Sautou-Far-
Garnot,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Jacques Charon,
leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond, Francis, Marie
TOUCHARD,
ingénieur Arts et Métiers (1914),
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre
1914-1918 et 1939-1945,
président d'honneur
de l'Association des anciens du 74^e RA,
ancien président-directeur général
de Sociétés industrielles.

survenu le 10 mars 1985, à l'âge de
quatre-vingt-sept ans, en son domicile.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le mercredi 13 mars, à 15 h 30, en l'église
Saint-François-de-Sales, 6, rue Beldor-
mier, 75017 Paris.

L'inhumation aura lieu au cimetière
de Montmartre dans le caveau de
famille.

- M. Jacques Valat,
son épouse,
Viviane et Marie-Pierre,
ses enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jacques VALAT,
née Jacqueline Maille,

survenue à Paris, le 7 mars 1985, dans sa
cinquante-neuvième année.

Les obèques ont eu lieu le lundi
11 mars 1985, à Vaires-en-Marne, dans
la plus stricte intimité.

مكتبة النخيل

INFORMATIONS « SERVICES »

Remerciements

- Danielle Brann-Adam, Jean et Roland Benabou, Catherine et Philippe Geoffroy, ainsi que leurs familles, ont été très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

Erica-Marie BENABOU,

remercient très chaleureusement ses nombreux amis et collègues de leur réconfort.

- La famille Buchin remercie les personnes présentes lors des obsèques de leur tante et belle-sœur,

M^{me} Anne-Marie GROMONT,

ainsi que ses amis du journal Le Monde pour leur témoignage de sympathie.

- La Confédération française de l'encadrement CGC, Et la Fédération française des cadres de la fonction publique CGC, très touchées des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Adolphe RICCO,

adressent leurs remerciements à toutes les personnes qui se sont associées à leur douleur et leur ont témoigné, par leur présence, leur soutien et leur vive gratitude.

Anniversaires

- Pour le cinquième anniversaire de la mort de

Jean LAMBERT,

avocat général honoraire à la Cour de cassation,

une messe sera dite le 12 mars. Une prière sera dite à l'issue de la messe.

Communications diverses

- Mercredi 13 mars 1985, à 14 heures, se tiendra à l'Ecole normale du Val-d'Oise, avenue de la Grande-Ecole, 95000 Cergy-Pontoise (tél. 031-11-81), une conférence intitulée : « Education civique, éducation à la vie sociale et droits de l'homme ». Intervient M. Joseph Leif, inspecteur général de l'Instruction publique, et M. Robert Fabre, médiateur de la République.

Soutenances de thèses

- Université Paris-II, lundi 11 mars à 14 h 30, salle des conférences, M^{me} Marie Ange Bourles née Moreau : « Structure du rattachement et conflits de lois en matière de responsabilité civile délictuelle ».

- Université Paris-II, jeudi 14 mars à 16 h 30, salle des conférences, M. Jazouan Thirawat : « L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), étude juridique et institutionnelle ».

- Université Paris-I, samedi 16 mars à 14 heures, salle Louis Liard, M. Robert Mouchambert : « Violence et société. Comportements et mentalités populaires en Artois (1400-1600) ».

- Université Bordeaux-II, samedi 16 mars à 15 heures, salle des actes, M. Ki-Son Jung : « La diffusion de la culture française en Corée ».

- Université de Caen, vendredi 22 mars à 14 heures, salle des conférences, M. Jacques Ougon : « La stagnation : éducation des adultes et analyse institutionnelle ».

- Université Paris-VIII, vendredi 22 mars à 17 heures, salle G. 201, M. Mohamed Imail : « Contribution à la théorie juridique des collectivités locales, administratives. Etude comparative de différents droits positifs ».

- Université Paris-II, mardi 26 mars à 16 heures, salle des conférences, M^{me} Annick Dolivet née Dornier : « Contribution à la restauration de la faute civile et pénale dans l'homicide et blessures par imprudence ; à propos de la chirurgie ».

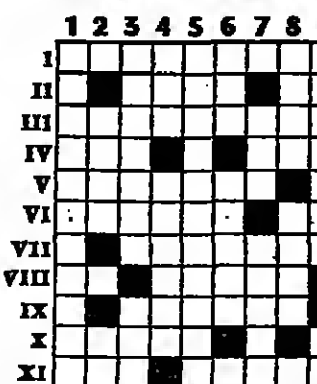
- Université Paris-II, jeudi 28 mars à 16 heures, salle des conférences, M^{me} Isabel Hernandez : « Les causes du divorce en droit français et espagnol comparé ».

Pompes Funèbres Marbrerie
CAHEN & C^{te}
320-74-52

A ses lecteurs qui vivent hors de France
Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION INTERNATIONALE
Ils y trouveront une sélection des informations, commentaires et critiques parus dans leur quotidien

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3921



HORIZONTALEMENT

I. Son arrivée provoque généralement des affluents. II. Une envie que l'on fait disparaître aisément. Tête de lecture. III. Faire des emprunts à l'étranger. IV. Voisin du perroquet et de la peruche. A donc atteint sa majorité. V. Soutève des « paquets » de mer. VI. Donne de beaux rejets. Un peu de patience. VII. Ramasse on dure à saisir. VIII. Conjonction. Manque d'inspiration. IX. Pleine de cabosses, au Brésil. X. Signal d'attaque. XI. Manche

PARIS EN VISITES

MERCREDI 13 MARS

« Le Panthéon présenté aux jeunes : des parties hautes panoramiques à la crypte historique », 14 h 30, devant les grilles.

« L'Église Saint-Thomas-d'Aquin, ancienne chapelle du noviciat des jacobins », 15 heures, devant l'église.

« Le dix-septième siècle français : François Mansart au monastère du Val-de-Grâce », 15 heures, 277 bis, rue Saint-Jacques.

« Le musée Bourdelle », 15 heures, 16, rue Antoine-Bourdelle.

« Exposition - Lutèce de César à Clovis », 15 heures, entrée du musée Carnavalet 23, rue Sévigné.

« Les fouilles archéologiques de Notre-Dame », 15 h 30, entrée de la crypte sur le parvis.

« Le vieux village de Saint-Germain-l'Auxerrois », 14 h 30, métro Louvre.

« Le musée Vassier-Hugo », 15 h 30, 6, place des Vosges.

« L'Hôtel de Lauzun en l'île Saint-Louis », 15 heures, 17, quai d'Anjou.

« Hubert », 15 heures, Louvre pavillon de Flore (r.v. caisse).

« La Sorbonne, histoire de l'Université et du quartier Latin », 15 heures, 46, rue Saint-Jacques.

« Au temps des préloisirs et du bel esprit, M^{me} de Maintenon au Marais », 15 heures, métro Saint-Paul.

« Maisons, rues du Moyen Âge du quartier Latin », 14 h 30, métro Cardinal-Lemoine.

« Hôtels du faubourg Saint-Germain-des-Près », 14 h 30, métro Chambre-de-députés.

JEUDI 14 MARS

« De la place des Vosges aux hôtels Rouan-Soubise », 14 h 30, métro Pont-Marie.

« Hôtels et jardins du Marais », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue Lobau.

« Les catacombes », 14 h 30, entrée place Denfert-Rochereau.

« Cinquante rois et princes de France dans la basilique Saint-Denis », 14 h 30, entrée de la basilique.

« Le quartier de Gros-Caillois », 14 h 30, métro Latour-Maubourg.

Haute au Vol

1 serrure à 5 points
PICARD
+ d'autres marques
Matériel GARANTI 5 ANS
+
1 blindage acier 15/10
+
4 goujons d'acier anti-dérive
+
3 cornières anti-pince
à l'extérieur sur le pourtour de la porte
OFFRE EXCEPTIONNELLE
3 350 F TTC
Sté S.P.P.
11, rue Minard
92130 Issy-les-Moulineaux
☎ 554.58.08
☎ 554.41.95
FACILITES DE PAIEMENT

à revers. Fait des signes à tout propos.

VERTICALEMENT
1. Plus elles ont d'arrêts dans leur travail et moins elles ont de pauses. - 2. Pour certains, c'est une panne qui dépasse. Démonstratif. - 3. Coupe la lumière. Abréviation universitaire. - 4. Cours d'anglais. Tombe du ciel pour donner un arrière-goût de l'enfer. - 5. Leur acte sont toujours pleins de barbarie. - 6. Le présent dans le passé. Ancien quartier « latin ». - 7. Coût de source. Sans connaissances. - 8. Dans une transaction de Chine. Famille de chefs. - 9. Qui fait donc transpirer. Note.

Solution du problème n° 3920

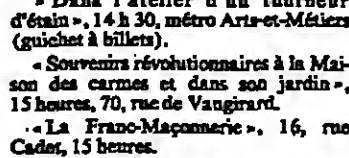
Horizontalement
I. Paupière. II. Artiste. III. Réc. Gré. IV. Tarot. RI. V. Italien. VI. Tonitru. VII. IR. Ré. VIII. Océ. Mer. IX. Nelson. SI. X. Hates. XI. Pata. Ann.

Verticalement
1. Partition. 2. Aria. Orteil. 3. Utérin. Alla. 4. Picotin. Sol. 5. La. Tan. Côte. 6. El. Slip. Ne. 7. Reg. Item. Sa. 8. Urée. Et. 9. Sein. Frise.

GUY BROUTY.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 12.3.85 A 0 H GMT.



Evolution probable du temps en France entre le mardi 12 mars à 0 heure et le mercredi 13 mars à 0 heure.

Le flux perturbé maintenu par les hautes pressions de l'Atlantique est sur les îles Britanniques va quand même pénétrer sur la France par le nord-ouest.

Mercredi, la perturbation méditerranéenne s'écartera encore le matin des régions des Pyrénées-Orientales, au sud-est du Massif Central et au sud des Alpes, en donnant un ciel couvert et encore quelques chutes de neige, surtout sur les Alpes, et des averse en Corse. Sur ces régions le vent soufflera encore, mais s'atténuera au cours de la journée avec l'évacuation du mauvais temps qui, en soirée, se touchera plus que les régions méditerranéennes.

Ailleurs, les brumes et les brouillards plus au nord seront fréquents le matin. Ils se dissipent rapidement pour laisser la place à un ciel dégagé. Le temps restera alors souvent ensoleillé, excepté près des côtes de la Manche, où le ciel se couvrira au cours de l'après-midi. En soirée, les nuages gagneront les régions situées au nord de la Loire.

Les températures seront souvent légèrement négatives le matin (de 0 à 3 degrés), mais sur les régions méditerranéennes où elles seront voisines de 4 à 6 degrés. Au cours de l'après-midi, elles seront de l'ordre de 6 à 12 degrés du nord au sud.

Sans d'évolution
pour le fin de la semaine

Un front froid atlantique s'abordera notre pays par le nord et le traversera presque entièrement dans la journée de jeudi, en direction du midi méditerranéen. Il sera suivi d'un assez fort et instable qui se maintiendra sur la majeure partie du pays jusqu'en fin de période.

Temps prévu
pour le fin de la semaine

Jeudi, le matin, de la Bretagne et des Pays de Loire au Bassin parisien, à la Flandre, à la Lorraine et à l'Alsace, le temps sera couvert et pluvieux. Au cours de la journée, les nuages et les précipitations se décaleront vers le sud pour atteindre en soirée les Pyrénées, le sud du Massif Central et les Alpes, donnant de la neige sur le relief au-dessus de 400/500 mètres.

À l'arrière, les éclaircies, qui débuteront dès le matin sur le nord, se généraliseront, et des averse se produiront en fin d'après-midi près des côtes de la Manche.

CONFÉRENCES

MERCREDI 13 MARS

18 h 30, Maison de l'Europe, 35, rue des Francs-Bourgeois, Ivan Coullas : « La Tauxe des Médicaments et aujourd'hui ».

19 h 30, 5, rue Laffitte, Pierre Poulain : « La religion grecque et les mythes de l'âme : le calendrier des rites, les grands et les petits mythes ».

20 heures, 26, rue Bergère, Jacques Trépoles, « L'Étoile flamboyante ».

15 heures : Hôtel Triana-Luxembourg, 1 bis, rue de Valenciennes, Michel Lema : « Bien vivre ses énergies planétaires ».

18 h 15 : 9, rue Malher, « Le Parti radical et la représentation proportionnelle » (Gilles Le Béguec).

20 h 30 : Couvent Saint-Jacques, 20, rue des Tanneurs, « Peut-on croire à un Dieu qui danse ? » (Père Maurice Cognac).

18 heures : 33, rue de Faubourg-Saint-Honoré, « Jardins privés de France » (Anita Perrier).

15 heures : 107, rue de Rivoli, « De la Renaissance au Roi-Soleil, les chefs-d'œuvre des maîtres orfèvres » (Isabelle Haulier).

JEUDI 14 MARS

14 h 30 : 62, rue Madame, « Photographie médiévale : les saints et la légende dorée ».

19 heures : « Des hirondines aux byzantins en Turquie ».

15 heures et 20 h 30 : 5, rue Laffitte, « Thèmes, miroir de l'Égypte » (Fernand Schwaer).

20 heures : 26, rue Bergère, « Enfants de Thibet, espoir de l'Occident » (Annie Souder).

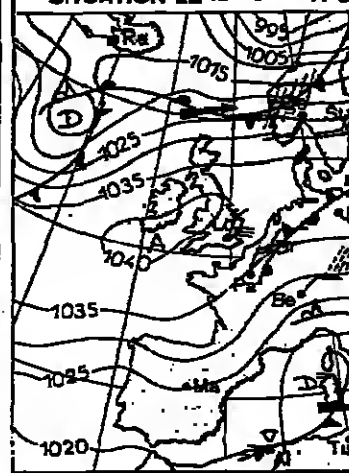
18 h 15 : 9, rue Malher, « Le Parti radical et la représentation proportionnelle » (Gilles Le Béguec).

20 h 30 : Couvent Saint-Jacques, 20, rue des Tanneurs, « Peut-on croire à un Dieu qui danse ? » (Père Maurice Cognac).

18 heures : 33, rue de Faubourg-Saint-Honoré, « Jardins privés de France » (Anita Perrier).

15 heures : 107, rue de Rivoli, « De la Renaissance au Roi-Soleil, les chefs-d'œuvre des maîtres orfèvres » (Isabelle Haulier).

PRÉVISIONS POUR LE 13.03.85 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France entre le mardi 12 mars à 0 heure et le mercredi 13 mars à 0 heure.

Le flux perturbé maintenu par les hautes pressions de l'Atlantique est sur les îles Britanniques va quand même pénétrer sur la France par le nord-ouest.

Mercredi, la perturbation méditerranéenne s'écartera encore le matin des régions des Pyrénées-Orientales, au sud-est du Massif Central et au sud des Alpes, en donnant un ciel couvert et encore quelques chutes de neige, surtout sur les Alpes, et des averse en Corse. Sur ces régions le vent soufflera encore, mais s'atténuera au cours de la journée avec l'évacuation du mauvais temps qui, en soirée, se touchera plus que les régions méditerranéennes.

Ailleurs, les brumes et les brouillards plus au nord seront fréquents le matin. Ils se dissipent rapidement pour laisser la place à un ciel dégagé. Le temps restera alors souvent ensoleillé, excepté près des côtes de la Manche, où le ciel se couvrira au cours de l'après-midi. En soirée, les nuages gagneront les régions situées au nord de la Loire.

Les températures seront souvent légèrement négatives le matin (de 0 à 3 degrés), mais sur les régions méditerranéennes où elles seront voisines de 4 à 6 degrés. Au cours de l'après-midi, elles seront de l'ordre de 6 à 12 degrés du nord au sud.

Sans d'évolution
pour le fin de la semaine

Un front froid atlantique s'abordera notre pays par le nord et le traversera presque entièrement dans la journée de jeudi, en direction du midi méditerranéen. Il sera suivi d'un assez fort et instable qui se maintiendra sur la majeure partie du pays jusqu'en fin de période.

Temps prévu
pour le fin de la semaine

Jeudi, le matin, de la Bretagne et des Pays de Loire au Bassin parisien, à la Flandre, à la Lorraine et à l'Alsace, le temps sera couvert et pluvieux. Au cours de la journée, les nuages et les précipitations se décaleront vers le sud pour atteindre en soirée les Pyrénées, le sud du Massif Central et les Alpes, donnant de la neige sur le relief au-dessus de 400/500 mètres.

À l'arrière, les éclaircies, qui débuteront dès le matin sur le nord, se généraliseront, et des averse se produiront en fin d'après-midi près des côtes de la Manche.

Sur le midi méditerranéen, soleil et passages nuageux alternent. Les températures minimales seront de l'ordre de 4 à 6 degrés de la Bretagne au Bassin parisien, au nord et au sud-est, 6 degrés près de la Méditerranée, de 0 à 3 degrés ailleurs.

Les températures maximales atteindront 13 degrés dans le Sud-Est, 10 degrés dans le Sud-Ouest, de 6 à 8 degrés ailleurs.

Vendredi et samedi, le matin, des Pyrénées Orientales aux Alpes et à la Méditerranée, le temps sera nuageux avec des précipitations sur le relief, mais assez rapidement, de belles éclaircies se développeront et le Mistral se lèvera.

Sur toutes les autres régions, le temps sera variable, et les averse parfois violentes alternent avec des périodes plus ensoleillées. Les averse gagneront dans l'après-midi les Alpes et la Corse. Le vent modéré ou assez fort soufflera du nord.

Les gelées minimales seront fréquentes et les maximums varieront de 6 à 13 degrés du nord au sud.

La prévision atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris le mardi 12 mars à 7 heures, de 1 032,3 millibars, soit 774,3 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours

de la journée du 11 mars ; le second, le minimum de la nuit du 11 mars au 12 mars) : Ajaccio, 12 et 0 degrés ; Biarritz, 11 et 5 ; Bordeaux, 9 et 2 ; Bourges, 7 et 3 ; Brest, 10 et 2 ; Caen, 7 et 3 ; Cherbourg, 7 et 0 ; Clermont-Ferrand, 5 et 1 ; Dijon, 6 et 0 ; Grenoble-St-M-H., 11 et 3 ; Grenoble-St-Genève, 6 et 0 ; Lille, 8 et 2 ; Lyon, 7 et 1 ; Marseille-Marganne, 11 et 5 ; Nancy, 4 et -1 ; Nantes, 12 et 3 ; Nice-Côte d'Azur, 13 et 5 ; Paris-Montsouris, 9 et 3 ; Paris-Orly, 8 et 2 ; Pau, 10 et 4 ; Perpignan, 12 et 5 ; Rennes, 10 et 2 ; Strasbourg, 5 et 0 ; Tours, 10 et 2 ; Toulouse, 10 et 3 ; Pointe-à-Pitre, 29 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 14 et 7 ; Amsterdam, 9 et 1 ; Athènes, 11 et 5 ; Berlin, 5 et -3 ; Bonn, 5 et 3 ; Bruxelles, 9 et 2 ; Le Caire, 22 et n.c. ; Les Canaries, 20 et 15 ; Coppenhague, 5 et -2 ; Dakar, 21 et 17 ; Djibouti, 17 et 10 ; Genève, 8 et -1 ; Istanbul, 7 et 4 ; Jérusalem, 15 et 4 ; Liège, 19 et 9 ; Londres, 10 et -1 ; Luxembourg, 4 et -2 ; Madrid, 18 et 1 ; Montréal, 8 et 2 ; Moscou, -3 et -9 ; Nairobi, 26 et 14 ; New-York, 15 et 2 ; Palma-de-Majorque, 13 et 6 ; Rio-de-Janeiro, 34 et 27 ; Rome, 10 et 5 ; Stockholm, 4 et -3 ; Tōkyō, 20 et 11 ; Tunis, 6 et 8.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au Journal officiel du lundi 11 et mardi 12 mars :

DES DÉCRETS

• Modifiant le décret du 2 mai 1951 portant constitution de la commission de la République française pour l'éducation, la science et la culture.

• Modifiant le décret du 29 juillet 1964 modifiant les dispositions réglementaires applicables aux préfets.

• Relatif aux prêts conventionnés et modifiant les articles R. 331-63, R. 331-64, R. 331-66, R. 331-69 et R. 331-76 du code de la construction et de l'habitation.

EN BREF

DÉBAT
• INFORMATIQUE ET LIBERTÉS.

Sur ce thème M. Jacques Fauvet, président de la Commission nationale de l'informatique et des libertés, animera un débat, le 12 mars à 20 heures au Cercle républicain, 5, avenue de l'Opéra.

★ Renseignements : (1) 260-60-95.

Pas bête !
Demain, les ordinateurs se reproduiront !

16 F. EN VENTE PARTOUT.

annonces associations

Appels

Village provençal Provence offre joues parus coop. travail ou séjour. ACT, 14671 Levey-Clewy.

EDITION
• Pour vous aider à évaluer avant de proposer votre manuscrit sans en connaître le valeur, bien souvent au hasard, une solution efficace s'impose : « Évaluation des temps présent », documentation sur demandeur. Eor. à M. le Secrétaire général du FAUST 77.

2, rue Dama, 75006 Paris.

Convocations
MOINS 20 ANS : PRIX DU JEUNE ECRIVAIN
Œuvres de fiction en prose inédites, 5 pages minimum pas de limite maximale.
Envoyer texte datyllographié avant 14 avril 1985
Association culturelle 18, av. Europe 31800 Muret.
Prix spécial du jury, édition œuvre primée, voyage, bourse, livres, etc.
Tél. : 16161156-57.

Sessions et stages
CINEMA : ANALYSE FILMIQUE ET REAL 16 mm COULEUR
Stage du 1 au 5 avril 1985
Marty-le-Roi (sud de Paris). Encadrement, nourriture et hébergement : 1.200 F. proposé par la FÉDÉRATION
DU CINEMA EDUCATIF
27, rue de Poissy 75006 Paris.
Tél. : 835-80-34.

• Prix du 1er 30 F TTC (28 euros, taxes et transport).
• Valable pour tout voyage et le nombre d'inscription au J.O.
• Chèque postal à l'ordre de Régis-François LMA et à adresser au plus tard le jeudi pour parution du mardi 12 mars 1985 à Régis-François LMA, 7, rue de Montcaumon, 75007 PARIS.

Le NOUVEAU PLAN COMPTABLE
Son application dans les associations et les entreprises d'économie sociale. Conséquences sur la gestion. Nouveaux outils d'analyse les 21 et 22 mars 1985. Rens. et inscr. : Peuple et Culture-Méditerranée 108, rue St-Maur 75011 Paris. Tél. : 338-49-00.

Défense, Souffle, Énergie
La VOIX LE CHANT
Stage de chant ouvert animé par Henri Chedroge
Mars : 20, 31, 1^{er} avril
région parisienne. Ateliers à Paris le jeudi, Ecorse : R.O.M.V., 12, rue Chabrais 75002 Paris. Tél. : 747-51-83.

VICTOIRE SUR LE TABAC
Vous pouvez en 4 semaines cesser de fumer durablement et sans douleur. Nous ne ferons pas appel à votre volonté, juste votre bonne volonté. Même si vous avez tout essayé. Informez-vous : Victoire sur le Tabac 561-15-13.

MICRO-INFORMATIQUE
Nombreux stages d'informatique. Stages d'initiation : session du samedi matin à partir du 5 avril. Stages intermédiaires : introduction à la micro-informatique en milieu professionnel, du 18 au 22 mars 85. Gestion de fichiers : à partir du 19 mars 85. Salle machines à disposition des stagiaires.

KC. 71 bis, rue de Valenciennes 75006 Paris.
Tél. : 544-05-14.
Demandez notre documentation du bon sens.

ANGLAIS, ESPAGNOL, CHINOIS, ALLEMAND, FRANÇAIS, RUSSIE.
Apprentissage efficace, rapide, joyeux, par la méthode pédagogique à sa source française - 328.22.04.

culture

MUSIQUE

LE CENTENAIRE IMPRÉVU

Un an pour découvrir Alexandre Boëly

Un ballet à Monte-Carlo

Une nouvelle compagnie de ballet vient de voir le jour à Monte-Carlo sous l'égide de la princesse Caroline de Monaco. Le principal parrain est ainsi avec une tradition qui remonte à Diaghilev. La troupe comprendra trente-deux danseurs placés sous la direction artistique du chorégraphe Pierre Lacotte et son épouse Chantaline Theasmar. Une danseuse étoile est déjà engagée, Yannick Stéfano, actuellement première danseuse à l'Opéra de Paris. On ne connaît pas encore son futur partenaire. Ont été engagés aussi Frédéric Olivier, sujet à l'Opéra, et Muriel Maffre, du Ballet de Hambourg. D'autres seront recrutés sur audition à Paris et à New-York.

La première représentation doit avoir lieu le 21 décembre avec au programme *Thème et variations* de Balanchine et des œuvres de l'époque de Diaghilev. Le Ballet de Monte-Carlo n'est pas le seul à se constituer dans le répertoire, il a déjà commandé des créations à John Neumeier et Jerome Robbins.

Les Césars s'estiment diffamés

L'Académie des arts et techniques du cinéma, présidée par le réalisateur Robert Enrieux, a décidé de poursuivre en diffamation Ivan Lévai pour les propos qu'il a tenus le 4 mars sur l'antenne d'Europe 1, au sujet de la Nuit des Césars du 2 mars dernier. Dans sa chronique, Ivan Lévai a notamment déclaré que « les Césars qui récompensent la même année Alain Delon d'un côté et Christian Clouzot de l'autre, c'est trop subtilement équilibré pour être vraiment innocent » ; il demandait ensuite : « Pourquoi tricher médiocrement ? ».

De son côté, M. Georges Crevenne, organisateur de la cérémonie, nous a précisé que, si on peut s'exprimer un « ton critique, caustique ou moqueur à l'égard des Césars », Ivan Lévai « met en cause leur honnêteté et leur crédibilité ».

Philippe Val sans Patrick Font

Longtemps, Philippe Val a fait équipe avec Patrick Font. Ils ont donné des récitals de chansonniers, se lançant avec insolence dans la satire, commettant même quelques piques : En ce temps-là, les gens mouraient, Sainte Jeanne du Lac, la Démocratie avancée. Font et Val n'opposaient et ne complétaient. L'un se nourrissait volontiers de sarcasmes, de diversion. L'autre s'exprimait surtout à travers des chansons-cries, de beaux textes en forme de cascade d'images et d'émotions.

Aujourd'hui, Philippe Val fait cavalier seul et se présente sur la scène de l'Espace Gaîté, entouré d'une bonne petite équipe de musiciens : Nico Nissim au piano et aux synthétiseurs, Emmanuel et Bertrand Binet aux guitares.

Les chansons de Philippe Val, c'est la vie même, à la fois sensible et fragile, tendre et éprise de liberté.

A la fin de son concert, Val cède la place à deux chanteurs, étonnant spécialiste des chansons de Charles Trenet et qui « chante » Chris Emly.

C. F.

Lorin Maazel pour « Don Juan »

Les cordes, les belles cordes mystérieuses de la Philharmonie de Vienne, nous ne les avons pas tant à fait recréer que le 8 mars au Châtelet sous la direction de Lorin Maazel. Brillant rythmicien, préoccupé de dynamique, il a tendance à diriger quelque peu le son de l'orchestre. Ainsi dans la *Cinquième Symphonie* de Beethoven, d'une superbe densité, mais dont les rudesses ne rendaient pas entièrement la souffrance et la grandeur transcendante.

De son côté, la *Symphonie n° 95* en ut mineur de Haydn, où à côté des grâces de l'époque passe un courant romantique, paraissait un peu trop tempérée par le souci de monter en épingle chaque détail, avant un final parcouru enfin par le feu.

C'est dans le *Don Juan* de Richard Strauss que Maazel et son orchestre donnaient leur pleine mesure. Vif comme la poudre, voluptueux et charmeur, d'une ligne dramatique saisissante, l'orchestre viennois révélait toutes ses fabuleuses qualités et l'excellence de ses solistes, qu'il faudrait tous citer, sous cette baguette déchaînée avec une précision infaillible les images de l'effrayante course au désir.

J. L.

L'annonce des festivités commémoratives qui ont valu à 1985 de porter le titre d'Année de la musique avait été particulièrement bien accueillie, outre-tombe, par quelques dizaines de glorieux bi- ou tricenaires qui comptaient sur cette occasion pour se rappeler un peu de ne pas aller en procession souhaiter un bon centenaire au Cantor puis à Haendel, à Scarlatti et à Berg, encore que ces derniers ne se montrent pas aussi généreux avec les servants de leur culte.

On ne s'aventurera qu'avec prudence à aller réveiller les mânes de Schütz ou de Czerny, qui pourraient bien réclamer leur part du gâteau à cause de ce que Bach leur doit, à un titre ou à un autre. Mais, si l'on veut que les commémorations ne soient pas seulement de bonnes opérations commerciales, pourquoi ne saisirait-on pas l'occasion de se pencher un peu sur l'œuvre et la carrière d'Alexandre Pierre François Boëly, dont on a pu dire à sa mort, en 1858, que « le soin qu'il mit à se cacher égale celui qu'il mit à se produire ».

Outre le bicentenaire de sa naissance à Versailles, il y a plusieurs bonnes raisons de s'occuper aujourd'hui d'un musicien qui fit installer en 1840 un pédalier « à l'allemande » à l'orgue de Saint-Germain-l'Auxerrois pour y exécuter des auteurs aussi peu prisés des paroissiens de ce temps-là que Bach, Frescobaldi et Couperin, ce qu'on ne manqua pas de lui faire sentir ; poliment remercié en 1851, il eut le loisir de faire publier à compte d'auteur quelques-uns des trois cents manuscrits qu'il avait accumulés, notamment quatre *Suites dans le style des maîtres anciens* (Bach, Haendel et Scarlatti, précisons-le), toutes choses qui passèrent à peu près inaperçues de ses contemporains.

D'abord romantique

Les conditions étaient réunies pour un oubli prompt et définitif, mais, tandis que tant d'étoiles qui brillèrent alors d'un éclat plus vif commençaient à pâlir, celle de Boëly, visible pour quelques-uns seulement, continuait tranquillement sa route. En 1902, Saint-Saëns, qui avait connu et aimé Boëly, assurait que son goût du classicisme, si préjudiciable de son vivant, attirerait sur lui l'attention de la postérité, et c'est ce que l'on vérifie aujourd'hui : Ses œuvres d'orgue sont désormais disponibles en partition, certaines

ont été gravées sur disque (1), sa musique pour piano révisée à beaucoup par l'enregistrement des deux sonates et de diverses pièces réalisées par Jacqueline Robin en 1978 (2).

Les éditions Choudens viennent de publier coup sur coup les sonates, puis une anthologie avec le concours de Brigitte François-Sappey, qui, après avoir consacré sa thèse, est devenue la spécialiste active et écoutée de Boëly. C'est elle qui doit préparer également la réimpression très prochaine de l'édition de 1816 des *Trente caprices*, qui forment le plus important des onze volumes consacrés à la littérature française pour le piano-forte (de 1773 à 1816) et qui paraît actuellement chez Minikoff (3).

C'est parce que les choses ont beaucoup bougé depuis quinze ans qu'il est permis d'attendre quelques fruits d'un bicentenaire qui vivotait point, car il reste à découvrir des œuvres de musique de chambre (trios et quatuors), dont le Quatuor Brémond nous a donné naguère un timide avant-goût. On sera alors en mesure de se faire une idée plus complète de ce compositeur formé

en marge du Conservatoire par un musicien tyrolien (Ignaz Ladurner) qui l'initia très tôt à Haydn et Beethoven : ceux-ci deviendront ses premiers modèles, avant que la découverte de Bach et des vieux maîtres français et allemands oriente le style d'abord romantique de Boëly vers une synthèse néo-classique parallèle à celle de Mendelssohn.

Si logique qu'elle soit de la part d'un compositeur ayant reçu une éducation exceptionnellement rigoureuse, cette évolution, résolument à contre-courant, vers une austérité teintée d'archaïsme qui tranchait sur l'inconsistance des musiques de salon ou des pièces de virtuosité, semble difficilement prévisible lorsqu'on entend la très beethovenienne *Sonate opus 1 en ut mineur* que Pierre Bouyer a jouée le 7 mars au musée Carnavalet, sur un piano-forte de Sébastien Érard (de 1812) prêtée par le Musée instrumental du Conservatoire. On ne sait si l'on doit admirer davantage l'apparente liberté des idées et des modulations ou la maîtrise d'un discours dont on ne perd jamais le fil, malgré les détours.

Cette qualité était d'autant plus sensible qu'au même programme figuraient deux sonates contemporaines, d'Hélène de Montgoult (1764-1836), composées, elles aussi, vers 1810 mais où l'on constate bien des maladresses dans l'exploitation d'idées réellement heureuses, avec des digressions où la virtuosité le dispute aux formules convenues, et des modulations souvent maladroites. Avec moins de notes, Boëly en dit davantage et va beaucoup plus loin.

Il serait intéressant de comparer également les sonates de Boëly à celles de son maître Ladurner - qui en est précisément le dédicataire - et dont les éditions Minkoff nous proposent l'opus 4, voire à d'autres contemporains : Boieldieu et Hérold, qui ne s'étaient pas encore tournés vers l'opéra-comique (4). Cela pourrait faire l'objet de quelques récitals originaux et tendancieux, spécifiques d'une époque et d'une tradition qui reliaient Berlioz à Rameau. Ainsi, tandis que le monde musical s'occupe de célébrer trois grands compositeurs qui n'en ont que faire, les esprits curieux trouveraient une

compensation en s'occupant, à travers Boëly, de cette curieuse école de piano qui s'est épanouie en France entre 1770 et 1830, où tout n'est pas, et de loin, aussi négligeable que l'affirmation, de préférence, ceux qui se sont bien gardés d'y aller voir.

GERARD CONDÉ.

(1) Jean Boyer a enregistré une petite anthologie de pièces inédites sur l'orgue de Saint-Nicolas-des-Champs en 1973 (STIL 1405 S 73) tandis qu'André Isor a consacré une face à Boëly et l'autre à Lefebvre-Wely (Caliope 1918). On regrette que le beau récital de Daniel Roth paru chez EMI ne soit plus au catalogue.

(2) Chez Arion (n° 38442), actuellement épuisé.

(3) Cette collection unique de fac-similés réunit des auteurs connus ou oubliés. On peut se les procurer chez Amateurs de livres internationaux, 62, avenue de Suffren, Paris 16^e (tel. : 567-18-38).

(4) Les sonates de Boieldieu avaient été rééditées par la Société française de musicologie en 1944 ; ces œuvres très réussies, dont le tirage est épuisé, devraient pourtant trouver à nouveau des amateurs.

PHOTO

LA DATAR EXPLORE LE PAYSAGE FRANÇAIS

Mission accomplie

DATAR, c'est qu'elle dépasse largement le simple souci de « mémoriser », de garder une trace pour nos petits-enfants. C'est tout ce qu'on aurait obtenu si l'on s'était adressé aux hasards de l'amateur au lieu d'aller vers des artistes. Les photo-

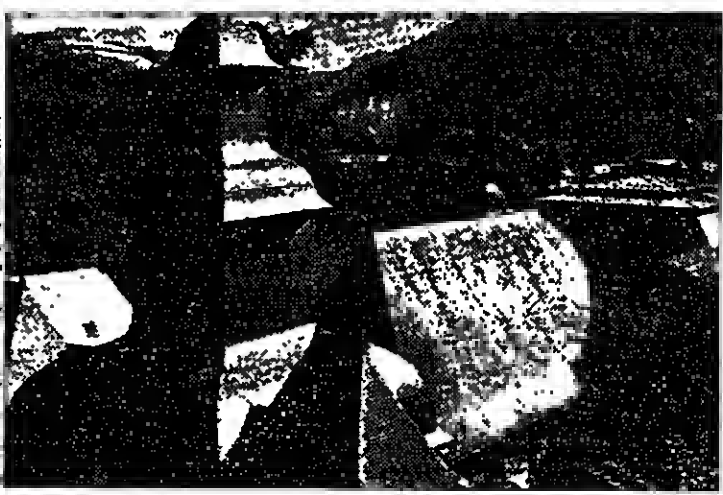
graphes choisis pour cette première série ont su trouver la distance qui permet de percevoir le paysage comme si nous avions le recul du temps, comme si nous avions l'éloignement des voyages. Cela permet une nouvelle compréhension, appelle de nouvelles prudenances lorsqu'il

s'agit d'« aménager » ; cela suggère quelquefois des initiatives de conservation, ou bien de destruction.

Les thèmes de la mission prennent le paysage selon les ordres de la géographie (la ville, la campagne, la montagne et les bords de mer), de l'industrie (les chemins de fer, les lieux de travail, les usines, les bureaux), de la vie (les objets, et aussi les portraits des Français)... La mission peut ainsi donner lieu à autant d'expositions, si l'on souhaite ne retenir que le côté artistique de l'affaire, ou de plus austères travaux de géographie, de sociologie, d'urbanisme. Le choix des photographes n'est pas seulement subjectif. Mais, dans la mesure où il leur donne les moyens et le temps de travailler, ce choix suscite, évidemment, des acrimonies chez certains de leurs confrères. Si la DATAR « respecte » sa mission, il y aura, toutefois, d'autres élus pour contribuer à ce beau travail documentaire, à ce riche fonds d'archives.

FREDERIC EDELMANN.

* Mission photographique de la DATAR, 76, avenue Marceau, 75016 Paris.



Environ de Toulouse, 1984

CINÉMA

LE FESTIVAL DU RÉEL A BEAUBOURG

Vie publique, vie privée

Reconnu aujourd'hui internationalement, le Festival du réel, qui organise chaque année la Bibliothèque publique d'information du Centre Georges-Pompidou, réunit une sélection des meilleurs films documentaires. Mais « documentaire » au sens vivant - pas simplement didactique, - exemplaire, comme l'a révélé la soirée exceptionnelle du samedi 9 mars avec le réalisateur hollandais Johan van Der Keuken.

Le cinéaste a d'abord effectué un montage de séquences prises dans ses anciens films, puis il a coupé le son original. Après avoir longuement répété avec un orchestre de dix musiciens, conduit par son compositeur régulier, Willem Breuker, il a livré au public une nouvelle interprétation de ces mêmes séquences au cours d'une *jam session* d'un genre particulier. Quelques spectateurs, qui ne reconnaissent plus leur cher cinéma ethnographique, s'enfuirent, mais la majorité applaudit à tout rompre.

Le Festival du réel avait commencé quelques heures plus tôt, avec la présentation hors compétition du film américain très attendu de Robert Epstein, *The Times of Harvey Milk*, portrait du célèbre conseiller municipal de San Francisco, Harvey Milk, qui fut assassiné par un de ses collègues en 1978, quelques mois après son élection, en même temps que le maire de la ville, Moscone. Homosexuel notoire, personnage à la façon inarrissable, défenseur inconditionnel de toutes les minorités, Harvey Milk traverse ces images comme un ouragan.

Les spectateurs français ont enfin vu pour la première fois le film brésilien d'Eduardo Coutinho *Cabra marcado para morrer* (Un homme destiné à mourir). Il mélange une

fiction commémorée en 1964, juste au moment du coup d'État militaire, sur l'assassinat d'un leader paysan, et un documentaire réalisé en 1981, centré sur la venue du leader assassiné.

Seize films au total sont en compétition, longs et courts, venus de douze pays. Un hommage est rendu au cinéaste brésilien Nelson Pereira dos Santos, en sa présence. La Finlande présente, à part, un choix de vingt et un films de 1906 à nos jours. Signifions enfin que le Festival du réel est immédiatement suivi, à Chailot, au musée de l'Homme, d'un bilan du film ethnographique.

LOUIS MARCORELLES.

* Centre Georges-Pompidou, jusqu'au 17 mars.

PETITES NOUVELLES

■ **ACADÉMIE FRANÇAISE.** - L'Académie française a enregistré une nouvelle candidature au fauteuil vacant à la suite du décès de Marcel Brion : celle de M. Charles Dederen, universitaire, historien de la littérature, à laquelle il a consacré de nombreux ouvrages.

■ **CHÔME QUI PEUT.** - Le Théâtre de Paris propose à des chômeurs de jouer dans une revue, *Chôme qui peut*. Les conditions amateurs intéressées peuvent se présenter aux auditions les 12, 13 et 14 mars, de 14 heures à 17 heures, au Théâtre de Paris, 15, rue Blanche, 75009 Paris.

■ **PRÉCISION POUR LILLE.** - Contrairement à ce qu'avait annoncé le Festival de Lille (le Monde du 22 février), Henri Dutilleul n'en accepte pas la présidence d'honneur pour 1985, malgré toute l'estime qu'il porte à la manifestation.

■ **PRIX PAUL-LOUIS WEILLER.** - L'Académie des Beaux-Arts a remis les prix de portrait Paul-Louis Weiller (posthume). Le grand prix a été décerné à Richard Boudin, né en 1906 ; le second à Minoru Tsukamoto, né en 1942 ; et le prix des moins de trente ans à Marie-Laurence Gaudrat, née en 1962. Les quarante-neuf œuvres sélectionnées par le jury sur 364 envois, sont exposées salle Contone de Caen, 27, quai de Caen, du 14 au 23 mars.

Galerie TENDANCES
105, rue Quincampoix, 75003 Paris
Tél. : 278-81-79

MINAUX Pastels

Ouvert tous les jours, sauf le dimanche, de 14 à 19 h.
28 février - 30 avril

En trente-sept années, dix mille jeunes filles ont fait partie des Bluebell Girls. Toutes avaient de grandes tailles, entre 1,73 mètre et 1,82 mètre, de longues jambes et de

Miss Bluebell et ses girls

D'origine irlandaise, Miss Bluebell a dirigé sa première troupe de danseuses aux Folies-Bergère, en 1932. Depuis trente-sept ans, elle est à la tête des Bluebell Girls (en permanence soixante jeunes filles de seize à vingt-deux ans, d'origine britannique, australienne, hollandaise, américaine ou sud-africaine, et percevant un cachet journalier de 400 F à 700 F) et des Kelly boys (vingt-cinq garçons de nationalité française, américaine, polonaise ou australienne). Deux groupes de danseurs à qui il est demandé des qualités de danse classique. « Et de l'élégance », souligne Miss Bluebell.

En trente-sept années, dix mille jeunes filles ont fait partie des Bluebell Girls. Toutes avaient de grandes tailles, entre 1,73 mètre et 1,82 mètre, de longues jambes et de

longs couds. Pour pouvoir mettre en valeur les plumes et les costumes.

Le Lido a changé d'adresse en 1977. Il a renommé légèrement les Champs-Élysées, s'est installé à l'emplacement de l'ancienne salle du Normandie. Il est devenu ainsi un gigantesque cabaret de mille quatre cents places avec piscine, piste de glace, piste tournante et une machinerie sophistiquée.

La crise économique a entraîné une baisse de fréquentation parmi les spectateurs français venant en groupes par l'intermédiaire de sociétés, et une forte augmentation du nombre de touristes américains et japonais : de Pâques à novembre, durant la saison touristique, dans la salle une proportion de deux tiers d'étrangers pour le premier spectacle et pratiquement que des Américains, des Japonais et des Allemands pour le deuxième spectacle de 0 h 30.

La nouvelle revue « Panache » a coûté 30 millions de francs, nécessite plusieurs mois de répétition, six cent cinquante costumes, quarante décors, sans compter les matériaux les plus hétéroclites (vitraux, bijoux, feuilles d'or et d'argent), les animaux les plus insolites (dromadaires), un éclairage mémorisé sur ordinateur et des effets spéciaux.

Les thèmes des séquences sont, comme toujours, choisis pour leur exotisme (l'Égypte des Mille et Une Nuits), le voyage dans le temps (les années 30) et l'espace (la Polynésie), la nostalgie (le jazz façon Beany Goodman). Les numéros visuels sont remarquables : les Fi Family, lauréats du dernier festival du cirque de Monte-Carlo ; Nathalie Entierne, découverte au festival du Cirque de demain ; les Nicoum et leurs chimpanzés.

Comme pour ses précédentes revues jouées trois cent soixante-cinq jours l'an, deux fois par soir, le Lido attend un demi-million de spectateurs en 1985.

CLAUDE FLÉOUTER.

مكتبة الجليل

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

VOLEPONE : Théâtre de la Ville (274-22-77) 20 h 30.
LA SERRA : Vinsgraves (245-45-54) 20 h 30.
LE COMBAT DE TANCRÈDE : Essai (278-46-42) 19 h et 21 h.
LA BULLE : Vincennes, Tour du Village (365-63-63) 21 h.
ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES : Vincennes, Sorano (374-81-16) 21 h.
ONCLE VANIA : Théâtre de la Ville (542-80-72) 20 h 40.
SAUT COMME LA TABLE : Tourtour (857-42-48) 20 h 30.
L'OMBRE ASSASSINÉE : Rastou (270-96-16) 21 h.
BUY BLAS : Salle Vauvart (584-20-30) 20 h 30.
LA DONNA, OLYMPE DORT : Petit Odéon (325-70-32) 18 h 30.
TCHERKOV TCHERKOVA : Petit Montparnasse (320-89-90), 21 h.

Les spectacles effectués par le Club de la Mémoriale des spectacles.

Les salles subventionnées

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : La Mort de Sémpron.
CHAILLOT (727-81-15), Grand Théâtre, 20 h : Hémion ; Théâtre Océan, 20 h 30 : Histoire de l'homme sauvage.
PETIT ODÉON, Théâtre de France (325-70-32), 18 h 30 : La Donna et Olympe Dort, de Constant Delaunay.
TEP (364-80-80) Théâtre, 20 h 30 : Les Trois Châteaux.
THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83), Lyrique, 20 h 30 : La Traviata.
THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77), 20 h 30 : Volepone, de Jules Romains ; à 18 h 30 : Paolo Conte.
CARRÉ SILVIA RAMPART (531-28-34), 20 h 30 : La Méditerranée.

Les autres salles

A. DEJAZET (887-97-34), 20 h : La Poussière de soleil.
ANTOINETTE-SIMONE BERNIER (208-77-11), 20 h 30 : Le Sablier.
ARCANE (338-19-70), 20 h 30 : Le Terrier.
ARTS-HÉBERTOT (887-23-23), 21 h : Dom Juan.
ATHÈNE (742-67-27), Salle L. Jumeau, 19 h : Rondo et Juliette, Salle C. Bédard, 18 h 30 : Impasse privée.
ATHEVAINS (355-27-10), 20 h 30 : Pouch et Judy.
BOUFFES-PARISIENS (296-60-24), 21 h : Tailleur pour dames.
CARTOUCHERIE, Th. de la Tempête (323-36-50), 20 h 30 : Réflexe, Th. de l'Aquarium (374-99-41), 20 h 30 : Les Incroyables.
CINQ DIAMANTS, 20 h 30 : Les Femmes folles.
CCXVII (227-68-81), 20 h 30 : Charivari.
CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (589-38-69), La Résistance, 20 h 30 : Le Dernier Jour d'un condamné ; Galerie, 20 h 30 : Le Plus Heureux des trois.
CITEA (357-99-26), 19 h : Miroir.
COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens d'Égypte.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-37-21), 20 h 45 : L'Écrou.
COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), 20 h 30 : Le Balcon.
COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 21 h 15 : Mesdames les ronds-de-cuir.
DAUNOU (261-49-14), 21 h : Le Canard à l'orange.
DÉCHARGEURS (236-00-02), 21 h : Tokyo, Un bar, Un hôtel.
DEUX-HEURES (606-07-48), 20 h 30 : Repas de famille ; 22 h : Scènes de ménage.
EDOUARD-VII (742-57-49), 20 h 30 : Chapitre II.
EPICKERIE (724-14-16), 20 h 30 : Big Bang dans l'île de Caligula.

PETIT MONTPARNASSE

FRANCINE BERGÉ **MICHEL DUCHAUSSOY**



TCHERKOV TCHERKOVA

FRANÇOIS NOCHER

COORDONATEUR DES SPECTACLES

ODIF

ORCHESTRE DE L'ILE DE FRANCE

DIRECTEUR JACQUES MERCIER

DIMANCHE 17 MARS 21 h SALLE PLEYEL

UNIQUE CONCERT A PARIS

DIRECTION JACQUES MERCIER

PEPE ROMERO CUITARE

DE FALLA : 1^{re} SUIITE DU TRICORNE - L'AMOUR SORCIER

RODRIGO : CONCERTO D'ARANJUEZ

RAVEL : BOLERO

LOCATION SALLE PLEYEL - 3 FNAC - SPECTAMATIC

Le Monde Informations Spectacles 281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

idé 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés

Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Pour adhérer au Club du Monde des Spectacles envoyez le bulletin ci-dessous au journal Le Monde, service public, 5 rue des Italiens 75009 Paris. Je désire recevoir la Carte du Club du Monde des Spectacles et je joins 100 F français par chèque ou mandat-lettre à l'ordre du journal Le Monde.

Nom _____ Prénom _____
Rue _____
Ville _____ Code postal _____ N° M _____

Sur ce signe dans nos lignes programmes signale les spectacles qui bénéficient des services « Club du Monde des Spectacles ».
INFORMATIONS : 878-48-48 et 878-37-37
24 heures sur 24.

Mardi 12 mars

ESCALIER D'OR (523-15-10), 21 h : Le Minotaure.

ESPACE-GAÏTE (321-56-05), 20 h 30 : Morpion's palace.

ESPACE KIRON (373-90-25), 20 h 30 : La

Préméditation de sang ; 22 h 15 : Adam et Ève.

ESPACE MARAIS (271-10-19), 19 h 30 : Les Hébreux.

ESSAÏON (278-46-42), 17 h 45 : Le

Chant profond du Yiddishland ; 20 h 30 : Un

habitat d'homme. II. 19 h et 21 h : Le

Combat de Tancrède et de Clorinda.

FONTAINE (874-74-40), 20 h 30 : Orphée

aux enfers.

GAÏTE-MONTPARNASSE (322-16-18), 20 h 45 : Love.

GALEKKE 55 (326-63-51), 20 h 30 : Pink

Thunderbird.

HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : La

Chastriette égarée ; 20 h 30 : La Légende ;

21 h 30 : Offenbach, tu connais ?

LA BRUYÈRE (874-76-99), 21 h : Cofon

américaine.

LUCERNAIRE (544-57-34), 1. 21 h 45 :

Le pupille veut être tuteur ; 20 h : Enfantillages ;

21 h 45 : Jonas ; II. 18 h : Les Métamorphoses

de Robins ; 20 h : Organe adulte d'après au

200.

LVS-MONTPARNASSE (327-88-61), 21 h :

Lou Andréas Salomé.

MADRELINE (265-07-09), 20 h 45 :

Poussin.

MARIE-STUART (508-17-80), 20 h 30 :

Savage Love ; 22 h : La Porte, la Crise ;

19 h : L'Air du large.

MARIGNY (256-04-41), 20 h 30 : Napo-

léon, Salle Gabriel (225-20-74), 21 h : la

Beche.

MATHURINS (265-90-00), 20 h 45 :

Un drôle de cadavre. Petite salle

20 h 45 : Les Femmes du boulevard ;

MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On aime

au lit.

MICROMÈTRE (742-95-22), 20 h 30 : Le

Bluffeur.

MONTPARNASSE (320-89-90), Grande

salle 21 h : Duo pour une soliste. Petite

salle 21 h : Tchekov Tchekova.

NOUVEAUTES (770-52-76), 20 h 30 : Loulou.

ŒUVRE (874-42-52), 21 h : Comment

devenir une mère juive au dixième siècle.

PALAIS DES GLACES (607-49-93), 21 h :

Amoureux sauvages.

PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 : Le

Dindon.

PLAISANCE (330-00-06), 20 h 30 : Halo.

POCIE-MONTPARNASSE (548-92-97), 18 h 30 :

Dernière lettre d'une mère juive d'une

mère juive soviétique à son fils ; 20 h 30 :

Ma femme.

PORT DE GENTILLY (580-20-20), 20 h 30 :

Témoignage irrécusable.

PORT-SAINT-MARTIN (507-37-53), 20 h 30 :

Deux hommes dans une valise.

POTINIERE (261-44-16), 20 h 45 : Dou-

ble foyer.

RENAISSANCE (208-18-50, 203-71-39), 21 h :

Une déesse pour deux.

SAINT-GEORGES (878-63-47), 20 h 45 :

On m'appelle Emilie.

SPLENDID-SAINT-MARTIN (208-21-93), 20 h 30 :

Tous aux abris.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-36-42), 20 h 45 :

De si tendres lous.

TAI THÉÂTRE D'ESSAI (278-10-79), 1. 20 h 30 :

l'Écume des jours.

THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 :

Les Babes-endras ; 22 h : Nous on fait ça on nous

dit de faire.

THÉÂTRE DE L'ÉLLE SAINT-LOUIS (633-48-65), 20 h 45 :

Les Millecours d'empire.

THÉÂTRE DU MARAIS (278-03-53), 20 h 30 :

Les Nuits et les Jours.

THÉÂTRE 14 (545-49-77), 20 h 45 :

Les Nuits et les Jours.

THÉÂTRE DE PARIS (280-09-30), Petite

salle 21 h : Gnomos (dern.).

THÉÂTRE PRÉSENT (203-02-55), 20 h 30 :

La Madeline Promis en forme.

THÉÂTRE DU TEMPS (355-10-88), 21 h :

Lydimus.

THÉÂTRE TROIS SUR QUATRE (327-09-16), 1. 20 h :

Le Pirel Falmes ; 22 h : Ce qui est bon dans la

tarie. II. 22 h : l'Assommoir.

THÉÂTRE 347 (874-44-30), 20 h 30 :

une Conspiration en 1537.

THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-70-80), Grande

salle 20 h 30 : Les Oiseaux ; Petite

salle 20 h 30 : L'Art de des tropiques.

THÉÂTRE DE L'UNION (246-40-63), 20 h 45 :

Des à la lune qu'elle

viens.

THÉÂTRE DE LA VILLA (542-80-72), 20 h 40 :

Onde Vania.

TOURTOUR (887-83-48), 18 h 30 :

Tac ; 20 h 30 : Haut comme la

table ; 22 h 30 : Carmen

en

TRISTAN BERNARD (522-08-40), 18 h :

Fervor Nohia.

VARIÉTÉS (223-09-92), 20 h 30 :

les Temps difficiles.

VINAGRIÈRES (245-45-50), 20 h 30 :

la Sore.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-39-35), 20 h 30 :

2 000 moins 15 ; 22 h : Baby or not

Baby ; 23 h 30 : Chants d'été.

BLANCS-MANTEAUX (887-45-84), 1. 20 h 15 :

Arènes ; MC2 ; 21 h 30 : Les

Démocrates London ; 22 h 30 : Les

Sacré Moustique ; II. 20 h 15 : Super

Lacoste ; 21 h 30 : Sauvez les

bonnes femmes ; 22 h 30 : Ombres

de la nuit ; 23 h 30 : Ombres de la

nuits ; 24 h 15 : Ça balance pas

mal ; 21 h 30 : Le

Charnement chatois ; 22 h 30 :

Elles nous veulent toutes.

CAFE DE LA GARE (278-52-51), 21 h :

Impasse des morts.

CAFE D'EDGAR (322-11-02), 1. 20 h 15 :

Tiens voilà deux bouillottes ; 21 h 30 :

Marguerite d'Anjou ; 22 h 30 :

Ombres de la nuit ; 23 h 30 :

Ombres de la nuit ; 24 h 15 :

Ça balance pas mal ; 21 h 30 :

Le Charnement chatois ; 22 h 30 :

Elles nous veulent toutes.

POCHE (548-92-97)

2 SALLES - 2 SUCCÈS

Dernière lettre d'une mère juive

Soviétique à son fils

VASSILI GROSSMAN

PROLONGATION

DERNIÈRE samedi 16

Boulevard. Plus que de théâtre. Un

moment de vérité.

Elle nous est si humaine.

Le Masque et la Plume.

Solitaire.

Un acte d'une grande beauté.

Fig. 146.

Des larmes venues de la nuit.

L'Esprit.

André Celler a écrit la soirée

totale : c'est bouleversant.

Le Masque.

Le Monde.

Édition.

Le plus beau spectacle que l'on

puisse voir actuellement à Paris.

Quel Paris.

L'Esprit.

À voir tout.

MA FEMME

TCHERKOV

adaptation théâtrale et

mise en scène de Marcel Guvillier

Une réédition, un boulot.

Le Monde.

Édition.

Le plus beau spectacle que l'on

puisse voir actuellement à Paris.

Quel Paris.

Le Monde ECONOMIE

Les restructurations un an après

Il y a un an, le gouvernement entamait une politique de « mutation industrielle » et révisait ses conceptions dans les trois secteurs déclinants des charbonnages, des chantiers navals et de la sidérurgie. Le vocabulaire changea ensuite, et la référence à la mutation technologique sera mise de côté au profit du terme plus prosaïque de restructuration. Le gouvernement ajouta aussi l'automobile et les télécommunications à la liste des secteurs malades, en précisant toutefois qu'il n'est question là que d'une mauvaise passe à traverser mais que les marchés restent, au niveau mondial, en croissance.

Restructurer l'industrie en mars 1984 consistait à mettre les hauts fourneaux, les aciéries et les chantiers en cohérence avec la politique macroéconomique arrêtée au plus tôt. On ne pouvait plus à la fois précher le retour aux grands équilibres et conserver des déficits et des surcapacités de production dans des industries dont les perspectives se rétrécissent. On ne pouvait concrètement maintenir les « sureffectifs ». Le problème se posait au double plan social - faut-il vraiment supprimer des emplois ? - et politique - quelle sera l'attitude des communistes ?

Ces derniers ont quitté le gouvernement. Le concept de sureffectifs a été adopté et, avec lui, l'idée que l'emploi est une résultante de la marche de l'économie, en particulier d'un « taux de croissance contraint » par les équilibres. Mais ce ne peut être un impératif absolu. Le chômage, sauf à militer pour une relance de la croissance, relève d'un traitement social. Différentes mesures de « congé de conversion » des salariés sont donc arrêtées pour accompagner les départs économiquement obligatoires. Régionalement, des « pôles de conversion » sont créés dans le but d'y accélérer les procédures normales.

Un an après qu'en est-il ? Le bilan doit être nuancé. Autant la restructuration a progressé dans les charbonnages, autant les départs ont bien eu lieu dans les chantiers navals, autant le reste est en retard sur le programme prévu. La sidérurgie, soumise aux décisions européennes et dotée désormais de moyens insuffisants pour investir autant qu'elle le souhaitait, se débat encore dans des problèmes d'ordre structurel (fusionner ou pas). Ses plans, connus seulement à la fin de 1984, se sont traduits par une modification des choix du gouvernement.

Les chantiers navals voient leurs activités encore plus ralenties que prévu. Peugeot et Citroën ont reçu l'autorisation de procéder aux emplacements d'emplois qu'ils souhaitent, mais Renault, en lourdes pertes, a hérité d'un nouveau patron - M. Besse - dans des conditions malaisées. La Régie doit définir une nouvelle stratégie industrielle et sociale.

Dans les télécommunications, les PTT ont été appelés au secours des finances de l'industrie des transmissions, mais l'horizon en matière de contrats téléphoniques reste brouillé.

Ce retard, côté industriel, se répercute sur le plan social : un très faible nombre de salariés a été placé en congé de conversion. Les départs qui ont eu lieu ont emprunté les voies classiques des préretraites et d'une aide au retour désormais « intéressante » (de l'ordre de 100 000 F). Par ailleurs, les pôles de conversion ont donné lieu à une foire d'empoigne des élus, des responsables locaux, des fonctionnaires parisiens et des ministères (le Monde du 5 février). Malgré tout, 11 000 emplois ont pu être créés ou conservés sur place y suscitant un début d'espoir. Lourd, long à se mettre en place,

coûtent, le dispositif gouvernemental devait inévitablement buter sur des obstacles nombreux.

Former les salariés à des métiers neufs plutôt que de les licencier brutalement et sans égard n'était pas la voie la plus facile. C'est sans doute pourquoi les restructurations se sont accompagnées de scrupules qui en ont affecté l'efficacité. Aurait-il fallu, comme l'indiquait M. Jean Ribnud dans ces colonnes (1), ne pas chercher à étaler les suppressions d'emplois dans le temps ? Fallait-il même considérer qu'un certain alignement sur les politiques menées dans les autres grands pays industriels imposait d'accepter aussi pour partie la concurrence sociale de nos partenaires qui marchent le mieux en mars 1984 (États-Unis, Japon) ? Le débat engagé il y a un an reste ouvert. Certes, la France a évité une grève coûteuse d'un an dans ses mines ou ailleurs. Un secteur en grève ne se modernise pas, et un ouvrier placé face à un barrage de policiers ne prépare pas au mieux son propre avenir. Mais un retard a été pris tout de même par rapport aux pays concurrents. Il devra d'une façon ou d'une autre se payer.

E. L. B.

(1) Le Monde des 26 et 27 février 1985.

SIDÉRURGIE

La fusion compromise entre Sacilor et Usinor

La fusion d'Usinor et de Sacilor anarcho-telle il y a un an. MM. Dollé et Loubert, respectivement patrons de Sacilor et d'Usinor, le souhaitent. « C'est l'unique façon de coordonner nos investissements », ils l'ont réclamée officiellement au gouvernement voici bientôt trois mois. Depuis, pas de réponse : « On réfléchit », « Rien d'urgent », sont les seuls commentaires officiels. Les groupes sidérurgiques restent l'arme au pied, leurs négociations suspendues.

Le verdict devrait bientôt tomber... lorsque le vif débat qui oppose adversaires et partisans sera tranché. L'Elysée est farouchement opposé à une opération qui conduirait à la constitution d'un trop vaste ensemble difficilement gouvernable. Critiques contre la gestion des groupes sidérurgiques, les conseillers du président de la République estiment en substance qu'il y a une fusion jetée sur un brouillard supplémentaire sur la restructuration de la sidérurgie décidée en conseil des ministres le 29 mars 1984 et qui tarde à être mise en œuvre. Engager un remaniement des états-majors par une fusion ne ferait que retarder encore le redressement. Comme Matignon pense comme l'Elysée, les rangs des partisans de la fusion se réduisent désormais au ministère du redéploiement industriel et, dans une moindre mesure, à celui des finances. En cas de rejet de la fusion - qui devient de plus en plus probable - une autre solution est envisagée par le gouvernement qui consiste en la mise en place d'un « comité des investissements » chargé de coordonner les projets des deux groupes dans les produits plats (les produits longs et spéciaux sont déjà fusionnés dans Unimetal et Ascometal).

Irritation à l'Elysée

L'irritation élyséenne trouve son origine dans des questions financières : le montant de ces fameux investissements envisagés par les groupes dépasse les enveloppes prévues. Lorsque fut arrêté le plan du 29 mars 1984, un total de 15 milliards était inscrit pour les investissements des quatre années de 1984 à 1987. M. Cresson à l'autonomie confirmait cette somme, en précisant que le montant des aides prévues pour la sidérurgie serait de 30 milliards de francs d'ici à 1987, addition des investissements, du comblement des pertes à venir et des dettes. Or les plans précis de restructuration remis par les groupes en novembre dernier font état de dépenses qui pour la seule période 1985-1987 dépasseraient 15 milliards de francs. L'année 1984 n'était pas comprise. L'an passé, Usinor a investi 3,1 milliards de francs et Sacilor 2,3 milliards. Autrement dit, la rallonge demandée est de plus de 5 milliards de francs. Les experts gouvernementaux divergent sur la façon de la réduire - avec ou sans fusion - mais ils sont unanimes à penser que trop c'est trop. Une lettre en forme de rappel à l'ordre a été envoyée à MM. Dollé et Loubert par M. Cresson : ils recevront 10 milliards par an cette année, en 1986 et en 1987, et pas plus.

Pour les groupes, cette enveloppe est insuffisante, sauf à couper dans les investissements en les « coordonnant ». Un gain de 2 à 3 milliards est possible selon Usinor et Sacilor mais - à condition de fusionner - D'où le débat.

Qu'en penser ? D'abord que le gouvernement fait preuve d'incohérence en acceptant les plans des groupes fin 1984 tout en refusant début 1985 d'en assurer l'intégralité des financements nécessaires. S'il juge - comme c'est apparemment le cas - que le pays ne peut aller au-delà des 30 milliards, il doit en tirer les conséquences industrielles. C'est en ces termes que la question de la fusion devrait se poser. Car de quoi s'agit-il en fait ? De l'avenir des produits plats.

Il faut investir dans les outils de parachèvement des tôles que réclament les clients constructeurs automobiles. Chacun des deux groupes souhaite de tels outils. L'avenir serait bien sombre pour celui qui perdrait progressivement le débouché de l'automobile faute de pouvoir en satisfaire les besoins. Or tous les groupes européens investissent dans cette direction, et cela inquiète la Commission européenne, qui craint une surcapacité. La question est bien là : y a-t-il place pour deux lignes de revêtement de tôles en France ? Si oui, il convient de donner aux deux groupes le droit de les construire et, dans ce cas, la fusion est inutile. Les 3 milliards de francs nécessaires pourraient être pris sur les dépenses en produits longs plus banales. Il s'agit de définir une véritable politique industrielle - de quels aciers aura-t-on besoin dans les années 90 ? - jamais vraiment définie mais inévitable désormais puisqu'il n'y a plus assez d'argent pour tout faire. La pire solution serait dans cette hypothèse de consacrer trop de crédits aux aciers longs et de couper dans ceux des produits plats dont l'avenir est, à coup sûr, meilleur.

S'il n'y a place sur le marché que pour une seule ligne de revêtement de tôles, cela signifie qu'il y a, à terme, trop d'usines de produits plats en France. Dans ce cas, la fusion peut être un moyen d'enrayer la restructuration inévitable.

Cette incertitude sur l'avenir de la sidérurgie française et le fait que les questions soient une fois de plus biaisées ont pour unique origine les pertes gigantesques d'un secteur mis en état de quinquandisme perpétuel. C'est le retard du passé qui nêbre le futur : 30 milliards ce n'est pas assez pour l'assurer en toute certitude.

Voilà bien le drame : fusion ou pas, le mal est en partie fait. Gouvernement et groupes sont corresponsables d'un retard de deux ans pris dans la restructuration de cette industrie (voir le Monde du 12 février). La productivité de l'acier français est devenue inférieure à la moyenne européenne. La France ne tiendra pas ses engagements communautaires ni pour le montant des aides ni pour les délais. Usinor et Sacilor ne pourront se passer de subventions l'an prochain comme les Dix, dont la France, s'y sont engagés en 1981. Même si la France n'est pas la seule à être mise au rang des mauvais élèves - elle sera aux côtés de l'Italie - le retard dégrènera en différend avec nos partenaires néerlandais et allemands... au moment où M. Mitterrand engage justement de difficiles négociations avec Bonn sur des dossiers, politique (référendum européen), immatériel (rôle de l'ECU) et industriel (la voiture « propre »). L'irritation de certains conseillers de l'Elysée proviendrait aussi de là.

ÉRIC LE BOUCHER.

CHANTIERS NAVALS

Moins de métaux, encore moins de bateaux

L'ÉPOQUE avait fleuri les métaphores les plus imagées : « La navale coule ! », « On saborde les chantiers ». C'était il y a un an. Après des mois d'armistices, M. Guy Lengagne, secrétaire d'État à la mer, et le gouvernement se décident enfin à porter le fer dans la plaie. Un plan de restructuration des deux grands chantiers était adopté.

La construction navale française ne représente plus que 2,5 % de la production mondiale. Face à la concurrence des « grands » (Japon, Corée du Sud), des Européens qui résistent bien grâce aux commandes soviétiques (Finlande, Pologne), des nouveaux venus sur la scène mondiale (Brésil), elle voit sa part de marché se réduire d'année en année.

Les commandes nouvelles engrangées, en 1984, avec 168 000 tonnes, sont bien en progression de 27 % par rapport à celles de l'année précédente, mais le volume total des commandes à exécuter, avec 392 000 tonnes, est en recul de 33 %.

Le gouvernement a donc adopté un plan de réduction des capacités des grands chantiers de 30 % sur trois ans, d'ici la fin 1986, avec, parallèlement, une progression de la productivité estimée à 15 %. L'aide de l'État - considérable - s'appuiera à une production plafonnée à quelque 270 000 tonnes de jauge brute compensée (TJBC), d'ici à 1986. Ce dernier volume se répartira de la façon suivante : 125 000 tonnes pour Alstom-Atlantique (filiale de la CGE nationalisée), qui exploite les sites de Saint-Nazaire et Nantes, et 150 000 tonnes environ pour Normed (ou Schneider à 37 % du capital), présente à Dunkerque, La Ciotat et La Seyne. 3 076 suppressions d'emplois étaient estimées nécessaires à Normed et à 2 100 dans la base Loire.

En ce début 1985, la conjoncture mondiale reste aussi déprimée et l'aide de l'État (mais c'est un phénomène général dans tous les pays d'Europe et, désormais, d'Extrême-Orient) plus indispensable que jamais. L'assimilation ne se ré-

sume pas à un rythme assez rapide, estime-t-on rue de Rivoli et dans l'entourage de M. Cresson, qui depuis juillet 1984 a hérité de ce secteur très « budgétivore » géré depuis des décennies par les ministres responsables en même temps de la marine marchande et de la pêche. Normed, entreprise de droit privé, est en fait, depuis deux ans, en état de commandite publique. Pour survivre, il a fallu que l'État lui verse près de 3 milliards de francs en 1984 (soit en subventions à la commande,

grands et petits. Le métal de La Seyne ou de Nantes est l'ouvrier probablement « le plus cher de France », en termes budgétaires.

« Nous appliquons rigoureusement notre plan de réduction des effectifs décidé il y a un an », déclare M. Jacques Dollois, PDG de Normed. « D'abord en ayant recours aux préretraites à cinquante-cinq ans et aux départs volontaires. Il nous faut diminuer de 3 076 personnes entre le 1^{er} janvier 1984 et la fin de 1986. » Fin

pour le reliquat - un millier - on envisage de faire jouer les congés de fin de carrière à cinquante-deux ans.

M. Alain Grill, qui dirige la branche navale d'Alstom-Atlantique, estime lui aussi que les réductions de personnel « s'opèrent comme prévu, et même plus vite. A Nantes comme à Saint-Nazaire, on a diminué l'effectif dans chaque site de 400 personnes en un an ». Mais, à la différence de Dunkerque, La Ciotat et La Seyne, ni Nantes ni Saint-Nazaire ne sont incluses dans un pôle de conversion. « Nous avons soumis à l'administration locale deux conventions pour bénéficier des congés de conversion sur les deux sites qui, je le précise, concernent des ouvriers volontaires. Je compte aussi beaucoup sur la cellule de conversion que nous avons mise sur pied et qui n'a pour tâche de trouver des emplois dans d'autres secteurs pour des navires de la navale candidats au départ. » Tel on tel métal veut ainsi tenter l'aventure de cuisinier ou de marin pêcheur. « Le rythme des départs va s'accroître », ajoute M. Grill, car j'attends pour le 15 mars les réponses aux lettres que nous avons envoyées à nos salariés qui auront cinquante-trois ans avant la fin de 1986 ». En vertu de l'accord signé entre l'UIMM et les syndicats, sauf la CGT, en novembre, ils pourront bénéficier des congés de fin de carrière.

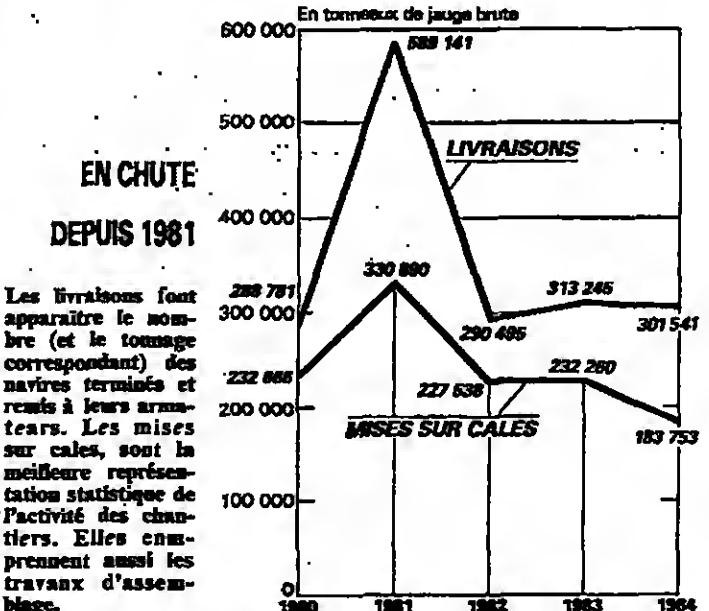
Flexibilité et volontariat

Insistant sur la « flexibilité » et le « volontariat » des procédures, le patron des chantiers de Nantes et de Saint-Nazaire croit pouvoir annoncer : « Nous aurons réalisé les objectifs du plan Lengagne avec presque un an d'avance. »

Mais les emplois de substitution sont rares à Saint-Nazaire comme ailleurs. D'autant qu'il faut compter aussi avec la crise concomitante de la réparation navale, dont les difficultés des Ateliers Français de l'Ouest (AFO) sont la cruelle illustration.

FRANÇOIS GROSCHARD.

(Lire la suite page 22.)



Les livraisons font apparaître le nombre (et le tonnage correspondant) des navires terminés et remis à leurs armateurs. Les mises sur cales, sont la meilleure représentation statistique de l'activité des chantiers. Elles comprennent aussi les travaux d'assemblage.

1984, 764 salariés avaient quitté d'eux-mêmes l'entreprise. Depuis le 15 janvier, la procédure des congés de conversion a commencé à être appliquée à 742 personnes âgées de quarante-huit ans au plus. Un « second train » de congés de conversion est prévu, touchant 240 salariés supplémentaires à La Seyne, qui, à l'évidence, est le site le plus menacé - pourrait-il d'ailleurs échapper à une fermeture ? - et 37 à Dunkerque.

Restera donc 1 293 personnes très exactement, pour lesquelles il faut trouver une solution de départ. On a pu en affecter 250 à l'arsenal de Toulon, tout proche de La Seyne, et

Et l'automobile ?

L'AUTOMOBILE n'avait pas bénéficié, lors du conseil des ministres du 28 mars 1984, des mesures industrielles propres aux secteurs en déclin. Cette industrie, il est vrai, n'est pas menacée, mais l'assomoir de son sort a alors été confié à une commission nationale de l'industrie présidée par M. François Delle, le patron de l'Oréal.

Les conclusions de ce dernier - jamais rendues publiques officiellement - étaient étonnantes notamment sur la compétitivité des groupes français. « Aujourd'hui », écrit-il en octobre 1984, Renault et Citroën utilisent 8 000 personnes pour monter 1 200 véhicules par jour, alors que Fiat en emploie 6 000 et les Japonais 4 000. Le rapport confirmait que 54 000 salariés devraient quitter les entreprises entre 1984 et 1988 (25 % des effectifs), et prévoyait une hausse du prix des voitures, une forte aide de l'État aux investissements et un traitement social des départs avec préretraites et congés de formation. Les firmes françaises étaient déjà peu ou prou lancées dans

des programmes de redressement de ce type. Peugeot, le premier perd, doté avec le 205 d'un véhicule exceptionnel, a réussi à équilibrer ses comptes. Dès 1984, Citroën qui a attendu plusieurs mois l'autorisation de licencier - et n'a obtenu que les deux tiers de ce qu'elle demandait - reste le marque malade du groupe PSA.

Quant à la Régie Renault, à force d'avoir trop tardé à présenter un plan social au Parlement refusé par les syndicats, elle présente les comptes les plus noirs de son existence : plus de 10 milliards de francs de pertes. L'adaptation trop lente des effectifs à un marché en chute libre - Renault aura fabriqué 226 000 voitures de moins qu'en 1983 - n'explique pas seule la non-compétitivité de la Régie. Le renouvellement de la gamme n'a pas été parfaitement programmé. Mais globalement, dans une industrie qui doit résister des gains de productivité de l'ordre de 7 % par an quand le marché ne progresse plus guère, l'avenir de l'emploi est sans surprise.

Dunod

voire meilleur investissement!

LE DIRECTIONNAIRE

Robert Papin

Le Directionnaire

Premier manuel concret du dirigeant d'entreprise.

Prix de lancement jusqu'au 31 mars : 249 F

à partir du 1^{er} avril : 255 F

Contenu enrichi de 100 pages de PDF et de nombreux graphiques.

L'OPA DE PHILLIPS

Un nouveau métier : l'arbitrage-risque qui fait les délices de Wall Street

La bataille pour le contrôle de la compagnie pétrolière américaine Phillips Petroleum met en lumière l'importance des « arbitrageurs », une catégorie particulière d'opérateurs boursiers de Wall Street qui interviennent dans les affaires de fusion et d'acquisition.

A la suite d'une première offre publique d'achat par Mesa Petroleum en décembre dernier, de nombreux arbitrageurs s'étaient portés acheteurs des titres Phillips destinés à être détenus pour une période limitée avant d'être échangés pour la contre-valeur offerte par le groupe Mesa. A la surprise générale, Phillips se mit d'accord avec Mesa pendant la semaine de Noël pour racheter les actions Phillips détenues par Mesa dans le cadre d'un plan compliqué de réorganisation du capital de Phillips. Le titre Phillips chuta immédiatement de 20 %. Une situation instable était créée, où des blocs importants de titres se trouvaient désormais entre les mains d'arbitrageurs qui ont des objectifs de rentabilité à court terme. La situation rebondit en février dernier quand le financier Carl Icahn, arbitrageur d'origine, offrit lui-même de prendre le contrôle de Phillips.

L'arbitrage-risque, la technique employée par les arbitrageurs, est une spécialité qui s'est beaucoup développée à Wall Street ces dernières années et qui a pris un rôle de plus en plus important dans les opérations de fusion et d'acquisition. C'est devenu une profession à part entière, à laquelle certaines sociétés se consacrent aujourd'hui exclusivement et qui est largement méconnue en France du fait de la rareté des offres publiques d'achat. C'est aussi une profession qui ne manque pas de soulever des polémiques par l'influence que les arbitrageurs exercent parfois sur des sociétés dont ils peuvent détenir des parts importantes avec un objectif de profit à très court terme. La prise de contrôle de Wall Disney par la famille Bass du Texas à l'automne dernier avait déjà été largement orchestrée par le jeu des arbitrageurs.

Les arbitrageurs interviennent normalement après l'annonce d'une offre publique d'achat (OPA) ou d'échange (OPE). Dans l'exemple suivant d'une OPA, la société X propose de racheter pour 28 dollars les actions de la société Y qui s'échangent sur le marché à 20 dollars. En outre, la société X offre aux courtiers qui lui céderont des actions Y une commission de 50 cents.

Une analyse

L'arbitrageur entame alors un intense travail d'analyse pour évaluer les chances de succès de l'offre de la société X, compte tenu de la volonté ou de la capacité de la société Y de combattre ou de faire monter l'offre de X, des ressources financières dont X dispose pour mener à bien cette opération, des obstacles juridiques ou réglementaires qui peuvent être soulevés par le ministère de la justice ou la commission fédérale du commerce au plan des lois sur la concurrence, de la nature de l'actionnaire de la société Y qui devra en définitive voter sur la proposition de X et des chances d'obtenir l'accord de divers organismes fédéraux ou locaux qui peut être nécessaire dans certains cas, comme par exemple pour les banques.

Cette analyse faite, parfois en quelques minutes, parfois en quelques jours, avec le concours de juristes spécialisés (un arbitrageur est obligé jusqu'à engager les services d'une douzaine de cabinets d'avocats pour évaluer une seule affaire), l'arbitrageur va se porter acheteur des actions Y à un prix de 25 dollars. Un porteur de parts de la société Y sera généralement heureux de se débarrasser de ses actions plutôt que d'attendre la conclusion du rachat qui peut toujours échouer. C'est ce risque important que l'arbitrageur prend à sa charge.

Si tout va bien, l'affaire se conclut dans les trois mois et l'arbitrageur empêche un profit de 3 dollars plus la commission de 50 cents, soit 3,50 dollars pour un investissement de 25 dollars ou un rendement annualisé de 56 %. Un arbitrageur empruntera couramment jusqu'à la moitié de son investissement, ce qui lui donnerait dans cet exemple une rentabilité des capitaux propres de plus de 100 %.

Dans le cas d'une OPE, la société X doit les actions se traitent à 33 dollars propose d'échanger une de ses actions pour une action de Y

tion sous tous ses aspects, d'un trader capable d'acheter ou de vendre des actions dans des marchés qui peuvent devenir peu liquides et très instables, et enfin d'un patron prêt à risquer le capital de la société dont il détient souvent une part importante.

L'importance des transactions n'a pas de limites. Celles dépassant le milliard de dollars (18 en 1984) ne sont plus exceptionnelles, tel le rachat par Nestlé de la société Carnation pour 3 milliards de dollars à l'automne dernier.

Il existe environ soixante-dix sociétés qui mènent une activité plus ou moins continue d'arbitrage-risque. Les capitaux engagés dépassent 2 milliards de dollars et peuvent monter beaucoup plus haut dans certains cas. Parmi la dizaine de sociétés qui jouent un rôle important dans l'arbitrage-risque, certaines sont de grandes banques d'affaires telles Goldman Sachs et Salomon Brothers, et d'autres sont des sociétés très spécialisées comme The Ivan F. Boesky Corporation. Leurs méthodes de travail et leur politique de risque en matière d'emprunt et d'engagement maximal sur une affaire donnée varient beaucoup d'une société à l'autre.

Certaines sociétés trouvent leurs capitaux auprès d'investisseurs extérieurs, privés ou institutionnels. Il est cependant difficile d'entrer dans ces sociétés si l'on ne peut investir un minimum de 250 000 ou 500 000 dollars. La rentabilité de ces affaires est exceptionnelle. Des rendements de 25 à 40 % par an avant impôts sur plusieurs années sont tout à fait courants. L'imposition de ces profits est souvent limitée à celle des plus-values à long terme, du fait que le taux est environ la moitié du taux normal, et il existe toutes sortes de techniques pour différer l'imposition de ces profits, même si la dernière loi fiscale en a largement réduit la portée.

Les risques sont cependant réels et il arrive qu'un arbitrageur perde des sommes importantes sur des transactions qui capotent. L'offre avortée de Mesa Petroleum sur Phillips Petroleum a entraîné des pertes globales chez les arbitrageurs estimées à plus de 50 millions de dollars.

ANTOINETTE BERNHEIM, président d'une société de conseil financier à New-York.

Une activité de professionnels

Les arbitrageurs sont aussi des courtiers, ce qui leur permet d'effectuer leurs transactions boursières à un coût minimal. De plus, ils n'ont pas à effectuer de dépôt de garantie pour les ventes à découvert, qui sont fréquentes, comme nous l'avons vu ci-dessus. Enfin, dans le cas de transactions mettant en jeu des actions du marché boursier, les arbitrageurs peuvent établir un marché dans ces valeurs, ce qui leur permet d'emprunter des montants très supérieurs à ceux qui sont permis à l'investisseur moyen.

Au-delà de ces considérations réglementaires, il faut insister sur la complexité des transactions d'arbitrage. Celles-ci demandent une présence continue sur les marchés boursiers. Elles mettent souvent en jeu des montages élaborés destinés à réduire les risques liés à l'échec d'une transaction proposée. A cet effet, on utilise des options d'achat (calls) ou de vente (puts) ou d'autres instruments, tels que les obligations ou les actions préférentielles convertibles.

La réussite d'une affaire d'arbitrage nécessite le concours d'un analyste capable d'évaluer une transac-

Le Portugal en proie à la bureaucratie

Les entreprises publiques portugaises végètent. Leur gestion est dominée par une bureaucratie irresponsable. C'est le cri d'alarme lancé par le ministre de l'industrie. Mais la proximité des élections risque fort de bloquer toute réforme.

« A U risque de perdre sa crédibilité, le gouvernement doit, sans plus tarder, présenter un plan de modernisation économique : préciser les nouvelles règles du jeu en ce qui concerne les politiques monétaire et financière ; adopter des mesures concrètes en vue de la réorganisation et de la relance des entreprises. » Ce cri d'alarme a été lancé par le ministre portugais de l'industrie, M. Veiga Simão, dans un rapport long de sept cents pages sur la situation et les perspectives des entreprises publiques, qu'il vient de présenter.

Le secteur public a été jusqu'à maintenant un simple instrument du débat idéologique et n'avait jamais mérité une étude aussi approfondie. Pour les forces politiques situées à gauche du Parti socialiste, ce secteur constitue une véritable dogme : « Il s'agit, insiste-t-on, d'une des rares conquêtes de la révolution qui n'ont pas encore été détruites. » A droite des socialistes, il est considéré comme l'ennemi à abattre, la justification de toutes les crises que le pays a traversées au cours des dernières années. Pris dans ces contradictions, le PS a jusqu'à présent adopté une attitude équivoque.

L'inertie l'emporte. Aucune décision de fond n'a été prise à l'égard du secteur nationalisé, ni pour le consolider ni pour le reprivatiser. Le principe posé par la Constitution (promulguée en avril 1976), selon lequel l'organisation économique et sociale de l'Etat est basée sur « la subordination du pouvoir économique au pouvoir politique démocratique », reste toujours en vigueur. De même que la loi fixe comme but pour les entreprises publiques « la construction et le développement d'une société démocratique et d'une économie socialiste ».

Toutefois, la plupart de ces entreprises végètent. « La gestion conjoncturelle du secteur est dominée par la bureaucratie », constate M. Veiga Simão. Dans son rapport, ce membre du gouvernement s'élève courageusement contre la politisation qui préside à la désignation des gestionnaires. « L'instabilité politique, les changements fréquents de gouvernement, ajoute-t-il, ont abouti à une situa-

industrielle de Sines, par exemple, sont devenus ainsi de véritables gouffres où disparaissent annuellement des sommes colossales, que l'Etat va chercher à l'étranger. Cependant, aucun programme de modernisation de la marine marchande portugaise n'a encore vu le jour. Le plan sidérurgique national attend toujours le moment d'être officiellement approuvé. L'adoption d'une politique énergétique se heurte encore à la vieille polémique entre ceux qui sont pour et ceux qui sont contre le nucléaire.

Pour redresser la situation, le ministre de l'industrie avance toute une série de mesures d'ordre financier, économique et institutionnel. Les entreprises non rentables et n'ayant pas un rôle social évident devraient être à son avis purement et simplement abandonnées. Pour les autres, il suggère un nouveau modèle de répartition du capital social : l'Etat garderait 51 %, 10 % seraient distribués aux travailleurs et 39 % seraient mis à la disposition de petits épargnants. Mais, pour amener les particuliers à investir dans ces entreprises, encore faudrait-il que leur situation financière soit assainie.

Cela exigerait, selon les calculs de M. Simão, la mobilisation d'environ 500 milliards d'escudos (30 milliards de francs). Somme impossible à réunir. Aussi préconise-t-il une autre solution, le rattachement des dettes, l'augmentation des capitaux sociaux notamment par des dotations budgétaires, la prise en charge par l'Etat du service de la dette des entreprises en situation particulièrement difficile.

Dans le domaine des relations de travail, le ministre souhaite un abaissement de l'âge de la retraite, la création de systèmes de recyclage visant une plus grande mobilité professionnelle et l'adoption d'une législation plus souple en ce qui concerne les licenciements. Pour diminuer l'influence politique sur le choix des gestionnaires, qui à présent sont directement nommés par le gouvernement, M. Simão propose la création d'un conseil de surveillance par groupe d'entreprises.

Rejeter les « querelles inutiles », réviser le principe constitutionnel qui détermine l'« irréversibilité des nationalisations », donner la priorité aux « décisions pragmatiques » : telles sont les préoccupations manifestées par le ministre portugais de l'industrie. Des préoccupations qui risquent fort de se perdre dans les aléas de cette année électorale.

JOSÉ REBELO.

LES RESTRUCTURATIONS UN AN APRÈS

CHARBONNAGES

Des objectifs en gros respectés, mais...

DES trois secteurs industriels le plus gravement touchés par la crise et qui avaient fait, en mars 1984, l'objet de mesures spécifiques, sans doute est-ce du charbon dont on a le moins parlé. Même si le drame du puits Simon à Forbach a remis la bouillie à la « une » de l'actualité.

Et pourtant, paradoxalement, c'est dans ce secteur que la réalisa-

tion des objectifs a été le mieux respectée. Le challenge était clair : Charbonnages de France ne devait pas compter annuellement sur plus de 6,5 milliards de francs (valeur 1984) d'aides publiques — au nom de la préférence nationale — pour la durée du IX^e Plan. L'entreprise devait assurer son retour à l'équilibre — par une concentration de l'exploitation sur les meilleurs sites —.

Or, dès la fin de 1984, première année d'entrée en application du plan de restructuration, les résultats dénotent en net progrès : après les pertes de 691 millions de francs en 1982 et de 213 millions en 1983, le compte d'exploitation est proche de l'équilibre après aides de l'Etat (3,7 milliards de francs pour la seule production).

Les raisons de ce redressement sont multiples, mais la première d'entre elles est l'amélioration de la productivité. Le rendement-fond, par homme et par poste, a augmenté de 4,5 % pour atteindre 725 tonnes par ouvrier et par an contre 675 tonnes en 1983 et 649 tonnes en 1982. Il faut remonter à 1970 pour retrouver de tels gains de productivité.

Cela résulte à la fois d'une production supérieure aux objectifs (avec 18,2 millions de tonnes) et d'une adaptation des effectifs en même temps que d'une réduction de l'absentéisme. Significative apparaît la fermeture de Ladrecht (Sard) dont le maintien en exploitation était, aux yeux de la CGT, comme un symbole de la relance du « charbon national ». Il en est de même de la fermeture du dernier puits du bassin de Saint-Etienne et de celle du siège Barrois (Nord).

Les effectifs des Charbonnages, après avoir fortement progressé au début du septennat — sous l'illusion d'une relance possible, — sont passés de 57 183 personnes en 1983 à 51 923 en 1984, soit 5260 personnes qui ont quitté les Houillères sans licenciements. Une bonne moitié est partie à la retraite, près de 2000 en retraite anticipée et les autres ont déserté volontairement les Charbonnages, des immigrés ayant été aidés à rentrer au pays avec près de 120 000 francs par personne. Enfin, des mutations ont été réalisées entre les bassins et, comme prévu, entre CDF et EDF.

Comme dans le même temps, la SOFIREM (Société financière pour favoriser l'industrialisation des régions minières) et la FINORPA

(Financière du Nord-Pas-de-Calais, dotée de 325 millions par l'Etat) ont facilité la création de 3 430 emplois dans les régions touchées et qu'une formation importante a été dispensée pour préparer les mutations, ces départs se sont réalisés sans difficulté. Il est significatif que la grève nationale déclenchée dans les mines le 18 janvier par la CGT contre « la course à la casse industrielle » ait été un échec important (moins de 3 % de grévistes dans le Nord-Pas-de-Calais).

Il ne faut pas conclure de cette évolution que tout est réglé : pour maintenir le rythme des gains de productivité, d'ores et déjà, 8 600 suppressions d'emplois sont prévues pour 1985, année au cours de laquelle l'extraction ne devrait pas dépasser 16,5 millions de tonnes. Il faudra même accélérer les départs et fermer les puits les moins rentables si Charbonnages de France veut tenir ses objectifs pour 1988 (11 à 13 millions de tonnes et des effectifs réduits de moitié par rapport à 1983).

Le risque financier n'est pas moindre : le charbon national bénéficie pour l'instant d'un dollar élevé d'exportation, mais cela ne durera pas forcément. De plus, Charbonnages de France va devoir trouver des débouchés : comme combustible pour centrales électriques, l'avenir du charbon est incertain et ne sera plus jamais qu'un soldat dans les besoins d'EDF, importés les années de grand froid, moindre les autres années. La commercialisation doit donc être une priorité si l'entreprise veut ne pas être soumise trop rudement à ces aléas.

Enfin, l'entreprise nationale souffre d'un endettement — supérieur au chiffre d'affaires — difficilement supportable pour une industrie déclinante. De cela, les pouvoirs publics devront sans doute tenir compte.

BRUNO DETHOMAS.

CHANTIERS NAVALS

Moins de métaux encore moins de bateaux

(Suite de la page 21.)

La société bénéficie d'une procédure de suspension provisoire des poursuites, mais le temps presse. Le plan de restructuration industrielle rejeté pour le moment par les syndicats — à bien du mal à être bouclé. Dirigés par un eutémur, les AFO, dont le président vient de faire valoir ses droits à la retraite, veulent supprimer 110 emplois à Dunkerque, 130 à Grand-Quevilly (Seine-Maritime), 125 à Saint-Nazaire. L'Etat acceptera-t-il d'aider financièrement les deux candidats à la reprise des activités, à savoir les Ateliers et Chantiers de la Manche (ACM) pour la branche construction de Grand-Quevilly et le groupe financier CIP-Loire pour le volet réparation navale ?

La question est importante, car sur les 3,54 milliards de crédits inscrits au budget de 1985, rien de principe n'est prévu pour la réparation navale. La France n'a toujours pas demandé à Bruxelles l'autorisation de subventionner cette activité. Pourtant, entre construction, réparation et remise à neuf d'un navire, il y a tout de même un air de famille.

FRANÇOIS GROSCHARD.

PIANOS BAUDE

LOCATION 280 f/mois
VENTE 252 f/mois
CREDIT CREG jusqu'à 60 mois
GARANTIE 10 ANS
75 bis av. de Wagram
75017 PARIS
763-34-17 / 227-88-54

NOTES DE LECTURE

par Alfred SAUVY

● ALEXIS JACQUEMIN. - Sélection et pouvoir dans la nouvelle économie industrielle.

Spécialiste de la politique scientifique, disons rationnelle, réfléchie, le professeur de Louvain nous donne le fruit de ses réflexions continues de biologie sociale.

Le marché, le profit, c'est un bon sujet de massacre, mais comment l'éviter ? Darwin est omniprésent. Dans ce premier chapitre, nous retrouvons partout les mécanismes de survie.

Plus spécialisé, mais non moins délicat, le second chapitre, où interviennent ces destructeurs d'équations que sont les oligopoles. Et, dès lors, se déroulent les jeux de la théorie, disons la théorie des jeux.

Pour combler notre infortune et, par là, notre plaisir, se dressent les barrières à l'entrée et le pouvoir des entreprises dominantes. Domination pure, ou raison ? Pas de réponse scientifique.

Peut-être suivons-nous moins bien le chapitre sur l'organisation de l'entreprise, tout en toute généralisation, disons même toute maîtrise, est hasardeuse, dans ce domaine. Les travaux de O. Giffen seraient-ils si éloignés du réel qu'ils puissent être passés sous silence ?

En sens opposé, nous voici maintenant dans la société et la politique industrielle : le théâtre a changé, les redoutables historiens sont là, armés jusqu'aux majuscules, mais la biologie reste. Regrettons l'absence de P. Chassagnon, même en bibliographie, comme aussi celle d'exemples.

Si vaste est le champ que nous attendons maintenant de l'auteur un ouvrage plus localisé et, de ce fait, plus pénétrant encore. Est-il impossible d'appliquer ses propres principes, sur le sort et le mouvement des marchandises, à celui des idées ?

★ *Economica*, Paris et Louvain-la-Neuve, 1985, 23,5 cm, 575 F belges ou 80 F français.

● EDITH ARCHAMBAULT ET XAVIER GREFFE. - Les Economies non officielles.

Cet ouvrage collectif évite les interprétations simplistes de ce phénomène, si bariolé. Peut-être l'absence d'une terminologie admise, officielle, est-elle pour le moment préférable.

C'est d'ailleurs cette diversité que souligne la présentation des auteurs : en régime capitaliste, disent-ils, « l'économie non officielle apparaît comme (sic) un des avatars (sic) de la crise de l'Etat-providence ». Si, en Espagne et en Italie, la tolérance sociale était complète, comme il est dit, il n'y aurait ni services publics, ni hôpitaux, ni retraites. Dans son ensemble, cette présentation ne nous paraît pas irréprochable, du moins pour la forme.

Bonne description, en revanche, des méthodes (classiques) de mesure et précieuse bibliographie.

Observation, comptabilité, fiscalité, ces trois aspects, toujours liés, se présentent à un jeu d'une inépuisable variété. Le sujet est d'ailleurs ami des évasions, des contradictions. C'est ainsi que, dans l'article « Alternatives au salariat », J. Berger (université de Bielefeld) ne craint pas d'écrire que « ni la demande ni l'offre de travail ne dépendent des salaires réels ».

La partie la plus originale, sinon la plus digne d'intérêt, porte sur « l'Est » et le « Sud » : Pologne (Irène Grodzfeld et A. Smoliar), Hongrie (le spécialiste universitaire, P. Galasi), villes africaines (Ph. Hugon), Afrique et spécialement Algérie (M. Benissad), et Colombie (H. Lopez, Castano, Marta Luz Henao, Olivia Serra). Ce dernier chapitre, où « l'informel » est rapproché de l'exode rural, est vivant, plein d'enseignements, parsemé de paradoxes et même de pointes d'humour.

Si remarquable que soit ce survol, le chantier reste ouvert.

★ *Éditions La Découverte*, Paris 1984, 24 cm, 249 pages, 125 F.

● M^{me} BEAUJEU-GARNIER, A. GAMBUN ET A. DELOBEZ. - Images économiques du monde 1984.

Les trois géographes universitaires donnent leur panorama du monde (29^e année), dans sa forme habituelle de tableaux commentés. Les si utiles données de la comptabilité nationale ne figurent malheureusement que dans le texte, sans chiffres rétrospectifs.

Parmi les 31 pages consacrées à la France, 11 concernent les régions, fournissant des données souvent difficiles à trouver.

Les données démographiques essentielles ne figurent que dans quelques tableaux initiaux, sans mention des problèmes sérieux qui se posent à leur sujet. Pour la Chine, par exemple, la politique décidée et les perspectives qui s'ouvrent nous semblent présenter autant d'intérêt que l'ouverture d'un *Maxim's* à Pékin. Dans l'Inde également, l'intensité du problème et son influence sur l'économie mériteraient quelque attention.

Un bon instrument tout de même, qui peut devenir meilleur.

★ *Sedex*, Paris 1984, 24 cm., 279 pages, 89 F.

● MAHMOUD ALLAYA, MARIE-CLAIRE ALLAYA, GÉRARD GHERSI, CATHERINE MADELAINE, MICHEL PAPAYANNAKIS. - Alimentation et agriculture en Méditerranée. Autosuffisance ou dépendance ?

Quelques chercheurs consciencieux (que l'éditeur a négligé de nous présenter) de divers pays ont étudié les différences de consommation alimentaire, leur causes physiques ou humaines, les changements résultant de la décolonisation, de l'industrialisation et des migrations vers les pays pétroliers. Curieuse influence du pétrole sur la cuisine.

Cette recherche a été conduite sous les auspices du Centre International de hautes études agronomiques méditerranéennes, et de l'Institut agronomique de Montpellier (IAM). Ce dernier avait déjà étudié l'agriculture de quelques pays méditerranéens, dans l'horizon, bien modeste, de 1990, avec le concours de la Communauté économique européenne et de divers organismes nationaux et internationaux.

La facilité des communications, la diffusion des techniques et cette mutation lente, qu'on appelle le développement, concourent à un changement, parfois profond, spontané ou d'origine politique.

Entre Nord et Sud, c'est peu de parler de différences, tant l'opposition est franche : au Sud, de fortes importations sont en voie de devenir nécessaires, alors qu'au Nord, du moins pour la CEE, les excédents à écouler priment, de plus en plus, les insuffisances.

La technique très sûre, bien étudiée et même minutieuse, contraste avec le très faible souci de la base fondamentale, qu'est et que sera le nombre des bouches à nourrir. C'est à peine si, en annexe, un tableau confus, de lecture malaisée, donne quelques chiffres sur la population actuelle, sans mention des perspectives établies par les Nations unies. C'est un « tour de force » que d'avoir omis le facteur essentiel.

Deux cartes.
★ *Publiscud*, Paris et Montpellier, 1984, 21,5 cm, 215 pages, 136 F.

● GÉRARD BEKERMANN. - La comptabilité nationale.

Encore un chantier toujours ouvert, tant les besoins nouveaux apparaissent, au fil des réalisations et des événements. Insatiable et anxieux, l'utilisateur, du fait même de son acquis et aussi, bien entendu, de l'évolution technique et sociale.

Cet ouvrage confirme et souligne les progrès universitaires, tout en complétant utilement l'outil classique

de J.-E. Chapron et M. Sérurier, dont nous saluons la nouvelle réédition.

Un dessert, si l'on peut dire, en hors-d'œuvre : l'histoire, l'épopée de ces comptes et leur « préhistoire ». Nous retrouvons des pionniers « survivants » (nous voulons dire, dont le nom nous est parvenu), tels que l'abbé Irmion, mais ni les auteurs du *Domestday Book*, ni les Italiens (Botero, Sansovino), ni les mercantilistes espagnols. Bien présent, en revanche, le méconnu marquis de Cazaux (*Le Mécanisme des sociétés*), qui serait si utile à M. Bérégovoy, puisqu'il entend « concilier les hommes avec les taxes ».

Parmi les contemporains, bien en vue, le rôle de A. Vincent (qui a innové et créé plus encore que R. Stone, prix Nobel, mais plus discrètement), et celui de Cl. Gruson, jeune ancêtre de toute la lignée française.

Est-il permis de compléter ce remarquable travail de l'enseignant d'Orléans, par deux regrets, ou plutôt deux espoirs ?

Voir dresser un hexique, disons plutôt, un inventaire alphabétique ou numérique de tous les actes élémentaires entrant dans les tableaux, avec le poste dans lequel ils figurent. Inversement, le titre de chaque poste de ces tableaux serait accompagné de son contenu en actes élémentaires, fournissant une définition précise.

Entendre la comptabilité en temps de travail et la comparer aux besoins privés et publics.

★ *PUF*, Paris, 1985, 22 cm, 176 pages, 75 F.

ENCYCLOPEDIE - DELMAS - pour la vie des affaires

**LE DIVORCE
ET LA SEPARATION DE CORPS**

- Causes du divorce
- Procédure du divorce
- Conséquences du divorce
- sur la personne des époux
- sur les biens des époux
- sur les enfants

A. DELMAS & Co

DROITS DES FEMMES
Union Lib. - Editions nouvelles
Jean CHAMPION
1984, 3^e éd., 312 pages
225 F

* Prix public TTC au 15.2.85
Cherchez votre librairie

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

3^e CYCLE MANAGEMENT AVANCE

9 mois de formation de haut niveau
7 mois de missions opérationnelles en entreprise
L'admission est réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, I.E.P., maîtrise, écoles scientifiques) et à de jeunes cadres.

Prochaine session de recrutement : 12 avril 1985

Nom _____
 Age _____
 Diplôme _____
 Adresse _____
 IGS
 63, avenue de Villiers, 75017 PARIS
 Enseignement privé d'enseignement supérieur

Nixdorf, voir le présent et regarder l'avenir.



Choisir l'informatique Nixdorf, c'est porter un autre regard sur la vie de son entreprise, un regard neuf, lucide, créatif. C'est voir le présent et regarder l'avenir.

Utiliser l'informatique Nixdorf, c'est préserver ses investissements et augmenter la productivité de chacun de ses collaborateurs.

Équiper son entreprise avec l'informatique Nixdorf, c'est opter pour la modularité des logiciels et des matériels compatibles entre eux du micro-

ordinateur au grand système.

Le concept Nixdorf du logiciel évolutif, c'est pour vous la sécurité d'un logiciel "sur mesure", quelle que soit la taille de votre entreprise, aujourd'hui et demain.

Avec Nixdorf Comet[®], par exemple, le logiciel leader de Nixdorf, près de 30.000 sociétés, dans 42 pays, ont choisi la souplesse, la facilité d'utilisation, les performances Nixdorf.

Choisir l'informatique Nixdorf, c'est voir le présent et regarder l'avenir.

Nixdorf Computer S.A.
7-13, bd de Courbevoie
92200 Neuilly-sur-Seine
Tél. : (1) 747.12.70

Nixdorf Computer Lyon S.A.
2, avenue Georges Pompidou
69003 Lyon - Tél. : (7) 234.96.00

**NIXDORF
COMPUTER**

Je désire recevoir :

- ☐ la visite d'un ingénieur commercial,
- ☐ une documentation sur la gamme des matériels et logiciels Nixdorf

M. _____
 Société _____
 Activité _____
 Adresse _____
 Tél. _____

Moins de mètres
encore moins
de bateau



LES ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

La CGT regagne parfois du terrain, mais enregistre encore de sérieux revers

Aux élections professionnelles, la CGT enregistre encore de sérieux revers, même si elle regagne, ici et là, une partie du terrain perdu. La CFDT recule. FO progresse. Et, dans plusieurs scrutins, les abstentions augmentent.

Un survol, naturellement non exhaustif, des élections professionnelles dans le secteur privé et le secteur nationalisé au cours des neuf derniers mois - de juin 1984 à février 1985 - ne révèle aucun bouleversement majeur par rapport aux tendances précédemment révélatrices (le Monde du 15 mai 1984). Tout au plus peut-on observer que la CGT, qui enregistre encore de sérieux revers, opère ailleurs un relatif redressement en récupérant parfois les voix qu'elle avait perdues antérieurement.

Peut-être dans certains endroits la CGT avait-elle touché le fond et ne peut-elle alors que s'y maintenir ou même remonter en surface? Peut-être aussi FO a-t-elle atteint, dans les semaines qui ont suivi son coup d'éclat aux élections du 19 octobre 1983 à la Sécurité sociale, son sommet et ne peut-elle aussi que s'y maintenir ou même redescendre? Toujours est-il que la centrale de M. André Bergeron continue à enregistrer des progrès nombreux et spectaculaires, elle repart ici et là du terrain. Quant à la CFDT, elle présente un bilan plutôt négatif, alors que la CGC et la CFTC enregistrent quelques gains sensibles.

Ce qui frappe tout d'abord, même si un tel constat ne peut être généra-

lisé, c'est la baisse de participation qui est enregistrée dans certaines élections professionnelles. Un signe préoccupant pour l'audience de syndicats qui perdent parfois la crédibilité minimale pour inciter les salariés à accomplir dans l'entreprise leur « devoir » électoral. Dans son numéro 2107 du 14 au 20 janvier 1985, la Vie ouvrière a publié une statistique « globale » d'élections de délégués du personnel du secteur privé (tous collèges confondus) établissant une comparaison entre les résultats de 960 entreprises en 1983 et de 1 039 en 1984. D'une année à l'autre, le nombre d'inscrits est légèrement différent puisqu'il revient de 1257 247 à 1 136 434, mais le taux de participation fléchit de 2,2 points, passant de 76,89 % à 74,69 %.

Quelques exemples attestent cette tendance - certes relative - à une baisse de participation. Aux élections au comité d'entreprise de Renault-Fins les 5 et 6 février, le taux d'abstention est passé de 1983 à 1985 de 33,2 % à 34,92 % (+ 1,72 point). Dans le premier collège (ouvriers), la participation a diminué de 1,92; dans le deuxième (employés et techniciens) de 9,02; et dans le troisième (cadres) de

4,12... En janvier, aux élections du CE de Citroën-Aulnay, les abstentions dans le collège ouvriers sont passées de 10,2 % en 1982 à 24,1 % en 1985 (+ 13,9 points). Une évolution qui s'explique en partie, mais en partie seulement, par le fait que 838 salariés « licenciés à terme » d'Aulnay ont préféré s'abstenir plutôt que voter par correspondance.

En décembre, chez Framatome, à la Défense, la participation électorale a diminué, pour le comité d'entreprise, de 7,5 points dans le deuxième collège et de 2,8 dans le troisième, et pour les délégués du personnel, de 4,1 points dans le second collège. Une abstention en augmentation qui n'a pas empêché la CGT de progresser globalement, le CFDT reculant très fortement dans le collège ouvriers pour le CE.

En meilleure posture chez Renault...

Lorsqu'elle se manifeste, tous les syndicats pâtissent à des degrés divers de cette montée des abstentions. Pourtant la CGT affiche depuis quelques semaines un certain optimisme quant à l'évolution de ses résultats électoraux. Dans la statistique publiée par la Vie ouvrière, la CGT passe de 43,52 % en 1983 à 43,57 % en 1984 (+0,05 point), la CFDT de 25,11 % à 23,78 % (-1,33), FO de 13,32 % à 14,86 % (+1,54), la CFTC de 1,31 % à 3,42 % (+2,11) et la CGC de 8,10 % à 8,42 % (+0,32). La centrale de M. Henri Krauski, à en croire cette statistique, se maintiendrait. L'oracle est à accueillir avec

prudence: de tels résultats sont beaucoup trop partiels - indépendamment des critères qui ont amené à sélectionner lesdites entreprises - pour que la CGT puisse en tirer la conclusion qu'elle est sortie du tunnel.

Néanmoins, certains scores récents montrent que le CGT connaît, dans un nombre non négligeable d'entreprises, un relatif redressement, lui permettant parfois de récupérer le terrain qu'elle avait perdu. Ainsi les derniers mois ont été bons pour elle à la Régie Renault: +5,58 au comité d'entreprise de Grand-Couronne, +4,16 à celui de Mans, +6,82 à celui de Billancourt.

Aux élections de délégués du personnel à Renault-Billancourt, la CGT a retrouvé, en le dépassant même légèrement, le niveau qu'elle avait en janvier 1981. A Sandouville, la CGT a fait plus que récupérer ses pertes de 1983. En revanche, au comité d'établissement de Flins, dans le collège ouvriers, sa progression de 1985 (+9,01 points) n'a pas été suffisante pour qu'elle retrouve ses 55,84 % de 1981.

Dans une large mesure, les reculs de la CGT demeurent nombreux. La Vie ouvrière publie, là encore, des « résultats moins bons » dans douze entreprises en novembre et décembre 1984 (représentant au total 7 760 suffrages exprimés). Les revers ainsi signalés aux militants vont de -3,97 points chez Rhône-Poulenc-Vitry à -9,30 chez Maréchal-Métaux à Châtelleraut.

Si la CGT ne connaît pas que des revers, FO n'accumule pas les

Austerlitz. Dans FO-Hebdo, M. Bergeron fait chaque semaine le compte des résultats électoraux de son organisation. Un recensement évidemment très partiel. Dans le numéro du 6 février 1985 de cet hebdomadaire, la statistique portait sur 1 400 000 inscrits et 1 076 123 exprimés, soit un chiffre comparable au bilan de la CGT. Or les résultats sont très différents: FO 31,54 %, la CGT 27,94 %, la CFDT 19,56 %, la CGC 7,12 % et la CFTC 3,95 %. Par rapport à la statistique FO du 8 février 1984 (qui portait sur 1 880 427 exprimés pour 3 065 000 inscrits), la Force ouvrière gagne 0,63 point, la CGT perd 4,02 points, et on note +0,13 pour la CFDT, +4,67 pour la CGC et -1,7 pour la CFTC... Les bilans de MM. Krauski et Bergeron ont au moins un point commun: chacun fait état pour sa propre organisation d'une quasi-stabilité électorale.

Pourtant, indéniablement, FO continue à avoir le vent en poupe, même si ce vent est moins fort qu'au lendemain des élections du 19 octobre 1983 à la Sécurité sociale.

Mais la « magie » d'un message syndical très défensif et très accroché à la défense de la feuille de paie ne produit pas toujours son effet. La progression de FO, si elle se maintient largement dans l'ensemble, n'est pas une voie royale. Des ronces apparaissent... là où il y avait auparavant en des fleurs. Exemple: à Renault-Sandouville, en octobre 1983, aux élections de délégués du personnel, FO avait obtenu 32,14 %, progressant fortement de 6,97 points dans le collège ouvriers. En octobre

Si elle a bien maintenu ses positions, avec la première place chez les salariés, lors des élections du 24 octobre à la Mutualité sociale agricole, la centrale de M. Edmond Maire n'a pas connu d'inversion de tendance.

CFTC, CGC: quelques gains

Tout en n'ayant dans les entreprises qu'une audience très minoritaire, la CFTC et la CGC enregistrent aussi quelques bons résultats électoraux. Ainsi, d'après la statistique de la Vie ouvrière pour les élections de délégués du personnel, si la CFTC perd 1,72 point chez Rhône-Poulenc-Chimie à Vitry, elle gagne 2,73 points chez Vallourec-Métaux à Aulnoy, 4,47 chez Framatome à Courbevoie, 5,63 chez Alstom à Belfort et 19,75 chez Dombrowski à Riom. La centrale de M. Jean Bonnaud a certes fortement reculé au comité d'établissement de Renault-Grand-Couronne en octobre, mais elle a progressé dans le collège ouvriers du CE d'Usinor-Dunkerque en obtenant d'emblée 5,8 % alors qu'en 1982 elle ne présentait pas de liste.

Le même phénomène s'est produit à Framatome à la Défense en décembre: au comité d'entreprise, la confédération chrétienne, qui n'était pas présente en 1982, a obtenu 9 % dans le premier collège (472 votants), 8 % dans le deuxième (605 votants) et 10,4 % dans le troisième (1 115 votants). Pour les élec-

Les syndicats tiennent bon dans le secteur public

Pour la première année où elles avaient lieu, les élections aux conseils d'administration ou de surveillance dans le secteur public ont connu un taux de participation relativement satisfaisant: 73,8 %, soit légèrement plus que le taux de participation aux élections professionnelles dans le secteur privé.

A ces élections - qui intéressaient 1 475 000 salariés et 370 entreprises - des listes pouvaient être présentées sans l'aval d'une des cinq organisations syndicales représentatives sur le plan national, à la seule condition qu'elles soient « patronnées » par 10 % des représentants élus du personnel. De telles listes « diverses » ont été établies dans vingt des entreprises concernées, représentant 6,9 % de l'électorat. Elles ont obtenu de beaux résultats au CEA, chez Bull - où la liste « divers » était pour l'essentiel composée de militants et de sympathisants du Parti socialiste, - à Air France, avec 24,7 % des voix. Mais, en dehors de ces cas exceptionnels et de quelques autres, elles n'ont pas fait recette: 1,2 % des suffrages exprimés. La leçon de ce score tient sans doute à la spécificité du secteur par rapport au privé, où les listes non liées aux cinq grandes confédérations recueillent aujourd'hui plus de 25 % des voix. Elle traduit aussi une évolution interne à ces entreprises, puisque les listes « divers » perdent aussi les trois quarts des suffrages qu'elles y avaient obtenus lors des dernières élections aux comités d'entreprise.

Quant aux résultats des confédérations, ils sont principalement marqués par la progression de la CFTC, de la CGC et de FO (respectivement 57 %, 24,5 % et 14,3 %).

Pour l'essentiel, cela s'explique par le fait que ces trois

confédérations peuvent être ici présentes dans la quasi-totalité des établissements, même là où leur faible implantation entraîne leur absence lors des élections aux comités d'entreprise. Et les voix qu'elles gagnent ainsi, c'est la CFDT qui les perd: son électoral diminue de 30 %. La CGT, elle, apparaît peu atteinte par cette concurrence et progresse même légèrement, de 1,3 % exactement.

La répartition des sièges

Comme l'indique le tableau ci-dessous, la répartition en sièges apparaît assez différente de la répartition en suffrages. La raison en est qu'un siège cadre est automatiquement dévolu à la liste ayant obtenu le plus grand nombre de voix dans cette catégorie. Les résultats (80 % des sièges cadres pour la CGC, 11 % pour la CFDT, 10 % pour des listes d'alliances, 8 % pour les divers, 5 % pour la CFTC, 4 % pour FO, etc., 0 % pour la CGT) faussent les bilans d'ensemble en sièges et donnent, de plus, une image peu conforme à la réalité de ce que peut être la représentativité de chaque organisation chez les cadres.

Enfin, les salariés des filiales avaient à voter deux fois: une fois pour la maison mère, une fois pour leur propre établissement. Les premiers décomptes faits - la ministère du travail en a publié récemment - semblent indiquer que les votes ne se sont pas reportés à l'identique sur les maisons mères et sur les filiales. Est-ce le profil des candidats qui a joué? En tout cas, on a davantage voté « divers », CGC et CFDT quand il s'agissait des filiales, et davantage voté CGT, FO et CFTC quand il s'agissait des maisons mères.

JACQUES KERGOAT.

Résultats des élections aux conseils d'administration (maisons mères) *

	CGT	CFDT	CGC	FO	CFTC	Alliances	Divers
En voix	35,1	22,9	15,5	16,8	6,6	2,0	1,2
En sièges	23,9	25,2	19,0	14,6	3,4	6,8	7,2

* Les salariés des filiales participent également à l'élection des représentants aux conseils des maisons mères.

CGT: PROGRÈS...

ENTREPRISE	TYPE D'ÉLECTION*	TOTAL DES SUFFRAGES EXPRIMÉS	SCORE	ÉVOLUTION
RENAULT Flins	C.E. Tous collèges Février 1985	10154	52 %	+ 8,28
RENAULT Billancourt	D.P. Collège ouvrier Janvier 1985	7562	76,9 %	+ 12
GENERAL FOODS Reims	D.P. Collège ouvrier Novembre 1984	182	69 %	+ 7
USINOR Dunkerque	C.E. Collège ouvrier Octobre 1984	3784	59 %	+ 18,3
FRANCAISE DE MÉCANIQUE Dornier	D.P. Collège ouvrier Octobre 1984	3106	40,08 %	+ 8,76

...ET RECULS

ENTREPRISE	TYPE D'ÉLECTION*	TOTAL DES SUFFRAGES EXPRIMÉS	SCORE	ÉVOLUTION
CITROËN Aulnay	C.E. Collège ouvrier Janvier 1985	3929	48,9 %	- 19,8
CITROËN Amiens	D.P. Collège ouvrier Juin 1984	1246	46,4 %	- 7,9
CHAUSSEON Gommerville	D.P. Collège ouvrier Octobre 1984	1656	34,8 %	- 21,7
NORMED Dunkerque	C.E. Collège ouvrier Janvier 1985	1990	27,86 %	- 9,34
BOUYGUES (Etablissements de travaux)	C.E. Collège ouvrier Novembre 1984	2015	30,4 %	- 10,8

* C.E. = Comité d'entreprise. D.P. = Délégués du personnel.

CFDT: AVANCÉES ET RECULS

ENTREPRISE	TYPE D'ÉLECTION*	TOTAL DES SUFFRAGES EXPRIMÉS	SCORE	ÉVOLUTION
TRT (Maison de l'Électricité) Plaisir-Robinson	D.P. Tous collèges Janvier 1985	971	52,99 %	+ 6,32
CHAUSSEON Gommerville	D.P. Collège ouvrier Octobre 1984	1656	46 %	+ 15,9
USINOR Dunkerque	C.E. Collège ouvrier Octobre 1984	378	55,44 %	+ 13,31
PEUGEOT Sochaux	C.E. 2 ^e collège Décembre 1984	4472	15,92 %	- 8,24
MICHELIN Clermont-Ferrand	C.E. Tous collèges Mars 1985	18562	44,2 %	- 11,45

FO: LES GAINS

ENTREPRISE	TYPE D'ÉLECTION*	TOTAL DES SUFFRAGES EXPRIMÉS	SCORE	ÉVOLUTION
RENAULT Billancourt	C.E. 3 ^e collège Novembre 1984	618	12,29 %	+ 5,92
CHANTIERS NAVALS DE LA CLOTAT	D.P. Collège ouvrier Décembre 1984	1851	23,93 %	+ 5,63
COMMISSARIAT À L'ÉNERGIE ATOMIQUE	Comité central des activ. sociales Collège ouvrier Décembre 1984	10744	22,3 %	+ 3,9
NORMED Dunkerque	C.E. Collège ouvrier Janvier 1985	1990	29,43 %	+ 11,63
SNIAIS Marignac	D.P. Tous collèges Février 1985	5677	51,1 %	+ 2,9

1984, FO perdait 8 points et se retrouvait à 24,15 %, soit un score inférieur à celui de 1982 (25,2 %), l'année qui avait précédé son bond en avant.

Une telle déconvenue amène à s'interroger sur la question de savoir si FO a su implanter des équipes suffisamment militantes là où l'effet extérieur à l'entreprise du « message Bergeron » avait propulsé une section en avant lors d'une percée électorale postérieure à 1983... A Renault-Billancourt, FO a connu le même insuccès que à Sandouville. Pour les délégués du personnel, elle était à 8,36 % en janvier 1984 (+1,76). Elle est retombée à 5,4 % en janvier 1985 (-2,9). Autres reculs à Usinor-Dunkerque (-8,8), à Thomson-CSF à Malakoff (-26,37), à la caisse de Sécurité sociale des organismes sociaux de Nevers (-17,99), à la General Food à Reims, chez Dombrowski à Riom (-17,42), ces quatre derniers résultats étant communiqués par la Vie ouvrière.

Si pour FO les reculs restent beaucoup moins fréquents que les succès dans la période actuelle, ils ne constituent pas en revanche l'exception pour la CFDT, qui est toujours dans une mauvaise passe.

ditions de délégués du personnel dans le même établissement, elle a recueilli 8,2 % dans le premier collège et 10,8 % dans le second. A Citroën-Aulnay, la CFTC, absente en 1982, s'est présentée au CE en janvier 1985; dans le collège ouvriers elle a emporté 11,5 % des suffrages.

Pour la CGC, la statistique de la Vie ouvrière fait état de résultats plus inégaux. On trouve à la fois des revers (-4,29 points chez Vallourec-Métaux à Aulnoy, -9,03 chez Cerneud à Leon, -6,25 chez Alstom à Belfort, -6,30 à la Compagnie générale de construction de Saint-André, -20,32 points aux Câbles de Lyon à Clichy), et des succès (+4,17 points chez Framatome à Courbevoie, +13,22 chez Rhône-Poulenc-Chimie à Vitry, +26,38 chez Thomson-CSF à Malakoff). Lors de l'élection des délégués à la Caisse de retraite complémentaire des salariés de la réparation automobile en décembre, elle a obtenu 10,09 %, progressant ainsi de 8,91 points... La concurrence entre syndicats a encore de beaux jours devant elle.

MICHEL NOBLECOURT.

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

2^e CYCLE GESTION DE PERSONNEL

12 mois de formation de haut niveau
7 mois de stages spécialisés en entreprise.

L'admission est réservée aux titulaires d'un DEUG, DUT, BTS ou 2 ans de Prépa.

Prochaine session de recrutement: 12 avril 1985

Nom _____
Âge _____
Diplôme _____
Adresse _____



63, avenue de Villiers, 75017 PARIS

Etablissement privé d'enseignement supérieur

souhaite recevoir une brochure détaillée du 2^e cycle Gestion de Personnel

L'ORDINATEUR L'INDIVIDUEL panorama printemps 1985
tous les ordinateurs de 350 à 70.000 F
LA REFERENCE EN MICRO-INFORMATIQUE NOUVELLE PRÉSENTATION 23 F CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

مكتبة الامن

COMMUNICATION

PREMIERE CONVENTION POUR UN RESEAU CABLE

Un compromis réaliste après deux ans de négociations

M. Louis Merle, ministre des PTT et de M. Edmond Hervé, maire de Rennes et secrétaire d'Etat à la mer, ont signé ce mardi 12 mars la première convention pour la réalisation d'un réseau câblé. Cette fois, il ne s'agit plus de protocole d'accord

mais d'un engagement ferme. Le texte signé avec la ville de Rennes ne se contente plus de déclarations d'intention mais définit les détails de l'exploitation de la télévision par câble en France après deux ans de négociations.

Ainsi, le prix de location du réseau câblé par les PTT à l'exploitant local est fixé à 42 F hors taxes par prise et par mois. Ce tarif couvre un service de base comprenant le transport et la distribution sur quinze canaux de 100 000 heures de programmes audiovisuels par an. Parmi ces 100 000 heures figurent un à cinq canaux de télévisions européennes amenés jusqu'au réseau local. Les heures de programmes supplémentaires seront facturées 1 F par mois par tranche de 5500 heures.

La deuxième prise, nécessaire à l'abonné pour brancher un second téléviseur, est facturée à l'exploitant 20,50 F hors taxes par mois et la troisième prise (qui amène éventuel-

lement les programmes sonores) coûte 15 F par mois. Tous ces tarifs ont été étudiés pour un pourcentage d'abonnés au câble de 15 % la première année, et de 45 % au bout de cinq ans. Il peuvent être révisés après trois ans si la commercialisation du réseau est plus lente que prévu. La direction générale des télécommunications (DGT) a obtenu le droit de facturer la TVA point sur lequel elle était en conflit depuis des années avec la direction du Trésor (voir encadré).

La convention signée avec Rennes précise que les tarifs de la DGT comprennent la maintenance du réseau. Elle fixe aussi le prix du terminal nécessaire pour sélectionner chez l'abonné les quinze canaux : 630 francs.

Deux autres sujets de litige du plan câble trouvent leur arbitrage définitif. D'abord l'avance remboursable que doivent apporter les collectivités locales pour être câblées : la convention de Rennes en mentionne le principe mais en dispense la ville. On précise au ministère des PTT qu'il en sera ainsi de manière générale, sauf cas de difficultés exceptionnelles dans la réalisation du réseau. Le deuxième point concerne le droit pour la société locale d'exploiter des services interactifs ou de la simple télévision par câble. Les PTT pourront concéder la commercialisation de vidéothèques ou d'interrogations de tout autre banque d'images et d'informations, s'il s'agit de services locaux.

La DGT, les collectivités locales et leurs partenaires financiers ont donc trouvé un terrain de compromis pour débloquer le plan câble. Il est significatif que la première convention soit signée avec une municipalité, certes socialiste, mais dont les responsables avaient vigoureusement plaidé en faveur du réalisme économique (le monde du 11 décembre 1984). La ville de Rennes pourra d'ici deux ans apporter la télévision par câble à quelque 80 000 foyers. Elle doit constituer une société d'exploitation dans les six prochains mois. Selon le ministère des PTT, d'autres villes pourraient suivre cet exemple dans les semaines qui viennent.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Une brèche dans le régime fiscal des PTT

La possibilité pour les PTT de facturer la TVA des réseaux câblés constitue une brèche très importante dans le régime fiscal des télécommunications. Cette modification a été rendue nécessaire parce que, pour la pose et l'entretien des réseaux câblés, les PTT se trouvent en concurrence avec des firmes privées; celles-ci ayant le droit de facturer la TVA peuvent se faire rembourser cette taxe par le Trésor et offrir en conséquence des prix plus bas. Il fallait donc soumettre les

PTT au régime d'une entreprise « normale ».

Dans la mesure où les PTT se trouvent en concurrence avec des firmes privées sur de plus en plus de services de communications, la réforme, admise ici comme une exception, devra se généraliser, transformant cette administration en entreprise publique. Derrière cette brèche tout le débat sur le « budget annexe » des PTT et les pontons que l'Etat y effectue se trouve ouvert.

LA CONCURRENCE A LA TELEVISION

Canal Plus agace et est agacé

Le torchon brûle entre Canal Plus et les chaînes publiques. Celles-ci viennent en effet d'exclure la chaîne payante de l'Office français de radio-télévision (OFRT) parce qu'elle aurait transgressé le « code de bonne conduite » de ce club très fermé des télévisions françaises. La sanction est autant économique que morale : l'appartenance à l'OFRT est le seul droit de cité reconnu au sein de l'Union européenne de radio-diffusion (UER), donnant droit de participation à l'eurovision et à la banque d'images d'actualité EVN.

Qu'a donc fait Canal Plus pour mériter d'être traité aussi sévèrement ? Retransmettre en clair le 6 mars le match de coupe d'Europe Bordeaux-Duispenpropertre. Selon les chaînes publiques, Canal Plus aurait « doublé » l'OFRT dans ses négociations avec le club des Girondins de Bordeaux. La chaîne payante aurait obtenu le match pour ses seuls abonnés en payant le prix fort de 1,4 million de francs pour le diffuser en fin de compte à tout le monde sans codage. « Concurrence

déloyale », commente-t-on dans les chaînes, où l'on souligne que Canal Plus « ne peut avoir à la fois le beurre et l'argent du beurre ».

M. André Rousselet, président de Canal Plus, a une tout autre version de l'affaire. « Nous n'avons pas gêné les négociations de l'OFRT », explique-t-il. Les Girondins nous ont proposé le match après l'avoir refusé aux chaînes publiques. Peut-on nous reprocher de l'avoir diffusé sans codage pour ne pas priver les téléspectateurs d'une rencontre importante ? Et Charles Bietry, responsable des sports, renchérit : « Notre contrat avec les Girondins est de 1,2 millions de francs, mais il couvre, outre ce match, une série d'accords de promotion, dont une campagne d'abonnements pour Canal Plus par Alain Giresse et Jean Tigana, deux vedettes du club. Or est la concurrence déloyale, quand nous offrons le match gratuitement et en direct à FR3 Aquitaine, lorsque nous prêtons à Antenne 2 nos moyens techniques

pour faire des reportages après la rencontre ? »

La direction de Canal Plus conteste la procédure d'exclusion. « La lettre de M. Jean Auriant, président de l'OFRT et membre de la Haute Autorité, accepte une démission que je n'ai jamais présentée », s'indigne M. Rousselet. Nous ne laisserons pas écarter aussi arbitrairement l'UEA et l'UEA. Nous avons accès aux images de l'information internationale. Au cours du dernier « Club de la presse » d'Europe 1, dimanche 10 mars, le président de Havas n'a pas ménagé ses critiques envers les chaînes publiques : « L'arrivée des télévisions privées est un événement décisif, suppose un nouveau comportement de leur part ».

Encore une fois, le petit monde de l'audiovisuel est mis en émoi par une concurrence dont l'intérêt échappe au plus grand nombre de téléspectateurs. Certes, M. Rousselet a un peu tiré sur la corde, tout heureux de diffuser le match bordelais sans codage à quelques jours des débuts de Canal Plus dans le Sud-Ouest (1). Mais ce joli coup de publicité d'une entreprise difficilement justifiée a la réaction outragée de cet OFRT qui - est-ce la ressemblance des signes - sent fuir son monopole ? Voilà qui présage assez mal de la future coexistence entre service public et chaînes de télévision privées.

J.-F. L.

(1) Canal Plus commence à émettre le 16 mars sur la quasi-totalité des régions Aquitaine et Midi-Pyrénées.

● Nouvelle expertise pour la bande FM parisienne. - Si l'antenne de Radio-France et de Télévision de France, le président du tribunal civil de Paris a désigné, lundi 11 mars, un expert chargé de déterminer si les radiodiffusions locales parisiennes 95.2 et Radio-Solidarité étaient de nature, par leur puissance excessive, à provoquer des troubles sur la bande FM. L'expert désigné, M. Thourvenot, devra avoir déposé son rapport avant le 1^{er} mai. M^{me} Bernadette d'Angelvilliers (Radio-Solidarité) et M. Robert Nahmias (95.2) considèrent cette décision comme « une victoire importante ».

● Antenne 2 et les jeunes téléspectateurs. - A partir du mercredi 27 mars, Antenne 2 a décidé de faire débiter son émission pour les jeunes, « Récré A 2 », à 10 heures du matin. Dorothee reste l'animatrice de ce créneau pour les jeunes, qui durera jusqu'à midi.

● Nous avons lancé il y a deux mois avec succès « Télématin », qui réussit à conquérir une audience cumulée de 10 %, a déclaré, lundi 11 mars, M. Jean-Claude Hébert, président-directeur général de la chaîne. « Nous continuerons à innover en ouvrant cette nouvelle case horaire. » Il a rappelé que l'audience de « Récré A 2 » était de 12 % Audimat et 32 % en cumulé. Le mercredi après-midi, toujours avec Dorothee, « Récré A 2 » reprendra à 15 h 15 (au lieu de 14 h 15).

RADIO-TÉLÉVISION

Mardi 12 mars

PREMIERE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Jeu : Enigmes du bout du monde. Proposé par J. Antoine. Un remake de « La course autour du monde », de « La chasse aux trésors ».
- 21 h 35 Série documentaire : La passion de la vie. N° 2. De souffrance en conscience. Une série réalisée à partir du traitement du docteur Arthur Janov « le cri primal » où le patient tente de retrouver son « cri de naissance ». L'esprit de cette série semble passionnant, mais peut-être fallait-il plus de patience, plus de modestie pour capter l'attention du téléspectateur non initié.
- 22 h 30 Tintam'arts : Spécial synthétiseurs. Émission d'Antoine Galien. Spécial synthétiseurs : cette petite machine a envahi toutes les musiques modernes : rock, variétés, généralistes. Apparus dans les années 70, le synthétiseur a connu de multiples révolutions technologiques. Un bilan, avec la participation de nombreux musiciens, dont Pierre Henry, Hervé Banck. Les actualités de la semaine.
- 23 h 30 Journal.
- 23 h 50 C'est à lire.

23 h 40 Journal.

TROISIEME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Cinéma : Jupiter fils de Floka. Film américain de L. King (1945), avec R. Mac Dowall, P. Foster, R. Johnson, J. Bell, D. Hale, C. Young. Un poulain blanc, fils d'un étalon sauvage, quitte un troupeau avec sa mère, devient cheval de course, puis roi de la montagne. Beaux paysages, bêtes qui galopent et luttent. Les animaux ont plus d'importance que les acteurs.
- 21 h 55 Journal.
- 22 h 25 Prélude à la nuit. Festival de Prades 84. Sextuor à cordes en sol majeur n° 2, de J. Brahms par le Wiener Streich Sextet.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h 5, Oum le dauphin ; 17 h 15, Ciné 16 : Une fugue à Venise ; 18 h 30, Si ma peau est blanche ; 18 h 50, Atout PTC ; 19 h, Feuilleton : Janique Aimée ; 19 h 15, Informations.

CANAL PLUS

- 20 h 30, Un justicier dans la ville, film de M. Winner ; 22 h 5, Le Trompette, film de J. Rozzi ; 23 h 25, Slam ; 0 h 10, Spécial surprise : un cocktail de courts-métrages, vidéos et animation ; 1 h 35, Eraserhead, film de D. Lynch.

FRANCE-CULTURE

- 20 h 30 Pour ainsi dire : Les revues de poésie.
- 21 h Charlotte Perleand on l'art d'habiter.
- 21 h 30 Dissonance, l'actualité de la chanson.
- 22 h 30 Nuits magiques : Les abattoirs. Elles sont tentées.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 Concert (Festival de Berlin) : Symphonie n° 38 en ré majeur, de Mozart, Symphonie n° 9 en ré mineur, de Bruckner par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. R. Kubelik.
- 22 h 30 Les soirées de France-Musique : Feuilleton « Zarah, Marika et Hildegarde » ; à 23 h 5 Jazz club (en direct du « Petit Opéra »).

Mercredi 13 mars

PREMIERE CHAÎNE : TF 1

- 11 h 15 ANTIOPE 1.
- 11 h 45 La Une chez vous.
- 12 h Feuilleton : Jean Pinot, médecin d'aujourd'hui.
- 12 h 30 La bouillabaisse à la mer.
- 13 h 40 Vieilles.
- 13 h 40 Vieilles, variétés et dessins animés.
- 16 h 25 Infos Jeunes (et à 18 h 25).
- 16 h 40 De A à Z.
- 17 h 30 La chance aux chansons.
- 18 h Nounours.
- 18 h 5 Le village dans les nuages.
- 18 h 40 Série : Huit, ça suffit.
- 19 h 15 Jeu : Anagramm.
- 19 h 40 Cocoricooboy.
- 19 h 53 Tirage du two-o-tac.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Tirage du Loto.
- 20 h 40 Série : Deltas.
- 21 h 30 Les grands moments de la conscience française. Émission de F. Verry et C. Santelli, avec A. Cury, M.-Ch. Barault. « L'année terrible » (première partie). Une évocation passionnante de la Commune de Paris (1871) qui mêle habilement documents d'époque, tournages en studio, vues de Paris d'aujourd'hui. Avec la participation d'historiens et d'écrivains.
- 22 h 35 Côte d'Amour. Émission de G. Foucault et L. Toulou. Avec Fatidit Second, concert Nits, Talk Talk, Jo Lemaire, L. Cole.
- 23 h 20 Journal.
- 23 h 40 C'est à lire.

DEUXIEME CHAÎNE : A 2

- 6 h 45 Télématin (et à 8 h 30, feuilleton : Une femme seule).
- 10 h ANTIOPE.
- 12 h Journal et météo.
- 12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.
- 12 h 45 Journal.
- 13 h 30 Feuilleton : Les amours des années 50.
- 13 h 45 Dessins animés : Judo Boy, Téléchat.
- 14 h 15 Récré A 2.
- 14 h 30 Les Schtroumpfs : les Viratoums ; Teddy ; Tchaou et Orédo ; Pac Man ; les Petites Canailles ; Méhane...
- 16 h 50 Micro-Kid.
- 17 h 25 Patina 45.
- 17 h 30 Jérôme Jackson ; Rita Mitsouko ; Procol Harum ; Talk Talk ; Joanne Mas ; Ultravox ; Kirk Novak.
- 18 h Les carnets de l'aventure.
- 18 h 15 La rivière rose, de J.-P. Janssen.
- 18 h 30 C'est la vie.
- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Le théâtre de Boulevard.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Téléfilm : Entre chats et loups. De V. Halm, réal. F. Porcile, avec H. Petri, G. Wilson... Sonia, professeur de danse autoritaire, a deux élèves qui partagent la vie d'un même homme, le pianiste autrichien Peter Witt. Ce dernier est retrouvé le maigre troupe de ballet. Autour du monde du spectacle, une enquête polémique.
- 22 h 5 Magazine : Les jours de notre vie. De D. Thibault. Comment l'air, l'eau et la santé sont l'objet de multiples contrôles bactériologiques, virologiques etc. Des spécialistes répondent.
- 23 h 5 Journal.

TROISIEME CHAÎNE : FR 3

- 17 h Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions.

19 h 55 Dessin animé : Lucky Luke.

- 20 h 5 Les Jeux.
- 20 h 35 Cadence 3. Émission de Lila Milić et Guy Laz. Invité d'honneur : Mireille Mathieu ; avec Herbert Léonard, Cookie Dingler, Chantal Goya...
- 22 h 5 Journal.
- 22 h 25 Les Maisons de la mémoire. Émission de Madeleine Attali. À l'occasion des deux mille ans d'histoire de la ville de Nîmes, un journaliste-photographe, enquête sur son passé, ses origines, son caractère. Des temps héroïques à ceux de la révolution, une tentative pour retrouver l'esprit des lieux.
- 23 h 15 Bleu outre-mer. Émission de RFO. La Transat des aînés ou transat des plaisanciers.
- 0 h 10 Prélude à la nuit. Soirée française, de Claude Pascal, interprétée par André Navarra, violoncelliste.

CANAL PLUS

- 7 h, 7/9 M. Denbot ; 9 h, Cabou Cadin (Les Gym's, les Minipoups, Tripods, Heathcliff et Marmaduke) ; 10 h 15, Robin des Bois ; 11 h 5, Domus Summer en concert ; 12 h, Téléfilm : Des choses qui arrivent ; 13 h 5, Jeu ; 13 h 30, Rue Carot (et à 18 h 45) ; 14 h, Cabou Cadin (Cobra, Sherlock Holmes, Paul et les zigzogs, Pataclou, Pénlope, les quatre Filles du Dr March) ; 16 h, Solstice d'été ; 17 h 10, Rock concert ; 18 h 5, Slam ; 19 h 15, Tous en scène ; 20 h 5, Top 50 ; 20 h 30, Hill Street Blues ; 21 h 15, Soap ; 21 h 45, Les ombres de l'été, film de D. Hama ; 22 h 10, Slam ; 23 h 55, Les Guerriers de l'Apocalypse, film de S. Chiba ; 1 h 40, Robin des Bois.

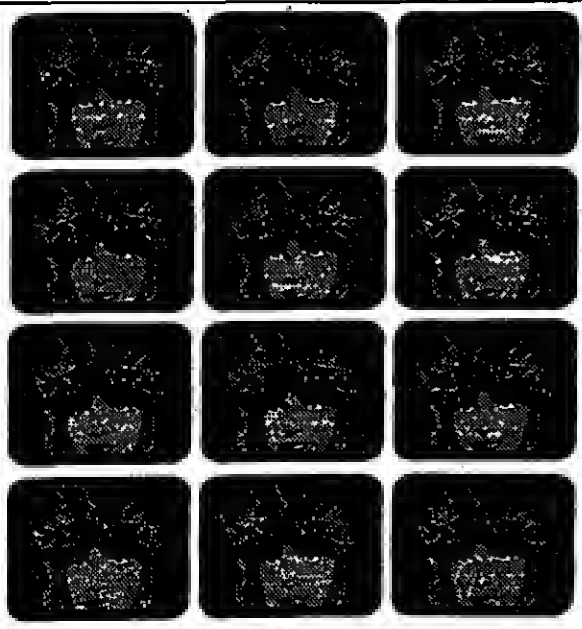
FRANCE-CULTURE

- 0 h, Les nuits de France-Culture : 7 h, Le goût du jour : Le Brésil à l'heure de la démocratie ; 8 h 15, Les enjeux internationaux ; 8 h 30, Les chemins de la connaissance : de Meslier à Mably, philosophes (et à 10 h 30 : Fustel de Coulanges) ; 9 h 5, Mathématiques de la science et des hommes : L'analyse hier et aujourd'hui ; 10 h 30, Musique : Miroirs (et à 17 h) ; 11 h 30, Le livre, ouverture sur la vie : rencontre de jeunes lecteurs avec Madeleine Gharé ; 11 h 30, Feuilleton : La laine et la neige, on les brebis du Seigneur ; 12 h, Panorama ; 13 h 40, Avant-première : « La voix humaine », de Cocteau ; la Vieilles Grilles ; 14 h, Un livre, des voix : « Place de Simon chrétien », de Frutero et Lucastini ; 14 h 30, Passage du ténor (rediff. de l'émission du 9 mars) : Philippe Solers et Hector Bianciotti ; 15 h 30, Lettres ouvertes, magazine littéraire : grandes nouvelles, petits formats ; 17 h 10, Le pays d'été, en direct de Cabors ; 18 h, Subjectif : Semaine spéciale édition ; 19 h 30, Perspectives, sélections : Les climats de la Terre (le quaternaire) ; 20 h, Musique, mode d'emploi : Festival de Gargiles (autour de la suite pour harpe de Britten) ; 20 h 30 Hommage à Ferdinand Alquié, disparu le 28 février dernier.
- 21 h 30 Musique : Publications. « Gamelan de Sebato ».
- 22 h 30 Nuits magiques : Les abattoirs. Elles sont tentées.

FRANCE-MUSIQUE

- 0 h, Les nuits de France-Musique : 7 h 10, L'impératif : magazine d'actualité musicale ; 9 h 8, Le matin des musiciens : l'organisation de la vie musicale en Allemagne de 1920 à 1950 - l'opéra et ses succédanés ; œuvres de Händel, O. Strauss, Fall. Belle Hollander, Knut, Hase... ; 12 h 5, Le temps du jazz : feuilleton « Les aventures de Sidney Bechet » ; 12 h 30, Concert : œuvres de Bartok, Kodaly, Debussy, Liszt par Adam Fellgi, piano ; 14 h 2, Tempo primo ; 15 h, Les après-midi de France-Musique : les affinités électives : Mozart et les instruments à vent ; à 16 h 30 Baroque à travers ses écrits : acclamation, répétition et fièvre ; 18 h 2, Les climats de la terre ; 18 h 30, Jazz d'aujourd'hui : On jouent-ils ? ; 19 h 15, Soirées.
- 20 h 4, Concert : Passion selon saint Matthieu, de Bach par le Nouvel Orchestre philharmonique et l'Ensemble vocal de Lausanne dir. M. Corboz, sol. K. Euziluz, B. Schick, C. Watkinson, T. Kocchin, M. Bordard.
- 22 h 30 Les soirées de France-Musique : Vincent d'Indy, portrait en coupe ; à 0 h 30, Anthologie de Hans Rosbaud.

FESTIVAL INTERNATIONAL SON & IMAGE VIDEO



13 au 17 MARS 1985

de 10 h à 19 h

Hauts Fidélité Audio Vidéo Entrée : 25 F - Étudiant : 15 F
Autoradio - Micro-Ordinateur Journées professionnelles
Electroacoustique professionnelle Dimanche 10, Lundi 11
Programme artistique et animation et Mardi 12 Mars (9 h à 19 h).

Dans le cadre de la semaine française de la communication Audio-Visuel.

CNIT. PARIS LA DÉFENSE

Organisation S.D.S.A. - 20, rue Hamelin - F 75161 Paris
Tél. (01) 505 11 11 - Téléc. : 630 400 F



à sérieux revens

VANCEES ET RECULS

O LES GAINS

1985
50 à 70.000
ARCHAND DE JOURNAL

		ANNONCES ENCADRÉES		La mm/col*	La mm/TC
OFFRES D'EMPLOIS	104,00	123,34	OFFRES D'EMPLOIS	59,00	69,97
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,76	DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,16
IMMOBILIER	69,00	81,83	IMMOBILIER	45,00	53,37
AUTOMOBILES	69,00	81,83	AUTOMOBILES	45,00	53,37
AGENDA	69,00	81,83	AGENDA	45,00	53,37
PROP. COMM. CAPITALUX	204,00	241,84			

ANNONCES CLASSEES



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Avec plus de 50 filiales dans le monde et 2,5 milliards de CA, notre groupe poursuit une expansion rapide et décentralisée ses structures. Une de nos filiales (125 personnes, 10 agences, 160 M²) spécialisée dans la vente d'habitat de bois et matériaux pour le bâtiment recherche son

directeur administratif et financier Le Mans

Sous l'autorité du Directeur des Opérations et en liaison étroite avec le P.D.G., vous jouez un rôle de partenaire dans la définition de la stratégie de l'entreprise et des politiques commerciales, achats, financières et humaines qui en découlent. Dirigeant 15 personnes dont 3 cadres, vous êtes responsable des fonctions administratives, comptables, gestion, informatique (dont vous conduisez la décentralisation), financière, juridique et personnel de l'unité. Votre mission consiste à apporter aux commerciaux un soutien logistique permanent pour les aider à optimiser leur performance, dans le respect des procédures groupe. Rôle d'animation, de communication et de formation, vous proposez tout progrès dans l'organisation. De formation supérieure (ESG ou équivalent), vous avez 5 à 10 ans d'expérience de fonctions similaires, très proches de l'activité sur le terrain. Nous recherchons les candidats pouvant évoluer rapidement vers des responsabilités opérationnelles de haut niveau et n'hésitez pas de démissionner à 280.000 F ou départ. Votre dossier de candidature (lettre, CV, rémunération) adressé sous réf. M911 à Mme. Bernié, Résidence, 80, rue Talbot 75009 Paris, sera traité confidentiellement.

Une entreprise très diversifiée, leader sur ses marchés (grand public et bâtiment), employant 1300 personnes, réalisant plus de 50% de son CA à l'exportation, recherche pour l'une de ses filiales fabriquant et commercialisant des composants destinés aux marchés du bâtiment, un

DIRECTEUR GENERAL

Rendant compte au Président, dans le cadre d'une direction participative par objectif fondement du système de gestion de l'entreprise à tous les niveaux de responsabilité, il sera chargé de définir, décider et mettre en œuvre la stratégie et les politiques de cette filiale. Ce poste s'adresse à un solide généraliste de l'entreprise à dominante commerciale ou technique supérieure (HEC, ESSEC, AM...). Il aura exercé avec succès son métier de patron de centre de profit de préférence dans le milieu du bâtiment sans toutefois se limiter à ce secteur. Il aura eu une expérience internationale et utilisera couramment l'anglais. Ce poste basé en région Rhône-Alpes comporte des perspectives d'évolution compte tenu du potentiel important de cette filiale et de la très grande performance technologique, financière et commerciale de l'entreprise-mère. Merci d'adresser votre candidature (qui sera traitée en toute confidentialité) sous réf. 113 M à

C.V. Scope
COMMUNICATION ET VIDEO
13, rue Royale 75008 PARIS

PROPERTY MANAGER

Responsable de l'immobilier d'entreprise HF



850 personnes en France, CA 450 millions de Francs.

Votre mission sera de gérer tous les biens immobiliers de la société :

- achat et vente de tous les biens immobiliers.
- renouvellement ou démolition des baux
- négociation de nouveaux contrats
- négociation du renouvellement des concessions sur les aéroports
- élaboration et suivi de programmes de réparation, entretien ou remise à neuf du patrimoine immobilier.

Age de 30 à 40 ans, votre expérience approfondie du marché immobilier, des contrats de

travaux neufs ou d'entretien, votre habitude de travailler avec les architectes et ingénieurs, vos talents de coordinateur et de négociateur font de vous le candidat idéal.

L'expérience des aéroports et des compagnies aériennes est un "plus".

Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire. Le poste basé en banlieue Ouest de Paris vous amènera à vous déplacer en France.

L'âge et l'expérience sont des critères de base importants pour définir votre rémunération. Veuillez envoyer CV + lettre manuscrite et rémunération actuelle à : Direction du Personnel Hertz France, sous référence PM, 2, rue de Marly - 78150 Le Chesnay.

N°1 MONDIAL DE LA LOCATION DE VOITURES

330 personnes, 110 millions de CA dont 15% à l'export, ce GROUPE de la REGION LYONNAISE qui maîtrise la conception et la fabrication des matériels d'accès en hauteur, recherche le

Directeur général

de sa plus importante société située à 20 km de LYON
200 personnes, 80 millions de CA

Après une période d'adaptation, il prendra en charge l'intégralité du management de l'Entreprise. Il participera à l'élaboration des stratégies avec le conseil d'administration dont l'accès lui sera ouvert. Il négociera ses moyens et ses objectifs. Il sera garant des performances optimales de tous les niveaux de fonctionnement de la Société en étant animateur et coordinateur de la production, de la gestion et du commercial.

Ce poste s'adresse à un INGENIEUR GENERALISTE capable de devenir le moteur du développement d'une société résolument tournée vers l'innovation de matériels de plus en plus techniques.

Ecrire au CABINET GATIER, 32, rue Barrême, 69006 LYON, sous réf. 740 M.

Cabinet Gatier

P.M.E. spécialiste location et vente matériel médical, une cinquantaine de personnes, clientèle uniquement professionnelle, cherche son

DIRECTEUR

chargé de mettre en œuvre les orientations définies par le conseil d'administration. - Connaissances approfondies de gestionnaire. - Bonne maîtrise de l'outil informatique. - Connaissance du milieu pharmaceutique (obligatoire). Poste à pourvoir à 250 km sud de Paris.

Adresser candidature avec C.V. + prétentions sous réf. 36.653/12 à A.P.E.C. Centre, B.P. 2107, 45011 ORLÉANS Cedex.

ANNONCES CLASSEES
TÉLÉPHONÉES
555-91-82

Filiale d'un important groupe Suisse dans le domaine de l'édition enfantine située à Annecy recherche son

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Ce cadre prendra en charge la comptabilité générale ainsi que celle des tiers, le reporting, l'informatique, la supervision de l'administration des ventes et des services généraux de la filiale. Ce poste s'adresse à un cadre dynamique de formation supérieure dont l'expérience en gestion de P.M.E. ne saurait être inférieure à 3 ans.

Adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé + photo à SUDEM - 17, rue Pt-Favre, 74002 Annecy Cedex, B.P. 47, sous le n° 124.

Importante banque secteur nationalisé recherche pour ses succursales de Paris et province :

Directeurs DE SUCCURSALE

Classe VII minimum
- Expérience acquise dans des fonctions similaires.
- Aptitude pour l'animation d'une équipe et le développement

d'un fonds de commerce. - Connaissances approfondies des techniques bancaires. - Goût de la réussite.

Responsables COMMERCIAUX

de succursale - Classe VI minimum
- Placé sous l'autorité du Directeur de succursale et chargé de l'animation de l'équipe commerciale de la succursale.
- Goût pour les contacts et la

démarche. - Diplôme de l'enseignement supérieur ou I.T.B. - Expérience d'au moins 2 ans souhaitée dans des fonctions similaires.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la réf. 3429 à



FRANCE

Entreprise Rhône-Alpes Biens d'équipement pour le commerce, leader dans son marché recherche

DIRECTEUR COMMERCIAL

pour :

- développer son C.A.,
- animer son réseau de vente et d'après-vente, composé de 200 vendeurs et techniciens,
- faire évoluer les méthodes de vente,
- organiser les promotions et la publicité,
- approfondir la connaissance du marché.

Ce poste, à pourvoir rapidement, exige :

- une grande expérience dans la direction d'un réseau à structure décentralisée,
- une forte personnalité avec le goût des contacts humains,
- une grande disponibilité.

Merci d'adresser lettre manuscrite avec photo, C.V. et prétentions, sous n° 303.011 M, à Régie Presse, 7, rue de Montessuy, 75007 PARIS, qui transmettra.

Groupe industriel français en association avec un groupe britannique recherche

LE DIRECTEUR D'UNE FILIALE EN VOIE DE CRÉATION

dans le secteur des produits d'équipement pour le bâtiment.

Le candidat aura la responsabilité d'introduire et de développer une nouvelle gamme de produits sur le marché français et de participer activement à la mise en place de l'unité de production (50 personnes) qu'il sera appelé à animer et à gérer.

Profil recherché : formation grande école, solide connaissance de l'univers du bâtiment, expérience professionnelle de 5 à 10 ans, anglais courant indispensable. Lieu de travail : Basse Normandie.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV sous référence n° 2202 à

BAILLY CONSEIL
128, bd Hausmann
75008 PARIS

HAVILAND
MANUFACTURE DE PORCELAINE recherche

LE DIRECTEUR DE SON USINE DE LIMOGES

Acquisition récente d'un groupe financier, solide et performant, HAVILAND poursuit sa restructuration (60 millions de francs en 1984, dont 50 % à l'export aux USA à travers sa filiale - 2 millions de dollars US, Japon, Moyen-Orient, Europe).

L'usine (260 personnes) a un équipement industriel et informatique récent et performant.

A court terme, le directeur devra :
- améliorer la production par des investissements ponctuels et/ou amélioration des postes de travail ;
- réorganiser les services de contrôle-qualité ;
- réduire les délais de livraison.

Il devra être :
- de préférence expérimenté dans cette industrie ou dans une branche proche ;
- concret, guidé par la recherche de résultats ;
- énergique, meneur d'hommes, sachant communiquer ;
- âgé de préférence de plus de 35 ans.
Rémunération motivante pour candidat décidé à réussir.

Envoyer lettre + C.V. à M. Hugues de la Villemarqué, HAVILAND, 32, rue de Paradis, 75009 PARIS.

مكتبة الأهل



emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

Leading US-based corporation with extraordinary growth rates producing, distributing and installing world-wide accepted products of high technological standards in the field of pollution control and environmental protection is looking for its operations manager France and north africa acting as.

**SALES / COUNTRY MANAGER
CONSTRUCTION INDUSTRY / CIVIL ENGINEERING
CA. FF 400.000**

The position requires :
* so intimate knowledge of to sell to public administrations and experience in negotiating public tenders.
* Proven experience in the construction industry.
* Best contacts to general contractors in France.
* An excellent sales record of technically advanced plants.

And projects in France.
* Experience in selling to and managing dealers and agents.
* French as mother-tongue and fluency in english.
* Civil engineering background if possible.

France and Northern Africa represent a huge market potential for our client and a real challenge for a strong entrepreneurial and strategic thinking pioneer. The position demands a dynamic salesman and aggressive market penetrator who is able to work under pressure and independently. Outstanding references and installations exist at major sites throughout Europe. The position is presently located in Paris. It can, however, be geographically relocated.

Please send complete resumes with present income and starting date to our consultants in Frankfurt starting project-no 41209/54. Interviews will be held in Paris. For questions, please contact. Dolan Consulting telephone assures you of the utmost discretion.



DOLAN CONSULTING

34, Untermainkai, D-6000 Frankfurt-Main 1, Tél.: (069) 23 08 76, Telex 413 418 kobs d
Germany • United Kingdom • Benelux • Switzerland • USA

...for the lion's share of executive search!

AMNESTY INTERNATIONAL

recherche
pour son secrétariat à Londres

**UN (E) ASSISTANT (E) POUR
LE PROGRAMME DE LANGUE FRANÇAISE**

L'assistant (e) sera chargé (e) d'assurer :
- La rédaction de lettres aux traducteurs extérieurs, aux imprimeurs et aux sections francophones d'Amnesty.
- La recherche de références pour les textes à traduire (citations de documents antérieurs).
- La relecture de documents traduits en français.
- La dactylographie du bulletin international et des autres documents traduits en français.

Il (elle) doit être de langue maternelle française et connaître parfaitement l'anglais, savoir organiser son travail et sa documentation et faire preuve de grande rigueur.

Bonne dactylographie exigée.

Traitement annuel (indexé, échelons annuels) : £ 8.630.

Pour recevoir la description détaillée du poste et une formule de candidature, prière d'écrire ou de téléphoner au Service du personnel, Amnesty International, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ, Grande-Bretagne.

Tél. : 837-38-05 (répondeur automatique 24 h sur 24).
Télex : 28502.

Date limite pour la réception des candidatures : 15 avril 1985.

**LA COMPAGNIE
DES MINES D'URANIUM
DE FRANCEVILLE**

recherche
pour son exploitation du GABON

**UN CONTREMAITRE
ÉLECTRICIEN ENGIN
MINES ET CARRIÈRES**

Titulaire d'un BP électricien engins et PL ayant une expérience professionnelle de 5 ans minimum.
Vie sur place en famille.
Scolarité assurée jusqu'en classe de 3ème.

Ne pas se présenter écrire en adressant C.V. détaillé à :
COMUF Service du Personnel
Tour Maine-Montparnasse
33, Avenue du Maine
75755 Paris Cedex 15

AMNESTY INTERNATIONAL

recherche
pour son secrétariat international à Londres

UN CHERCHEUR POUR L'ASIE

Ce chercheur enquêtera sur les violations des droits de l'homme dans plusieurs pays d'Asie, dont le Vietnam. Il préparera des actions à entreprendre par Amnesty International concernant les prisonniers d'opinion, le déroulement des procès et le traitement des prisonniers.

Il doit posséder une connaissance approfondie du Vietnam, être capable de rassembler des informations et de les interpréter objectivement et doit être doué d'un bon jugement politique.

Il est indispensable qu'il sache s'exprimer avec aisance en anglais, tant oralement que par écrit. Autres langues : français et vietnamien.

Traitement annuel (indexé, échelons annuels) : £ 9.676.

Date limite pour la réception des candidatures : 19 avril 1985.

Pour de plus amples renseignements, s'adresser à :
Amnesty International, service du personnel,
1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ,
Grande-Bretagne.

Pour AFRIQUE CENTRALE

Recherches :
TECHNICIEN VIDÉO
EXPLOIT. ET MAINTENANCE

Niveau B.T.S. minimum.
Ayant une bonne expérience dans le domaine de la radio et de la télé - secteur information en particulier, il devra s'occuper d'une équipe pédagogique.

Sa mission sera :

- d'assurer l'exploitation du matériel en vue de la formation pédagogique et l'initiation aux techniques audiovisuelles dans le secteur de l'information d'étudiants africains ;
- d'assurer le maintien du matériel utilisé (réglage, vidéo, TV, caméra, magnétophone, cassettes, pupitre de montage électronique, etc.) ;
- d'assurer la formation du personnel recruté sur place.

Ecr. n° 7.015 Le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

**L'UNIVERSITÉ
DE LAUSANNE**

ouvre une inscription en vue de pourvoir un poste de professeur associé (plein temps) de LINGUISTIQUE GÉNÉRALE ET EXPÉRIMENTALE.
Titre exigé : doctorat de lettres, doctorat d'Etat ou publications importantes, « habilitation ». Les lettres de candidature, avec C.V. et liste de publications (en 5 exemplaires) doivent parvenir avant le 30 mars 1985 au Doyen de la Faculté des lettres, Bâtiment central, Dorigny, 1015 LAUSANNE.
Tél du secr. : 021/46 31 26.

Employé de maison pour femme avec 2 petits enfants domiciliés en Allemagne. Logés et nourris. Références exigées. M^{me} PAGES, Stadthofstr. 6, D-7570 Baden-Baden.

AFRIQUE

Groupes
AGRO-INDUSTRIEL
recherche

**INGÉNIEUR
AGRICOLE**

pour travail de terrain sur plantation avec expérience professionnelle de 5 à 10 ans et connaissance de l'agronomie tropicale.

RÉSIDENCE sur le lieu de travail.
Adresser CV et prétentions sous réf. 36.843 à COFAP - 40, rue de Chabrol 75010 PARIS qui transmettra.



emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

Vous êtes avant tout un homme de terrain, votre expérience passée le prouve.
- La responsabilité de l'encadrement d'une équipe d'une cinquantaine de personnes, hommes et femmes, ne vous inquiète pas outre mesure, bien au contraire.
- Etre appelé à travailler occasionnellement les week-ends, et même parfois la nuit, ne vous paraît pas inconcevable.
- Vivre avec votre famille (dans un logement mis à votre disposition) dans une localité bourgeoise, à 40 km d'un grand centre, correspondant à l'orientation actuelle que vous voulez donner à votre vie.
- Vous avez au moins 40 ans, une formation de niveau supérieur.
- Vous êtes rapidement disponible.
SI VOUS REMPLISSEZ L'ENSEMBLE DE CES CONDITIONS, ADRESSEZ-NOUS UN C.V. EN PRÉCISANT VOS PRÉTENTIONS, CAR VOUS ÊTES LE CADRE QUE NOUS RECHERCHONS.
Société des autoroutes Paris/Rhin/Rhône, Service des Relations Humaines,
36, rue du Docteur-Schmitt,
Saint-Apollinaire, 21000 DIJON.

SNPE

recherche pour
ses Etablissements du Sud-Ouest

Ingénieurs débutants

Centrale, ENSAM, ENSMA, INSA, ENSCM...

Intéressés par les activités :

- Autopropulsion : Etudes - Développement.

Pour l'un des postes, des connaissances précises en rhéologie des polymères, calculs par éléments finis et viscoélasticité sont indispensables.

D.E.A. 3^{ème} cycle souhaités.

- Fondamentaux et Exploitation : Production - Méthodes - Procédés.

- Chaude : Entretien d'installations.

Bonnes connaissances en Electronique, Electro-technique, Régulation et Automatismes.

Envoyer lettre de candidature + C.V. avec photo n° 7192 à CONTEXTE PUBLICITE,

20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

IMMOBILIER RENNES

ENTREPRISE NATIONALE DU B.T.P.

RECHERCHE

UN CADRE EXPÉRIMENTÉ

POUR :

- Recherche foncière ;
- Montages d'opérations immobilières (logements, bureaux, commerces).

Ecrire à CBL, B.P. 395, 44013 Nantes Cedex.

La HIGH TECH Californienne

dans l'environnement CAO

recherche

INGÉNIEUR COMMERCIAL 250/350.000 F

VOUS LES AVEZ DÉJÀ ?

- MAIS AVEZ-VOUS :
- l'enthousiasme d'une équipe gagnante ;
 - l'impact d'un N° 1 mondial ;
 - l'engagement d'une entreprise de taille humaine.

Si vous avez une réelle expérience en informatique industrielle ou technique, rejoignez notre équipe de betteurs.

Postes à pourvoir : PARIS, LYON, TOULOUSE.

- Formation en Californie.
- Fixe élevé + commissions très motivantes.
- Voiture de fonction.
- Nombreux avantages.

Adr. C.V. + photo + lettre manuscrite à Eric VISSIAN

VERSATEC

Avenue de la Belgique,
Z.A. de Courmoulin,
91944 LES ULIS,
Tél. : (01) 448-14-14.



PAYS DE LOIRE - GLAENZER SPICER

Nous sommes filiale d'un groupe allemand important (8500 pers.) et leader dans notre domaine. Nos cinq usines en France réalisent des produits de haute technicité et protégés.

Notre CA est en constante évolution (+ 20 % l'an en moyenne), les résultats en très forte progression. Le chiffre que nous réalisons à l'Export est en augmentation régulière (il est actuellement de 33 %) et nos perspectives sont largement positives.

Dans le cadre du développement de notre potentiel humain et pour accompagner notre vaste programme de robotisation, nous recherchons

Ingénieur méthodes

Celui-ci, diplômé grandes écoles (A.M., I.D.N., I.N.S.A., H.E.I., ...), débutant ou 1 à 3 ans d'expérience industrielle, jouera un rôle essentiel dans l'industrialisation des produits nouveaux, la conception et la mise en place de nouvelles techniques (usinage, traitements thermiques, ...). Il sera, à ce titre, le point de rencontre entre les études, les recherches et les services techniques de production.

De réelles perspectives sont ouvertes à court terme dans le Groupe pour un ingénieur attiré par l'animation des hommes, mobile géographiquement et capable de polyvalence.

Rémunération pouvant atteindre 200.000 Frs.

Adresser C.V. détaillé avec lettre manuscrite et prétentions à

J.M. LEGRAND, en précisant la référence 608/M

CENTRE DE PSYCHOLOGIE DU TRAVAIL
3, bd René Levasseur - 72000 LE MANS.



LE MANS ANGERS LIMOGES



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



LE CARBONE LORRAINE
Groupe industriel français à vocation internationale :
3 usines en France, 22 filiales dans le monde.
Dans son département **APPLICATIONS ELECTRIQUES** :
leader mondial de sa spécialité,
réalisant 80% de son CA à l'étranger.

Responsable relations sociales

- de l'unité de production d'AMIENS (600 personnes) -

Diplômé Enseignement Supérieur (Sciences Po, Droit, ...) avec spécialisation en Relations Sociales, il aura quelques années d'expérience professionnelle de la fonction dans l'industrie ; connaissance de l'anglais souhaitable.
Ce cadre devra être capable de prendre progressivement en main la responsabilité des relations sociales (formation, gestion du personnel, relations syndicales, communication, développement social, ...). Il participera, dans un environnement dynamique, à l'animation d'un établissement qui pratique une politique sociale novatrice.

Adresser lettre man. et C.V. détaillé, réf. 72051/M à J.P. LE MASSON, Sélégos, Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE CEDEX.

**SÉLÉ
CEGOS**

Dans les
**BOUCHES DU RHONE,
LA FILIALE FRANCAISE
DE DEUX IMPORTANTS
GROUPES PETROLIERS,**

recherche pour son usine
de 2.500 personnes



INGENIEUR DE FABRICATION

Diplômé d'une école supérieure, X^e Centrale, Mines, vous serez intégré à l'équipe d'ingénieurs responsables d'une unité très importante.
Quelques années d'expérience en production et une spécialisation IFP seraient très appréciées.

A votre sens des contacts humains, vous ajouterez celui de l'animation d'une équipe.
Les possibilités d'évolution, fonction de votre réussite, sont à la mesure de la dimension de notre groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 5586 à
CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01.

Une première responsabilité de "controller" dans un grand groupe industriel

Filiale d'un des plus importants Groupes français, notre société de production est implantée à Lyon.
Le collaborateur que nous recherchons exercera auprès de notre Directeur d'Usine une fonction complète de "Controller".
- Il supervisera l'ensemble des services comptables (comptabilité générale et auxiliaire).
- préparera les budgets et en suit l'application.
- assurera le contrôle de gestion de la production, déterminera les prix de revient (comptabilité analytique).
- développera les systèmes d'information, contrôle les procédures, participe à leur définition et leur mise en place.



Tour Fiat-Cedex 16-92084 Paris la Défense

A 30 ans, vous avez acquis une expérience professionnelle de 5 à 6 ans dans une entreprise industrielle. Votre formation est d'abord celle d'un gestionnaire avec de solides bases comptables et financières et une bonne pratique de l'utilisation de l'informatique. Mais vous connaissez aussi les problèmes et les contraintes de la production. Vous êtes diplômé d'une Ecole de Commerce et/ou d'ingénieur.
La poste que nous vous offrons vous permettra d'exercer des responsabilités hiérarchiques en animant votre équipe (+ de 10 personnes). La taille de notre Groupe (20 milliards de CA, 38000 personnes) et notre organisation largement décentralisée vous offriront des possibilités d'évolution en France ou à l'étranger.

COFROR, notre conseil en recrutement, étudiera votre dossier de candidature en toute confidentialité et vous remercie de l'adresser à Catherine ROIZOT sous référence 499/3481 (en indiquant votre rémunération actuelle).



CAISSE REGIONALE DE L'EURE dotée de 3033 et 4381/2 + 300 terminaux et Micros étudie la refonte de l'équipement informatique de son réseau d'agences et recherche

UN "HOMME" SYSTEME HF

■ Etudes supérieures (Ingénieur, Mises...)
■ Première expérience souhaitée de l'environnement IBM (MVS, CICS, VTAM, TSO)

Afin de prendre en compte :
■ la maintenance, l'installation et l'optimisation des divers logiciels
■ l'étude des évolutions possibles, aussi bien d'un point de vue logiciel que matériel.

Adresser candidature manuscrite avec curriculum vitae, photo et prétentions à Monsieur le Chef du Département Personnel, C.R.C.A.M., de l'EURE - 5, rue de la Rochette - BP 422 - 27004 EVREUX Cedex.

une carrière dans le bon sens

EVREUX

GRAND GROUPE FRANCAIS

Notre activité concerne la fabrication et la commercialisation de câbles et matériel de transmission dans les technologies de pointe, notamment fibres optiques.

Nous recherchons pour Service Etudes et Développement
**INGENIEUR D'ETUDES
Région Lyonnaise**

Mission :
■ Etudier les caractéristiques des matériaux utilisés dans la technique des câbles de télécommunication.
■ Animer pour se faire une équipe de 6 techniciens.

Ce poste s'adresse à de jeunes ingénieurs : Institut des Sciences de l'Ingénieur de Montpellier, option matériaux, ou formation équivalente. La pratique de l'anglais est nécessaire. La connaissance d'une autre langue est un atout supplémentaire.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 7093 à
CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

l'informatique d'Unisabi: un nouveau challenge

Unisabi, société française du groupe international Mars, est le premier fabricant français d'aliments préparés pour animaux familiers avec des marques performantes : Canigou, Pal, Frolic, Loyal, Whiskas, Ronron, Kikikat, Brekkies.

Unisabi, ce sont 1.000 collaborateurs, 3 usines, 3 milliards de francs de chiffre d'affaires, une croissance de + 20 %, un volume export de 30 %.

Notre INFORMATIQUE est performante et s'est donnée les moyens de ses ambitions.

2 IBM 4381, MVS, Télétraitement, Data Base, Infocentre, liaison PC/Host.

Rattachée à la Direction générale, notre équipe applique une stratégie d'intégration des technologies Informatique, Micro, Télématique et Bureautique.

Chacun d'entre nous dispose des moyens nécessaires pour assumer ses responsabilités et se développer, en équipe mais aussi de façon autonome, dans un esprit de communication intense, d'innovation permanente, en bénéficiant de larges possibilités de formation et de salaires compétitifs.

DEVEZ-VOUS RESPONSABLE DES ETUDES

VOTRE MISSION

- Assurer le développement et l'évolution de grands systèmes de gestion en garantissant leur cohérence, leur qualité et leur fiabilité.
- Animer une équipe de 15 professionnels : chefs de projets et analystes-programmeurs.

VOTRE PROFIL

- Doté(e) d'une formation supérieure et d'un bon niveau en anglais, vous avez trois ans d'expérience minimum dans la mise en place d'applications de gestion complexes en environnement DB/DC en faisant appel à une méthodologie telle que Merise.
- Vous avez une expérience réussie d'animation d'une équipe. (270.000+)



Ecrivez à : UNISABI
Département du Personnel (Y.T.)
B.P. 7
45550 Saint-Denis-de-l'Hôtel
Joignez C.V. et photo.



Chef du Personnel

Vous souhaitez donner une nouvelle dimension à votre expérience en créant la fonction Personnel dans une unité de production de 450 personnes, filiale d'un groupe français de renommée mondiale. Dépendant du Directeur des Relations Humaines basé au siège à Paris, vous animerez dans l'établissement la politique sociale définie avec lui et assumerez de façon très autonome l'ensemble des responsabilités inhérentes à la fonction dans un contexte très stimulant de renouvellement des objectifs. Nous attendons un candidat de formation supérieure ayant acquis une pratique suffisante des divers aspects du poste dans l'industrie et possédant par ailleurs le dynamisme et l'ascendant naturel nécessaires à un animateur. Ce poste est basé à Saint-Louis (à 5 kms de Bâle). ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 503323 M.

35 rue du Rocher 75008 Paris



assistante commerciale Allemand - Anglais

Collaboratrice immédiate du Directeur Commercial, elle sera en relation constante avec la clientèle de vendeurs français et étrangers dont elle suivra les actions en assurant des travaux variés faisant appel à son sens de la communication, à son goût pour le travail administratif et à ses aptitudes pour l'organisation. Ce poste sédentaire qui nécessite pratique de la dactylographie, aisance de rédaction, bonne maîtrise de l'allemand et de l'anglais, s'adresse soit à une JEUNE DIPLOMÉE EN LANGUES ETRANGERES APPLIQUEES, possédant une première expérience, soit à une ASSISTANTE COMMERCIALE confirmée dans un poste similaire.

Ce poste autonome est à pourvoir au Siège de la Société, dans une petite ville à 20 km au Nord-Ouest de LYON.

Ecrire au CABINET GATIER, 32 Rue Barrière 69006 LYON, sous réf. 005 M.

Cabinet Gatier

emploi régionaux

ingénieur informaticien
POUR ACHETER

pour acheter

pour acheter

pour acheter

pour acheter

pour acheter

pour acheter

pour acheter

pour acheter

pour acheter

pour acheter

pour acheter

pour acheter

pour acheter

pour acheter

pour acheter

pour acheter

pour acheter

pour acheter

pour acheter

pour acheter

pour acheter

pour acheter

pour acheter

pour acheter

pour acheter

pour acheter

pour acheter

pour acheter

pour acheter

pour acheter

pour acheter

pour acheter

pour acheter

pour acheter

pour acheter

pour acheter

pour acheter

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE recherche pour une de ses usines, implantée en PERIGORD

ingénieur informatique

avec 1ère expérience de vente

POUR ACHETER

les sous-ensembles fonctionnels
- disques, floppy, moniteurs, lecteurs divers, etc...

Il travaillera en relations très étroites avec les chefs de produits et avec l'équipe d'industrialisation. Il fera des déplacements fréquents en France et à l'étranger.

ANGLAIS ECRIT ET PARLE

Ecrire lettre manuscrite, CV et prêt, sous réf. 7314 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Organiser et Gérer 500 Millions d'Achats

La Branche Emballage du Groupe BSN - 4,7 Md de F de CA, n°1 de l'emballage verrier en France - marque sa volonté d'améliorer sa productivité matérielle par la création d'une Direction des Achats. Rattaché au Directeur Général de la Branche, le Directeur des Achats cherche à intégrer dans son équipe récemment constituée un cadre à fort potentiel.

Basé à Lyon, ce nouvel acheteur aura une double responsabilité :

- acheter les biens d'équipements en s'appuyant sur un marketing d'achats rigoureux, sur les fonctions techniques, sur la recherche permanente des synergies BSN-fournisseurs ;
- coordonner les achats décentralisés en usine en animant les différents acheteurs. Il les appuie dans les négociations complexes, crée et met en place de nouvelles méthodes et procédures.

Les objectifs de la Direction des Achats sont ambitieux. Elle souhaite y intégrer un cadre d'environ 32 ans qui aura acquis une bonne appréhension des problèmes techniques et économiques de l'entreprise industrielle. Ce poste opérationnel lui permettra de développer ses qualités d'organisateur, d'animateur et de négociateur. De larges possibilités d'évolution lui seront ouvertes par la suite. La pratique de l'anglais est vivement souhaitée.



Merci d'adresser votre candidature, sous réf. R. 18 M., en précisant rémunération actuelle, à : BSN - Service Recrutement Cedex - 7, rue de l'Écluse, 75381 Paris Cedex 08.

S.A SEB - ETABLISSEMENT DE BOURGOGNE (25 KMS NORD DE DIJON)

DANS LE CADRE DE SON DEVELOPPEMENT, RECRUTE

INGENIEUR FABRICATION MECANIQUE (A.M., E.N.I., I.N.S.A. ou équivalent)

Au sein d'un Bureau d'Etudes Outillages, il prendra en charge des études et la mise au point de machines spéciales et d'outils d'emboutissage sur presses.

Sa formation de base et de bonnes connaissances en automatisme lui permettront d'apporter les solutions les mieux adaptées mécaniquement et financièrement aux problèmes techniques rencontrés en production.

Réf. B.E.O.

DESSINATEUR CHEF DE PROJET

Il participera à la conception d'appareils électroménagers au sein de notre équipe «Recherche produits».

Ce poste s'adresse à un candidat possédant un BTS/DUT Bureau d'Etudes ou similaires et une expérience de 4/5 ans dans un poste similaire.

Réf. C.P.

AUTOMATICIENS

Dotés de solides connaissances en :

- Automatismes électrotechniques, pneumatiques, hydrauliques.
- Micro-informatique : automates programmables micro-processeurs.
- Electronique : logique électronique, électronique de puissance.

Ils prendront en charge la conception d'automatisme et en suivront la réalisation, la mise en route et la maintenance.

Ces postes à grande autonomie, s'adressent à des techniciens automaticiens ayant 4/5 ans d'expérience dans une fonction équivalente en milieu industriel.

Réf. AUT.

TECHNICIEN DE LABORATOIRE

Au sein d'une équipe «Recherches et Développement», il assurera des essais, mesures et analyses sur les produits fabriqués ou en cours de développement.

Ce poste s'adresse à un candidat possédant un DUT Mesures Physiques complété de connaissances informatiques (BASIC) et en Anglais.

Réf. R.E.D.

Vous manifesterez votre intérêt en adressant candidature manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions à :

S.A. SEB - Direction du Personnel - 21261 SELONGEY CEDEX.

Cadre commercial export

Nous sommes une PME ambitieuse qui souhaite accentuer son développement et renforcer l'équipe commerciale de l'une de ses divisions.

Nous vous proposons d'assurer la commercialisation de l'ensemble de la gamme de produits de cette division et de participer à la définition de sa stratégie commerciale et de ses objectifs par pays et par produit.

En déplacement 50 % de votre temps (Europe, Pays Arabes, etc.), vous aurez comme interlocuteurs des clients directs (entreprises), des prescripteurs (architectes) et stimulerez l'action de nos agents dans certaines contrées.

Cette opportunité doit intéresser un cadre d'au moins 28 ans, diplômé d'études commerciales supérieures, parfaitement bilingue anglais et ayant une expérience probante de la vente, si possible à l'exportation, de produits haut de gamme pour le bâtiment.

Les conditions générales de collaboration ont de quoi motiver une personne qui est disposée à aller s'installer dans la région de CALAIS - BOULOGNE-SUR-MER.

Si vous vous sentez concerné, envoyez votre dossier (lettre + C.V. + prétentions), sous réf. 3224/LM, à Hervé ADAMSKI.

HAY Manager 50, bd de Paris - 59100 ROUBAIX - Tél. : (20) 73.71.70

près DOUAI

INGENIEUR

QUALITE
DEVELOPPEMENT

CORNING GLASSWORKS, leader mondial sur le marché des verres spéciaux, dispose en Europe d'une douzaine de filiales. Nous recherchons pour l'une d'entre elles : SICOVER, 100 personnes, un jeune ingénieur mécanicien Arts et Métiers, INSA, IN... disposant d'une première expérience industrielle de 2-3 ans, si possible dans un Service Méthodes.

Rattaché au Directeur de la filiale, vous serez chargé du développement du produit, de la

CORNING EUROPE

qualité et des méthodes industrielles du Département capteurs solaires. Il s'agit d'une création de poste nécessitant une personnalité dynamique, motivée par les problèmes et innovations techniques, ayant le sens du concret. L'intégration se fera dans une équipe jeune et stimulante.

Merci d'envoyer lettre man., C.V., photo et prêt, s/réf. D.M. à CORNING EUROPE - 185, av. Charles-de-Gaulle - 92200 NEUILLY-SUR-SEINE, qui centralise ce recrutement.



COMPAGNIE GENERALE DE PRODUCTIQUE

ORLÉANS

Filiée d'un des premiers groupes industriels français, notre société, 500 personnes, est le spécialiste de la fourniture "clés en main" de systèmes automatisés de stockage et d'installations de production de haute technologie. Dans le cadre du développement de nos activités, nous recherchons de :

Jeunes Ingénieurs INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

Diplômés d'une grande école, ils possèdent une spécialisation informatique et des connaissances de base en anglais. Ils sont chargés de la conduite de projets informatiques pour la gestion des ensembles de stockage et de production pilotés par ordinateur. Ils assureront l'étude, les tests, la mise en route sur site et la formation des utilisateurs. Ces ingénieurs trouveront dans notre structure de réelles possibilités d'évolution.

Merci d'adresser votre candidature à Danièle AUGÉ sous référence CI/80/M

KEY MEN
23, Bd Jean Jaurès 45000 Orléans

LYON

jeune ingénieur grandes écoles

Nous sommes la filiale européenne d'une Société Américaine.

Nous utilisons un SPERRY S80 (OS3) pour notre gestion (temps réel et télétraitement).

Nous recherchons un candidat, ayant 1 ou 2 ans de pratique des moyens ou gros systèmes et capable de prendre en charge la Direction de notre informatique.

Nous souhaitons rencontrer un homme polyvalent, stimulé par la possibilité d'une carrière ouverte vers des responsabilités diverses.

Nous offrons, au sein d'une équipe jeune, les mêmes avantages qu'une grande entreprise, des possibilités de voyages à l'étranger (US compris).

Une bonne maîtrise de l'anglais est nécessaire.

Adressez votre C.V., photo et prétentions, sous la référence R21/3 à :



BERNARD MIGNOT CONSEIL

145, Chemin de Choulans - 69005 LYON

GRANDES ECOLES
• D'INGENIEURS
• DE CHIMIE

Jeunes Diplômés: notre avenir dépend de vous

Nous sommes l'un des premiers groupes européens de l'industrie chimique.

Vous prendrez à terme les rênes de nos différents services.

Nous vous offrons aujourd'hui des postes en :

Recherche et Développement pour un ingénieur chimiste, avec de bonnes connaissances en chimie analytique - Poste basé en Provence. (réf. 4779)

Laboratoire de Recherche - Fabrication - Entretien Construction 3 postes basés en Franche-Comté. (réf. 4780)

pour un premier contact, adressez votre dossier de candidature sous référence correspondante à l'agence DESSEIN - 69 rue de Provence 75009 Paris, qui transmettra.

DESSEIN

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Tête chercheuse d'un grand chasseur de têtes

Dans l'une des premières sociétés de Conseil International, vous serez chargé d'assister les consultants dans la définition d'une stratégie de recherche adaptée à chaque mission de recrutement. Vous complétez les informations déjà possédées par le cabinet en prenant directement les premiers contacts à l'extérieur. Vous avancez au maximum chaque dossier avant de le confier au consultant responsable. De plus vous animez une équipe de documentalistes et suivez le planning des missions en cours. Homme ou femme, vous avez de 3 à 5 ans d'expérience professionnelle dans le journalisme économique, les études de marché, la documentation... Vous avez une bonne formation du type école supérieure de commerce et parlez l'anglais. Vous êtes perçu comme dynamique et accrocheur et comme un bon organisateur. Vous utilisez la micro-informatique et êtes intéressé par ses développements. Les milieux d'affaires et les fonctions dans l'entreprise ne vous sont pas inconnus.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + CV + photo) sous référence 1816M à

SOURCES

144 rue de Rivoli - 75001 Paris qui transmettra

ETABLISSEMENT FINANCIER spécialisé en Crédit-bail à Paris filiale d'une importante banque privée recherche **COLLABORATEUR HF**

minimum 35 ans

ayant une formation supérieure (Grande Ecole et/ou formation juridique) et une expérience de 4 à 5 ans en matière de Crédit-bail.

Le candidat retenu aura pour mission le développement commercial de la société et également la responsabilité du Personnel (dont il assurera la gestion tant au plan organisationnel qu'administratif).

La poste requiert des qualités de contact, de dynamisme et le goût de l'engagement.

Merci d'adresser lettre manuscrite de candidature C.V., photo et prétentions à **PIERRE LICHOU S.A.**, s/réf. 3599 - BP 220 - 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

emplois régionaux

JEUNE ADJOINT AU D.R.H.

ALPES
200000 F +

Nous sommes filiale d'un des premiers Groupes Industriels français. Nous souhaitons confier l'ensemble de la gestion d'un effectif important (Gestion administrative, Paie, Mutuelle, Législation, Procédures) à un diplômé d'études supérieures ayant impérativement une première expérience de la fonction Personnel dans une unité de production.

Adresser votre dossier sous N° 840 M.

GABRIEL MARCU
154, bd Malesherbes - 75017 Paris.

AGENCE RÉGIONALE D'INFORMATION

recherche

POUR SA
RÉDACTION LILLOISE :

JOURNALISTE

Bonne connaissance de la radio, desk, reportage, présentation, désirant s'intégrer à une équipe jeune de 12 professionnels

Envoyer c.v. et cassette à :

MÉDIA COMMUNICATION NCI

104, rue Nationale, 59000 LILLE.

CENTRE D'ETUDES JURIDIQUES LYON

recherche pour son service consultations

UN SPECIALISTE CONFIRME EN FISCALITE ET DROIT DES SOCIETES

Envoyer C.V. et prétentions à
CRIDON, 59 bis, rue de Créquy
69452 LYON Cedex 06.

Société Leader Mondial
d'Équipements Électroniques et Automatiques
en forte expansion
en HAUTE-SAVOIE, proche de GENÈVE

recherche

ADJOINT RESPONSABLE MÉTHODES CHRONOMÉTRER - ANALYSEUR-GAMMISTE

Pour études de temps, préparations et modifications de postes de travail et gammes.
- BTS/DUT électronique et/ou mécanique.
- Formation et expérience indispensables en électronique et MTM (pour assemblage de composants), si possible dans société de matériel électronique.

Adresser lettre man. C.V. et salaire actuel sous réf. 40.838
à **CONTEXTE PUBLICITÉ**, 74, rue Béchervaise,
69363 LYON Cedex 07,
qui transmettra.

SNPE

recherche pour
ses Nouvelles Installations

Ingénieur confirmé Centrale - ENSAM

Spécialisé en automatique - Electronique - ayant une première expérience en milieu industriel.

Pour :
- étudier la maintenance des installations des leur conception,
- suivre les chantiers en cours et préparer leur maintenance (dossiers techniques, méthodes, formation du personnel...).

Le poste est à pourvoir dans un de nos Etablissements du Sud-Ouest.
Envoyer lettre de candidature + C.V. avec photo
s/réf. 7193 à **CONTEXTE PUBLICITÉ**,
20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01,
qui transmettra.

IFREMER

Institut français de recherche
pour l'exploitation de la mer

BOULOGNE-SUR-MER

UN CADRE ADMINISTRATIF

ayant de bonnes notions en droit et en comptabilité,
il sera responsable administratif du centre et devra assister le directeur dans les tâches financières (comptabilité et suivi du budget, établissement des comptes) et dans les tâches de personnel (gestion, recrutement, relations syndicales). Quelques années d'expérience sont souhaitées.

Ad. C.V. + lettre manuscrite à : IFREMER, Service du personnel, 85, avenue d'Alsace,
75110 PARIS.

AGREGE SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES

Travail exigeant disponibilité et esprit d'initiative pour former des travailleurs sociaux.

RÉGION CENTRE

Intéressé pour économie sociale, expérience via associative.

Enseignement économique politique et gestion.
S/réf. n° 173 HAVAS, 37047
TOURS Cedex.

Cabinet de Conseil Juridique et Fiscal

FISCALISTE CONFIRME

Rémunération attractive.
S/réf. avec curriculum vitae au
n° 7.026 le **Monde Publi**,
5, rue des Italiens, 75427 Paris
Cedex 08.

Chez nous, les ordinateurs ont la parole...

Grand Constructeur Informatique, nous consacrons 10% de notre C.A. à la Recherche et au Développement. Pour la conception de produits bureautiques de nouvelle génération nous mettons en œuvre des applications dans le domaine des réseaux, de la synthèse et de la reconnaissance vocale. Notre Direction technique recherche un

Ingénieur Electronicien

pour participer à nos activités de recherche et à la mise au point de produits de traitement de la parole.

Ingénieur et Concepteur, il est chargé de l'étude d'algorithmes de reconnaissance de la parole et de filtres numériques. De formation scientifique Grande Ecole ou Université (3^{ème} cycle), nous lui demandons de posséder une connaissance du traitement du signal sur microprocesseur. Une compétence dans le domaine du signal de la parole et d'un langage tel que FORTRAN ou PASCAL est souhaitée.

Pour faire acte de candidature et nous faire part de vos motivations à exercer de telles fonctions, merci d'adresser votre dossier de candidature s/réf 4777 à l'agence **DESSEIN** - 69 rue de Provence - 75009 Paris.



Société d'Ingénierie et
d'Informatique Industrielle

Spécialisés dans les domaines de l'informatique industrielle, la robotique, l'avionique, nous réalisons également nos propres produits. Notre but : développer des méthodes et des outils informatiques d'aide à la conception d'ateliers industriels et d'ateliers logiciels. Pour ce faire, nous utilisons soit le langage Pascal sous système d'exploitation UNEX 5, soit un environnement ADA. Aussi nous recherchons

DES INGENIEURS

GRANDES ECOLES OU UNIVERSITAIRES

• **DEBUTANTS** : ils participeront à des projets qui mettent en œuvre des systèmes à base de micro-processeurs et qui nécessitent l'utilisation de langages tels que l'Assembleur ou le Pascal. (Réf: ID)

• **CONFIRMES** : ils s'intégreront à notre équipe « Recherche et Développement » pour mettre au point nos méthodes ou réaliser des logiciels spécifiques sur nos systèmes de développement. (Réf: IC)

Adresser un dossier de candidature en précisant la référence du poste choisi 11, rue de Clichy - 75009 Paris.

Double formation française et américaine

CHARGE(E) DE MISSION

auprès du Président

- Etablir, après avoir recherché les informations, des notes de synthèse sur des problèmes économiques (micro, macro) et de politique générale du Groupe.
- Préparer et rédiger des communications internes et/ou externes.
- Traiter ponctuellement certains dossiers importants.
- Suivre pour le compte du Président la politique de communication principalement aux USA et en RFA.
- Une double formation supérieure (française + américaine).
- Une expérience professionnelle de 3/5 ans, acquise dans la presse, la publicité, les relations publiques ou l'organisation.
- Une parfaite maîtrise de la langue anglaise.
- Une mobilité et une disponibilité réelles.
- Une capacité de dialogue à différents niveaux.

Telles sont les responsabilités liées au poste de chargé(e) de mission.

La taille du Groupe (+ de 100 000 personnes), son rayonnement dans le monde garantissent des évolutions de carrière multiples et variées.

Nous remercions les personnes intéressées par cette opportunité de carrière exceptionnelle de nous transmettre leur dossier complet de candidature, sous la réf. M 32/062 AM, à :

EGOR S.A.

8 rue de Bond 75008 Paris.

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUBIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID TOKYO

un poste d'avenir : responsable qualité

ELECTRONIQUE

BANLIEUE SUD

Dans un environnement de HAUTE TECHNOLOGIE, nous donnons à notre RESPONSABLE CONTRÔLE QUALITE les moyens de réussir et la possibilité d'évoluer. Dans notre usine de création récente, nous étudions, développons et fabriquons pour le marché mondial des produits de technologie de pointe. Nous appartenons à un Groupe Multinational de premier plan spécialisé dans l'ELECTRONIQUE.

Nos points forts : une politique innovatrice, un secteur de pointe et surtout un potentiel humain de haute compétence. A cela s'ajoute un rythme de croissance élevé de notre CA : + 25 % à 30 % par an ! Directement rattaché à notre Directeur Général, notre Responsable Contrôle Qualité collaborera avec l'ensemble des services concernés de la Société (Production, Etudes, Marketing...). Aux procédures de contrôle que vous aurez la charge d'élaborer et de faire appliquer, viendront s'ajouter à ce titre des responsabilités liées à nos nouveaux projets.

Votre sens aigu de la gestion fera de vous un homme clé dans notre organisation orientée vers le service à nos clients. De formation technique en ELECTRONIQUE, votre expérience, votre goût pour l'innovation, vos connaissances technologiques et votre sens des contacts humains vous désignent pour réussir dans cette fonction et pour évoluer au sein de notre Groupe.

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous référence CQ 12 à notre Conseil, qui traitera les candidatures confidentiellement.

COCEPLAN

Tour de Lyon - 185, rue de Bercy - 75012 PARIS

Si vous avez envie de mettre le cap plein sud et si vous possédez, outre le sens du management, les qualités d'un

Chef des services Comptable, Administratif et Financier

alors, sachez que l'Agence de Marseille d'une importante Société Maritime d'armement, d'attelage, de transport et de consignation recherche son candidat.

• Vous avez le D.E.C.S. ou l'Expertise Comptable ou... les deux.
• Vous êtes familiarisé avec l'informatique.
• Vous maîtrisez l'Anglais.
• Vous avez une expérience réussie de management (si possible dans le secteur maritime).
• Vous êtes partant pour la cité phocéenne, alors... nous vous attendons.

Adresser lettre manuscrite et CV sous
réf. 4408M à notre Conseil Nicole WEERTS

impact développement

Monceau Commercial Building, 38 rue de Lisbonne 75008 PARIS

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

UNE DES PLUS IMPORTANTES
ENTREPRISES FRANÇAISES DU
SECTEUR HOTELIER
située à Paris, recherche

adjoint au directeur des ventes

qui participera à l'élaboration de la politique commerciale et tarifaire et collaborera activement à l'animation d'une quinzaine de personnes.
Vous êtes diplômé d'une école supérieure de commerce.
Vous parlez couramment l'anglais et si possible une autre langue.
Vous êtes jeune, dynamique et prêt à vous investir totalement dans votre activité professionnelle.
Vous êtes un animateur né, capable de prendre rapidement le leadership sur une équipe déjà constituée et qui fonctionne bien.
Envoyer votre dossier de candidature, C.V., photo et prétentions sous référence 7316 à CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

GÉNIE CLIMATIQUE Ingénieur études et travaux

IMPORTANT CENTRE D'ÉTUDES, DE DÉVELOPPEMENT ET DE RÉALISATION DE SYSTÈMES ÉLECTRONIQUES COMPLEXES destinés à des secteurs de très haute technologie, recherche un ingénieur diplômé.

Il sera plus spécialement chargé :

- d'effectuer des expertises et de proposer les améliorations nécessaires en particulier dans le domaine des systèmes de climatisation équipant ce centre,
 - d'assurer le bon fonctionnement de l'ensemble des installations (climatisation, énergie, maintenance, etc.) à l'aide d'une équipe d'environ 12 personnes,
 - de suivre les travaux effectués par les moyens internes ou confiés à des entreprises extérieures.
- En fonction de ses compétences, il pourra se voir confier rapidement la responsabilité du département "Entretien Travaux Neufs".
Ce poste conviendrait à un ingénieur (ENSAS, Mines de Douai...) ayant démontré ses qualités techniques au travers d'une première expérience comme ingénieur travaux neufs ou chargé, ou en tant qu'ingénieur d'affaires chez un constructeur. Des qualités d'animateur sont indispensables.

Poste : banlieue ouest de Paris.

Rémunération à débattre selon expérience.

Ecrire sous réf. FN 379 AM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

Futur Directeur Général OUTRE-MER

SOCIÉTÉ FRANÇAISE recherche pour l'une de ses filiales OUTRE-MER (130 personnes) un futur Directeur Général.

Après une formation de quelques mois en France, il assistera le Directeur Général actuel et prendra progressivement en charge l'ensemble des responsabilités (technique, financière, administrative, commerciale et humaine) correspondant à ses fonctions ultérieures, qu'il assumera dès qu'il le pourra.
Agé de 40 ans minimum, la personne recherchée doit être de formation ingénieur ou assimilée, avoir de bonnes connaissances en mécanique et électricité (matériel de maintenance, engins TP ou agricoles, centrale électrique autonome, etc.) et une expérience de direction d'unité Outre-Mer (centre de profit de type agricole, par exemple).

Rémunération : 300.000 F. +

Ecrire sous réf. GO 380 CM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

Jeunes directeurs

NOUS SOMMES UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE EN EXPANSION, rattachée à un groupe leader européen. Notre Société comprend actuellement 23 filiales en France et nous pratiquons largement la délégation et la décentralisation.

Notre activité se situe dans le secteur des services et implique l'animation d'effectifs nombreux (100 à 300 personnes par filiale) et la mise en œuvre de parcs de matériels importants.
Pour préparer nos structures futures de Direction et gérer notre développement, nous recherchons de futurs Directeurs de filiales, qui après formation, pourront, dans les deux ans environ, prendre la direction d'un centre de profits.

Ces postes, qui impliquent compétences en gestion, qualités d'animation et sens aigu de la négociation, conviendront à de jeunes diplômés de grandes écoles (d'ingénieur ou de gestion), ayant 5 à 8 ans d'expérience professionnelle et ayant déjà assuré des responsabilités autonomes (direction de PME, de départements ou de centres de profits) à dominante commerciale et gestion.
Ces postes se situent d'emblée ou ultérieurement dans des villes de province et impliquent une certaine mobilité car leur localisation ne peut être définie dès à présent.

Ecrire sous réf. HP 381 AM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

Un responsable de personnel dynamique et évolutif

UN IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS, un des leaders mondiaux dans son domaine, recherche pour son siège le Chef de Personnel.

- il sera le moteur d'une gestion dynamique des ressources humaines et du développement social,
- il animera l'ensemble des relations paritaires et assumera les relations extérieures,
- il assurera l'administration du personnel ainsi que la gestion des services généraux.

Ce poste conviendrait à un candidat HEC, ESSEC, Sciences Po, ayant environ 5 ans d'expérience professionnelle dans la fonction PERSONNEL et témoignant d'un sens marqué du dialogue et de l'innovation sociale alliés aux solides qualités d'un gestionnaire rigoureux.
Larges possibilités d'évolution dans le Groupe.

Poste à Paris.

Ordre de grandeur de rémunération : 250.000 F. +
Ecrire sous réf. HA 349 CM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

Etablissement
Financier
PARIS 8^e

PLUS QU'UN COMPTABLE : UN FISCALISTE

Nous avons créé plusieurs sociétés (SA, GIE, SCI, Associations loi 1901) ayant chacune vocation à traiter une activité particulière. Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre man. CV et photo) sous réf. 448 à notre Conseil en carrières :

UNILOG

9 rue Alfred de Vigny
75008 PARIS.

MEMBRE DE SYNTHEC Informatique

PARIS-EST

SECRETAIRE GENERAL ADJOINT

Dans une société de conseil, filiale d'un des tout premiers groupes industriels français, nous vous proposons de prendre en charge l'ensemble des fonctions administratives de notre société (comptabilité, personnel...).

Vous aurez une formation supérieure et une spécialisation en comptabilité. Une expérience dans la fonction personnelle serait appréciée.
Le poste pourra évoluer après quelques temps vers des fonctions plus larges. Langue anglaise souhaitée.

Si vous désirez participer à ce recrutement, envoyer votre CV sous la référence 733-07 à notre Conseil :

ONOMA

28, rue de Berri 75008 PARIS
(confidentialité, réponse assurée)

GRUPE DE SOCIÉTÉS
DE DISTRIBUTION
recherche

CHEF COMPTABLE

rattaché au Directeur Comptable du groupe.
Il aura en charge la comptabilité de 5 sociétés. Il animera et dirigera une équipe de 10 personnes. Ce poste peut convenir à un cadre comptable ayant quelques années d'expérience et titulaire du D.E.C.S. complet.

ASSISTANTE DE GESTION hf

rattaché(e) au contrôleur de gestion du groupe.

Il (elle) possèdera un DUT de gestion ou équivalent. Il (elle) participera à l'élaboration des budgets, tableaux de bord et comptes d'exploitation.

Lieu de travail : proche banlieue Nord.
Envoyer C.V. + photo + prétentions à PIERRE LICHIAU S.A. + s/réf. 11986 BP 220 - 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Organisateur poste évolutif pour jeune ingénieur

PUISSANT GROUPE ALIMENTAIRE de dimension internationale recherche pour une de ses filiales un jeune Organisateur animateur et réalisateur.

Son profil : ENSIA, AM, ENSI, une première expérience de la vie d'une entreprise (1 à 2 ans) est souhaitée, si possible dans le domaine agro-alimentaire (les candidatures des débutants pourront être prises en considération en fonction de leurs motivations et de leurs stages).

Sa mission : Rattaché à la Direction Informatique et Organisation, il réalisera les études de faisabilité concernant les processus d'organisation industrielle et plus particulièrement de gestion.
Son rôle ira de l'analyse à la mise en œuvre des solutions dans des domaines variés et en étroite liaison avec l'outil informatique (IBM 38).

La réussite à ce poste permettra l'accès à un développement de carrière au sein de la société ou du groupe.
Poste ville universitaire Bourgogne.

Ecrire sous réf. MU 384 AM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

Choisis pour prendre en charge l'ingénierie de systèmes d'information de haut niveau dans de grandes organisations, nous souhaitons renforcer nos équipes de développement en intégrant des

Responsables de projets BULL DPS 7 - DPS 8

De formation scientifique supérieure, vous possédez une expérience de 3 à 5 ans dans la conduite de projets sur gros sites BULL dans un contexte Temps Réel et Bases de Données (IDS, TDS, DM IV).

Nous vous confierons la maîtrise d'œuvre d'importants projets de gestion pour lesquels vous assurerez :

- la négociation du cahier des charges
- l'animation d'une équipe chargée de la conception et de la réalisation
- la coordination des travaux dans le respect du contrat (qualité, délais, coûts)

Ces postes à larges responsabilités permettront à des candidats autonomes de valoriser leur technicité et leurs aptitudes au management d'équipes de jeunes ingénieurs.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous la référence RP/11/M à SG2, Direction du Recrutement 12, avenue Vion-Whitcomb, B.P. 215 16 PARIS cedex 16.

la maîtrise informatique

GROUPE
SI2

SEMA-METRA

INFORMATIQUE TECHNIQUE

Sa maîtrise des nouvelles technologies place SEMA-METRA au cœur de grandes décisions industrielles.

Sa division Ingénierie de Systèmes Techniques recherche des : INGENIEURS CONSULTANTS.

Ils assumeront des interventions telles que :

- Missions de conseil en productique.
- Etudes techniques pour l'introduction et la mise en œuvre de la CFAO et de la robotique.
- Assistance à la conception d'ateliers flexibles.
- Spécification du pilotage de systèmes automatisés de production.
- Définition de l'architecture de communication et des moyens informatiques associés.

Motivés par le conseil, l'animation, la méthodologie et l'expertise, vous avez une expérience d'au moins 5 ans dans certains domaines suivants : ateliers flexibles, CFAO, commande numérique, robotique, automatisation, systèmes temps réel, réseaux.

Si cette opportunité de carrière vous intéresse, adressez votre curriculum-vitæ sous référence 10552/M à Agnès Chauvin, département recrutement, Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.

SEMA-METRA

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Marketing européen des ordinateurs personnels

Marketing européen des ordinateurs personnels

Hewlett-Packard France, 56 % de croissance du CA en 1984, 2900 personnes, 3^e exportateur de matériel informatique en France leader dans le domaine de l'instrumentation électronique. Les signes de cette expansion : le démarrage d'un nouveau site industriel à Lyon-L'Isle d'Abeau. Les fondements de cette réussite : des solutions commercialement adaptées, une forte capacité d'innovation, la gestion attentive des ressources humaines. Hewlett-Packard France favorise le choix des carrières dans un environnement international où les activités sont très diversifiées et où autonomie, sens du défi et mobilité sont des critères porteurs d'évolution et de réussite.

INGENIEURS SUPPORT TECHNIQUE ELECTRONIQUE/INFORMATIQUE

Nous renforçons notre équipe d'ingénieurs marketing basée à Grenoble. Au sein d'une équipe, votre mission sera : • d'assurer un conseil et une assistance technique à l'ensemble du réseau commercial européen, • d'animer des sessions de formation à l'intention de nos ingénieurs commerciaux, • de tester de nouveaux produits et de faciliter la communication entre nos laboratoires et notre force de vente. Une formation supérieure en électronique ou informatique et une bonne maîtrise de l'anglais sont indispensables pour réussir dans ce poste.

INGENIEUR DEVELOPPEMENT DES VENTES

Ayant une parfaite connaissance de nos ordinateurs personnels, vous aurez un rôle très important de liaison avec nos ingénieurs commerciaux. Vous devrez les assister en les informant des tendances du marché, en développant des argumentaires et des campagnes de promotion, en analysant nos politiques commerciales en matière de démonstration auprès de nos clients. Nous attendons de vous que vous suggériez et lanciez des projets de développement des ventes suivants. Vous serez intégré dans une équipe marketing basée à Grenoble qui travaille en liaison avec nos vendeurs et distributeurs européens. Ces postes s'adressent à des candidats de formation ingénieur + MBA qui ont une expérience de vente ou de marketing dans le secteur de l'informatique.

CHEFS DE PRODUITS

Rattaché au Département Marketing, votre mission sera de mettre en œuvre des techniques de marketing rigoureuses pour assurer le lancement de nos produits sur le marché européen dans des conditions optimales. Possédant une excellente connaissance du marché, vous devrez établir un dialogue entre nos chercheurs et les utilisateurs potentiels de nos produits et participer à l'établissement de prévisions fiables. Pour ces postes de haut niveau, vous devrez justifier d'une formation supérieure - ingénieur ECP, EMP, ESE, SUPTELECOM, ENSERG + MBA/ISA - et d'une première expérience réussie du marketing industriel dans le secteur informatique. Ces postes requièrent un excellent niveau technique et une bonne aptitude à la communication dans un environnement international dynamique et motivant (anglais indispensable). Ils sont extrêmement variés et vivants et, de ce fait, très formatifs. Ils permettent aux candidats qui y feront leurs preuves un choix très étendu pour leur évolution de carrière, tant sur le plan géographique que fonctionnel. Merci d'adresser votre dossier de candidature - CV, photo et prétentions - en précisant la référence choisie, à Blandine THIERY, Service Recrutement, Hewlett-Packard France, 5 avenue Raymond Chauvaud - 38320 EYBENS.

Hewlett-Packard France : le partenaire de vos ambitions.

Nielsen

Développement - Statistiques Modèles - Assistance Clientèle

Vous possédez une formation d'ingénieur et/ou de statisticien. Vous avez de préférence acquis une première expérience dans le domaine des études et de l'utilisation des modèles.

Au sein d'une petite équipe vous serez plus spécialement chargé :

- de la mise en œuvre de modèles utilisant les données du panel-test ERM.
- du développement technique de nouveaux projets.
- de la maintenance et de l'amélioration de modèles existants.

Vous participerez à l'implantation internationale du produit. La connaissance de l'Anglais est indispensable.

Filière d'un groupe international, nous sommes le premier organisme français d'études de marché (700 personnes).

Pour toute information vous pouvez téléphoner au (3) 038.92.70 poste 4090 et/ou adresser votre candidature accompagnée d'une photo sous réf. 472 M à

AC NIELSEN Company - René Pilloy
Ressources Humaines - 9 Av. des Trois Fontaines 95000 CERGY.

VOUS, vous avez obtenu un diplôme commercial et vous ferez tout pour ne pas rester derrière un bureau, vous voulez éviter la filière "classique" : Assistant Chef de produit ou Auditeur Junior, vous êtes tenté par l'aventure d'une expatriation, vous souhaitez prendre rapidement des responsabilités de commandement.

NOUS, nous recherchons plusieurs JEUNES DIPLOMÉS ÉCOLE DE COMMERCE (HEC, ESSEC, ESCP, ...)

débutants ou première expérience.

Nous faisons appel à des hommes de terrain, désireux de valoriser leurs talents de commerçants et capables de prendre rapidement en charge

LA DIRECTION COMMERCIALE

d'une de nos filiales étrangères après une période de formation en France d'environ 2 ans.

Nous sommes un Grand Groupe Industriel et Commercial français, leader mondial sur son marché.

Tous renseignements complémentaires seront fournis au cours d'entretiens individuels et la plus grande discrétion est assurée.

Adresser votre candidature à
INTERMEDIA N° 570 A
9 bis, rue Labie - 75017 PARIS
qui transmettra.

Important groupe d'ingénierie

aux Activités Internationales dont le siège est à Paris, recherche

Ingénieur économiste, Diplômé Grande Ecole + Formation Complémentaire en Economie Gestion (ISA - INSEAD - MBA)

Débutant ou possédant une première expérience en gestion financière. Le poste proposé s'adresse à un candidat de fort potentiel qui participera à des études de rentabilité pour des investisseurs français ou étrangers, englobant les aspects techniques, commerciaux et financiers d'un projet. Le candidat retenu devra posséder la maîtrise de la langue anglaise, une réelle facilité pour le travail en équipe et une grande ouverture d'esprit. La connaissance de l'Espagnol serait appréciée.

Réf. 4117 M

Ingénieur service maintenance, Diplômé Grande Ecole (Centrale, Arts et Métiers, ...)

Pour une activité de Conseil en Maintenance ou en Organisation d'opérations d'entretien préventif. Le candidat retenu, âgé de 32 ans environ, possèdera une première expérience en maintenance ou production en unité industrielle. Une bonne pratique de l'informatique est souhaitée. Il s'agit essentiellement d'une activité de Consultant, pour laquelle la connaissance de l'Anglais est nécessaire. Des déplacements fréquents, en France, comme à l'étranger, sont à prévoir.

Réf. 4117 N

Ingénieur en Gestion de Production, Diplômé Grande Ecole.

Motivé par les aspects de gestion d'unités de production (ordonnancement production - modèles informatiques de simulation de capacité de production...) et/ou par les études de procédures correspondantes. Son activité sera principalement de Conseil. Après une période passée au Siège, il sera amené à effectuer des déplacements de plus ou moins longue durée en province et en particulier dans le Nord. Il devra, en usine, enquêter en détail sur les procédures (de production ou d'administration) existantes, à en faire le diagnostic, en déduire des recommandations d'action, puis à en suivre la mise en place. En complément, il pourra, en liaison avec le Centre de Calcul, procéder à la mise en place des systèmes informatiques correspondants. Les qualités recherchées sont : • Connaissance (si possible) de l'exploitation d'une usine ; • Ouverture à l'utilisation de l'informatique de gestion ; • Bon contact avec le client (niveau Chef de Service à la maîtrise de production) ; • Esprit d'équipe.

Réf. 4117 O

Merci de bien vouloir adresser lettre manuscrite + CV sous référence correspondant au poste choisi à :
JUNCTION, 34, Bd Haussmann, 75009 PARIS, qui transmettra.

Polytechniciens, HEC, Sciences Po...

investissez-vous dans une carrière professionnelle enrichissante.

C'est ce que nous vous proposons au sein d'un établissement bancaire de premier plan, implanté en France et à l'étranger, spécialisé dans le FINANCEMENT DU COMMERCE EXTERIEUR ET DES ECHANGES INTERNATIONAUX.

En quelques années, au sein d'une équipe d'exploitants expérimentés ou de la division de la trésorerie, vous deviendrez un professionnel à la valeur reconnue, à qui pourra être offert, par la mobilité, l'élargissement de ses compétences nécessaires par la suite à l'exercice de responsabilités importantes.

Ressources & Développement
6, rue Cassini, Diderot - 75006 PARIS

Merci d'envoyer votre C.V. à notre Conseil, sous la référence 5011/LM, ou transmettez-le à C.V. PLUS en composant sur votre Minitel le (1) 828.40.25.

LUTRANA

SPECIALISTE DU PESAGE DEPUIS 50 ANS

Nous sommes une entreprise en pleine croissance et en excellente situation financière. Ce succès nous oblige à déménager pour occuper de nouveaux locaux à VIERY CHATILLON 91 (zone industrielle). Plusieurs collaborateurs ne peuvent accompagner la maison. Ceci nous entraîne à recruter plusieurs postes au sein de la Direction du Personnel. Nous recherchons

UN COLLABORATEUR DIRECTION PERSONNEL

Sa mission : participera à la réalisation de l'ensemble de la politique du personnel (recrutement, formation à la mission de l'encadrement, révision des salaires au mérite, systèmes d'évaluation, consultation du personnel, information...). En d'autres termes toute l'imagination pour mobiliser les hommes. La personne recherchée sera diplômée de l'enseignement supérieur et aura 3 ans minimum d'expérience dans une Direction du Personnel. Merci d'adresser vos candidatures (CV, photo et prétentions) en rappelant la réf. 545 / 256 à

LUTRANA - Service du Personnel
68, avenue Gambetta - 93170 BAGNOLET.

OFFRES D'EMPLOIS

Certains vous promettent la assurance le billet. Nous vous demandons de garder les

NOUS SOMMES

CROYEZ-VOUS ?

SAGEM

génieur Qual

BERTIN

AU CHEF DE DEPART VIBRATION

collaboratrice de bo

Chantal Kon

مكران الناصر

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE - Mercredi 13 mars 1985 - Page 33

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Certains vous promettent la sans retour.
vous assurer le billet-

Nous vous demandons de garder les sur terre.



- sur le déclin,
- sur un marché porteur... d'aucun espoir,
- dont le bien est à déplorer,
- dont la force de frappe commerciale est nulle,
- dont les méthodes, la formation et le management datent du 19^e siècle,
- dont la rémunération moyenne annuelle est de 40.000 Frs (et moins).

LE CROYEZ-VOUS ? NON !

Alors, nous allons dialoguer sans a-priori et sans concession
Exigences minimales : 23 ans - Bac + 2, du caractère, de l'enthousiasme et aussi... de l'humour !

Adresser CV + photo (indispensable) avant le 18/03/85 minuit à :
BANCE-PUB (réf. 85313) 18, rue Léon 75018 PARIS.



2 OSCARS A L'EXPORTATION
1^{er} CONSTRUCTEUR EUROPEEN DE SYSTEMES DE NAVIGATION INERTIELLE
2^{ème} CONSTRUCTEUR MONDIAL DE TERMINAUX TELEX
dans le cadre de sa mission Assurance Qualité Fiabilité recherche pour son centre d'études de CERGY-POISSONNIE

Ingénieur Qualité

Ce poste s'adresse à un ingénieur ayant plusieurs années d'expérience dans cette fonction
- Bon niveau technique général (électronique - logiciel - statistique), - esprit d'initiative, - rigueur, - facilité de dialogue, - la connaissance de l'Anglais est souhaitée.
Adresser dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous référence 123 M à

SAGEM
Monsieur le Chef du Personnel B.P. 210 - 95523 CERGY-POISSONNIE Cédex.

BERTIN & Cie
Dans le cadre de son développement, la Division MECANISME DES FLUIDES ET STRUCTURES recherche

L'ADJOINT AU CHEF DE DEPARTEMENT

chargé du secteur **VIBRATION**

- pour :
- assurer la responsabilité technique et financière des projets,
- animer des équipes pluridisciplinaires,
- promouvoir et développer ce secteur d'activité.

Le poste s'adresse à un ingénieur confirmé (8 à 10 ans d'expérience) ayant acquis une connaissance solide dans le domaine des études dynamiques, théoriques et expérimentales - développement et utilisation des codes de calcul en dynamique, participation et exploitation d'essais de vibration et analyse modale, expertise vibratoire, interprétation des phénomènes dynamiques.

Merci d'adresser dossier de candidature complet, sous référence AMB / 14 à : BERTIN & Cie BP 3 - 78373 PLAISIR CEDEX.

Organisme Professionnel recherche

une collaboratrice de bon niveau

Ce poste qui est à créer, au départ à temps partiel, mais qui devrait ensuite évoluer vers un temps plein, implique des qualités relationnelles, le sens de l'organisation et des connaissances en gestion.

Il conviendrait à une candidate de formation supérieure ou équivalente ayant déjà exercé un poste de responsabilités dans des entreprises ou organismes de formation.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence 154 à C.K. 22, rue de l'Assomption 75016 Paris



Chantal Kenvyn



5^{ème} laboratoire mondial.
PFIZER fabrique à feu continu, dans son usine de Massy (180 pers.) des produits chimiques à usage pharmaceutique.

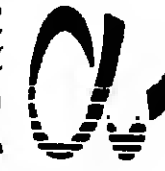
RESPONSABLE DU SERVICE SECURITE : UN INGENIEUR

Vous assurez et améliorez l'hygiène et la sécurité dans l'entreprise. Tout problème de sécurité est le vôtre qu'il concerne les conditions de travail et les installations existantes ou nouvelles car d'importants projets de renouvellement sont en cours. Principal artisan du programme annuel de sécurité et des CHSCT que vous animez avec le Directeur de l'usine: vous établissez des normes, conseillez les responsables de production, proposez des solutions et bien sûr informez et responsabilisez le personnel. Vos moyens: un budget de fonctionnement et d'amélioration, 2 collaborateurs, les équipements indispensables et surtout votre imagination et votre sens pédagogique. Ingénieur, chimiste de préférence, une expérience d'au moins 5 ans de la sécurité dans une unité de production à risques et une bonne connaissance de l'anglais sont indispensables. (Réf. 688 M)

JEUNE INGENIEUR METHODES : CENTRALE, AM...

Au sein du Service Production et en assistance des responsables d'atelier, votre mission consistera à concevoir et à proposer les méthodes de travail qui amélioreront l'organisation, le suivi de la production, la circulation de l'information. Vous serez responsable de l'implantation de la micro-informatique de production et prendrez en charge la formation de ses utilisateurs. Ce poste est destiné à un jeune centralien, débutant ou doté d'une toute première expérience ayant l'esprit largement ouvert à l'informatique. (Réf. 689 M)

Adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence au poste choisi à notre Conseil ALPHA CDI, 181, avenue Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY SUR SEINE



UNE AUTRE DIMENSION DE CARRIERE POUR UN AUTRE STYLE D'INGENIEURS COMMERCIAUX

... Nous sommes le premier constructeur français de micro informatique professionnelle, notre ambition: poursuivre notre croissance (+ 1000% en 3 ans), faire progresser notre part de marché (15% du marché français).

Nous avons besoin de vos talents pour développer notre réseau de distributeurs. Des talents de vendeur, acquis au cours d'une expérience significative dans la commercialisation de biens d'équipement, (photocopie, écriture électronique, etc...), mais aussi des talents de formateur, d'animateur et de gestionnaire pour les rendre plus performants.

Vous serez entièrement responsable du développement de votre région et votre tâche sera double :

- améliorer le professionnalisme des distributeurs existants
- rechercher de nouveaux partenaires.

Animé du goût d'entreprendre, créatif, dynamique, vous vous sentez la carrure pour tenir ce poste à responsabilités, résolument tourné vers l'innovation.

Agé de 30 ans environ, vous êtes rompu à la négociation, et avez acquis la maturité nécessaire pour vous imposer auprès de vos distributeurs.

Rejoignez-nous, 3 postes sont à pourvoir :

PARIS/REGION PARISIENNE, OUEST et NORD-OUEST.

Tous impliquent une bonne disponibilité dans le cadre de nombreux déplacements.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 687 M à notre Conseil ALPHA CDI, 181, avenue Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY SUR SEINE



GenRad

GENRAD est leader mondial de l'industrie du test automatique. Son expansion est remarquable : 80% de progression en 1984. GENRAD, à l'écoute permanente des besoins présents et futurs de l'industrie électronique, développe sans relâche de nouvelles technologies.

Les perspectives du marché tout autant que les succès que nous connaissons nous permettent de recruter de nouveaux

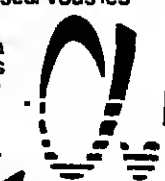
INGENIEURS COMMERCIAUX SPECIALISTES VLSI

Votre formation (type ISEN, ISEP...) vous met très au fait de la technologie. Sûrement alors lorsque l'on sait que nos équipements de test évoluent vite et que vos interlocuteurs, eux aussi ingénieurs, attendent des conseils avisés. Vous les rencontrerez principalement chez les fabricants de matériel électronique de la région parisienne.

A 30 ans environ, vous avez une expérience significative dans le domaine de la vente liée aux composants et à l'informatique. Vous vous fixez comme objectif d'intégrer une société progressant très rapidement sur des marchés faisant appel à des technologies de pointe.

La connaissance de l'anglais, même élémentaire, est nécessaire pour ces postes très bien rémunérés.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 695M à notre Conseil ALPHA CDI, 181, avenue Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY SUR SEINE



ADJOINT(E) DIRECTEUR EXPORT FUTUR RESPONSABLE DE ZONE

Fille d'un grand groupe industriel français, spécialisée sur les marchés de l'informatique, + 40% depuis 3 ans, renforce sa structure ventes internationales et recherche l'adjoint du Directeur.

Une triple mission vous sera confiée :

commerciale terrain : responsabilité opérationnelle des ventes dans plusieurs pays étrangers.

gestion : assaiement du Directeur Export dans le suivi et l'analyse des informations marketing, commerciales et budgétaires.

administration des ventes : interface avec la logistique commerciale et les distributeurs.

Une large mission, d'abord comme assistant, qui vous préparera à nos produits et vous permettra à terme de prendre des responsabilités globales de zone Export.

Une formation commerciale, une excellente pratique de l'anglais et une première expérience justifient votre candidature.

Adresser votre dossier de candidature (lettre man., photo, prétentions) s/réf. 890M à notre Conseil ALPHA CDI, 181, avenue Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY SUR SEINE



MICRO-INFORMATIQUE

PARTAGEONS NOS SUCCES AUPRES DES GRANDS COMPTES INSTITUTIONNELS :

Leader sur le marché de la micro-informatique, nous continuons à progresser considérablement, notamment auprès des Grands Comptes (établissements publics et para-publics, grandes entreprises).

Nous proposons à de nouveaux

INGENIEURS COMMERCIAUX

de s'associer à nos succès. En effet, chargés d'affaires, leurs compétences vont prendre une dimension toute particulière, compte tenu du haut niveau des interlocuteurs qu'ils vont rencontrer.

Nous étudierons donc avec attention toutes les candidatures de « pros » de la vente dotés d'une expérience commerciale significative dans le domaine de l'informatique, matériels périphériques et bureautiques, et rompus aux négociations de grande envergure. Qu'ils comprennent que dans nos structures, tout va très vite... et qu'ainsi ils feront très vite progresser leur carrière.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 888 M à notre Conseil ALPHA CDI, 181, avenue Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY SUR SEINE



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Nous sommes un important Groupe Industriel Français de renommée mondiale. Notre équipement informatique est constitué principalement de matériel

IBM (3033, 3081 et 3083 sous MVS/SP, sur plusieurs sites). Nous recherchons :

responsable d'exploitation

Il aura pour mission d'assurer le fonctionnement d'un site équipé d'un 3083 : planning de charges, animation du personnel technique sous ses ordres (35 personnes), mise en place et suivi des procédures de back-up, etc... Il devra veiller à donner aux utilisateurs et aux études une qualité de service irréprochable. Le profil requis est celui d'un diplômé d'Etudes Supérieures, ayant exercé des fonctions comparables dans un Centre de Traitement équipé de gros IBM et connaissant MVS/SP, IMS et VTAM, sous l'angle "Exploitation".

Réf. 37.41/CE/687.

responsable système

A la tête d'une petite équipe, son rôle consistera à assurer les installations, les mises à niveau et la gestion de MVS, IMS (et produits associés) ainsi qu'à terme CICS-DC, sur les 3 sites. Il participera à l'amélioration des conditions d'utilisation du système (tuning, étude d'outils, comparaison de produits, mesures de consommation de ressources, etc...). Agé de 30 ans environ, de formation supérieure, le candidat recherché doit avoir une expérience d'au moins 3 ans de la fonction système et posséder des connaissances approfondies de MVS et de IMS. Connaissance de CICS appréciée. Réf. 37.40/EL/684

ingénieur réseau

Sa tâche principale sera de prendre la responsabilité de la fonction "réseau" des 3 sites. En particulier : assurer la gestion du réseau (1000 terminaux), centraliser les problèmes IMS-DC, organiser la mise en place de CICS, avoir le souci permanent de la qualité du service (temps de réponse) et mettre en place les procédures adéquates, etc... Le poste exige une formation supérieure, des connaissances approfondies d'IMS-DC, CICS, VTAM et une expérience de la fonction "réseau" sur gros site IBM sous MVS/SP. Réf. 37.42/EL/688

Les trois postes sont basés en Banlieue Sud de Paris.

Adresser C.V. + photo + salaire actuel sous référence respective à ADEQUATION 62-64 avenue Emile Zola, 75015 Paris

Adequation

crédit foncier de france

organise à Paris, les 20 et 27 avril 1985 (épreuves pratiques de dactylographie) et le lundi 24 juin 1985 (épreuves écrites générales) un concours pour le recrutement de

15 DACTYLOGRAPHES

Ce concours est accessible aux candidats(es) ayant une bonne pratique de la dactylographie remplissant les conditions suivantes :

- posséder la NATIONALITE FRANCAISE ou celle d'un autre ETAT MEMBRE de la COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE,
- être âgé(es) de plus de 18 ANS et de moins de 30 ANS au 1er janvier 1985,
- être titulaires du B.E.P.C. ou BREVET des Collèges ou d'un DIPLOME ou moins équivalent (C.A.P. à caractère administratif par exemple).

Les INSCRIPTIONS SERONT PRISES du 11 au 22 mars 1985 inclus (aucun dossier ne sera envoyé par voie postale après le 19 mars 1985 par le Service du Personnel).

Renseignements complémentaires et documentation peuvent être obtenus de préférence en écrivant ou en se présentant au CREDIT FONCIER DE FRANCE, Service du Personnel et des Relations du Travail Bureau « Information-Concours », 19, rue des Capucines, B.P. 65, 75050 PARIS CEDEX 01.

COTISSE

CAP GEMINI SOGETI

Premier groupe européen de services informatiques

recherche pour le groupe France

Responsable administratif et financier

Rattaché directement au Directeur Financier d'une de ses filiales, vous aurez la responsabilité du bilan et du compte d'exploitation, des comptes de gestion, de la trésorerie. Vous êtes de formation supérieure et comptable. Une expérience de 4 à 5 ans, acquise par exemple dans un cabinet d'expertise, alliée à des qualités marquées de rigueur, d'organisation et d'adaptation vous permettront d'appréhender avec succès cette mission très diversifiée où les aptitudes aux Relations Humaines sont essentielles. Ainsi, vous pourrez évoluer rapidement au sein d'un groupe dynamique et performant.

CAP SOGETI SYSTEMES

Merci d'adresser votre dossier de candidature + CV + lettre manuscrite à Any Boule, CAP SOGETI SELECTION, 83-85, bd Vincent-Auriol - 75013 Paris.

Chef de Projets Bureautique

vous êtes Ingénieur Grande Ecole, vous avez déjà deux à quatre années d'expérience en Informatique, de préférence en Informatique Distribuée, Réseau de Télécommunication ou Bureautique, ou vous êtes débutant avec un excellent profil.

Vous voulez maîtriser les techniques nouvelles sans être dans un service Etudes, vous voulez avoir des contacts clients sans être dans un service Commercial.

Après une formation à nos produits et nos méthodes de travail vous aurez la responsabilité technique et budgétaire d'un ou plusieurs projets bureautiques complexes.

Si tels sont votre profil et votre ambition, rejoignez-nous au sein d'une équipe motivée et dynamique d'un des leaders de l'INFORMATIQUE et de la BUREAUTIQUE DISTRIBUEES.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) s/réf.4776 à l'agence DESSIN 69 rue de Provence, 75009 Paris.

Challenge pour chefs de projet expérimentés

Pour recruter les applications informatiques d'une Division de la société (11.000 j/h - 15/20 personnes) nous recherchons

- Un manager avec 10 ans d'expérience minimum, si possible en assurances, doté d'un grand sens de la communication et de créativité, dans un environnement gros systèmes IBM-télétraitement
- Son adjoint, 6 ans d'expérience minimum, pouvant justifier de réalisations en assurances.

GRUPE DROUOT ASSURANCES

Adresser CV et prétentions sous référence 1103 à P. de Villiers - Service Recrutement - 1, place Victorien Sardou 78161 MAREY LE ROI

Société filiale d'un grand groupe français recherche pour son service Etude situé à PARIS

Ingénieur

Electronicien

POSITION II

Formation E.S.I.E.R., E.S.M.E. ou équivalente. Expérience exigée en étude de circuits analogiques et logiques pour matériel d'instrumentation.

Adresser CV, prétentions et photo sous référence 33455 (à préciser sur l'enveloppe) à JEAN REGNIER Publicité 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

CANEVA grandit

Son équipe accueille Daniel Desjardins qui en coordonnera les activités

pour assurer mieux encore vos recrutements.

20 avenue Franklin Roosevelt 75008 Paris Tél. 225.53.74

CANEVA

Responsable du Département Recrutement - Formation

Nous sommes la filiale française (750 personnes - 3 établissements - Siège - Usine - Centre de Recherche) du groupe américain Schering-Plough Corporation qui se distingue par son avance technique dans la recherche et l'élaboration des médicaments.

Notre Directeur du Personnel recherche un candidat de formation supérieure déjà expérimenté dans les deux domaines (recrutement/formation) pour lui confier la responsabilité de la proposition des politiques ainsi que tous les aspects de la fonction y compris leur mise en œuvre sur le terrain.

Connaissances de l'anglais appréciées.

Ecrire avec C.V. en précisant rémunération actuelle et souhaitée, sous réf. M 8506, à :

Laboratoire UNILABO 92, rue Baudin, Département Recrutement 92300 LEVALLOIS-PERRET.

SOCIÉTÉ DE TELECOMMUNICATION PROFESSIONNELLE recherche

Ingénieur responsable service contrôle-tests

Dans notre usine de La Verrière 78 (proximité de TRAPPES), nous étudions, développons et fabriquons des matériels et systèmes de télécommunication.

Vous aurez la charge de concevoir, de réaliser et de mettre en œuvre les moyens de tests avec une équipe de techniciens.

Vous devrez définir et évaluer les processus de tests appliqués aux cartes et sous-ensembles électroniques intégrant souvent des microprocesseurs. Vous serez responsable des procédures de contrôle et de « réception usine ».

Rattaché au D.G., vous assurerez la coordination entre le Laboratoire d'Etudes et la Fabrication.

Ingénieur Electronicien, vous avez une première expérience dans l'électronique au sein d'un service Etudes, Fabrication ou Contrôle.

Merci d'adresser votre dossier de candidature au Secrétaire Général

SECAT INDUSTRIES 49, rue de Bagneux 92120 MONTROUGE

BANQUE INTERNATIONALE DE 1^{er} PLAN

recherche pour sa Direction des Affaires Internationales à Paris

CLASSE VI - VII HF

RESPONSABLE MONTAGE / SURV DES PRODUITS EXPORTATION (Crédits Acheurs, Fournisseurs, Garanties).

Le candidat sera chargé d'animer le montage des opérations, de suivre l'évolution des risques, et d'entretenir les relations avec les banques de la Place et les Administrations concernées (BFCE, COFACE...).

— Expérience minimum de 3 à 4 ans dans un service de montage de Crédits Exports.

— Anglais courant indispensable.

Prière d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à PIERRE LICHOU S.A., s/réf. 11901 - BP 220 - 75063 PARIS CEDEX 02 qui transmettra.

مكتبة النظم

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Ingénieurs informaticiens

GRANDES ECOLES, DOCTORAT, DEA, MAÎTRISE (à 5 ans d'expérience)

Spécies : société de services et d'ingénierie informatique de 700 personnes au C.A. de 280 MF, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale, vous proposez dans le cadre de sa stratégie d'expansion, des postes d'ingénieurs informaticiens, pour exercer votre activité dans les domaines suivants :

- SYSTEMES TEMPS REEL ■ INFORMATIQUE INDUSTRIELLE ■ LOGICIEL DE BASE
- SYSTEMES DE GESTION ■ SYSTEMES DE COMMUNICATION ■ SYSTEMES DE GESTION DE BASES DE DONNÉES

Merci d'adresser votre candidature, C.V., photo et prétentions, sous réf. M 123 à GROUPE SYSECA, Service du Personnel - 315, Bureau de la Colline - 92230 Saint-Cloud Cédex

GROUPE SYSECA

LE NOUVEL ESPACE INFORMATIQUE



LA DIMENSION DEVELOPPEMENT

Nous concevons TOUT dans nos micros, le matériel, le logiciel, les interfaces, le réseau local, les périphériques, les applications, ... et bien sûr le packaging : design : mécanique, énergie, connectique.

INGENIEUR DEVELOPPEMENT MECANIQUE

Vous pensez utilisateurs, vous pensez fabricabilité, vous pensez coûts. Vous mettez votre créativité et votre compétence au service des Chefs de Projets pour donner au produit une forme belle et fonctionnelle et le concrétiser sous tous ses aspects.

Vous vous donnez les moyens nécessaires pour réaliser votre objectif et vous animez votre équipe d'études.

De formation Arts et Métiers, INSA, ... vous avez une première expérience industrielle, si possible dans l'électronique professionnelle.

Votre base de travail sera BOIS D'ARCY. Notre environnement international nécessite une bonne connaissance de l'anglais.

Veuillez adresser votre candidature sous la référence 28/M à DRRH, MATRA DATASYSTEME - B.P. 77 - 78391 - BOIS D'ARCY CEDEX

MATRA DATASYSTEME

ENERTEC

Leader européen de la Mesure et de la Régulation
filiale du Groupe Schlumberger,
recherche pour Velizy, un

Analyste
Futur Chef de Projet

Il aura dans un premier temps à assurer la mise en place et la réalisation des systèmes d'informatique.

De formation ingénieur, il a une première expérience en environnement technique des gros et moyens systèmes IBM temps réel (CICS, DL/I).

Nous offrons à un candidat de valeur de réelles possibilités d'évolution au sein d'un Groupe de dimension internationale.

Adresser C.V., photo et prétentions à ENERTEC, sous réf. 3877 Service du Personnel, 1, rue Nleport, 78140 Velizy.

ENERTEC
Schlumberger

intel

Finance manager
(HEC, ESSEC + DECS)

Société multinationale née dans la Silicon Valley, nous développons des technologies de pointe dans le domaine micro-informatique. Intel France, également siège européen, recherche un spécialiste connaissant les comptabilités anglo-saxonnes et françaises ainsi que les techniques de contrôle de gestion.

Evoluant dans un contexte fortement informatisé (réseau européen en temps réel), il assurera avec son équipe l'élaboration des bilans, le suivi des prévisions budgétaires et le contrôle des crédits d'Intel France et de ses filiales.

Il sera placé sous l'autorité du Directeur financier Europe, basé en Grande-Bretagne.

Pour réussir dans cette fonction, une expérience préalable dans un groupe américain serait un atout. Ce poste, très évolutif, suppose une excellente pratique de la langue anglaise.

Il sera basé à Saint-Quentin-en-Yvelines (RER).

Si vous êtes intéressé par cette opportunité, merci de nous adresser lettre manuscrite + C.V., sous la réf. FG/04, à notre Conseil.

INFRAPLAN

Conseil en Recrutement
83, bd Raspail - 75006 PARIS

MEMBRE DE SYNTHE

Bougez, Vivez...

Nous consacrons 10% de notre CA à la recherche et au développement et 8% de la masse salariale à la formation des hommes et des femmes qui ont rejoint notre équipe.

Responsable Rémunération

De formation supérieure (ingénieur ou école de commerce), vous avez appliqué, au cours de votre première expérience professionnelle, vos solides connaissances en informatique et statistique, si possible dans la fonction personnel. Vous parlez et écrivez couramment l'anglais.

Au sein de notre département du personnel, vous aurez la responsabilité de la gestion des rémunérations; cette fonction alliant rigueur et capacité de communication, recouvre plusieurs activités: participation à des enquêtes, études et exploitation des résultats, préparation et suivi des plans de salaires, développement d'applications informatiques et statistiques.

A terme, vous pourrez évoluer vers d'autres aspects de la fonction personnel.

Merci d'envoyer votre CV à Simon SALOIN sous réf. MO 010 DIGITAL EQUIPMENT FRANCE - 2, rue Gaston Crémieux - B.P. 136 - 91004 - Evry Cedex.

digital

N° 2 mondial de l'informatique

IEP, HEC, ESSEC, DESS...
(option finance ou banque)

Le département Trésorerie de la compagnie bancaire recherche diplômé(e) de l'Enseignement Supérieur.

Vous avez 28/30 ans et quelques années d'expérience dans un service financier de banque ou dans une grande entreprise.

Rejoignez notre département Trésorerie où vous serez chargé d'opérations très variées sur les marchés en francs et devises à court et long terme.

Pour nous rejoindre, vous devrez nous démontrer votre goût prononcé pour les contacts humains et les négociations à haut niveau, et votre sens des responsabilités.

Anglais courant indispensable

Si cette opportunité vous intéresse, merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions sous référence 551 à Compagnie Bancaire, Service Orientation-Recrutement Jean Morel, 5 avenue Kléber - 75116 Paris.

groupe de la compagnie bancaire

Ford

CONSEILLERS
AUPRÈS DE NOTRE RÉSEAU DE CONCESSIONNAIRES VOITURES

Selon que votre formation comporte une dominante gestion, ou commerce, ou aspect technique automobile, vous prendrez en charge un aspect particulier du conseil que nous donnons quotidiennement à nos concessionnaires. Vous avez de toute façon fréquenté avec succès une école supérieure de commerce (Sup de Co.).

Votre personnalité vous permet d'être à l'aise en situation de négociation. Evoluant dans un cadre géographique déterminé, le plus souvent en province, vous êtes parfaitement disposé à faire preuve de mobilité.

Votre implication et votre dynamisme vous permettront une évolution motivante mais vous devez dès à présent maîtriser l'anglais. Une voiture est mise à votre disposition.

Merci d'adresser votre dossier de candidature + photo à FORD FRANCE S.A. - Pascal BRUGIERARD 344, avenue Napoléon Bonaparte 92506 Rueil-Malmaison Cedex

Responsable de la logistique
Paris

Cosmétique - 200 000 F/an

Notre Société, de taille encore modeste, se situe d'une structure moderne où rapidité, dynamisme et efficacité sont les maîtres mots.

Nous commercialisons des produits de beauté (parfums, cosmétiques) en France et à l'étranger.

Nous sommes peu nombreux, ce qui nous impose de sélectionner des hommes compétents, à grande capacité de travail et fort potentiel.

Le rôle du Responsable logistique que nous recherchons sera d'organiser la fonction et de fixer les priorités, en tenant compte des objectifs commerciaux.

Il devra :

- planifier la production,
- superviser les achats et la sous-traitance,
- gérer les stocks et la distribution physique,
- dans le souci constant d'améliorer le prix de revient.

Ce poste conviendrait à un(e) diplômé(e) de l'enseignement supérieur, ayant une expérience analogue (cosmétique) d'au moins 5 ans dans la fonction, utilisateur habituel de l'informatique (IBM 34, système MAPICS, IBM-PC).

Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous la référence RL/L, à

ORECI

15, rue de Castellane 75005 PARIS

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

sfim

SOCIÉTÉ DE FABRICATION D'INSTRUMENTS DE MESURE
recherche pour ses services études essais en vol, pilotage automatique, navigation, guidage d'aéronefs et d'engins.
Désignation et suivi d'objectifs.

INGÉNIEURS CHEFS DE PROJETS (Réf. 613)

INGENIEURS CONFIRMES (Réf. 925)

dans le domaine LOGICIEL TEMPS REEL, connaissant les mini-calculateurs VAX/VMS - PDP 11/RX 11 - MITRA/MMT2 et les microprocesseurs MOTOROLA 68XX et 68 000 - INTEL 8088 et 8086

INGENIEURS SYSTEMES (Réf. 1215)

connaissant VAX/VMS, PDP11/RX11 - M pour développement d'outils de genre logiciel.
Connaissance UNIX souhaitée.

Ecrire avec C.V. et prétentions en indiquant la référence du poste à Direction des Affaires Sociales - BP 74 - 91301 MASSY Cedex

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



T.N.S.C.

Société du Groupe McDonnell Douglas, spécialisée dans les systèmes de télécommunications publiques et les réseaux d'entreprise (technologie TYMNET), recherche pour son siège Européen le :

Responsable de la logistique

Sa mission :

- Implantation et organisation des centres de pièces de rechange en Europe.
- Développement des moyens de gestion et de contrôle de ces centres (inventaires, entrées-sorties, moyens informatiques, import/export).
- Suivi des mouvements des matériels.
- Facturation des services à la clientèle.
- Coordination de ces activités avec ses partenaires américains et européens.

Son profil :

DUT ou BTS (spécialités : Electronique, Automatisme) ayant évolué vers une fonction technico-administrative de préférence au sein d'une société multinationale commercialisant des systèmes à base de Mini-Ordinateurs. Une expérience de plusieurs années dans un poste similaire est requise. Connaissance de l'import-export appréciée. Pour ce poste basé à Saint-Cloud, l'anglais est indispensable. Nous offrons un environnement favorisant la prise de responsabilité et des possibilités réelles d'évolution au sein d'un groupe en expansion rapide.

Envoyer C.V. + lettre manuscrite avec photo et prêt. s/réf. RLOG à T.N.S.C. 210, Bureaux de la Colline, 92213 Saint-Cloud Cédex.



Nous sommes le groupe industriel français, leader mondial pour les accumulateurs alcalins, les générateurs spéciaux et les piles à usage industriel.

Nous recherchons un

JEUNE HEC, ESSEC ou ESCA VEVEUR

Au sein de notre activité Eclairage de Sécurité, vous vous formerez et participerez au lancement de notre nouvelle gamme en visitant une clientèle de prescripteurs nationaux, avant de prendre en charge un secteur de vente.

Votre réussite nous intéresse !

Merci de nous adresser votre candidature sous référence A.6.15 LM à SAFT - Direction des Ressources Humaines - 57 rue de Villiers - 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

Pour faire face à la croissance de nos activités à l'Exportation dans le domaine des Télécommunications Publiques nous recherchons

ingénieurs électroniciens

ayant une expérience confirmée en systèmes de transmissions principalement faisceaux hertziens, ainsi que de réelles aptitudes à négocier à haut niveau, pour assumer les fonctions de :

chefs de zones (Europe, Asie...)

chefs de projets

Responsables de la réalisation de grands projets à l'exportation (Extrême-Orient, Asie...).

coordonnateurs de projets (à Paris)

Merci d'adresser votre candidature à TRT, Direction du Personnel, 5, avenue Réaumur, 92350 LE PLESSIS ROBINSON.



L'une des premières Sociétés d'Electronique Professionnelle dont le pour cent à l'Export représente plus d'un tiers de son C.A.

Dans le cadre d'un groupe international très important (6 milliards de \$ de chiffre d'affaires), nous sommes spécialisés dans la production et la vente de matériel électronique. Notre filiale européenne a vu en 1984 un chiffre d'affaires de 240 millions de Francs et une croissance de plus de 30 %. L'effectif de 180 personnes se répartit entre un centre d'études et de production et des agences commerciales situées dans différents pays européens. Nous recherchons notre :

CONTROLEUR FINANCIER EUROPE

Basé au siège social européen, situé en région Rhône-Alpes et dépendant directement du directeur général européen.

- Le contrôleur financier est chargé :
- de la coordination financière des unités européennes (Angleterre - Allemagne - France essentiellement) avec un reporting permanent aux U.S.A.
 - de la mise en place des procédures et d'analyses relatives à la situation financière.
 - de l'établissement des budgets européens.
 - du contrôle des coûts de production et des niveaux d'inventaire.

Des déplacements sont donc à prévoir en Europe et aux U.S.A. L'anglais courant est indispensable. Une formation supérieure (Université ou Grande Ecole) et plusieurs années d'expérience professionnelle acquise dans un cabinet d'audit ou dans une entreprise multinationale sont nécessaires pour ce poste.

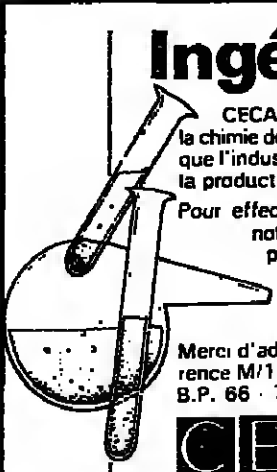
La réussite dans ce poste permettra d'évoluer au sein du groupe tant en Europe qu'aux U.S.A.

Merci d'envoyer votre candidature avec C.V., photo et prétentions sous réf. 7035 à CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75000 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Jeunes Ingénieurs choisissez un métier d'homme libre

Fortes personnalités, leaders, vous allez étouffer dans les bureaux... Optez pour la liberté d'action ! Ingénieurs chantiers COLAS, vous réaliserez les travaux que vous organiserez et conduirez à votre manière. Autonomes au sein de structures régionales et à taille humaine, battez-vous pour faire progresser votre unité. Vous tenez votre réussite.

Hommes de contact, impulsez votre dynamisme à vos équipes, pour conquérir et satisfaire nos clients (Directions de l'Équipement, Municipalités, Industriels...). Pour ce métier d'homme libre, COLAS Service Recrutement Formation Réf. RF 2 39 rue du Collège - 75008 Paris.



Ingénieur chimiste

CECA S.A., dont l'activité s'exerce dans le domaine de la chimie de spécialités, intervient dans des secteurs aussi divers que l'industrie chimique, l'industrie alimentaire, les forages et la production pétrolière.

Pour effectuer en premier temps l'assistance technique de notre gamme de produits chimiques destinés au secteur pétrolier au Moyen-Orient, en Inde et au Pakistan, nous recherchons un ingénieur chimiste débutant ou ayant acquis une première expérience dans un poste similaire et connaissant l'arabe parlé.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo, sous la référence M/12, à CECA S.A. - DPRS - 11, av. Morane Saulnier - B.P. 66 - 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY Cedex.



STE DE MAINTENANCE TELEMATIQUE implantée sur le réseau national recherche

ingénieur MF

(INSA ou équivalent)

chargé du développement technique et de la mise en place d'une méthodologie de maintenance.

Ayant acquis une expérience similaire d'au moins 2 ans, le candidat aura le sens de l'organisation et des qualités de formateur.

Des connaissances en électronique, en micro-pro 8080, Z 80, 6800 et du Basic sont nécessaires.

Rémunération intéressante. Poste évolutif en fonction des résultats obtenus. Adresser CV à INFORELEC 37 rue Bergère 75009 PARIS, chargé du recrutement.

La Chambre Syndicale des Banques Populaires dans le cadre de sa mission de Conseil vis à vis des 38 Banques Régionales du Groupe, recherche un

Spécialiste réseaux

Vous participerez à la définition et à la mise en œuvre de la politique réseaux du Groupe face au développement de nouveaux moyens de paiements et à l'évolution des techniques de télécommunications. Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez une expérience de quelques années dans la conception et la réalisation de réseaux (si possible dans un environnement bancaire), le goût des contacts. Vous connaissez nécessairement les systèmes DSA, SULL ou IBM SNA. Cette activité implique des déplacements de courte durée. Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous réf. SRI à François MARSAL.



Chambre Syndicale des Banques Populaires 131, av. de Wagram 75047 PARIS Cedex 17.

Responsable financier à dominante comptable

UN IMPORTANT ORGANISME INDUSTRIEL, ayant une audience internationale, recherche son Responsable Financier à dominante comptable.

Ce poste conviendrait à un candidat ESC (DECS apprécié) ayant 5 ans d'expérience.

Il sera capable :

- d'élaborer les budgets des établissements, de les consolider, d'en contrôler la réalisation,
- d'assurer la consolidation des comptabilités,
- de gérer la trésorerie et, en particulier, les relations financières avec les Sociétés Adhérentes.

Connaissance de l'anglais souhaitée.

Poste : proche banlieue ouest.

Écrire sous réf. PB 316 CM

Discretion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris



مخبر العمل

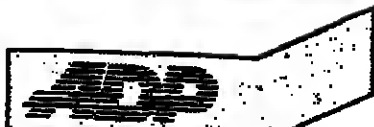
REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



Aéroports De Paris

Etablissement public qui construit, exploite et développe les aéroports. Recrute pour sa Direction Passagers et Fret

INGENIEUR MF

Débutant ou ayant une petite expérience, possédant une bonne connaissance en informatique sous ses formes les plus évoluées, il sera apte à maîtriser immédiatement ou après période d'adaptation les techniques en recherche opérationnelle. Il sera en particulier chargé des études de trafic aérien, de calcul des éléments de programmes pour nos contrats à l'étranger et de la mise en place de programmes de simulation performants. Connaissance de l'anglais souhaitée.

Adresser lettre et CV à Monsieur MARTIN
291 boulevard Raspail - 75014 PARIS
Téléphone : 335.70.80

UNE OPPORTUNITÉ POUR UN INGÉNIEUR DÉBUTANT

Ingénieur d'école ou universitaire, vous avez pratiqué l'assemblage au cours de vos études, avez appris l'architecture des systèmes et vous maîtrisez bien l'anglais.

Vous envisagez une carrière en qualité d'

INGÉNIEUR SYSTÈME.

Nous vous proposons de vous intégrer à notre équipe CDC, de vous assurer une formation constructeur à Munich, complétée par une spécialisation en logiciel de communication (liaisons cyber cray, cyber tax).

Une connaissance du matériel nax sera un atout supplémentaire.

Le poste est basé à Paris-La Défense.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 81425 M, à HAVAS-CONTACT - 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS, qui transmettra.

Jeune attaché direction générale

HEC - ESSEC - Sciences PO - Sciences ECO - Droit ...

Au sein d'un très puissant Groupe Industriel français (36.000 personnes) vous allez travailler en étroite collaboration avec le Directeur Général et son équipe de Direction. Préparer des dossiers destinés aux Ministères, aux Syndicats professionnels, organiser des conférences de presse, rédiger un discours, effectuer des synthèses d'études économiques, assurer la coordination entre les dirigeants du Groupe, représenter le DG dans certains comités de travail : voici quelques exemples illustrant la diversité de votre mission.

L'information que vous nous apporterez devra être d'une grande fiabilité. Il vous faudra voir vite l'essentiel, hiérarchiser les problèmes et être doté de grandes qualités de communication (écrites et orales).

L'importance de cette fonction nous conduit à rechercher un jeune diplômé de l'enseignement supérieur débutant ou possédant une courte expérience, attiré par une fonction de directeur de cabinet, et justifiant de la pratique courante de l'anglais. L'allemand de surcroît, constituerait un sérieux atout.

Nos critères de recrutement sont élitistes, en contre partie, la rémunération tiendra compte de la valeur du candidat retenu.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) en indiquant vos souhaits de rémunération sous référence 85464 M à



228 rue du Faubourg Saint Honoré 75008 PARIS

INGÉNIEUR MICRO-INFORMATIQUE

Mission générale :

- rechercher de nouveaux outils de micro-informatique,
- expérimenter et évaluer les matériels et logiciels micro,
- développer des applications sur micro,
- se tenir en permanence informé sur l'état de l'art dans ce domaine.

Nous recherchons pour ce poste des candidats de formation ingénieur ayant une expérience de 3 ans minimum au sein d'une SSII ou dans une fonction similaire.

Une bonne connaissance de l'IBM PC et des logiciels correspondants (DOS, tableurs, outils de traitement de textes, gestionnaires de fichiers) sera un atout déterminant.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 81422 M, à HAVAS-CONTACT - 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS, qui transmettra.

INGENIEURS QUI REFUSEZ L'INERTIE UN PRODUIT NEUF VA MOBILISER VOS ENERGIES

MEMBRE DU SYNDICAT Informatique

filiale d'un grand groupe leader du BTP, spécialisée dans le développement de process, nous avons mis au point un **SYSTÈME DE CONCEPTION ASSISTÉE PAR ORDINATEUR** original, qui nous commercialisons sur le marché international.

Ingénieurs d'Applications Scientifiques, vous serez pilotes du développement de nouveaux modules d'application (conception, calcul, études de fabrication des structures acier et béton armé). Vous participerez aux installations et assurerez la formation des utilisateurs.

Vous avez acquis le maîtrise du FORTRAN lors du développement d'applications scientifiques et vos 5 années d'expérience en B.E. ont valorisé votre formation d'ingénieur.

Anglais et disponibilité sont indispensables pour les courts déplacements prévus à l'étranger. Lieu de travail : proche banlieue Sud Paris.

Merci d'adresser votre candidature s/réf. 430 à notre Conseil en recrutement.

UNILOG 9 rue Alfred de Vigny 75008 PARIS

LEADER SUR LE MARCHÉ FRANÇAIS

pour participer à l'avenir important de son activité **VISION ARTIFICIELLE** appliquée à la robotique et au contrôle industriel **ADB VISION SYSTEMS**

RECRUTE :

1 INGÉNIEUR

Chef de projet confirmé pour développement de produits nouveaux.

1 INGÉNIEUR D'APPLICATION ou

1 TECHNICIEN CONFIRMÉ

pour réaliser des systèmes clés en main.

2 INGÉNIEURS D'AFFAIRES

chargés du suivi complet des dossiers clients.

Postes à pourvoir très rapidement à Montrouge.

Des connaissances et une expérience dans plusieurs domaines suivants sont nécessaires :

- informatique et systèmes industriels,
- électronique,
- analyse d'images et reconnaissance de formes,
- développement de systèmes à microprocesseurs matériels et logiciels,
- optique,
- langues : anglais, allemand ou italien souhaités.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à

ADB VISION SYSTEMS

47, rue de la Vane, 92120 MONTRouGE.



Le Groupe MECANORMA numéro 2 mondial dans la fabrication et la diffusion de produits destinés aux professionnels des industries graphiques (380 personnes - C.A. 200 MF dont 50% à l'export, 5 filiales à l'étranger).

recherche pour son siège au PERRAY-EN-YVELINES (200 personnes dont 45 cadres)

SON CHEF DU PERSONNEL

Il aura en charge : La gestion administrative du personnel, la recrutement, la formation et les négociations avec les instances représentatives ainsi que la responsabilité des services généraux (Parc auto, immeubles, etc...)

Ce poste sera confié à un cadre de 35 ans minimum, de formation supérieure, ayant acquis une solide expérience de la fonction, actif et réalisateur.

Prière d'envoyer C.V. détaillé et photo à :

MECANORMA

78610 LE PERRAY-EN-YVELINES

UNE SOCIÉTÉ DE DISQUES.

FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL

recherche pour son Département

"MUSIQUE CLASSIQUE"

CHEF DE PRODUIT

Il est responsable des résultats de l'activité et assure à ce titre :

- le lancement, la promotion, l'animation de toute une gamme de produits ainsi que de nouveautés,
- la relation avec la structure internationale.

Ce poste s'adresse à un candidat (H/F) de 28 ans minimum, de formation supérieure, ayant une première expérience dans le domaine du MARKETING (publi-promotion).

Une très bonne connaissance du répertoire de musique classique est indispensable.

Anglais courant. Notions d'allemand souhaitées.

Lieu de travail : BANLIEUE SUD.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 6998 à

CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

SOCIÉTÉ D'ÉDITION ET DE PRESSE

spécialisée en droit fiscal et social

recherche pour

RÉDACTION FISCALE

JEUNES JURISTES

(même débutants)

Niveau minimum : Maîtrise de droit

Adresser lettre manuscrite motivée et c.v. à BEO,

34, rue de l'Arcade, 75008 PARIS, sous référence 8.003.

IMPORTANT ORGANISME PARIS 8ème

recherche pour **EXPERTISES DE PRIX DE REVIENT DE BIENS D'ÉQUIPEMENTS**

DIPLOME D'ETUDES SUPERIEURES

+ niveau DECS

Expérience professionnelle d'un à deux ans en comptabilité analytique ou contrôle budgétaire.

Possibilité acquérir expérience dans techniques exportation.

Lieu de travail : PARIS 8ème.

Adresser c.v., manuscrit détaillé et photo s/réf. 927 à AXIAL Publicité

27, rue Talbot 75009 Paris, qui transmettra.

Pour PMI Paris-Toulouse

références européennes.

Constructeur de chaînes de production performantes clés en main (aéronautique - spatial - nucléaire - automobile - etc.).

Importante situation.

RESPONSABLE DEVELOPPEMENT

ET RELATIONS EXTERIEURES

Diplômé Grandes Ecoles.

Bras droit du PDG, il assurera les négociations des marchés à haut niveau dans le milieu industriel et leur gestion.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions, s/réf. 6897 à PMP - 39, rue de l'Arcade, 75008 Paris.

ALSTHOM ATLANTIQUE

représente 50.000 personnes en FRANCE, un CA de 20 milliards de Francs et 35 Etablissements

Le plus grand constructeur sur le marché français de groupes diesel, le 1er installateur de centrales diesel terrestres.

Groupe Diesel

Pour sa DIRECTION COMMERCIALE DE L'INGENIERIE CENTRALES TERRESTRES A BAGNOLET

RESPONSABLE DE ZONE EXPORT

Mission : - interface entre le service commercial et nos clients à l'étranger, sous l'autorité du Chef de Service Commercial. - réalisation des offres commerciales. - prise des commandes.

Profil : INGENIEUR confirmé avec une première expérience technico-commerciale à l'export. Anglais courant indispensable. Qualité de rigueur et de méthode. Disponible rapidement.

Adresser C.V. et photo à ALSTHOM ATLANTIQUE Groupe Diesel - LES MERCURIALES - Tour PONANT - Service du Personnel

40, rue Jean Jaurès - 93178 BAGNOLET CEDEX

DINSONICS SONOTRON

recherche pour son unité de production

UN INGENIEUR METHODES/

PREPARATEUR

DE METHODES

• avec connaissances exigées du câblage de circuits imprimés et de câblage électronique, petite mécanique et tôlerie peinture.

• 3 ans expérience usine minimum exigés.

Poste à pourvoir immédiatement.

Contactez Mme Dominique SERON

pour rendez-vous au : (6) 446.56.56

SOCIÉTÉ DE BIENS D'ÉQUIPEMENT.

LEADER SUR SON MARCHÉ

150 Millions chiffre d'affaires, en forte expansion en France et à l'exportation, 300 personnes, appelée à être cotée en Bourse à moyen terme, siège en région Parisienne, cherche son futur

DIRECTEUR GÉNÉRAL

à terme de 2 à 4 ans - 35 ans minimum

- peuvent prouver une réussite évidente dans une activité de même type,

- animateur d'hommes sachant assumer ses responsabilités,

- intéressé particulièrement par les aspects gestion et développement,

- gagnant et ambitieux pour lui-même et pour son entreprise.

- Connaissance d'anglais nécessaire.

Rémunération jusqu'à :

400.000 Francs ou +

seules les candidatures répondant en tous points aux critères définis et indiquant le niveau salarial actuel seront prises en considération.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à M. Jean Peigney

3, Avenue Paul-Claudel - 77400 GUERMANTES

CONJONCTURE

3 milliards de francs pour Renault

3 milliards pour Renault, 5,75 milliards pour la sidérurgie, 2,75 milliards pour les firmes de l'électronique : la distribution des dotations en capital des groupes nationalisés s'achève. Renault, c'est-à-dire la politique industrielle du gouvernement. La ventilation des 13,56 milliards de francs prévus au budget 1985 qui vient d'être annoncée confirme la politique menée depuis la nationalisation de 1982 : l'Etat bêche en priorité les trois les plus profonds.

Unier et Sacilor, dont les pertes d'exploitation ont été de 8,5 milliards en 1984, recevront plus de 40 % du total, comme l'an passé et comme en 1983. Bis repetita... Cette somme ne leur sera d'ailleurs pas suffisante et loin s'en faut puisqu'il leur faut aussi provisionner le coût des pertes d'emplois et dévaluer certains de leurs actifs. L'Etat a promis

de combler le complément avec des prêts participatifs de plus de 4 milliards. Mais ces prêts, à leur tour, alourdissent une dette que M^{me} Cresson veut apurer ! Bref l'équation sidérurgique est devenue insoluble par les seules dotations en capital, le trou est trop profond. La solution ne peut plus venir que d'un vaste nettoyage financier qu'il sera nécessaire d'effectuer cette année pour satisfaire les exigences communautaires (voir le supplément économique de ce jour).

3 milliards pour la Régie : son nouveau patron, M. Besse, n'est pas sans arme pour amorcer le redressement. D'autant qu'il faut ajouter 1,1 milliard à cette somme de dotations dues mais non versées en 1984 (voir les tableaux). An demeurant, si l'Etat joue son rôle d'actionnaire, il faut replacer ces milliards au regard du déficit de 1984 de Renault,

qui devrait être de 9 à 11 milliards de francs.

Comblent les trous est indispensable, et l'Etat ne peut y échapper. La dotation globale ayant été plafonnée depuis 1983 pour cause de rigueur, les sommes destinées aux politiques de développement des secteurs neufs ne peuvent être que réduites : 2,75 milliards pour l'électronique, voilà qui est trop peu en comparaison des efforts de nos concurrents étrangers (le Monde du 7 février). Toutefois, les 1 300 millions promis à Thomson et les 1 000 millions destinés à Bull doivent être soulignés. Ils sont dus à l'insistance de M^{me} Cresson, ministre tennise qui essaie de corriger les tendances lourdes en faveur des secteurs anciens. Ses efforts ne peuvent porter toutefois « qu'à la marge ».

E. L. B.

Les concours de l'Etat aux entreprises nationales (en millions de francs)

	1982 (après exécution)	1983 (après exécution)	1984 (après exécution)	1985 loi de finances initiale (1)
ENERGIE				
EDF	380	6 228	6 825	7 180
TRANSPORTS				
SNCF	14 593	18 232	20 704	21 211
RATP	3 037	3 754	3 849	4 092
CGM	475	675	579	605
Air France	629	691	407	441
Aéroports de Paris				
SNM	384	460	455	477
INDUSTRIES				
SNIA-SNECMA	251	1 165	210	900
Renault	1 020	700	1 050	
Nouveaux secteurs nationaux et chimie d'Etat	5 052	11 700	14 117	15 751
DIVERS				
	675	611	793	350
TOTAL (hors charges de retraite)	32 368	43 217	48 989	51 007
CHARGES DE RETRAITES				
SNCF	10 104	11 156	13 081	13 852
EDF	6 294	8 052	9 042	10 013
SEITA	280	333	391	446
TOTAL GÉNÉRAL	49 046	62 758	71 503	75 318

(1) Aux chiffres de la loi de finances de 1985 nous avons ajouté les reports des dotations de 1984 sur 1985 (120 millions à la CGM, 140 millions à Air France, 200 millions à la SNIA-SNECMA, 2 191 millions aux nationalisés, dont 166 millions pour Renault).

CONCOURS DE L'ETAT AUX GROUPES NATIONALISÉS (hors banques) RÉPARTITION PAR BÉNÉFICIAIRE FINAL (en millions de francs)

	1982 (Après exécution)	1983 (Après exécution)	1984 (Après exécution)	1985 *** (loi de finances initiale + reports de 1984)
SAINT-GOBAIN	0	250	150	150
PÉCHINEY	500	943	2 075	75
BOURBOULE	0	400	150	150
CGE	516	699	1 861	
THOMSON	0	550	500	1 300 + 500
BULL	0	1 500	1 000	1 000
RENAULT	1 020	700	1 050	3 000 + 166
EDF	450	730	1 090	700
ENSC	100	50	200	150
SACILOR	1 550	3 150	3 300	5 750
UNISOR	1 250	2 650	2 120	
COCT	0	97	591	450 + 300
PCUK	0	677	1 000	1 000
DIVERS	686 (Matra)	5 (SNPE)		
TOTAL	6 072	12 400	15 167	13 560 + 2 191

* N'est retracée ici que la participation de l'Etat. La participation des banques nationales au capital de ces entreprises qui s'est faite à travers la SFPI (Société française de participation industrielle) n'est pas prise en compte : elle a atteint 3 milliards de francs.

** Les sommes inscrites à la ligne PCUK (Pechiney Ugine-Kuhlmann) correspondent à ce que l'Etat a versé aux banques créancières des entreprises chimiques Pechiney avant que celles-ci ne sortent de Pechiney pour aller rejoindre ELF-Quilmes.

*** Les chiffres pour 1985 comprennent d'une part, les concours de l'Etat aux groupes nationalisés prévus dans la loi de finances 1985 votée en décembre dernier par le Parlement : 13,56 milliards de francs, dont M^{me} Cresson a révélé lundi soir 1 mars, comment ils se répartissent. Mais les groupes nationalisés bénéficient en 1985 des reports sur 1984 non consommés (2,19 milliards de francs) : à total, les crédits dont disposent pour cette année les groupes nationalisés sont au total de 15,75 milliards de francs.

Les chiffres des années précédentes (1982, 1983, 1984) sont des chiffres (après exécution) c'est-à-dire des sommes réellement dépensées : ils tiennent compte des reports d'une année sur l'autre.

AGRICULTURE

PREMIER TOUR DE TABLE SUR LES PRIX AGRICOLES

M. Rocard plaide pour l'utilisation industrielle des céréales

Bruxelles (Communauté européenne). — Le premier tour de table que les ministres de l'Agriculture des Dix ont consacré, le lundi 11 mars, à l'examen des propositions de prix agricoles pour la campagne 1985-1986 laisse une double impression : les Allemands sont placés en première ligne et tendus ; les Français peuvent manœuvrer derrière, plus à l'aise.

Les Allemands vont, en effet, se battre pour essayer d'obtenir une grille des prix moins défavorable à leurs agriculteurs. M. Ignatz Kiechle leur ministre de l'Agriculture, a confirmé qu'il était hostile à toute baisse des prix en deutschemarks et en particulier de ceux des céréales alors que les propositions de Bruxelles aboutiraient pour celles-ci à une réduction de plus de 4 % des prix garantis aux producteurs allemands. Cette position place les Français dans une situation relativement confortable : il suffit de laisser faire les Allemands, quitte à les appuyer le moment venu, pour obtenir des relèvements dans les secteurs opportuns, par exemple les produits laitiers. Cela permet à M. Rocard tout à la fois de « voir plus large » et de défendre, avec des nuances, une position qui n'est pas très éloignée de celle de la Commission européenne. Puisque la production de céréales a considérablement augmenté, dépassant très largement les seuils de garantie fixés l'année passée, il faut effectivement se résigner à baisser les prix.

De même, convient-il après une année de rodage du système des quotas, de ramener, comme prévu, de 99,5 millions de tonnes à 98,4 millions de tonnes, la quantité de lait pouvant être produite dans l'année par la Communauté. Enfin et surtout les Allemands, conformément aux engagements pris, doivent

De notre correspondant

poursuivre le démantèlement des montants compensatoires monétaires (MCM) qu'ils appliquent encore dans les échanges.

Mais, le ministre français constate aussi que les propositions de la Commission n'offrent aucune perspective positive aux agriculteurs. M. Rocard estime que des orientations devraient être prises en même temps que les décisions sur les prix. La Commission devrait, selon lui, s'engager à subventionner l'utilisation industrielle non alimentaire des céréales. Des débouchés non négligeables existent d'ores et déjà dans l'industrie des produits amylopectés utilisés par la chimie et la pharmacie. Rien de choquant à cela : au lieu de subventionner pour exporter ou pour stocker, on subventionnerait pour envoyer le blé à l'usine.

M. Rocard constate encore le décalage croissant entre les « prix institutionnels », fixés chaque année à Bruxelles, et les prix de marché, ce qui touche effectivement les agriculteurs. L'écart s'est creusé d'une manière tout à fait préoccupante dans le cas de la viande bovine (les prix de marché sont inférieurs à 70 % du prix d'orientation) et devient significatif pour les céréales. Il est temps, selon le ministre français, de moins braquer le projecteur sur les prix officiels, qualifiés de « prix décalés », et de se consacrer davantage des méthodes de gestion afin d'améliorer l'efficacité des mécanismes d'intervention.

M. Rocard a énuméré ensuite une série de requêtes ponctuelles. Selon lui, la baisse du prix du tournesol de 1,5 % en ECU, + 0,475 % en francs français n'est pas justifiée. Le prix d'orientation du vin rouge

doit être relevé afin de rendre un peu moins douloureuse la distillation obligatoire. Celle-ci sera payée, selon les quantités distillées, à 50 % ou bien à 40 % du prix d'orientation. Il plaide pour une augmentation du prix de la viande de mouton. Il demande, enfin, que le super-prélèvement qui serait appliqué, au cas où les quotas sont dépassés, fasse l'objet d'un versement unique en fin de campagne, et non pas, comme le prévoit l'actuel règlement, d'un versement trimestriel.

PHILIPPE LEMAITRE.

AFFAIRES

LE GROUPE HOTELIER ACCOR PREND 44 % DU CAPITAL DE LENOTRE

En prenant 44 % du capital du célèbre traiteur-pâtisseries Lenotre, le groupe hôtelier ACCOR met une touche de prestige à son activité de restauration jusqu'ici destinée aux collectivités (notamment par l'intermédiaire de la Générale de restauration) et au public, héritage de Jacques Borel international. En présentant le 11 mars l'ascension de la société Lenotre, le groupe ACCOR, coprésident d'ACCOR, ont mis l'accent sur le développement rapide de l'activité de traiteur qu'ils attendaient de ce rapprochement, en complément des diverses formes de restauration du groupe « mais en fonction des souhaits formulés par M. Gaston Lenotre ».

Ce dernier voit là de « nouvelles possibilités de développement international grâce à l'appui d'un groupe français présent dans une soixantaine de pays » et un moyen de régler diverses questions propres à la structure financière des sociétés Lenotre. Déjà jusqu'à présent par M. et M^{me} Lenotre (et leurs trois enfants) à hauteur de 86 %, les collaborateurs de l'entreprise (10 %) et des administrateurs (4 %), ce capital de 7,7 millions de francs sera désormais ouvert. Dans un premier temps, sera cédée à ACCOR une participation de 44 %, soit un pourcentage un peu supérieur aux 40 % envisagés à la fin 1984 lorsque le groupe Lenotre avait cherché à élargir son assise financière en faisant appel à la société Suez développement industriel (SDI), filiale à parts égales de la Compagnie financière de Suez et de l'Institut de développement industriel (IDI). Les discussions n'avaient pu aboutir, et ACCOR vient donc de prendre la place de SDI.

Mais il faut pour l'heure apaiser quelques difficultés et rétablir la capacité bénéficiaire du groupe Lenotre. L'exercice 1984 sera sans doute déficitaire, alors que celui de 1983 s'était achevé sur un bénéfice de 7 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 177 millions. A cela, essentiellement une raison : « l'accident de parcours de Houston », au Texas, où Lenotre a ouvert en 1983 un grand centre de production destiné à approvisionner des magasins qui n'ont pas connu le succès escompté aux Etats-Unis. L'opération initialement évaluée à 1,5 million de dollars aura été deux fois plus coûteuse.

S. M.

FAITS ET CHIFFRES

Energie

● Hausse du prix du fuel domestique. — Le prix du litre de fuel domestique a augmenté de 14,20 centimes par litre le 12 mars, du fait de la hausse du dollar et d'un relèvement de la fiscalité. Le prix du fuel domestique demeure déterminé par la formule de filiation automatique des prix, abandonnée à la fin janvier pour les carburants.

Etranger

RFA

● Prix : + 0,4 % en février. — Les prix à la consommation ont augmenté de 0,4 % en février contre 0,6 % en janvier et 0,1 % en décembre, annonce l'Office fédéral des statistiques. Calculé sur un an, le taux d'inflation a été de 2,2 % au lieu de 2,1 % en janvier et 2 % en décembre. Sans les produits alimentaires et les fleurs dont les prix ont enregistré une flambée en février en raison du froid, le taux d'inflation aurait, selon l'Office, été de 2,2 %.

ITALIE

● PIRELLI va supprimer 2400 emplois. — Le groupe Pirelli, numéro un pneumatique en Italie devrait annoncer la suppression de 2400 emplois dans la péninsule, soit 22 % de ses salariés. Pirelli, en négociation difficile avec les syndicats notamment sur le sort de l'usine de Biococca près de Milan, souhaite restructurer et moderniser complètement son outil de production.

Social

● SNCF : la CGT et la CFDT refusent de signer l'accord salarial. — La CGT, la CFDT et la FGAAC (conducteurs autonomes) ont refusé de signer les propositions salariales 1985 de la SNCF. Ces propositions ont toutefois reçu l'assentiment de la CFDT ; de la CGC et de la FMC (cadres autonomes). FO n'a pas encore donné sa réponse. Les augmentations de salaires seront de 4,5 % en niveau, accordées en trois étapes de 1,5 % : au 1^{er} mars, au 1^{er} juillet et au 1^{er} novembre. Une prime uniforme de 280 F sera versée en septembre. Une clause de sauvegarde prévoit un rajustement en masse si la hausse des prix en moyenne dépasse 5,2 %.

Transports

● Les travaux du métro de Santiago du Chili suspendus. — Le ministre chilien des travaux publics a annoncé que la construction de la troisième ligne du métro de Santiago était suspendue, en attendant que les zones dévastées par le tremblement de terre de la semaine dernière soient reconstruites. Le contrat signé avec la Sofretra, filiale de la RATP, prévoit la construction de 5,4 kilomètres de voies en quatre ans pour un montant de 500 millions de dollars environ. — (AFP, Reuters.)

la même priorité que nous

import aux banques
aux jeunes ménages

UR

Du 7 au 20 mars
dans tous les rayons

Prix exceptionnels

AUX TROIS QUARTIERS

17, BOULEVARD DE LA MADELEINE, PARIS



DECISION informatique

Au sommaire du N° 71

- Macintosh XL : un vrai professionnel à 40 000 FF.
- Papman de Toshiba : un nouveau portatif compatible.
- Etude de la distribution des micro-ordinateurs.

Chez votre marchand de journaux

La micro de demain vue par les génies de l'informatique.

16 F. EN VENTE PARTOUT.

ARCHES FINALES

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



sogerap

Société Anonyme au Capital de 240 707 250 F
Siège Social : 7, rue Nélaton - 75739 PARIS CEDEX 15

AVIS DE CONVOCATION

Messieurs les actionnaires sont convoqués pour le **mercredi 27 mars à 10 h 30**, au siège social : 7, rue Nélaton à Paris (15e), en Assemblée générale ordinaire, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 27 MARS 1985

- 1 - Rapport du Conseil d'administration sur les opérations de l'exercice clos le 31 décembre 1984 (1-10-1983 au 31-12-1984). Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes de cet exercice et rapport spécial sur les conventions visées par les articles 101 et suivants de la loi du 24 juillet 1966. Quitus aux administrateurs.
 - 2 - Approbation du bilan, du compte de résultat et de leur annexe au 31-12-1984.
 - 3 - Approbation des opérations ayant fait l'objet du rapport spécial des Commissaires aux comptes.
 - 4 - Distribution d'un dividende. Option pour un paiement en actions.
 - 5 - Ratification de la cooptation d'un administrateur. Renouvellement du mandat de quatre administrateurs.
 - 6 - Transfert du siège social.
 - 7 - Majoration des jetons de présence versés aux administrateurs.
- Tout actionnaire sera admis à l'Assemblée générale ou pourra s'y faire représenter par un mandataire actionnaire.
- Les titulaires d'actions nominatives doivent être inscrits sur les registres de la société cinq jours avant la date de l'assemblée générale.
- Les propriétaires d'actions au porteur doivent déposer, cinq jours avant la date de l'Assemblée générale, le certificat de dépôt délivré par la Banque, l'Établissement financier ou l'Agent de change qui comptabilisent ces titres, soit au Siège social, soit dans les sièges, agences ou succursales des établissements suivants :

- CRÉDIT LYONNAIS ;
 - SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ;
 - BANQUE NATIONALE DE PARIS ;
 - BANQUE PARIBAS ;
 - CRÉDIT DU NORD ;
 - CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL ET BANQUES affiliées à son groupe.
- Il n'est pas délivré de carte d'admission.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.



CREDITEL

Société Anonyme au Capital de 100 000 000 F
Siège Social : 10, rue de la République - 92000 NANTERRE

Le conseil d'administration de Créditel, réuni le 7 mars 1985 sous la présidence de M. Henri Filho, président-directeur général, a arrêté les comptes du dernier exercice social clos le 31 décembre 1984.

Après dotation aux amortissements de 296 778 159 F, ces comptes font apparaître un bénéfice de 67 179 426 F, soit 16,79 F par action, contre 17,41 F en 1983.

Il sera proposé à la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires de fixer un dividende identique à celui de l'exercice précédent, soit 14,90 F par action, qui, en raison du statut fiscal de la société, n'ouvre pas droit à avoir fiscal.

Cette assemblée générale ordinaire sera suivie d'une assemblée générale extraordinaire convoquée en vue de mettre en harmonie les statuts avec les nouvelles dispositions législatives et d'autoriser le conseil d'administration à augmenter le capital.

Dans le domaine du crédit-bail en faveur des télécommunications, Créditel a signé en 1984 avec l'administration des P.T.T. un protocole portant sur un programme de 200 millions de francs. Ces engagements seront financés à hauteur de 40 millions sur fonds propres de réemploi et de 160 millions sur fonds d'emprunt.

Des négociations ont été entamées avec l'administration sur le programme à prévoir au titre de l'année en cours.

Par ailleurs, Créditel a poursuivi le développement de ses opérations de Société classique qui représentaient à la fin 1984 un volume d'opérations en phase locative de 162 millions de francs.

SOVABAIL

Réuni le 7 mars, le Conseil d'administration de SOVABAIL, Sicom du groupe SOVAC, a arrêté les comptes de l'exercice 1984.

ACTIVITÉ

La société a conduit 26 opérations nouvelles pour un montant global de 124,1 millions de francs, dont 80,2 millions de francs rapportés à l'activité de crédit-bail et 43,9 millions de francs à celle de location simple.

Cette production porte le montant brut hors TVA des engagements en fin d'exercice à 1 317 millions de francs, contre 1 208 millions de francs à fin 1983, en progression de 9 %. Ce montant se répartit en 1 147 millions de francs d'engagements de crédit-bail et 170 millions de francs d'opérations de location simple.

Le montant des préloyers et loyers hors taxes des engagements de l'exercice atteint 230,5 millions de francs, contre 201 millions de francs, en hausse de 9 %.

RÉSULTAT

Après 39,4 millions de francs (contre 37,9 millions de francs en 1983) d'amortissements et provisions assimilées, le bénéfice net comptable s'établit à 76 975 865 F, contre 68 930 347 F, soit une progression de 12 %.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale, qui se tiendra le 25 avril 1985, la distribution d'un dividende global de 63 390 000 F, représentant 85,74 % du bénéfice net devant être distribué, soit un dividende par action de 50,30 F, contre 46,50 F pour l'exercice précédent (+ 8 %), auquel s'ajoutera un crédit d'impôt de 0,0833 F.

Situation du Crédit Lyonnais

au 31 janvier 1985.

La situation au 31 janvier 1985 s'établit à 760 438 millions contre 765 309 millions au 2 janvier 1985. Au passif, les comptes d'inscriptions d'emprunt, Trésor Public, Comptes Courants Postaux se chiffrent à 36 300 millions de francs et les comptes de Banques, Organismes et Établissements Financiers à 306 660 millions de francs. Les ressources pour les par la Clientèle totalisent 252 945 millions de francs.

A l'actif, les comptes de Banques, Organismes et Établissements Financiers s'évaluent à 296 586 millions de francs, les Crédits à la Clientèle à 265 735 millions de francs et les comptes ordinaires de débiteurs de la Clientèle à 36 918 millions de francs.

Européenne, Banca di Roma, Banco Hispanoamericano, Comptoir d'Escompte.

LE PARTENAIRE DE VOTRE AVENIR



CIT-ALCATEL

Le chiffre d'affaires hors taxes de la Compagnie en 1984 s'est élevé à 6 063 millions de francs, en progression de 5,6 % par rapport à 1983.

Le chiffre d'affaires du Groupe CIT-ALCATEL s'établit, pour 1984, à 14 464 millions de francs, dont 13 354 millions de francs en provenance des sociétés contrôlées, et 1 110 millions de francs en provenance des sociétés affiliées.

Par rapport au chiffre d'affaires global de 1983, la progression est de 10,5 %.



CAISSE NATIONALE DES AUTOROUTES

56, rue de Lille - 75007 PARIS

EMPRUNT A TAUX RÉVISABLE MARS 1985

2 milliards de F

soit 400 000 obligations de 5 000 F - Prix d'émission : 4975 F

Taux d'intérêt du premier coupon :

11,80 %

payable le 25 mars 1985

Coupons suivants : payables le 25 mars de chaque année ; taux fixé un an à l'avance, égal à 95 % du taux de rendement moyen au règlement des emprunts non indexés garantis par l'Etat et assimilés, établi par l'INSEE pour le mois de février précédant la révision. En tout état de cause, le taux d'intérêt annuel sera au moins égal à 6,5 %.

Durée : 12 ans

Amortissement : en totalité à la fin de la douzième année

soit le 25 mars 1997

Puissance règlement : 25 mars 1985

Closure sans préavis

Une note d'information (type CCB n° 85-31 du 14-02-85) peut être obtenue sans frais auprès de la CNA, 56 rue de Lille 75007 Paris, ou des chefs de service des caisses d'autoroutes.

SOUSCRIVEZ AUX EMPRUNTS DE LA

pour l'extension du réseau français d'autoroutes.



Le conseil d'administration qui s'est réuni le 21 février 1985 a arrêté les comptes de l'exercice clos le 28 décembre 1984.

Les revenus distribuables permettent de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera réunie sur première convocation le 15 avril 1985, de fixer le dividende de l'exercice 1984 à 494,23 F par action. Cette somme serait mise en paiement le 14 mai 1985 contre remise du coupon n° 3 et ouvrirait droit à un crédit d'impôt de 4,62 F.

Compte tenu de ce calendrier, seuls les ordres de rachat reçus jusqu'au 13 mai 1985 avant midi seraient exécutés sur la base de la valeur liquidative coupon inclus.

Société d'investissement à capital variable.

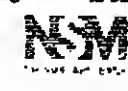
valeurs réalisables

Banque de Neufilze, Schlumberger, Mallet

Le conseil de surveillance de la Banque de Neufilze, Schlumberger, Mallet s'est réuni le 6 mars 1985, sous la présidence de M. Jean-Pierre Mallet, pour examiner aux fins de vérification et de contrôle les comptes de l'exercice 1984, arrêtés par le directeur de la banque.

Le total du bilan au 31 décembre 1984 s'établit à 19,6 milliards de francs, chiffre voisin de celui de l'exercice précédent. Les crédits et les dépôts de la clientèle ont augmenté d'environ 8 % d'une année à l'autre, mais cet accroissement a été compensé par une diminution du volume des opérations de trésorerie, exceptionnellement élevé fin 1983.

Hors provision non affectée ayant payé l'impôt, d'un montant de 25 millions de francs, les provisions nettes d'exploitation de l'exercice se sont élevées à 98 millions de francs, dont la majeure partie a été affectée à la couverture des risques sur créances étrangères.



PARIS-FRANCE

La direction générale de la Société Paris-France a étudié un projet de plan d'assainissement global de la situation financière consécutive aux importantes pertes des derniers exercices.

Ce projet intéresse l'ensemble des filiales d'exploitation des grands magasins populaires (à l'exception de la société du Grand Bazar de Toulouse). Il est envisagé de ramener le réseau commercial, dont des sociétés du groupe des Galeries Lafayette pourraient prendre le contrôle d'ici au 1^{er} octobre 1985, de 45 à 32 unités et de céder des immeubles.

Paris-France conserve intégralement sa participation majoritaire dans les sociétés Aux Trois Quartiers et Madelon, ainsi que l'exploitation de magasins correspondants.

Les modalités encore à l'étude, seront soumises à l'avis du comité central d'entreprise le 19 mars, puis du conseil d'administration le 22 mars ; une assemblée générale extraordinaire des actionnaires serait convoquée dans le courant du mois de mai.

OFFICIER MINISTÉRIEL VENTE PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 563.12.66

Vente au Palais de justice de Paris le JEUDI 28 MARS 1985 à 14 heures

EN UN SEUL LOT :

UN APPARTEMENT de 4 pièces pples

2 salles de bains, wc - un débarras particulier au sous-sol dans un immeuble sis à

PARIS-8^e - 24 A, rue Murillo

et UNE CHAMBRE SALLE D'EAU dans

l'immeuble sis à PARIS-8^e - 24 A, rue Murillo

LIBRES - Mise à prix : 3 000 000 de Francs

S'adresser à Maître Jean NOUËL, avocat,

26, boulevard Raspail, PARIS-14 - Téléphone : 544-10.33.

VENTE SUR LICITATION, au Palais de justice de Paris,

le LUNDI 25 MARS 1985, à 14 h - EN UN LOT :

UN STUDIO

avec balcon, au 3^e étage, porte face gauche

ascenseur B - CAVÉ au sous-sol, dans immeuble

189-191, bd VOLTAIRE - PARIS (11^e)

5 et 7, rue Léon-Frot

M. à P. : 120 000 F BOITTELLE-COUSAU, avocats associés

à PARIS (11^e), 29, rue des Pyramides - Tél. : 260-46-79 - Ts avocats pr. Trib.

gde inst. Paris - Sur les lieux pour visiter.

Vente Palais Justice Bobigny, mardi 26 mars 1985 - 13 h 30

PROP. ROSNY-S-BOIS

s/sol : r. de ch. de 5 pièces. Cuisine. Entrée. wc. 1^{er} étage

4 pièces. Salle d'eau. wc. Garage. Bat. Jardin. Surf. totale 1 203 m²

M. A P. 200 000 F S'ad. M^{re} B. Esdaile, avocat Rosny-s-Bois

11, r. du Gal.-Leclerc et M^{re} Boissel

Avocat Paris - 14, rue Sainte-Anne - tél. : 261.01.09

Vente au Palais de Justice de Bobigny, le mardi 26 mars 1985, à 13 h 30 UN LOT

ROMAINVILLE 93 - 1^{er} TERRAIN Cce 842 m²

13, rue Benfiet avec 2 pavillons d'habitation

2^e PETITE MAISON

4, sente Chevallier (Cce 28 m²)

MISE A PRIX : 150 000 FRANCS

S'ad. SCPA ETIENNE - DORE - WARET-ETIENNE

FENART-ALÉMAN, avocats à Rosny-s-Bois

(93) 11, rue du Général-Leclerc, M^{re} Boissel, Avocat à Paris,

14, rue Sainte-Anne. Tél. : 261-01-09.

VILLE DE PARIS - ADJ. sur surenchère du 1/10^e à la Chambre des notaires

de Paris, le MARDI 2 AVRIL 1985, à 14 h 30

UN APPARTEMENT 4 P. - LIBRE

3, PLACE DU TERTRE - PARIS (18^e)

M. A. P. : 449 900 F Consig. pour ench. 20 % de la M. à P.

chèq. cert. - S'ad. pour renseignements à :

M^{re} Mahot de la Querantonnais, Bellargent, Lièvre, notaires associés,

14, rue des Pyramides, Paris (1^{er}) - Tél. : 260 31.12

مكتبة النجاشي

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

12 mars

« Toujours plus haut », c'est l'objectif que semble s'être fixé la Bourse : mardi, avec une hausse de 0,2 %, l'indice de la Compagnie des agents de change a atteint un nouveau record absolu.

Le marché parisien a donc ignoré la nouvelle chute de Wall Street lundi. En effet, des signes de ralentissement de la croissance aux Etats-Unis préoccupent les milieux financiers américains. L'indice Dow Jones a perdu une trentaine de points depuis son niveau record atteint le premier mars.

Au fil des comportements, Galeries Lafayette, en hausse de 5%, pourrais-elle avoir gagné 4,37% (hundi) sur le marché à régiment mensuel (RM), tandis que Paris-France et le Palais de la Nouveauté, cotés « au comptant », vont également de l'avant. Cette bonne tenue est à mettre au compte de la confirmation de l'accord conclu entre les Galeries Lafayette et Paris-France (le Monde daté 10-11 mars) en termes duquel cette dernière a accepté de racheter Lafayette au contrôle des filiales, plus qu'un réseau commercial de 45 unités (grands magasins et magasins populaires) dont le nombre devrait être ramené à 32.

Par ailleurs, on relève la hausse sensible (+ 7 %) de Berger et des Mines de Salsigne tandis que La Hévin, Dasso, SFIM, Marine-Wendel, UCB, Schneider, Matra, BHV, progressent de 2 % à 4 %. Côté baisses, les plus significatives (moins 2 % à 3 %) sont dues à Talcs de Luzenac, Mumm, Olida, Ciments français, Imétel et Penarroya.

A 25.650 F le litron perd 500 F à

Paris, le napoléon étant inchangé, à 580 F. L'or recule de 290,25 dollars l'undi midi à 288,75 dollars l'once mardi matin. Dollar-titre : 10,58/62 F.

NEW-YORK

Nouvelle baisse

La tendance est demeurée orientée à la baisse, lundi 11 mars, à la Bourse de New-York, où l'indice Dow Jones a perdu un point environ, à 1 268,55. Sur 1 974 valeurs traitées, 910 se sont inscrites en recul et 597 en hausse, le reste étant inchangé. Toutefois, l'activité a encore faibli avec 84 millions de titres échangés, contre 96 millions, ce qui révèle l'attentisme des opérateurs.

Ces derniers sont de plus en plus hésitants, que ce soit sur l'évolution des taux d'intérêt ou sur celle de l'économie. En effet, après avoir amorcé une nette remontée, les taux d'intérêt ont non moins nettement fléchi sur la perspective d'un ralentissement de l'expansion aux Etats-Unis.

En outre, les analystes redoutent une révision en baisse des estimations pour les bénéfices des sociétés en 1985.

Dans les compartiments, on a noté la

D'autre part, la mort de Tchernenko est le seul aspect du dollar qui rend les

opérateurs encore plus circonspects.

Société	VALEURS	
	Cours du 8 mars	Cours du 11 mars
Alcoa	24 5/8	24 1/4
A.T.T.	21 1/2	21 1/2
Boeing	63 7/8	64 1/2
Chemical Bank	21 1/2	21 1/2
De Pont de Nemours	52 3/8	52 1/8
General Kinetics	69 3/4	69 3/4
General Motors	40 1/2	40 1/2
Ford	44 1/4	43 7/8
General Electric	62 1/2	62 5/8
General Foods	60 1/8	60 1/8
Goodyear	27 5/8	27 1/8
I.B.M.	109 3/4	109 1/2
Johnson & Johnson	50 1/2	50 1/2
Lucid Oil	29 3/8	29 1/2
Ray	40 1/2	39 5/8
Rockwell	40 1/2	39 3/4
Steel	36 5/8	35 3/8
T.A.I. Inc.	46 3/8	46 1/8
Union Carbide	46 1/2	46 1/2
U.S. Steel	36 3/4	36 1/4
Westinghouse	31	31
Zenith Corp.	44 5/8	44 1/4

LA VIE DES SOCIÉTÉS

GALERIES LAFAYETTE. — En confirmation des indications données dans notre revue boursière hebdomadaire du 10-11 mars, les Galeries Lafayette étudient les modalités d'une prise de contrôle des filiales exploitant les magasins Paris-France. Cette dernière société conservera intégralement sa participation majoritaire dans les magasins Aux Trois Quartiers et Madetot.

FINANCIAL CORP. - La-Financial Corp of America, société holding qui contrôle la première institution américaine d'épargne et de crédit, American Saving and Loan Association, a subi une perte nette de 500 à 700 millions de dollars en 1984, selon son président, M. William Uwejoye. Rappelons qu'American Saving and Loan a dû procéder à un sévère pro-

programme d'assainissement après les graves
inondations subies en 1984

Un autre aspect de l'activité, spécialement en ce qui concerne le crédit-bail immobilier, annonce pour l'exercice 1984, un bénéfice net de 14 millions de francs, en augmentation de 22 % sur l'année précédente, le chiffre de 1983 ayant progressé de 11 % par rapport à 1982. Les immobilisations ont été de 255 millions de francs. La Société a relevé de 60,60 F à 42,40 F le montant du dividende annuel, soit une progression de plus de 7 %.

En ce qui concerne les perspectives, l'activité de cette S.F.G.P.A. en 1985, de même que les investissements tant en crédit-bail (les engagements nouveaux d'Umbail ont représenté 199 millions de francs en 1984, contre 134 millions en l'année précédente), qu'en crédit simple (150 millions de francs en 1984, contre 620 millions de francs), à un rythme voisin de celui des derniers exercices.

IMPHY. — Ancienne filiale de Crenson-

oires, reprise en novembre 1983 par le conseil, le groupe Imphy est sorti du rouge en 1984 et affiche un résultat net positif de 10 millions de francs. Imphy qui perdait de l'argent depuis plusieurs années, avait subi un déficit net de 98,5 millions en 1983. L'année dernière, son chiffre d'affaires a augmenté de 20 %, pour atteindre 1,7 milliard de francs. De son côté, le résultat brut d'exploitation s'est élevé à 110 millions en 1984 (contre 11,5 millions en 1983). Quant aux effectifs, ils ont légèrement progressé d'une année à l'autre (2 978 contre 2 917 personnes en 1983).

BOURSE DE PARIS Comptant

VALEURS		VALEURS		VALEURS		VALEURS		
%	% de coupon	Cours	Dernier cours	Cours	Dernier cours	Cours	Dernier cours	
0%	28	1 340	Egypte de France	310	600	Suez Maritime	337	.....
1%	44 10	0 648	Espresso des Indes	100	.....	Suez Maritime	337	.....
2%	71 10	1 041	Espresso des Indes	889	889	Suez Maritime	337	.....
3%	5 10	.....	Espresso des Indes	889	889	Suez Maritime	337	.....
4%	76 1979	7630	Espresso des Indes	40 40	50	Suez Maritime	337	.....
5%	70 80 77	717 60	Damit	724	695	Suez Maritime	337	.....
6%	70 80 77	68 52	Espresso des Indes	1700	1650	Suez Maritime	337	.....
7%	70 80 77	67 20	Espresso des Indes	113	123	Suez Maritime	337	.....
8%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
9%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
10%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
11%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
12%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
13%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
14%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
15%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
16%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
17%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
18%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
19%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
20%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
21%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
22%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
23%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
24%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
25%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
26%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
27%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
28%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
29%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
30%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
31%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
32%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
33%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
34%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
35%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
36%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
37%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
38%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
39%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
40%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
41%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
42%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
43%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
44%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
45%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
46%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
47%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
48%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
49%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
50%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
51%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
52%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
53%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
54%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
55%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
56%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
57%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
58%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
59%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
60%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
61%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
62%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
63%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
64%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
65%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
66%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
67%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
68%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
69%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
70%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
71%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
72%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
73%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
74%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
75%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
76%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
77%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
78%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
79%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
80%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
81%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
82%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
83%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
84%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
85%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
86%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
87%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
88%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
89%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
90%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
91%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
92%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
93%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
94%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
95%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
96%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
97%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
98%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
99%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....
100%	70 80 77	66 80	Espresso des Indes	137	158	Suez Maritime	337	.....

[illegible][illegible]

12 MARS

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
SECOND MARCHÉ			Hors-cote		
IP-R.D.	1750	1760	Alber	221	
SAF	353	353	Borja	285	285
SAF	710	720	Calédonie du Pn	64 50	65
Sup. Elec.	311	312	C.E.M.	58	
SAF	290	290	Cochery	58	58
Index O.T.A.	2000	2000	C.S. Sud. Sidi	110 50	
SAF	580	580	Copax	507	508
Dynaprene	715	715	F.I.M. (L)	70	8 500
SAF	290	290	La Mur	60	
Index M&I	221	220	M&I	303	
SAF	400	400	Prof. Ind. (L)	1 52	
SAF	481	480	Prompex	121	
SAF	735	735	R&D		
SAF	320	320	Rouvo H.V.	122 90	121 30
SAF	738	738	S&S, Northern Corp.	27	
SAF	1650	1645	SAF	170	
SAF	310	310	Thom & Multitone	92 20	
SAF	222	222	Total C.F.M.	335 28	340
SAF	788	781	Ulmor		

VALEURS	Emission Prime et...	Rachet net	VALEURS	Emission Prime et...	Rachet net
SICAV 11/3					
France	287 42	278 08	Argentine	123 91	119 29
Autriche	230 14	224 38	Chili	224 99	217 65
Belgique	119 16	105 40	Colombie-Espagne	200 01	195 95
Canada	433 41	413 76	Colombie-Pays	233 91	223 28
5000	431 40	278 19	Costa Rica	129 44	219 04
Chili	359 59	434 93	Laos-Dup.	228 77	143 98
Interfin	378 16	361 97	Laos-Pays	172296	11274 81
France	228 33	217 98	Laos-Thaïlande	209 01	191 51
Chili	302 89	284 19	Laos-Vietnam	211 94	191 51
Argentine	486 91	487 69	Los-Angeles	11023 31	11023 45
Chili	233 3	224 66	Los-Angeles	21860 34	21598 06

[illegible]

Règlement mensuel

en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

[illegible][illegible]

COURS	Cours préc.	Premier cours	Dernier cours	% + -	COMPENSA- TION	VALEURS	Cours préc.	Premier cours	Dernier cours	% + -
Am. G.	123 50	122 10	122 10	- 1 13	100	IT - Italico	100 20	99 80	99 80	- 0 39
Am. Ind.	872	870	870	- 2 30	100	IT - Torino	84 60	84 60	84 60	- 1 35
Am. Ind.	712	712	710	- 0 28	100	Am. Min.	67 50	67 50	67 50	- 0 14
Am. Ind.	674	670	670	- 0 58	100	Am. Min.	1063	1058	1068	- 0 47
Am. Ind.	370	370	370	- 0 58	100	Am. Min.	883	883	883	- 1 11
Am. Ind.	23 70	24	24	+ 1 28	205	Am. Min.	314	310	310	- 1 27
Am. Ind.	582	542	542	- 1 81	24900	Am. Min.	24830	24780	24780	- 0 80
Am. Ind.	370	368 50	368 50	- 0 02	124	Am. Min.	115 80	115 80	117	+ 0 42
Am. Ind.	63 70	63 70	63 70	- 0 12	1150	Am. Min.	1118	1110	1117	+ 0 17
Am. Ind.	1359	1381	1381	+ 0 16	170	Am. Min.	175	175	175	- 1 96
Am. Ind.	82 45	86 00	86 00	+ 2 24	274	Am. Min.	235	244	246	+ 2 25
Am. Ind.	267	267	267	- 0 12	205	Am. Min.	254	246	239 40	- 0 80
Am. Ind.	568	591	591	+ 1 23	270	Am. Min.	347	349	349	+ 0 43
Am. Ind.	747	748	748	- 0 28	235	Am. Min.	950	957	957	+ 0 73
Am. Ind.	364 50	364 50	364 50	- 0 12	1000	Am. Min.	589	574	574	- 0 87
Am. Ind.	70 50	70 70	70 70	+ 0 35	100	Am. Min.	75 60	75 60	75 60	- 0 30
Am. Ind.	309	308 50	308 50	- 0 17	100	Am. Min.	174	173	173	- 0 40
Am. Ind.	513	515	515	+ 0 36	100	Am. Min.	415 50	415 50	415 50	- 0 86
Am. Ind.	67 50	68 50	68 50	+ 1 50	100	Am. Min.	85 10	86 70	86 70	+ 0 98
Am. Ind.	222	221 50	221 50	- 0 22	460	Am. Min.	18 30	18 30	18 30	- 0 98
Am. Ind.	128 50	125	125	- 1 15	160	Am. Min.	181 80	181 80	181 80	+ 1 89
Am. Ind.	515	515	515	- 0 38	100	Am. Min.	251	252	252	+ 0 34
Am. Ind.	671	695	695	+ 0 34	161	Am. Min.	965	967	967	+ 1 21
Am. Ind.	838	830	803	- 0 87	265	Am. Min.	483 90	488 10	488 10	- 0 87
Am. Ind.	57 60	57 60	57 60	- 0 12	100	Am. Min.	354	359	360	+ 0 41
Am. Ind.	34 45	34 30	34 20	- 0 12	985	Am. Min.	288 50	287	287	- 1 53
Am. Ind.	143	143 30	143 30	+ 0 62	478	Am. Min.	478 50	478 50	478 50	- 0 52
Am. Ind.	35 70	35 70	35 70	- 0 12	975	Am. Min.	210	210	210	- 0 47
Am. Ind.	67 40	67 40	67 40	- 0 12	320	Am. Min.	360	360	360	- 0 52
Am. Ind.	138 50	139 50	139 50	- 0 71	485	Am. Min.	2 10	2 08	2 08	- 0 47
Am. Ind.	1430	1395	1400	+ 0 14						

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

DÉBATS

2. TRAVAILLEURS ET CHÔMEURS : « Les attentes des OS », par Gérard Mendel ; Témoignage : « Dix-neuf mois en marge ».
11. L'Union : Rassurer l'attente, de Philippe Séguin.

ÉTRANGER

- 3 à 7. L'ÉLECTION DE M. GORBATCHEV
8. EUROPE
9. AMÉRIQUES
10. ASIE
11. PROCHE-ORIENT

POLITIQUE

- 12 à 13. LE PREMIER TOUR DES ÉLECTIONS CANTONALES : les résultats dans les départements d'outre-mer ; les réactions.
14. La situation en Nouvelle-Calédonie.

SOCIÉTÉ

15. ENTRETIEN AVEC M. ROLAND CARRAZ : une loi-programme sur l'enseignement technique.
16. Le procès des frères Willet.

89 FM

à Paris

ALLÔ « Le Monde »

232-14-14

Mardi 12 mars, 19 h 20

Les meilleurs classes préparatoires parisiennes

YVES-MARIE LABÉ

(Le Monde de l'éducation)

répond aux questions des auditeurs et des lecteurs

Débat animé par FRANÇOIS KOCH

CULTURE

18. MUSIQUE : un an pour découvrir Alexandre Bonny.
19. PHOTO : la DATAR explore le paysage français.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

- 21-22. Les restructurations un an après.
23. La Portugal en proie à la bureaucratie.
24. La CGT regagne parfois du terrain mais enregistre encore de sérieux revers aux élections professionnelles.

ÉCONOMIE

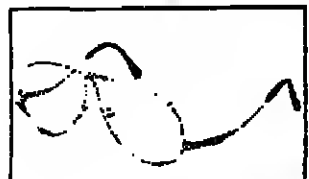
40. SOCIAL : M. Maitre et le malaise de la CDT.
41. CONJONCTURE : 3 milliards de francs pour Renault.

RADIO-TÉLÉVISION (25)

- INFORMATIONS
- SERVICES (17) :
- Journal d'informations ; Météorologie ; Mous écriés.
- annonces classées (26 à 39) ; Carnet (16-17) ; Programmes des spectacles (19-20) ; Marchés financiers (43).

L'AUTRE DIMENSION

par Luigi Colani



Colani L'EXCEPTION.

Luigi Colani, sculpteur, ingénieur en aérodynamisme, réinvente le confort en créant des montures haute technologie, inspirées de la libellule et de son extraordinaire champ de vision.

A B C D E F G

POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS LE DÉBUT DE LA GUERRE

L'Iran a utilisé des missiles sol-sol pour atteindre les installations pétrolières irakiennes à Kirkouk

Le président Mitterrand devait recevoir ce mardi 12 mars, une délégation du « Comité des sept » de la Ligue arabe, dont la mission est de favoriser le règlement de la guerre du Golfe. M. Cheddi Kibbi, le secrétaire général de la Ligue, dirige la délégation, qui comprend les ministres des affaires étrangères d'Arabie saoudite, de Jordanie, de Tunisie, du Koweït, du Maroc, du Yémen du Nord et d'Irak. C'est le vice-président et ministre des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, qui a été chargé d'exposer le point de vue de Bagdad.

M. Aziz expliquera sans doute au chef de l'Etat français pourquoi l'Irak a refusé de répondre à l'appel de M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU pour l'instauration d'un cessez-le-feu à partir de 24 heures (GMT) lundi soir. Le gouvernement basiste estime que la trêve devrait être le fruit de délibérations à New-York entre M. Perez de Cuellar et des « représentants mandatés des deux belligérents ». L'Iran avait, pour sa part, accepté un cessez-le-feu inconditionnel.

Environ une heure avant l'entrée en vigueur théorique de la trêve, trois avions irakiens ont lâché leurs roquettes sur des quartiers résidentiels de Téhéran, faisant - selon un communiqué officiel - six morts et des blessés. Simultanément, cinq autres villes étaient attaquées, Masjed-Soliman, Khorramabad, Bouroujerd, Desful et Arak. Des avions ont également survolé la ville sainte de Qom, près de Téhéran, sans lâcher de bombes. La veille, quatre autres villes iraniennes - Tabriz, Baktrian, Qazvin et Baodarkhomelny avaient été pilonnées. Dans cette dernière localité - au nord-est du Golfe - le complexe pétrochimique, dont les Japonais n'ont pas pu achever les travaux, a été endommagé. Les roquettes irakiennes avaient également endommagé un pétrolier libérien qui se dirigeait vers les rives iraniennes.

Mardi matin, on apprenait de Bagdad que des forces irakiennes avaient tenté, toujours dans la nuit, de lancer une offensive dans les marais de Howzeib (au sud du front), mais qu'elles avaient été « partiellement anéanties ». Se référant à cette opération, Téhéran soutient, au contraire, que « de lourdes pertes ont été infligées à l'armée irakienne ».

Le bilan des victimes, jusqu'à lundi matin, s'élevait dans la population irakienne, selon Téhéran, à 822 morts et 2630 blessés. - (AFP, Reuters, AP).

En Inde

Des dirigeants autonomistes sikhs modérés ont été libérés

De notre correspondant

New-Delhi. - Neuf mois presque jour pour jour après son arrestation au cours de l'assaut du Temple d'or d'Amritsar par l'armée, M. Harbant Singh Longowal, président du mouvement sikh Akali Dal (autonomiste, modéré) et sept autres dirigeants du parti ont été libérés lundi 11 mars sur ordre de M. Rajiv Gandhi. Ce « geste de bonne volonté », présenté comme tel par le gouvernement, a été bien accueilli par les cinq grands prêtres du sikhisme, mais « ne doit pas être pris comme un signe de faiblesse », a précisé le ministre de l'intérieur, M. S.B. Chawla.

Il s'agit, a-t-il ajouté, d'une « décision unilatérale qui ne répond en aucun cas aux menaces de l'Akali Dal ». Le principal parti des Sikhs avait lancé le 7 mars un ultimatum aux termes duquel, si ses dirigeants emprisonnés n'étaient pas libérés et une enquête judiciaire ouverte sur les massacres des Sikhs à Delhi après l'assassinat d'Indira Gandhi, une nouvelle phase de protestation et d'agitation serait déclenchée dans le Pendjab à partir du 13 avril. L'ultimatum du président Longowal, ancien « diète » de la « sainte Moreba », la campagne de revendications sikhs lancées au Temple d'or il y a trois ans, devrait permettre dans un premier temps de calmer les esprits. A toutes fins utiles, le ministre de l'intérieur a précisé que le maintien de l'ordre au Pendjab demeurerait « prioritaire » et que toutes les activités « extrémistes, antisociales et antinationales » seraient « sévèrement punies ».

De fait, il n'est pas question pour

le moment de retirer l'armée du Pendjab et encore moins d'y rétablir la règle démocratique du pouvoir civil. Les étrangers, et notamment les journalistes, demeurent interdits de séjour dans l'Etat depuis juin 1984, et il est sérieusement question de créer tout au long des 400 kilomètres de frontière entre le Pakistan et le Pendjab un no man's land d'environ 500 mètres de large, de manière à prévenir l'entrée clandestine de Sikhs étrangers dans l'Etat.

Ces Sikhs naturalisés britanniques, canadiens ou américains, soit d'après le gouvernement, les principaux responsables du développement de l'idéologie séparatiste au Pendjab. Ce sont eux, toujours d'après les autorités, qui pourvoient, avec la complicité du Pakistan, les terroristes en armes et on fonds. Dorénavant, tous ceux qui propagent de l'étranger des idées indépendantistes verront leurs biens restés en Inde confisqués par l'Etat. La mesure sera présentée incessamment au Parlement, mais prendra effet à partir du lundi 11 mars.

Au cours des deux dernières campagnes électorales, M. Rajiv Gandhi avait promis de prendre une initiative pour régler le problème sikh. Il a tenu son engagement. Bien que deux des dirigeants de l'Akali Dal, M.M. G.S. Thora, président de l'organe de gestion des temples sikhs, et P.S. Badal, ancien chef du gouvernement du Pendjab, soient toujours emprisonnés, le gouvernement considère que « la bulle est désormais dans le camp » du parti sikh.

PATRICE CLAUDE.

Préservez votre dos fragile avec Pirelax

de PIRELLI

Schmier articulé à lames de bois sur rotule cile, avec maillage later, recommandé pour les dos fragiles, soutient utilement LA COLONNE VERTÉBRALE.

DEMANDEZ CONSEIL A VOTRE MEDECIN

37, Avenue de la République - 75011 PARIS

Métro Parmentier - Tél. 357.46.35

Dossier : 150 logiciels pour Macintosh d'Apple

16 F. EN VENTE PARTOUT.

M. LIGNEL ATTAQUE « LE DAUPHINÉ LIBÉRÉ » SUR SES TERRES

(De notre correspondant.)

Grenoble. - A la tête de cinquante collaborateurs venus au petit matin ce car spécial de Lyon, le PDG du Progrès, M. Jean-Charles Ligoel, a participé, dimanche 10 mars, à la distribution du second numéro de l'édition dominicale de son quotidien, conçu spécialement pour les grenoblois. Huit pages d'informations locales et sportives viennent grossir le Progrès-dimanche et le magazine qui l'accompagne, le tout étant vendu 2,50 francs contre 3,60 francs pour le Dauphiné libéré. Huit jours plus tôt, le nouveau « produit » avait été déposé gratuitement dans les cinquante mille boîtes aux lettres de l'agglomération.

Le temps est venu pour le Progrès d'avoir une stratégie de reconquête, elle commence par Grenoble, élame M. Ligoel. Après les très vifs incidents qui ont opposé, samedi 2 mars, le PDG du Progrès à son homologue du Dauphiné libéré, M. Xavier Elie, devant les grilles du quotidien lyonnais (le Monde du 3 mars), M. Ligoel a obtenu un succès financier auprès des tribunaux.

Les collaborateurs, qui rejoignent avec enthousiasme M. Ligoel, le 1er janvier 1985, où il prétendait faire du Progrès le Washington Post français, regardent probablement avec scepticisme et étonnement cette nouvelle tentative. En effet, à Grenoble, moins de six mois après le début de sa parution, l'édition grenobloise du Progrès disparaissait et les journalistes étaient licenciés ou mutés.

Pourtant, M. Ligoel affirme haut et fort : « Entre le Progrès et le Dauphiné libéré il n'y a pas d'autre issue qu'une victoire totale de l'un ou de l'autre » (1).

(1) En 1983 (dernier OJD), la diffusion du Progrès était de 302 474 exemplaires, celle du Dauphiné libéré de 330 172 exemplaires.

CLAUDE FRANCILLON.

Pour une production en commun de documents destinés à la télévision

PROJET D'ACCORD ENTRE « LE MONDE » ET GAMMA

Un projet d'accord entre le Monde et Gamma, par l'intermédiaire de sa filiale audiovisuelle Gamma-TV, pourrait aboutir prochainement. Il porte sur une association entre l'agence de photo et notre journal pour la production en commun et la distribution de reportages de magazines et de documentaires, destinés à la télévision.

Le numéro du « Monde » daté 12 mars 1985 a été tiré à 613851 exemplaires

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

PRIX EXCEPTIONNELS

avec la garantie d'un grand maître tailleur

COSTUMES MESURE

A partir de 1 750 F

PANTALONS à partir de 590 F

Pour vous permettre de juger la qualité de notre travail 3 000 tissus

Luxeuses draperies anglaises

Fabrication traditionnelle

Boutique Femme

JUPES et TAILLEURS SUR MESURE

UNIFORMES et INSIGNES MILITAIRES

Prêt-à-porter Homme

LEGRAND Tailleur

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra

Téléphone : 742-70-61.

Du lundi au samedi de 10 h à 18 h.

LIVRES

POLONAIS

et livres français

sur la Pologne et l'Europe de l'Est

Catalogues sur demande

LIBELLA

12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4

Tél : 326-51-09

Sur le vif

Enfer

C'est un calvaire, le sexe, un chemin de croix. Ça n'a l'air de rien comme ça, un truc plus ou moins chouette destiné à assurer le suivi de l'espèce. En fait, pour un Américain sur dix-sept - il doit bien y en avoir autant en France - c'est une obsession, une idée fixe, un besoin de chaque instant, un véritable enfer.

On ne peut pas aller faire pipi le matin au réveil sans s'offrir une petite gâterie ni prendre une douche sans se capoter. A la vue d'une femme assise, ou affichée, jambes haut croisées, dans le métro, on perd les pédales, on oublie d'aller au boulot. On passe sa vie dans les ciné pornos. Et on en sort les yeux cernés, les yeux baissés sur la pointe de ses souliers pour ne pas succomber à nouveau à la tentation d'un désir solitaire ou partagé, à peine assouvi que déjà renaissent.

Ils na pensent qu'à ça, les mecs. Ils sont complétement intoxiqués. Et les nanas, c'est pareil. Elles y tiennent. Avant, elles se contentaient de se goinfrer, de s'empiffrer. Elles se shootaient aux restes de nouilles froides et aux vieux fonds de casseroles crémées. Maintenant elles boivent, elles fument, elles

sniffant at allées baissent comme des maledes.

D'où l'idée de créer, à l'intention de ces obsédés sexuels, des groupes de SA, de saxaholics Anonymous, dont la programmation est calquée sur celle des alcooliques ou des obèses ou, eu de-meurant, des impuissants anonymes. On s'y retrouve entra soi. On se raconte des histoires horribles de ménages brisés, d'enfants abandonnés, de carrières dévastées par cette drogue, la chair. Et on y prend de bonnes résolutions. Ne jamais se promener à poil dans son appartement. Na jamais regarder une photo de nu. Et surtout na jamais toucher où que ce soit avec qui qua ce soit. Il suffit d'une fois pour rechuter pendant des mois. Un seul verre, pardon une seule caresse, et tout est fichu.

A moins, ça ils ne le disent pas dans leur prospectus, mais ça me paraît évident, à moins qu'en cours de ces séances vous ne rencontriez l'âme sœur, ou plutôt le corps frère prêt à rouler, à s'écrouler avec vous dans l'abîme du stupre à jet continu.

CLAUDE SARRAUTE.

M. François Roussely est nommé directeur du cabinet de M. Joxe

Par arrêté publié au Journal officiel du 11-12 mars, M. François Roussely, conseiller référendaire à la Cour des comptes, a été nommé directeur du cabinet du ministre de l'Intérieur et de la décentralisation en remplacement de M. Jean-Marie Coussin.

Le « cerveau » financier de la décentralisation

On notera que M. Roussely n'est pas issu du corps préfectoral. C'est une sorte de première : on ne se souvient pas, place Beauvau, que la direction du cabinet du ministre de l'Intérieur ait été occupée par un fonctionnaire venu d'un autre corps. Les préfets, depuis 1982, commissaires de la République et quelque peu ébranlés par la décentralisation, pourraient en éprouver quelque amertume.

Ils auraient probablement tort : M. Roussely connaît bien les préfets et sait que, s'il leur fut parvenus difficile de s'adapter aux nouvelles tâches que leur demandait le gouvernement, ils l'ont fait, dit-il, « avec une loyauté et une discipline qui leur font honneur ».

Entré au cabinet de M. Gaston Defferre en juillet 1981 pour mettre en forme, au côté de M. Eric Giuly, aujourd'hui directeur général des collectivités locales (qui lui non plus n'appartient pas au corps préfectoral, mais au Conseil d'Etat), les textes législatifs et réglementaires sur la décentralisation, il devient vite le « cerveau » financier de la réforme, puis le garant de sa bonne application, en province et dans les ministères parisiens.

En juillet 1984, M. Joxe, qui veut démanteler à l'apinon que « la décentralisation continue », nomme

M. Roussely directeur adjoint de son cabinet, fonction dans laquelle celui-ci sera confronté à des situations délicates, à des crises comme celle de la Nouvelle-Calédonie.

J'aurai moins de temps pour écrire des textes de lois ou de décrets », souligne M. Roussely. Mais il n'en garde pas moins un œil sur la décentralisation, loin d'être achevée.

F. Gr.

[Né le 9 janvier 1945 à Belvès (Dordogne), M. François Roussely, licencié en droit, ancien élève de l'ENA (promotion Léon Blum), est conseiller référendaire à la Cour des Comptes depuis 1975.]

TENNIS A PARIS

STAGES LONGUE DURÉE

1. 1h 30 semaine 2. 2 jours mois

POUS NIVEAUX : Adultes - Enfants

Portes d'Orléans, d'Arc de la Chapelle

Port de Neuilly, 10. Meudon, Fontenay

TENNIS

734-36-36 ACTION

BOULEVARD DUNLOP - SERGIO TACCHINI

TRENTE ANNÉES DE RELATIONS INTERNATIONALES

INDEX ANALYTIQUE DU JOURNAL « LE MONDE » DIPLOMATIQUE 1954-1983

Un voyage à travers l'histoire

BON DE COMMANDE INDEX ANALYTIQUE DU « MONDE DIPLOMATIQUE »

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

NOMBRE D'EXEMPLAIRE (S) X 1 500 FF (Prix d'expédition inclus) = FF

COMMANDE A FAIRE PARVENIR AVEC VOTRE RÈGLEMENT AU MONDE, M^{me} LAFFETTER 5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 09